

Document d'information synthétique

mis à la disposition du public à l'occasion de l'émission d'obligations (les « **Obligations** ») à souscrire en numéraire dans le cadre d'un emprunt obligataire par offre au public du 16 novembre 2024 au 30 janvier 2025 (sous réserve de clôture par anticipation ou de prorogation) pour un montant inférieur à 8 millions d'euros (l'« **Opération** »)

PRESENTATION DE L'EMETTEUR EN DATE DU 16 NOVEMBRE 2024

DATA FACTORY FRANCE SA

Société anonyme au capital de 37.000 euros
Siège social : 12, rue de la Part Dieu, 69003 Lyon
934 752 627 – R.C.S. de Lyon

(l'« **Emetteur** »)

« Les investisseurs sont informés que la présente offre de titres financiers ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'Autorité des marchés financiers et ne répond pas aux exigences d'une offre de financement participatif au sens du règlement général de l'Autorité des marchés financiers. »

I – Activité de l'Emetteur et du projet

L'Emetteur a été immatriculé le 4 novembre 2024 et a pour activité principale toutes opérations de financement, notamment par voie d'émission de valeurs mobilières, donnant accès immédiatement ou à terme au capital ou non, émis par voie d'offres au public ou non, de conclusion de prêts, apports en compte courant ou convention de trésorerie, pouvant contribuer et/ou susceptibles de faciliter directement ou indirectement la réalisation de projets immobiliers, de projets d'infrastructures d'interconnexion électrique ou de projets de fermes de puissance de calcul.

A cette fin, l'Emetteur prévoit notamment de réaliser des emprunts obligataires pour réaliser un ou plusieurs apports en compte courant d'associés à la société Data Factory Invest Inc., une société immatriculée aux Etats-Unis, en Floride, dont le siège social est situé 1000 Williams Island Blv Apt 609 Aventura, FL 33160, Etats-Unis, enregistrée sous le numéro FEI 99-0740571 et représentée par M. Philippe Erb (« **Data Factory Invest** ») et, avec l'Emetteur, le « **Groupe** »).

A l'aide d'apports en compte courant, Data Factory Invest envisage de réaliser des projets industriels stratégiques (tels que décrits ci-dessous) aux États-Unis, premier marché mondial de l'énergie, caractérisé par une stabilité réglementaire et politique robuste ainsi qu'un soutien bipartisan en faveur de l'énergie et de l'industrie. Les États-Unis sont également leaders dans le domaine du calcul haute performance (HPC), un secteur essentiel qui alimente l'innovation et la croissance économique. Ces investissements seront concentrés principalement au Texas, État pionnier dans la transition énergétique. Jadis reconnu pour son industrie pétrolière, le Texas est désormais en tête de la révolution des énergies renouvelables, grâce à des politiques favorables au financement de cette transition. Ce contexte fait de cet État un lieu privilégié et favorable pour investir dans des projets visant à accélérer la transition énergétique.

Dans ce contexte, l'Emetteur propose de réaliser un emprunt obligataire pour un montant global maximum de sept millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (7.999.999) euros (le « **Montant du Financement** ») par l'émission de sept millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (7.999.999) Obligations, d'une valeur nominale de un euro (1€) chacune.

L'Emetteur prévoit de prêter à Data Factory Invest la quasi totalité du montant levé au moyen d'un contrat de prêt intitulé « *Credit Facility Agreement* » accompagné d'un billet à ordre intitulé « *Master Promissory Note* » soumis à la loi de Floride (la « **Documentation de Prêt** ») sous condition suspensive de leur approbation par le conseil d'administration (« **Board** ») et la majorité des associés de Data Factory Invest.

Les fonds levés dans le cadre de l'Emission seront ainsi prêtés, aux termes de la Documentation de Prêt, par l'Emetteur à Data Factory Invest, afin de financer lesdites activités et plus particulièrement le développement d'un site d'infrastructures d'interconnexion électrique dénommé « **Milam** » (le « **Projet Sous-Jacent** »).

Le Montant du Financement sera essentiellement affecté au financement indirect du Projet Sous-Jacent et dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

Désignation	Infrastructures d'interconnexion électrique dénommé « Milam »
Superficie	10 acres (environ 4 hectares)
Description	Capacité de production de 30 MW
Prix d'acquisition et permis	1.500.000 euros

Le site « Milam », situé au Texas (États-Unis), est une infrastructure énergétique s'étendant sur 10 acres (environ 4 hectares). Ce site a été choisi par Data Factory Invest pour accueillir un projet ambitieux de déploiement d'une capacité de production de 30 MW. Ce développement s'inscrit dans la stratégie du Groupe visant à renforcer sa présence dans un marché clé, tout en soutenant la transition énergétique de l'État de localisation grâce à des infrastructures de pointe.

A titre indicatif, dans l'hypothèse où le Montant du Financement serait atteint, les fonds dans le cadre de la présente offre seraient affectés au paiement des postes suivants, étant précisé que ces montants seront ajustés si le Montant de l'Investissement n'est pas atteint à la fin de la Période de Souscription :

Achat du terrain et permis	1.500.000€
Electricité et construction	3.500.000€
Transformateurs	1.000.000€
Conteneurs refroidissement à eau pour 30 MW	1.999.999€
Total	7.999.999€

L'Emetteur pourra, à tout moment avant la clôture de la Période de Souscription, de manière discrétionnaire et sans formalité ni pénalité, abandonner purement et simplement l'Opération. L'Emission ne sera donc pas réalisée et l'Emetteur remboursera, dans un délai de trente (30) jours à compter de l'abandon de l'Opération, les fonds collectés pendant la Période de Souscription.

L'Émetteur mène parallèlement deux autres levées de fonds. La première, un emprunt obligataire exclusivement réservé, conformément à l'article L.411-2,1° du Code monétaire et financier, à un cercle restreint d'investisseurs agissant pour compte propre ou à des investisseurs qualifiés, a été lancée le 7 novembre 2024 et se clôturera le 15 novembre 2024 (sous réserve de clôture par anticipation ou de prorogation). La seconde, un emprunt obligataire réservé, conformément à l'article L.411-2,2° du Code monétaire et financier, à des investisseurs souscrivant pour un montant minimum de 100.000 euros par investisseur et par offre, débutera le 16 novembre 2024 et se terminera le 30 janvier 2025 (sous réserve de clôture par anticipation ou de prorogation). Vous êtes invité à cliquer sur le lien hypertexte suivant pour accéder [au tableau synthétisant les levées de fonds de l'Emetteur \(Annexe 1\)](#).

Vous êtes invités à cliquer sur les liens hypertextes suivants pour accéder :

- [à des éléments prévisionnels sur l'activité \(Annexe 2\) ;](#)
- [à l'échéancier de l'endettement \(Annexe 3\) ;](#)
- [à l'organigramme du groupe auquel appartient l'Emetteur et la place qu'il y occupe \(Annexe 4\) ;](#)
- [au curriculum vitae des représentants légaux de l'Emetteur \(Annexe 5\) ;](#)
- [à l'organigramme des principaux membres de l'équipe de direction \(Annexe 6\).](#)

Certains documents, dont la liste figure ci-après, qui doivent normalement être communiqués aux souscripteurs de l'emprunt obligataire, n'existent pas à date :

- les comptes existants de l'Emetteur – l'Emetteur étant de constitution récente, il clôturera son premier exercice social le 31 décembre 2025 ; et
- les rapports du (ou des) commissaire(s) aux comptes réalisés au cours du dernier exercice et de l'exercice en cours – l'Emetteur étant de constitution récente, il clôturera son premier exercice social le 31 décembre 2025.

L'Émetteur étant de constitution récente, il clôturera son premier exercice social le 31 décembre 2025 et ne dispose pas de rapports des organes sociaux à l'attention des assemblées générales. Une copie des rapports des organes sociaux à l'attention des assemblées générales des exercices à venir pourra être obtenue sur demande à l'adresse suivante : datafactoryfrance@gmail.com.

II – Risques liés à l'activité de l'Émetteur et à son projet

L'investissement en Obligations de l'Émetteur est exposé à certains facteurs de risques susceptibles d'entraîner la diminution ou l'absence de rendement et/ou des pertes. Parmi ces risques figurent notamment :

Risque lié à l'activité du Groupe

L'activité de l'Émetteur et de Data Factory Invest, axée sur le développement de sites énergétiques, comporte des risques spécifiques. La rentabilité des projets est exposée à divers facteurs externes, tels que les fluctuations des prix de l'énergie, les conditions climatiques et la performance technique des installations. L'Émetteur et Data Factory Invest sont également vulnérables aux évolutions réglementaires et fiscales, qui peuvent affecter la viabilité des projets d'énergie renouvelable. En cas de baisse des prix de l'électricité ou de défaillances techniques, les rendements escomptés pourraient ne pas être atteints, impactant ainsi la performance financière et la rentabilité des projets. De plus, une estimation incorrecte des coûts futurs (tels que la gestion des sites, la réparation, la maintenance etc.) pourrait réduire la rentabilité attendue des investissements.

Risque lié à l'historique opérationnel limité du Groupe

L'Émetteur et Data Factory Invest ont été récemment constitués et disposent d'un historique limité, ce qui restreint la possibilité d'évaluer de manière précise leurs perspectives et leur performance future. Les opérations envisagées sont soumises à l'ensemble des risques commerciaux inhérents aux nouvelles entreprises. Par conséquent, la probabilité de succès de l'Émetteur et de Data Factory Invest doit être envisagée à la lumière des défis, dépenses et complications fréquentes associés à la croissance d'une entreprise. Il existe ainsi un risque que l'Émetteur et Data Factory Invest subissent des pertes financières à l'avenir.

Risque lié à la solvabilité de Data Factory Invest

L'Émetteur est exposé à un risque de défaillance de Data Factory Invest, notamment en cas de diminution de la valeur de son patrimoine. Les éventuelles difficultés économiques de Data Factory Invest peuvent avoir un impact direct sur sa capacité à honorer les échéances de la Documentation de Prêt et donc sur la capacité de l'Émetteur à honorer les échéances de l'emprunt obligataire. Cela pourrait caractériser un risque de liquidité empêchant l'Émetteur de répondre à ses obligations financières à l'échéance des Intérêts du fait d'un manque de liquidités, voire un risque de crédit altérant la capacité de l'Émetteur à rembourser les obligataires à la Date de Remboursement.

Risque lié à la gouvernance de Data Factory Invest

Les obligataires sont soumis aux décisions de gouvernance de Data Factory Invest, notamment concernant l'approbation de la Documentation de Prêt ainsi que du contrat de nantissement intitulée « *Pledge and Security Agreement* ». La validité de ces contrats et des sûretés qui en découlent repose sur l'approbation formelle par les organes compétents de Data Factory Invest. Ainsi, toute absence ou retard dans cette approbation pourrait affecter la validité et l'efficacité des engagements pris dans le cadre de l'émission obligataire, exposant les obligataires à un risque de non-exécution des garanties et des obligations prévues.

Risque lié à la situation financière de l'Émetteur

Actuellement, avant la réalisation de la levée de fonds de la présente offre, l'Émetteur dispose d'un fonds de roulement net suffisant pour faire face à ses obligations et à ses besoins de trésorerie pour les six (6) prochains mois. Avec le temps, de nouveaux risques pourront apparaître et ceux présentés pourront évoluer.

Risque d'illiquidité des Obligations

Dans la mesure où les Obligations n'ont pas fait et ne feront pas l'objet d'une demande d'admission aux négociations en vue de leur distribution sur un marché réglementé ou organisé, leur cession n'est pas garantie. A défaut d'acquéreur, les obligataires pourraient ne pas être en mesure de récupérer tout ou partie du capital investi dans les

Obligations avant la Date de Remboursement.

Risque lié au pouvoir des souscripteurs

Les souscripteurs seront des obligataires de l'Émetteur et à ce titre n'auront aucun droit politique sur la gestion de l'Émetteur. Ainsi, les décisions de gestion prises par les organes de l'Émetteur pourront s'avérer défavorables pour les obligataires. Néanmoins, conformément aux dispositions de l'article L. 228-46 du Code de commerce, les obligataires seront regroupés de plein droit en une Masse des Obligataires jouissant de la personnalité civile pour assurer leur représentation collective vis-à-vis de l'Émetteur.

Risques liés aux sûretés des Obligations.

Les obligataires bénéficieront, conformément à la loi de Floride, d'un nantissement portant sur une partie des actions de la société Data Factory Austin LLC, détenues par Data Factory Invest. Toutefois, en cas de défaut de l'Émetteur, ce nantissement pourrait s'avérer insuffisant pour garantir le remboursement intégral des sommes dues aux obligataires. En effet, la valeur des actions nanties peut fluctuer selon les performances financières de Data Factory Austin LLC, et les conditions de marché. De plus, sans valorisation indépendante des actions, la détermination de leur juste valeur pourrait ne pas refléter précisément la réalité du marché. Ces variations sont susceptibles de restreindre la capacité des obligataires à recouvrer la totalité de leur investissement en cas de réalisation de la sûreté.

Risque lié à la promesse portant sur les actions Data Factory Invest

Les obligataires bénéficient d'une promesse de vente qui leur confère le droit d'acquérir un certain nombre d'actions de Data Factory Invest en cas d'introduction en bourse exclusivement sur le NASDAQ (*National Association of Securities Dealers Automated Quotations*) (IPO). En cas d'exercice de ce droit, les obligataires doivent noter que la détention d'actions de Data Factory Invest comporte des risques spécifiques, notamment liés à la fluctuation de la valeur des actions et à la performance future de la société. Ces risques incluent notamment les incertitudes liées aux conditions du marché, aux résultats financiers de Data Factory Invest et sont plus précisément décrits dans le document en [Annexe 2](#) des modalités des obligations.

III – Capital social

1) Émetteur

Le capital social de l'Émetteur est intégralement libéré. A l'issue de l'offre, le capital social de l'Émetteur sera composé d'une seule catégorie d'actions ordinaires conférant des droits identiques.

L'Émetteur n'a pas émis de valeurs mobilières donnant accès à son capital social ni attribué de droits donnant accès à son capital social.

Il n'existe pas de délégation de compétence permettant d'augmenter immédiatement et/ou à terme le capital social sans avoir à solliciter à nouveau l'assemblée générale des associés.

Vous êtes invités à cliquer sur le lien hypertexte suivant pour accéder au [tableau décrivant la répartition de l'actionariat de l'Émetteur \(Annexe 7\)](#).

Les titres offerts sont des Obligations et ne donnent pas accès au capital de l'Émetteur.

Vous êtes invités à cliquer sur le lien hypertexte suivant pour accéder à l'information sur les droits et conditions attachés à toutes les actions de l'Émetteur : [statuts de l'Émetteur \(Annexe 8\)](#).

Il n'existe pas de valeurs mobilières émises donnant accès au capital social de l'Émetteur ou ni de droits attribués donnant accès immédiatement ou à terme au capital social.

2) Data Factory Invest

Le capital social de Data Factory Invest est intégralement libéré. À la clôture de l'offre, le capital social sera composé d'une seule catégorie d'actions ordinaires conférant des droits identiques.

Data Factory Invest n'a pas émis de valeurs mobilières donnant accès à son capital social ni attribué de droits donnant accès à son capital social. Toutefois, les titres offerts par l'Émetteur confèrent aux obligataires un droit d'accès au capital de Data Factory Invest en cas d'introduction en bourse (IPO), avec une décote sur le prix d'introduction fixé lors de l'IPO et ce, pendant une période de dix (10) ans à compter de la Date d'Émission, conformément à l'article 1.10 des modalités des obligations.

Il n'existe pas de délégation de compétence permettant d'augmenter immédiatement et/ou à terme le capital social sans avoir à solliciter à nouveau l'assemblée générale des associés.

Vous êtes invités à cliquer sur le lien hypertexte suivant pour accéder au [tableau décrivant la répartition de l'actionariat de Data Factory Invest \(Annexe 9\)](#).

Chaque action ordinaire confère un droit de vote sur les sujets soumis aux associés de Data Factory Invest, sans vote cumulatif, sauf si la loi applicable en dispose autrement. Les actions ordinaires donnent droit aux dividendes et distributions déterminés et approuvés par le conseil d'administration (Board). Vous êtes invités à cliquer sur le lien hypertexte suivant pour accéder à l'information sur les droits et conditions attachés à toutes les actions de Data Factory Invest : [statuts de Data Factory Invest \(Annexe 10\)](#).

Data Factory Invest et ses associés ont également conclu un pacte d'associés (le « **Pacte d'Associés** ») précisant divers accords liés à Data Factory Invest et à ses activités, incluant notamment : (i) l'obligation d'obtenir l'approbation du Board pour tout transfert d'actions ordinaires ; (ii) un droit de préemption de premier rang pour les Fondateurs sur les actions ordinaires proposées au transfert ; (iii) un droit de préemption de second rang pour les autres associés sur les actions ordinaires non acquises par les Fondateurs ; (iv) des droits de sortie conjointe (*Tag-Along*) permettant aux associés de participer à la vente d'actions ordinaires si des associés représentant collectivement plus de 50 % des actions ordinaires en circulation projettent de vendre un nombre d'actions ordinaires représentant plus de 50 % du capital de la Société à un tiers non affilié ; (v) un droit pour Data Factory Invest d'acquérir des actions ordinaires en cas de transfert involontaire de celles-ci ; et (vi) un droit d'anti dilution en cas de nouvelle émission, à l'exception de certaines émissions exonérées, telles que (1) les titres émis aux employés, sous-traitants, dirigeants ou administrateurs à des fins de rémunération ; (2) les titres émis dans le cadre de fusions, acquisitions ou combinaisons d'affaires similaires ; (3) les titres émis en vertu d'un prêt ou d'un arrangement de crédit-bail ; (4) les titres émis en vertu d'une dette convertible, d'options, bons ou instruments similaires, eux-mêmes considérés comme des émissions exonérées ; et (5) les titres émis dans le cadre ou en vue d'une offre publique initiale souscrite des actions ordinaires.

Vous êtes invités à cliquer sur le lien hypertexte suivant pour accéder à l'information sur les droits et conditions attachés à toutes les actions de Data Factory Invest : [Pacte d'Associés de Data Factory Invest \(Annexe 11\)](#).

IV – Titres offerts à la souscription

IV.1 – Droits attachés aux titres offerts à la souscription

Prix

Chaque Obligation est émise à un prix égal à sa valeur nominale, soit un euro (1) euro par Obligation, payable en totalité à la souscription.

Minimum et Maximum

Chaque investisseur doit souscrire un minimum de cinq mille (5.000) Obligations.

Emission

Les Obligations seront émises et porteront jouissance à compter de la décision du Président Directeur Général de l'Émetteur constatant leur émission (la « **Date d'Émission** »).

Durée de l'emprunt

L'emprunt obligataire est souscrit pour une durée de trois ans (3) ans à compter de la Date d'Émission et court

jusqu'au premier (1^{er}) jour ouvrable suivant le troisième (3^{ème}) anniversaire de la Date d'Émission (la « **Date de Remboursement** »).

L'Emetteur aura la faculté de reporter, à tout moment, par simple notification écrite adressée aux Obligataires, la Date de Remboursement d'une année, soit jusqu'au premier (1^{er}) jour ouvrable suivant le quatrième (4^{ème}) anniversaire de la Date d'Emission.

Intérêts

Les Obligations porteront un intérêt variable qui dépend de la quantité d'Obligations détenues par l'Obligataire à la date de versement des intérêts selon les modalités suivantes :

- pour toute détention d'Obligations pour un montant strictement inférieur à cinquante mille (50.000) euros, le taux d'intérêt sera fixé à dix pour cent (10%) par an ;
- pour toute détention d'Obligations pour un montant égal ou supérieur à cinquante mille (50.000) euros, le taux d'intérêt sera fixé à douze pour cent (12%) par an.

Les intérêts seront payés aux Obligataires chaque trimestre à compter de la Date d'Emission. Par exception, les intérêts afférents au premier trimestre suivant la Date d'Émission seront payés à l'issue de la première année, concomitamment au versement des intérêts du quatrième trimestre.

Paiement

Le remboursement du nominal des Obligations et le paiement des intérêts courus sur les Obligations, et plus généralement tout paiement, s'effectuera au choix des souscripteurs formulé lors de la souscription :

- en numéraire : par virement bancaire en euro sur le compte bancaire des Obligataires dont les détails ont été renseignés lors de la souscription ;
- en nature : par transfert de EURC sur le portefeuille électronique (wallet) des Obligataires dont les détails ont été renseignés lors de la souscription.

Promesse de porte fort de cession d'actions en cas d'IPO sur le NASDAQ

Pendant dix (10) ans à compter de la Date d'Émission, l'Emetteur s'engage, conformément à l'article 1204 du Code civil, à obtenir des Fondateurs de Data Factory Invest une promesse de vente d'actions en cas d'IPO exclusivement sur le NASDAQ (*National Association of Securities Dealers Automated Quotations*). Si l'IPO se réalise, les Fondateurs s'engagent à vendre, au prorata de leur participation, avec faculté de substitution, un certain nombre d'actions avec une décote sur le prix d'introduction fixé lors de l'IPO, selon la valeur des Obligations détenues par l'obligataire. La décote varie entre 10% et 20% en fonction du montant de la détention d'Obligations à la clôture de la période de souscription. Après la période de blocage applicable aux Fondateurs, qui est généralement de 180 jours, l'Emetteur notifiera aux obligataires éligibles leur droit d'acheter des actions Data Factory Invest pendant 30 jours. En cas d'acceptation, les obligataires devront indiquer leur souhait d'acheter les actions dans un délai de 30 jours. Dans un tel cas, ils devront adhérer au pacte d'associés de Data Factory Invest et renoncer à tout droit de préemption potentiellement applicable dans le cadre de la réalisation des promesses, et plus généralement signer tout document qui serait raisonnablement nécessaire afin de réaliser la cession desdites actions.

Rang / Sûreté des Obligations

La Masse des Obligataires bénéficiera, conformément à la loi de Floride, d'un nantissement (*pledge*) sur une partie des actions de la société Data Factory Austin LLC détenues par Data Factory Invest.

Les modalités de mise en œuvre et de fonctionnement du nantissement sont développées dans une convention de nantissement intitulée « *Pledge and Security Agreement* » dont un projet figure en Annexe 4 des modalités des obligations. Cette convention sera signée sous condition suspensive de son approbation par le Board et les associés de Data Factory Invest.

Masse des obligataires

Conformément aux dispositions de l'article L. 228-46 du Code de commerce, les Obligataires seront regroupés de plein droit en une masse jouissant de la personnalité civile pour assurer leur représentation collective vis-à-vis de l'Emetteur (la « **Masse des Obligataires** »).

Vous êtes invités à cliquer sur le lien hypertexte suivant pour accéder à l'information exhaustive sur les droits et conditions attachés aux titres qui vous sont offerts :

- [modalités des Obligations \(Annexe 12\).](#)

Les dirigeants de l'Emetteur se réservent le droit de participer à l'offre et de souscrire des Obligations.

IV.2 – Conditions liées à la cession ultérieure des titres offerts à la souscription

Les Obligations seront librement cessibles sous réserve de l'accord préalable et écrit de l'Emetteur.

Le transfert de propriété des Obligations résultera de leur inscription dans le Registre.

IV.3 – Risques attachés aux titres offerts à la souscription

L'investissement dans des sociétés non cotées comporte des risques spécifiques :

- risque de perte totale ou partielle de la valeur des Obligations ;
- risque d'illiquidité : la revente des titres n'est pas garantie, elle peut être incertaine, partielle, voire impossible ;
- le remboursement des Obligations et le paiement des intérêts y étant relatifs dépend de la réussite du projet financé ; et
- risques liés à des droits politiques moins avantageux que ceux des associés.

IV.4 – Modification de la composition du capital de l'émetteur liée à l'offre

L'émission des Obligations n'aura aucun impact sur la composition du capital de l'Emetteur.

V – Relations avec le teneur de registre de l'Emetteur

L'Emetteur assure lui-même la tenue du registre des mouvements de titres et des comptes individuels des Obligataires de l'Emetteur (le « **Registre** »).

A tout moment, notamment lors de l'émission des Obligations, l'Emetteur pourra décider, à sa seule discrétion et sans requérir l'accord de la Masse des Obligataires, de représenter les droits des obligataires par une inscription dans un dispositif d'enregistrement électronique partagé, tenu par l'Emetteur ou par un mandataire désigné à cet effet dans les conditions légales.

La copie des inscriptions aux comptes individuels des obligataires dans les livres de l'Emetteur, matérialisant la propriété de leur investissement, seront délivrés aux obligataires qui en font la demande.

VI – Interposition de société(s) entre l'Emetteur et le projet

Il n'y a aucune interposition entre l'Emetteur et son projet, qui consiste à réaliser un emprunt obligataire pour financer des apports en compte courant d'associé par voie de prêt au bénéfice de Data Factory Invest afin que le Groupe puisse développer des infrastructures d'interconnexion électrique ou de projets de fermes de puissance de calcul.

Toutefois, il est rappelé que le succès du projet de l'Emetteur pourrait être directement corrélé au succès du projet de Data Factory Invest, ainsi qu'il est décrit dans les facteurs de risques.

Comme indiqué ci-dessus, à la suite de la réalisation de l'emprunt obligataire, l'Emetteur conclura un contrat de prêt en langue anglaise intitulé « *Credit Facility Agreement* » accompagné d'un billet à ordre intitulé « *Master Promissory Note* » avec Data Factory Invest aux termes desquels la quasi intégralité du Montant du Financement sera prêté à Data Factory Invest.

VII – Modalités de souscription

Les Obligations devront être souscrites et libérées en une seule fois à la souscription.

La libération du prix de souscription des Obligations s'effectuera, au choix des souscripteurs lors de la souscription :

- en numéraire : par virement bancaire sur le compte de la Société dont les détails figurent en annexe du bulletin de souscription ;
- en nature : par transfert de EURC sur le portefeuille électronique (*wallet*) de l'Emetteur dont les détails figurent en annexe du bulletin de souscription.

Vous êtes invités à cliquer sur le lien hypertexte suivants pour accéder à la documentation juridique vous permettant de répondre à l'offre (Annexe 13) contenant le [bulletin de souscription](#).

En sus, le souscripteur devra renseigner et/ou télécharger, notamment directement en ligne via l'application Synaps, au moment de la réalisation du KYC, les informations suivantes : (i) s'il s'agit d'une personne physique : une carte nationale d'identité ou un passeport, (ii) s'il s'agit d'une personne morale : une carte nationale d'identité ou un passeport du représentant social, un Kbis, les statuts, un justificatif de bénéficiaire effectif, (iii) dans tous les cas, un relevé d'identité bancaire ou l'adresse du portefeuille électronique (*wallet*) (à utiliser par l'Emetteur pour le paiement des intérêts, le remboursement du nominal et/ou en cas de sur-souscription ou de non réalisation), ainsi que tout autre document qui serait raisonnablement requis par l'Emetteur et/ou Synaps pour la bonne réalisation du processus KYC.

Le souscripteur doit tenir compte des délais et des étapes de traitement et de validation détaillés dans le calendrier indicatif de l'offre ci-après :

Action	Date
Période de Souscription (sous réserve d'une clôture par anticipation ou reportée sans limitation de durée à la seule discrétion du Président Directeur Général de l'Emetteur.)	Les souscriptions des Obligations et la libération des montants correspondants seront reçues par email au travers de l'adresse datafactoryfrance@gmail.com (ou toute adresse email qui redirige vers cette adresse email) du 16 novembre 2024 au 30 janvier 2025 (la « Période de Souscription »)
Emission des obligations	A la constatation par le Président Directeur Général de l'Emetteur de la clôture de la période de souscription, la souscription des obligations et la réalisation définitive de l'émission de l'emprunt obligataire
Date et modalités de communication des résultats de l'offre	Au plus tard dans les quinze (15) jours ouvrés postérieurement à la clôture des souscriptions par email

En cas de sur-souscription ou de non-réalisation de l'Opération, l'investisseur se verra informé par email du remboursement du montant de sa souscription collectée pendant la Période de Souscription dans les meilleurs délais et au plus tard dans un délai de trente (30) jours ouvrés à compter respectivement de la date de clôture des souscriptions ou de constatation de la non-réalisation de l'Opération.

Annexe 1 – Tableau synthétisant les levées de fonds de l'Emetteur

Levées de fonds en cours – Data Factory France SA

Levées de fonds en cours	Période de souscription	Montant maximum	Nombre maximum d'obligations	Valeur nominale d'une obligation
Emprunt obligataire exclusivement réservé, conformément à l'article L.411-2,1° du Code monétaire et financier, à un cercle restreint d'investisseurs agissant pour compte propre ou à des investisseurs qualifiés	Du 7 au 15 novembre 2024 (sous réserve de clôture par anticipation ou de prorogation)	3.000.000 €	3.000.000	1€
Emprunt obligataire réservé, conformément à l'article L.411-2,2° du Code monétaire et financier, à des investisseurs souscrivant pour un montant minimum de 100.000 euros par investisseur et par offre	Du 16 novembre 2024 au 30 janvier 2025 (sous réserve de clôture par anticipation ou de prorogation)	5.000.000 €	5.000.000	1€

Annexe 2 – Éléments prévisionnels sur l'activité de l'Emetteur

Achat du terrain + permis	€ 1 500 000
Électricité et construction	€ 3 500 000
Transformateurs	€ 1 000 000
Conteneurs refroidissement à eau pour 30 MW	€ 1 999 999

TOTAL € 7 999 999 ≈ €330 000/MW



\$0.045 /kWh

Coût moyen d'achat d'électricité

Foundry

Gestion opérationnelle du site
par le leader mondial du secteur

Hypothèse de taux de change : 1€/ \$1

\$0.065 /kWh

Prix minimum d'hébergement et de
revente d'électricité

Effacement

2 % du temps où les prix
(\$/MWh) montent en flèche

\$100k /MW

Participation aux programmes de réponse
à la demande d'ERCOT par le biais de nos
partenaires experts

REVENUE

Revente/hébergement d'électricité (30 MW à 0,065 \$/kWh)	\$ 17 000 000
Négoce d'électricité & équilibrage du réseau électrique	\$ 3 000 000

TOTAL \$ 20 000 000

CHARGES

Électricité (30 MW à 0,045 \$/kWh)	\$ 11 500 000
Gestion du site (Foundry)	\$ 1 000 000
Réparation et maintenance	\$ 100 000
Assurance	\$ 200 000
Divers (salaires, administration, communication, etc.)	\$ 200 000

TOTAL \$ 13 000 000

EBITDA \$ 7 000 000
≈ \$600 000/month

Hypothèse de taux de change : 1€/1\$



Annexe 3 – Échéancier de l'endettement

Échéancier d'endettement

Dans le cadre de son acquisition à Milam, la société prévoit une émission obligataire maximale de 7.999.999€. L'emprunt obligataire est souscrit pour une durée de trois ans (3) ans à compter de la Date d'Émission et court jusqu'au premier (1er) jour ouvrable suivant le troisième (3ème) anniversaire de la Date d'Émission. L'échéancier prévisionnel d'endettement est le suivant :

- sur 3 ans

Année	Capital restant dû	Rendement en %	Rendement en euro	Principal
1	7,999,999.00	12.00%	959,999.88	0
2	7,999,999.00	12.00%	959,999.88	0
3	7,999,999.00	12.00%	959,999.88	7,999,999.00
4	0.00	12.00%	0.00	0

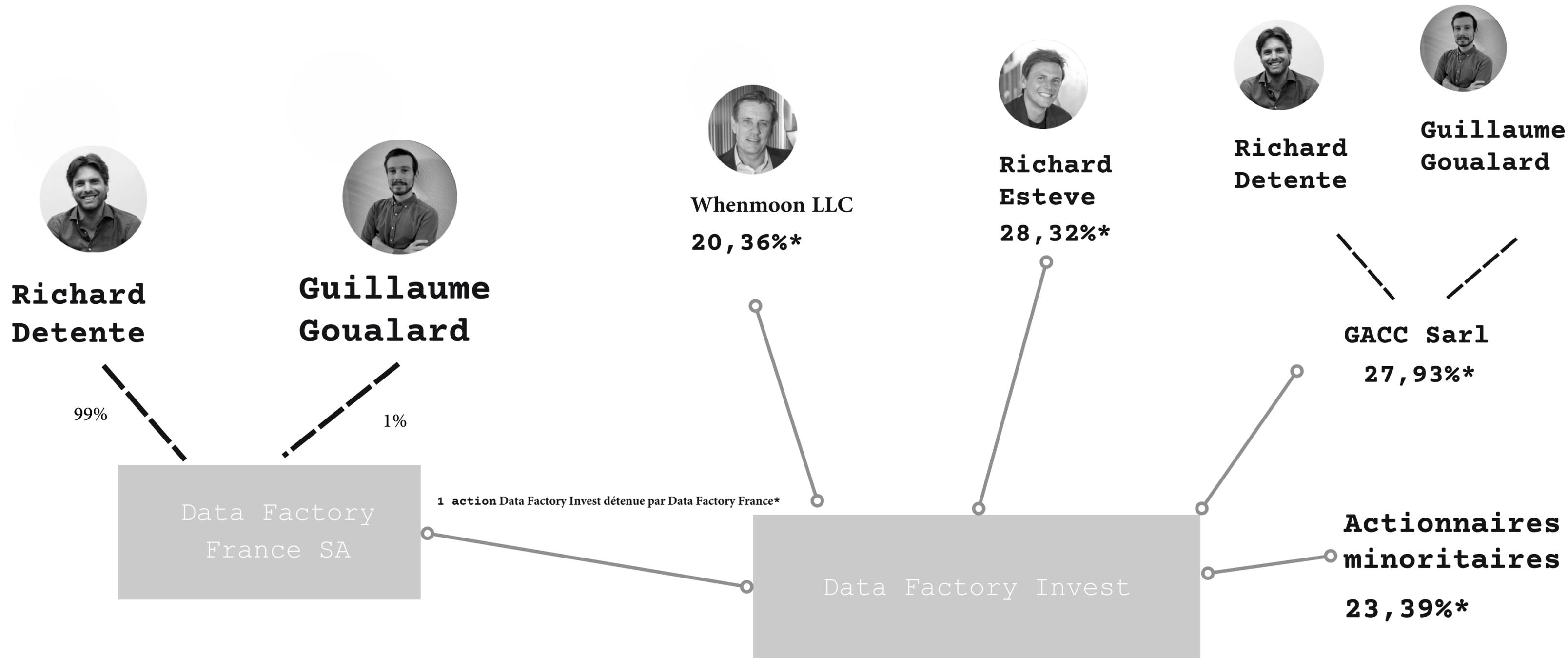
- sur 3 ans + 1 an

Année	Capital restant dû	Rendement en % *	Rendement en euro	Principal
1	7,999,999.00	12.00%	959,999.88	0
2	7,999,999.00	12.00%	959,999.88	0
3	7,999,999.00	12.00%	959,999.88	0
4	7,999,999.00	12.00%	959,999.88	7,999,999.00

* "Rendements en %" en utilisant le taux d'intérêt maximal applicable (12%), étant donné que le taux est variable.

Annexe 4 – Organigramme du groupe de l’Emetteur

—○ ORGANIGRAMME DU GROUPE



*Sous réserve de la finalisation de la transaction



Annexe 5 – Curriculum vitae des représentants légaux de l’Emetteur

Richard DÉTENTE

CO FOUNDER DATA FACTORY

FORMATION

2006-2007 - Master 2 professionnel, Maîtrise d'ouvrage / bâtiment

2005-2006 - Licence pro, Thermique et énergétique

2003-2004 - Master 2 recherche MATIS à l'ESA / ADIAE, Gestion des Systèmes d'Information



EXPÉRIENCES

juil. 2023 - aujourd'hui

DATA FACTORY

Co fondateur

- <https://www.datafactory.us/>
- <https://datafactoryfrance.com/>

juin 2021 - aujourd'hui

GRAND ANGLE CRYPTO

Président

- <https://grandanglecrypto.com/>
- <https://www.youtube.com/@grandanglecrypto>

avr. 2017 - aujourd'hui

GRAND ANGLE ÉCO

Président

- <https://grandangleeco.com/>
- <https://www.youtube.com/@grandangleeco>

COMPÉTENCES

- Macro-économie
- Finance
- Gestion de projets
- Pédagogie

CONTACT



richard.detente@gmail.com



+41 76 500 73 49

PHILIPPE ERB

CO FOUNDER DATA FACTORY

FORMATION

- **Massachusetts Institute of Technology**
- **Conservatoire National des Arts et Métiers : MBA, Banking, Corporate, Finance, and Securities Law**
- **Université Paul Sabatier Toulouse III : expertise comptable / CPA**



CONTACT

 ceoatlantic@gmail.com

 +1 (305) 409-1379

EXPÉRIENCES

juil. 2023 - aujourd'hui

**Fondateur &
PDG**

DATA FACTORY

- <https://www.datafactory.us/>
- <https://datafactoryfrance.com/>

sept. 2020 - aujourd'hui

Fondateur & PDG

BTC MINING FARM

oct. 2017 - aujourd'hui

PDG

PUBLIC EXPERT SERVICES

COMPÉTENCES

- Leadership
- Finance
- Comptabilité
- Analyse

Richard Esteve

CO FOUNDER DATA FACTORY

FORMATION

2017 : Certificat en Assurance des risques internationaux

2007-2008 : Master 2, relations internationales approfondies (Centre d'Etudes Diplomatiques et Stratégiques)

2007-2008 : Master 2, droit international de l'environnement

2007 : European bachelor en ingénierie financière

2006-2007 : Master 2, géopolitique & intelligence économique

2005-2006 : MSc, Relations et affaires internationales



CONTACT

 esteverichard1784@gmail.com

 +971 52 323 2675

EXPÉRIENCES

juil. 2023 - aujourd'hui DATA FACTORY

Co fondateur

- <https://www.datafactory.us/>
- <https://datafactoryfrance.com/>

2004 - aujourd'hui RICHARD FINANCE

Fondateur

COMPÉTENCES

- Direction d'équipe
- Finance d'Entreprise
- Droit des Affaires
- Relations Internationales

Guillaume Goualard

CO FOUNDER DATA FACTORY

FORMATION

2009-2014 - Mechanical engineering master, Design, Production & Energy - EPFL

2011-2012 - Bachelor's degree, Mechanical Engineering - Kungliga Tekniska högskolan

2009-2012 - Bachelor's degree, Mechanical Engineerin - EPFL



EXPÉRIENCES

Juil. 2023 - aujourd'hui

Co fondateur

DATA FACTORY

- <https://www.datafactory.us/>
- <https://datafactoryfrance.com/>

Oct. 2022 - aujourd'hui

Co fondateur

CLEANSAT MINING

- <https://cleansatmining.com/>

Juin 2021 - aujourd'hui

Co fondateur

GRAND ANGLE CRYPTO

- <https://grandanglecrypto.com/>
- <https://www.youtube.com/@grandanglecrypto>

Fév. 2017 - Mars 2021

PHILIP MORRIS INTERNATIONAL

- Ingénieur Qualité Europe

Janv. 2015 - Déc. 2016

JOHNSON & JOHNSON

- Ingénieur qualité - Développement de nouveaux produits

COMPÉTENCES

- Génie mécanique
- Efficacité énergétique
- Ingénierie mécanique
- Audit et efficience énergétique, énergies renouvelables

CONTACT

 goualard@gmail.com

 +90 534 731 56 05

Annexe 6 – Organigramme des dirigeants de l’Emetteur

DATA FACTORY FRANCE SA

Conseil d'administration



**Richard
Detente**

Président Directeur
Général et
administrateur



**Guillaume
Goualard**

Administrateur



**Philippe
Erb**

Administrateur



**Richard
Esteve**

Administrateur



Annexe 7 – Tableau décrivant la répartition de l'actionnariat de l'Emetteur

Actionnariat DATA FACTORY FRANCE SA

Noms	Nombre d'actions
Richard DETENTE	36.630
Guillaume GOUALARD	370
TOTAL	37.000

Annexe 8 – Statuts de l'Emetteur

DATA FACTORY FRANCE SA
Société anonyme
au capital de 37.000 euros
Siège social : 12, rue de la Part-Dieu, 69003 Lyon
En cours d'immatriculation au R.C.S. de Lyon

STATUTS CONSTITUTIFS

Les soussignés :

- **Monsieur Richard DETENTE**, né le 11 août 1981 à Bondy, de nationalité française, demeurant 5, rue de la Promenade-Noire, 2000 Neuchâtel, Suisse ;

et

- **Monsieur Guillaume GOUALARD**, né le 6 novembre 1990 à Montréal (Canada), de nationalité française, demeurant Nuri Ziya Sok. No:12, Tomtom, 34433 Beyoğlu/Istanbul, Turquie,

ont décidé de créer une société anonyme non cotée (la « **Société** ») et ont adopté les statuts (les « **Statuts** ») établis ci-après :

Article 1. Forme

La Société est une société anonyme non cotée (SA) régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par les présents Statuts.

Article 2. Dénomination

La dénomination sociale est : **DATA FACTORY FRANCE SA**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots « société anonyme » ou des initiales « SA » et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

Article 3. Objet

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- activités de holding ;
- toutes opérations de financement, notamment par voie d'émission de valeurs mobilières, donnant accès immédiatement ou à terme au capital ou non, émis par voie d'offres au public ou non, de conclusion de prêts, apports en compte courant ou convention de trésorerie, pouvant contribuer et/ou susceptibles de faciliter, directement ou indirectement, la réalisation de projets immobiliers, de projets d'infrastructures d'interconnexion électrique ou de projets de fermes de puissance de calcul ;
- le développement et la gestion de tout système, logiciel, solution technique, site internet, plateforme et applications ;

- l'acquisition, la souscription, la détention, la gestion et la cession, sous toute forme, de toutes parts sociales et de toutes valeurs mobilières dans toutes sociétés ou entités juridiques, créées ou à créer, françaises ou étrangères ;
- toutes prestations de service en matière administrative, financière, comptable, commerciale, informatique ou de gestion au profit des filiales de la Société ou de toutes autres sociétés dans lesquelles elle détiendrait une participation ;
- toutes études de marchés ainsi que toutes actions commerciales, administratives pouvant contribuer et/ou susceptibles de faciliter directement ou indirectement la réalisation de projets immobiliers ;
- la création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers se rapportant à l'une ou l'autre de ces activités ; et
- toutes opérations mobilières ou immobilières, industrielles, commerciales ou financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou à tous objets similaires ou connexes, ou pouvant être utiles à cet objet ou de nature à en faciliter la réalisation.

Article 4. Siège social

Le siège social est fixé : 12, rue de la Part-Dieu, 69003 Lyon

La décision de transfert du siège social est prise par l'Assemblée Générale Extraordinaire. Le siège social peut cependant être transféré en tout endroit du territoire français par une simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

En cas de transfert décidé conformément à la loi par le Conseil d'Administration, celui-ci est autorisé à modifier les Statuts en conséquence.

Article 5. Durée

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article 6. Formation du capital social – Apports

Lors de la constitution :

- **Monsieur Richard DETENTE** a fait apport à la Société d'une somme en numéraire de trente-six mille six cent trente (36.630) euros, correspondant à trente-six mille six cent trente (36.630) actions de un (1) euro de nominal chacune souscrites en totalité et libérées intégralement ;
- **Monsieur Guillaume GOUALARD** a fait apport à la Société d'une somme en numéraire de trois cent soixante-dix (370) euros, correspondant à trois cent soixante-dix (370) actions de un (1) euro de nominal souscrite en totalité et libérée intégralement,

La somme en numéraire de 37000 € a été déposée sur une affaire ouverte au nom de la société en formation à la CARPA (Caisse Autonome des Règlements Pécuniaires des Avocats) de Paris, et ouvert dans les livres de la BNP PARIBAS Agence Centrale 8 rue Sainte Cécile 75009 PARIS ainsi que l'atteste le certificat dudit dépositaire. Cette somme sera disponible et pourra être retirée par le représentant légal de la société, ou son mandataire, sur présentation de l'extrait Kbis attestant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Article 7. Capital social

Le capital social est fixé à trente-sept mille (37.000) euros, divisé en trente-sept mille (37.000) actions de un (1) euro de nominal chacune intégralement libérées et de même catégorie.

Article 8. Modification du capital social

1. Le capital social peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévus par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule compétente pour décider, sur le rapport du Conseil d'Administration, une augmentation de capital immédiate ou à terme. Elle peut déléguer cette compétence au Conseil d'Administration dans les conditions fixées à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Lorsque l'Assemblée Générale Extraordinaire décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au Conseil d'Administration le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Les émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances régies par l'article L. 228-91 du Code de commerce sont autorisées par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, sur rapport du Conseil d'Administration et rapport spécial du Commissaire aux Comptes, s'il en existe, conformément aux articles L. 225-129 à L. 225-129-6 du Code de commerce.

En cas d'augmentation par émission d'actions de numéraire ou émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, un droit préférentiel à la souscription de ces actions est réservé, dans les conditions légales, aux propriétaires d'actions existantes.

Toutefois, conformément à l'alinéa 5 de l'article L. 228-11 du Code de commerce, les actions de préférence auxquelles est attaché un droit limité de participation aux dividendes, aux réserves ou au partage du patrimoine en cas de liquidation sont privées de droit préférentiel de souscription pour toute augmentation de capital en numéraire.

Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et l'Assemblée Générale Extraordinaire peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si l'Assemblée Générale ou, en cas de délégation le Conseil d'Administration, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux actionnaires qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfiques ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Lors de toute décision d'augmentation du capital par apport en numéraire, sauf si elle résulte d'une émission au préalable de valeurs mobilières donnant accès au capital, l'Assemblée Générale Extraordinaire doit se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital réservée aux salariés de l'entreprise.

Cependant, ces dispositions ne sont pas applicables à la Société, si elle est contrôlée au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce, lorsque l'Assemblée générale de la société qui la contrôle a décidé ou a autorisé, par délégation, une augmentation de capital, dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 3344-1 du Code du travail, dont peuvent bénéficier les salariés de la Société.

2. La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la Société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le Tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

3. Le capital social pourra être amorti en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

Article 9. Compte courant

La Société peut recevoir de ses actionnaires, de ses administrateurs, du Directeur Général ou du Directeur Général Délégué, des fonds en dépôt, sous forme d'avances en compte courant.

Les conditions de fonctionnement de ces comptes, la fixation des intérêts, le délai de préavis pour le retrait des sommes et toutes autres modalités nécessaires au fonctionnement des comptes courants sont arrêtés dans chaque cas par accord entre le Conseil d'Administration et les intéressés.

Article 10. Libération des actions

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Conseil d'Administration, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à chaque actionnaire.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit le paiement d'un intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

En outre, lorsqu'il n'a pas été procédé dans le délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

Article 11. Forme des valeurs mobilières

Si la Société ne procède pas à une offre au public, les valeurs mobilières émises par celle-ci sont obligatoirement nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de leur titulaire dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Article 12. Transmission

1 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

2 - La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

3 - Les titres de capital et les valeurs mobilières donnant accès au capital sont librement cessibles, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires.

Article 13. Droits et obligations attachés aux actions

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les Assemblées Générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les Statuts.

2 - Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée Générale.

3 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

Article 14. Indivisibilité des actions – Nue-Propriété – Usufruit

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux Assemblées Générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 - Si une action est grevée d'un usufruit, le nu-proprétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives, quel que soit le titulaire du droit de vote. Ils doivent être convoqués à toutes les Assemblées et disposent du même droit d'information.

Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales ordinaires et au nu-proprétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires.

Cependant, les actionnaires peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux Assemblées Générales, sans toutefois pouvoir priver l'usufruitier de son droit à voter les décisions concernant l'affectation des bénéfices. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue

d'appliquer cette convention pour toute Assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

Article 15. Conseil d'Administration

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'Assemblée Générale Ordinaire. Ils sont toujours rééligibles.

La durée des fonctions des administrateurs est de six années ; elles prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Dans ce cas, celles-ci doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent, soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

En cas de vacance d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le Conseil d'Administration peut, entre deux Assemblées Générales, procéder à des nominations à titre provisoire dans les conditions prévues par l'article L. 225-24 du Code de commerce. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre exerce ses fonctions pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Un salarié de la Société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail correspond à un emploi effectif.

Le nombre d'administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction que les salariés soient nommés administrateurs ou que les administrateurs soient devenus salariés.

Les administrateurs peuvent être actionnaires ou non de la Société.

La limite d'âge pour les administrateurs est de 90 ans.

Article 16. Organisation du Conseil

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président qui est, à peine de nullité de la nomination, une personne physique. Il détermine sa rémunération.

Le Président est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Il est rééligible. Le Conseil peut le révoquer à tout moment.

Le Conseil peut également désigner un ou deux vice-présidents et un secrétaire qui peut être choisi en dehors des administrateurs et des actionnaires.

En cas d'absence du Président, la séance du Conseil est présidée par le vice-président le plus âgé. A défaut, le Conseil désigne, parmi ses membres, le président de séance.

Article 17. Délibérations du Conseil

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son Président. Le Directeur Général, ou, lorsque le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, un tiers au moins des administrateurs, peuvent demander au Président, qui est lié par cette demande, de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé.

Les convocations sont faites par tous moyens et même verbalement.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Le Conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil tant en leur nom personnel que comme mandataire.

Conformément aux dispositions du règlement intérieur établi par le Conseil d'Administration, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil par des moyens de visioconférence ou d'autres moyens de télécommunication permettant l'identification des participants et garantissant leur participation effective, conformément à la réglementation en vigueur.

Cette disposition n'est pas applicable pour l'arrêté des comptes annuels, des comptes consolidés et l'établissement du rapport de gestion et du rapport sur la gestion du groupe.

Le Conseil d'Administration peut également prendre par consultation écrite des administrateurs les décisions relevant des attributions propres du Conseil d'Administration suivantes :

- nomination à titre provisoire de membres du Conseil prévue à l'article L. 225-24 du Code de commerce ;
- autorisation des cautions, avals et garanties prévue au dernier alinéa de l'article L. 225-35 du Code de commerce ;
- modifications nécessaires des Statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires prévues au second alinéa de l'article L. 225-36 du Code de commerce ;
- convocation de l'Assemblée Générale prévue au I de l'article L. 225-103 du Code de commerce ; et
- transfert du siège social dans le même département.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées dans des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés du président de séance et d'au moins un administrateur. En cas d'empêchement du président de séance, il est signé par deux administrateurs au moins.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de Président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

Article 18. Pouvoirs du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre, conformément à son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'Administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des Statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur peut se faire communiquer tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Sur délégation de l'Assemblée Générale Extraordinaire, le Conseil peut apporter les modifications nécessaires aux Statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires, sous réserve de ratification de ces modifications par la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire.

Le Conseil peut conférer à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qu'il tient de la loi et des présents Statuts.

Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet, pour avis à leur examen.

Le Conseil d'Administration a seul qualité pour décider ou autoriser l'émission d'obligations.

Il peut déléguer à un ou plusieurs de ses membres, au Directeur Général ou, en accord avec ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués, les pouvoirs nécessaires pour réaliser, dans un délai d'un an l'émission d'obligations et en arrêter les modalités.

Article 19. Pouvoirs du président du Conseil d'Administration

Le Président du Conseil d'Administration organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Article 20. Direction Générale

1 - Modalités d'exercice

La direction générale est assumée sous sa responsabilité :

- soit par le Président du Conseil d'Administration,
- soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Le Conseil d'Administration choisit entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale.

La délibération du Conseil relative au choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés. Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

L'option retenue par le Conseil d'Administration est prise pour une durée de dix ans. A l'expiration de ce délai, le Conseil doit à nouveau délibérer sur les modalités d'exercice de la direction générale. Le changement de la modalité d'exercice de la direction générale n'entraîne pas une modification des Statuts.

2 - Direction générale

Le Directeur Général est une personne physique choisie parmi les administrateurs ou non.

La durée des fonctions du Directeur Général est déterminée par le Conseil au moment de la nomination.

Cependant, si le Directeur Général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Nul ne peut être nommé Directeur Général s'il est âgé de plus de quatre-vingts-dix ans. Lorsque le Directeur Général atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Est également réputé démissionnaire d'office le Directeur Général placé en tutelle.

Les décisions prises par le Directeur Général irrégulièrement nommé ou réputé démissionnaire d'office ne sont pas nulles.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts, sauf lorsque le Directeur Général assume les fonctions de Président du Conseil d'Administration.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des Statuts suffise à constituer cette preuve.

Conformément aux dispositions des articles L. 225-149 et L. 232-20 du Code de commerce, le Directeur Général est habilité à mettre à jour les Statuts de la Société, sur délégation du Conseil d'Administration, à la suite d'une augmentation de capital consécutive à l'émission de valeurs mobilières ou à un paiement du dividende en actions.

Le Directeur Général peut être autorisé par le Conseil, si celui-ci le juge opportun, à donner globalement et sans limite de montant, des cautionnements, des avals et des garanties pour garantir les engagements pris par les sociétés sous contrôle exclusif de la Société. Il doit alors rendre compte au Conseil d'Administration de l'utilisation de cette autorisation, au moins une fois par an.

3 - Directeurs Généraux Délégués

Sur proposition du Directeur Général, que cette fonction soit assumée par le Président du Conseil d'Administration ou par une autre personne, le Conseil d'Administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général, avec le titre de Directeur Général Délégué.

Le Conseil d'Administration peut choisir les Directeurs Généraux Délégués parmi les administrateurs ou non et ne peut pas en nommer plus de cinq.

Les Directeurs Généraux Délégués sont révocables à tout moment par le Conseil d'Administration, sur proposition du Directeur Général. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Lorsque le Directeur Général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les Directeurs Généraux Délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Directeur Général.

En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs Généraux Délégués. Les Directeurs Généraux Délégués disposent à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

Conformément aux dispositions des articles L. 225-149 et L. 232-20 du Code de commerce, le Directeur Général Délégué est habilité à mettre à jour les Statuts de la Société, sur délégation du Conseil d'Administration, à la suite d'une augmentation de capital consécutive à l'émission de valeurs mobilières ou à un paiement du dividende en actions.

Article 21. Rémunération des dirigeants

1 - L'Assemblée Générale peut allouer aux administrateurs à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, dont le montant est porté aux charges d'exploitation et reste maintenu jusqu'à décision contraire. Sa répartition entre les administrateurs est déterminée par le Conseil d'Administration.

2 - Le Conseil d'Administration détermine la rémunération du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués. Ces rémunérations peuvent être fixes et/ou proportionnelles.

3 - Le Conseil d'Administration peut également allouer pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs des rémunérations exceptionnelles qui seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Les administrateurs ne peuvent recevoir de la Société aucune rémunération, permanente ou non, autre que celles prévues dans les paragraphes précédents, sauf s'ils sont liés à la Société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

Article 22. Cumul des mandats

Une personne physique ne peut exercer simultanément plus de cinq mandats d'administrateur ou de membre de Conseil de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français. Par dérogation à ces dispositions, ne sont pas pris en compte les mandats d'administrateur ou de membre du Conseil de surveillance exercés par cette personne dans les sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233.16 du Code de commerce par la société dont elle est administrateur ou membre du Conseil de surveillance. Cette dérogation s'applique également au mandat de Président du Conseil d'Administration. Pour l'application des dispositions limitant le cumul des mandats d'administrateur ou de membre du Conseil de surveillance, les mandats de gestion exercés dans des sociétés non cotées et contrôlées par une même société ne comptent que pour un seul mandat, dans la limite de cinq mandats détenus à ce titre.

Une personne physique ne peut exercer simultanément plus d'un mandat de Directeur Général ou de membre du Directoire ou de Directeur Général unique de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français. A titre dérogatoire, un deuxième mandat de direction peut être détenu dans une société contrôlée par la société dans laquelle est exercé le premier mandat. Un autre mandat de direction peut être exercé dans une société tierce, à condition que celle-ci ne soit pas cotée et que la personne intéressée n'exerce pas déjà un mandat de direction dans une société cotée.

Sans préjudice des dispositions précédentes, une même personne physique ne peut exercer simultanément plus de cinq mandats de Directeur Général, de membre du Directoire, de Directeur Général unique, d'administrateur ou de membre du Conseil de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français. Par dérogation à ces dispositions, ne sont pas pris en compte pour le calcul de ce plafond les mandats d'administrateur ou de membre du Conseil de surveillance exercés par cette personne dans les sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233.16 du Code de commerce par la société dont elle est Directeur Général, membre du Directoire, Directeur Général unique, administrateur ou membre du Conseil de surveillance. Pour l'application de ces dispositions, l'exercice de la Direction Générale par un administrateur est décompté pour un seul mandat.

Toute personne physique qui se trouve en infraction avec les dispositions relatives au cumul doit se démettre de l'un de ses mandats dans les trois mois de sa nomination, ou du mandat en cause dans les trois mois de l'événement ayant entraîné la disparition de l'une des conditions fixées par la loi en cas de dérogation. A l'expiration de ce délai, la personne est démise d'office et doit restituer les rémunérations perçues, sans que soit remise en cause la validité des délibérations auxquelles elle a pris part.

Article 23. Conventions Réglementées

Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et son Directeur Général, l'un de ses Directeurs Généraux Délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes précitées est indirectement intéressée et des conventions intervenant entre la Société et une entreprise, si le Directeur Général, l'un des Directeurs Généraux Délégués ou l'un des administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du Conseil de Surveillance, ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

L'autorisation préalable du Conseil d'Administration est motivée en justifiant de l'intérêt de la convention pour la Société, notamment en précisant les conditions financières qui y sont attachées.

La personne directement ou indirectement intéressée à la convention est tenue d'informer le Conseil dès qu'elle a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Elle ne peut prendre part ni aux délibérations ni au vote sur l'autorisation sollicitée.

Le Président du Conseil d'Administration donne avis au Commissaire aux Comptes, s'il en existe, de toutes les conventions autorisées et conclues, lui communique également, pour chaque convention autorisée et conclue, les motifs justifiant de leur intérêt pour la Société et retenus par le Conseil d'Administration et ce, pour les besoins de l'établissement du rapport du Commissaire aux Comptes prévu au troisième alinéa de l'article L. 225-40 et à l'article R. 225-31 du Code de commerce.

S'il n'a pas été désigné de Commissaire aux Comptes, le Président du Conseil d'Administration rédige le rapport spécial sur les conventions réglementées.

Ces conventions sont soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale qui statue sur ce rapport. La personne directement ou indirectement intéressée aux conventions autorisées ne peut pas prendre part au vote. Ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables ni aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales ni aux conventions conclues entre deux sociétés dont l'une détient, directement ou indirectement, la totalité du capital de l'autre, le cas échéant déduction faite du nombre minimum d'actions requis pour satisfaire aux exigences de l'article 1832 du Code civil ou de l'article L. 225-1 du Code de commerce.

Lorsque l'exécution de conventions conclues et autorisées au cours d'exercices antérieurs a été poursuivie au cours du dernier exercice, le Commissaire aux Comptes, s'il en existe, est informé de cette situation dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice. Elles sont examinées chaque année par le Conseil d'Administration et communiquées au Commissaire aux Comptes, s'il en existe, pour les besoins de l'établissement du rapport prévu au troisième alinéa de l'article L. 225-40 du Code de commerce, ledit rapport devant mentionner, le cas échéant, toutes indications permettant aux actionnaires d'apprécier l'intérêt qui s'attache au maintien de ces conventions pour la Société, l'importance des fournitures livrées ou des prestations de service fournies et le montant des sommes versées ou reçues au cours de l'exercice, en exécution de ces conventions.

Il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, et de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique au Directeur Général, aux Directeurs Généraux Délégués et aux représentants permanents des personnes morales administrateurs. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 24. Commissaires aux comptes

Le contrôle légal de la Société est effectué par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires désignés par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, en application de l'article L. 823-1 du Code de commerce.

Si la Société dépasse, à la clôture d'un exercice social, les seuils définis légalement et fixés par décret, cette désignation est obligatoire. Elle est également obligatoire si un ou plusieurs actionnaires représentant au moins le tiers du capital en font la demande.

L'Assemblée Générale Ordinaire pourra désigner volontairement un Commissaire aux Comptes dans les conditions prévues à l'article L. 225-228 du Code de commerce.

Lorsqu'un Commissaire aux Comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un Commissaire aux Comptes suppléant appelé à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, est nommé en même temps que le titulaire pour la même durée.

En outre, même si ces seuils ne sont pas atteints, la nomination d'un Commissaire aux Comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs actionnaires représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux Comptes exercent leur mission de contrôle, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Ils doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Article 25. Assemblées Générales

Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi.

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en Assemblées Générales Ordinaires, Extraordinaires ou Spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les Assemblées Spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie.

Les délibérations des Assemblées Générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

Article 26. Convocation et lieu de réunion des Assemblées Générales

Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le Conseil d'Administration, soit par les Commissaires aux Comptes, s'il en existe, soit par un mandataire désigné en justice dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Toutes les actions de la Société étant nominatives, la convocation est effectuée quinze jours avant la date de l'Assemblée soit par insertion d'un avis dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire. Dans le premier cas, chacun d'eux doit être également convoqué par lettre simple ou, sur sa demande et à ses frais, par lettre recommandée.

Cette convocation peut également être transmise par un moyen électronique de télécommunication mis en œuvre dans les conditions de l'article R. 225-63 du Code de commerce, à l'adresse indiquée par l'actionnaire.

Lorsque l'Assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième Assemblée et, le cas échéant, la deuxième Assemblée prorogée, sont convoquées dix jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première Assemblée. L'avis ou les lettres de convocation de cette deuxième Assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première. En cas d'ajournement de l'Assemblée par décision de justice, le juge peut fixer un délai différent.

Les avis et lettres de convocation doivent mentionner les indications prévues par la loi, notamment l'ordre du jour, l'adresse électronique de la Société, à laquelle peuvent être envoyées les questions écrites des actionnaires et, le cas échéant, la mention de l'obligation de recueillir l'avis ou l'approbation préalable de la masse des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital.

Article 27. Ordre du jour

L'ordre du jour des Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins 5 % du capital social et agissant dans les conditions et délais fixés par la loi, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de points ou de projets de résolutions.

La demande d'inscription d'un point à l'ordre du jour est motivée. La demande d'inscription de projets de résolution est accompagnée du texte des projets de résolution, qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Les auteurs de la demande transmettent avec leur demande une attestation d'inscription en compte. L'examen du point ou de la résolution est subordonné à la transmission d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable des titres dans les mêmes comptes au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement. Les délibérations prises par une Assemblée en violation de l'article L. 225-105 du Code de commerce peuvent être annulées.

Tout actionnaire peut adresser au Conseil d'Administration des questions écrites. Ces questions écrites sont envoyées au siège social par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président du Conseil d'Administration ou par voie de télécommunication électronique à l'adresse indiquée dans la convocation au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration répond aux questions écrites au cours de l'Assemblée ; il peut apporter une réponse commune dès lors qu'elles présentent le même contenu. La réponse à une question écrite est cependant réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figure sur le site Internet de la Société dans une rubrique consacrée aux questions-réponses. Le Conseil d'Administration peut déléguer, selon le cas, un de ses membres, le Directeur Général ou un Directeur Général Délégué pour y répondre.

Article 28. Accès aux Assemblées – Pouvoirs

Tout actionnaire a le droit d'assister aux Assemblées Générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, sur simple justification de son identité et quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, dès lors que ses actions ont été libérées des versements exigibles et que l'actionnaire justifie de leur inscription sur un compte tenu par la Société au jour de l'Assemblée.

Tout actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité ; à cet effet, le mandataire doit justifier d'un mandat écrit.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux Assemblées, qu'ils soient actionnaires ou non.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société selon les conditions fixées par la loi et les règlements ; ce formulaire doit parvenir à la Société trois jours maximum jours avant la date de l'Assemblée pour être pris en compte. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention ne sont pas considérés comme des votes exprimés.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret n° 2017-1416 du 28

septembre 2017, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Tout actionnaire peut également participer aux Assemblées Générales par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication dans les conditions fixées par les lois et règlements et qui seront mentionnées dans l'avis de convocation ; sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à ces Assemblées.

Article 29. Droit de communication des actionnaires

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de statuer en toute connaissance de cause sur la gestion et la marche de la Société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

Article 30. Feuille de présence – Bureau – Procès-verbaux

Une feuille de présence, dûment émarginée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un vice-président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. A défaut, l'Assemblée désigne elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptants, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé, désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

Article 31. Quorum – Majorité

1. Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et ayant le droit de vote, sauf dans les Assemblées Spéciales où il est calculé sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, le tout après déduction des actions privées du droit de vote en application des dispositions légales.

En cas de vote par correspondance, seuls sont pris en compte pour le calcul du quorum les formulaires dûment complétés et reçus par la Société trois jours maximum jours au moins avant la date de l'Assemblée.

2. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Article 32. Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes les décisions qui ne modifient pas les Statuts.

Elle est réunie au moins une fois par an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

Article 33. Assemblée Générale Extraordinaire

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à modifier les Statuts dans toutes leurs dispositions ; elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Elle peut cependant déléguer au Conseil d'Administration le pouvoir d'apporter les modifications nécessaires aux Statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires, sous réserve de ratification de ces modifications par la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

Article 34. Assemblées Spéciales

S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une Assemblée Générale Extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une Assemblée Spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Les Assemblées Spéciales ne délibèrent valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions de la catégorie concernée.

Pour le reste, elles sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les Assemblées Générales Extraordinaires.

Article 35. Exercice social

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice social commencera à compter de la date d'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et prendra fin le 31 décembre 2025.

Article 36. Inventaire – Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que le cas échéant, l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Conseil d'Administration établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Lorsque la Société est une petite entreprise au sens des articles L. 123-16 et D. 123-200, 2° du Code de commerce, elle est dispensée de l'obligation d'établir un rapport sur la gestion de la Société pendant l'exercice écoulé.

Article 37. Affectation et répartition des résultats

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des Statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti par l'Assemblée entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les Statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 38. Paiement des dividendes – Acomptes

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des Statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

L'Assemblée Générale peut accorder aux actionnaires pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale, ou à défaut par le Conseil d'Administration.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Article 39. Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés anonymes, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 40. Transformation de la société

La Société peut se transformer en société d'une autre forme selon les conditions légales et réglementaires.

Si la Société est dotée d'un Commissaire aux Comptes et n'a pas opté pour le régime « d'audit légal petites entreprises » visé à l'article L. 823-12-1 du Code de commerce, la décision de transformation est prise sur le rapport du Commissaire aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des Statuts et avec l'accord de tous les associés qui acceptent d'être commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des Statuts des sociétés de cette forme.

La transformation en société par actions simplifiée est décidée à l'unanimité des actionnaires.

La transformation en société européenne est décidée aux conditions de quorum et de majorité prévues pour la modification des Statuts.

Article 41. Dissolution – Liquidation

Sous réserve des cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les Statuts ou par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'Assemblée Générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

En fin de liquidation, les actionnaires réunis en Assemblée Générale Ordinaire statuent sur les comptes définitifs de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et prononcent la clôture de la liquidation.

A défaut, tout actionnaire peut demander en justice la désignation d'un mandataire pour procéder à cette convocation.

Si l'Assemblée de clôture ne peut délibérer valablement ou si elle refuse d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision du Tribunal de commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

Le partage des capitaux propres subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital social.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société, soit par décision judiciaire à la demande d'un tiers, soit par déclaration au greffe du Tribunal de commerce faite par l'actionnaire unique, entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Ces dispositions ne sont pas applicables si l'actionnaire unique est une personne physique.

Article 42. Contestations

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre la Société et les actionnaires ou les administrateurs, soit entre les actionnaires eux-mêmes, concernant les affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Article 43. Désignation des premiers administrateurs

Sont nommés comme premiers administrateurs de la Société pour une durée de six ans, qui se terminera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire à tenir dans l'année 2030 pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé :

- **Monsieur Richard DETENTE**, né le 11 août 1981 à Bondy, de nationalité française, demeurant 5, rue de la Promenade-Noire, 2000 Neuchâtel, Suisse ;
- **Monsieur Guillaume GOULARD**, né le 6 novembre 1990 à Montréal, de nationalité française, demeurant Nuri Ziya Sok. No:12, Tomtom, 34433 Beyoğlu/Istanbul, Turquie ;

- **Monsieur Philippe ERB**, né le 27 novembre 1960 à Toulouse, de nationalité française, demeurant 1000 Williams Island Blvd., Aventura, Florida, 33160, Etats-Unis ;
- **Monsieur Richard ESTEVE**, né le 17 mai 1984 à Marseille, de nationalité française, demeurant Creek Harbour, Creek Rise Tower 1 - Apartment 2003, Dubai – Emirats Arabes Unis.

Les administrateurs ci-dessus désignés acceptent les fonctions qui leur sont confiées et déclarent, chacun en ce qui le concerne, n'être atteints d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher leur nomination.

Article 45. Engagements pris et à prendre pour le compte de la société en formation.

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Cependant, il a été accompli avant la signature des présents Statuts, pour le compte de la Société en formation, les actes énoncés dans un état annexé aux présents Statuts, indiquant pour chacun d'eux l'engagement qui en résulterait pour la Société.

L'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés emportera, de plein droit, reprise par elle desdits engagements.

Article 46. Frais - Publicité - Pouvoirs.

Tous pouvoirs spéciaux sont conférés au porteur d'un original des Statuts à l'effet de signer l'insertion relative à la constitution dans un journal d'annonces légales, d'accomplir les formalités de publicité, de dépôt et autres nécessaires pour l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

A Lyon

Le 24 octobre 2024

Richard Detente

✓ Certified by ysign

Monsieur Richard DÉTENTE¹
En sa qualité d'associé et d'administrateur

Bon pour acceptation des fonctions d'administrateur

Philippe ERB

✓ Certified by ysign

Monsieur Philippe ERB³

Bon pour acceptation des fonctions d'administrateur

Guillaume Goualard

✓ Certified by ysign

Monsieur Guillaume GOUALARD²
En sa qualité d'associé et d'administrateur

Bon pour acceptation des fonctions d'administrateur

Richard Esteve

✓ Certified by ysign

Monsieur Richard ESTÈVE⁴

¹ Faire précéder la signature de la mention « *Bon pour acceptation des fonctions d'administrateur* ».

² Faire précéder la signature de la mention « *Bon pour acceptation des fonctions d'administrateur* ».

³ Faire précéder la signature de la mention « *Bon pour acceptation des fonctions d'administrateur* ».

⁴ Faire précéder la signature de la mention « *Bon pour acceptation des fonctions d'administrateur* ».

ANNEXE

État des actes accomplis au nom et pour le compte de la société en formation

- Dépôt du capital social auprès de la CARPA
- Conclusion d'un contrat de domiciliation avec HELLODOM en date du 3 octobre 2024.

Annexe 9 – Tableau décrivant la répartition de l'actionnariat de Data Factory Invest

Actionnariat DATA FACTORY INVEST

Noms	Détention*
Richard Esteve	28,32%
GACC SARL	27,93%
Whenmoon LLC	20,36%
Actionnaires minoritaires	23,39%
Data Factory France SA	1 action
TOTAL	100%

*Sous réserve des transferts en cours et de la finalisation de la cession d'une action à Data Factory France SA

Actionnariat DATA FACTORY INVEST

Noms	Nombre d'actions*
Richard Esteve	50.162
GACC SARL	49.471
Whenmoon LLC	36.063
Actionnaires minoritaires	41.429
Data Factory France SA	1
TOTAL	177.126

*Sous réserve des transferts en cours et de la finalisation de la cession d'une action à Data Factory France SA

Annexe 10 – Statuts de Data Factory Invest

Traduction libre en français

Statuts modifiés et reformulés de **Data Factory Invest Inc.**

Les présents statuts modifiés et reformulés (les " statuts ") de Data Factory Invest Inc. (la " Société ") ont été adoptés à compter du 19 juillet 2024 par le Conseil d'administration de la Société et par les actionnaires de la Société, conformément aux articles 607.1007 et 607.1003 de la loi sur les sociétés commerciales de Floride (Florida Business Corporation Act). Chaque modification énoncée dans les présents statuts modifiés et reformulés a été approuvée par les actionnaires par un vote suffisant pour l'approbation de la modification. Les présents statuts modifiés et reformulés modifient, reformulent et remplacent les statuts initiaux de la société, tels qu'ils ont été modifiés à ce jour.

Section 1. Nom. Le nom de la société est Data Factory Invest Inc. (la "Société").

Section 2. Siège social et agent

- (a) Agent agréé. Le nom et l'adresse de l'agent agréé de la Société dans l'État de Floride sont Corporate Creations Network Inc. 801 US Highway 1 North Palm Beach, FL 33408, ou tout autre agent et adresse que le conseil d'administration de la Société (le "conseil") choisira de temps à autre.
- (b) Siège social. L'adresse du siège social de la société dans l'État de Floride est 500 South Australian Ave, Suite 630, West Palm Beach, FL 33401, ou toute autre adresse que le conseil d'administration choisira de temps à autre.

Section 3. Objet et activités. L'objet de la société est de s'engager dans tout acte ou activité légal pour lequel des sociétés peuvent maintenant ou ultérieurement être organisées en vertu de la loi sur les sociétés commerciales de Floride (la "FBCA"), y compris, mais sans s'y limiter, ce qui suit :

- (a) La société peut à tout moment exercer ces droits, privilèges et pouvoirs s'ils ne sont pas incompatibles avec les buts et l'objet pour lesquels la société a été constituée.
- (b) La Société a le pouvoir d'assurer la succession sous sa dénomination sociale à perpétuité ou jusqu'à ce qu'elle soit dissoute et que ses affaires soient liquidées conformément à la loi.
- (c) La Société a le pouvoir d'ester en justice et d'être poursuivie devant tout tribunal ou toute cour de justice.
- (d) La Société a le pouvoir de passer des contrats.
- (e) La Société a le pouvoir de détenir, d'acheter et de céder des biens immobiliers et personnels et d'hypothéquer ou de louer ces biens immobiliers et personnels avec ses franchises. Le pouvoir de détenir des biens immobiliers et personnels comprend le pouvoir de les prendre par legs dans l'État de Floride ou dans tout autre État, territoire ou pays.
- (f) La Société a le pouvoir de nommer les fonctionnaires et agents que les affaires de la Société exigent et de leur accorder une rémunération appropriée.
- (g) La société a le pouvoir d'adopter des règlements non incompatibles avec la constitution ou les lois des États-Unis ou de l'État de Floride, pour la gestion, la réglementation et le gouvernement de ses affaires et de ses biens, le transfert de ses actions, l'exercice de ses activités et la gestion de ses biens, ainsi que pour la gestion de ses biens et la convocation et la tenue des assemblées des actionnaires.

Traduction libre en français

- (h) La Société a le pouvoir de se liquider et de se dissoudre, ou d'être liquidée ou dissoute.
- (i) La Société a le pouvoir d'adopter et d'utiliser un sceau ou un cachet commun, ou de ne pas utiliser un tel sceau ou cachet et, s'il en existe un, de le modifier. L'utilisation d'un sceau ou d'un cachet par la Société sur tous les documents de la Société n'est pas nécessaire. La Société peut utiliser un sceau ou un cachet, si elle le souhaite, mais cette utilisation ou non-utilisation n'affectera en rien la légalité du document.
- (j) La Société a le pouvoir d'emprunter de l'argent et de contracter des dettes lorsque cela est nécessaire pour la conduite de ses affaires ou pour l'exercice de ses droits, privilèges ou franchises, ou pour tout autre objectif légal de sa constitution ; émettre des obligations, des billets à ordre, des lettres de change, des débentures et autres obligations et titres de créance, payables à une ou plusieurs dates déterminées, ou payables à la survenance d'un ou de plusieurs événements déterminés, qu'ils soient garantis par une hypothèque, un gage ou autre, ou non garantis, pour de l'argent emprunté, ou en paiement de biens achetés ou acquis, ou pour tout autre objet licite.
- (k) La Société a le pouvoir de garantir, acheter, détenir, vendre, céder, transférer, hypothéquer, mettre en gage ou disposer de toute autre manière des actions du capital social ou des obligations, titres ou preuves de dettes créés par une ou plusieurs autres sociétés de l'État de Floride ou de tout autre État ou gouvernement et, en tant que propriétaire de ces actions, obligations, titres ou preuves de dettes, d'exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de la propriété, y compris le droit de vote, s'il y a lieu.
- (l) La Société est habilitée à acheter, détenir, vendre et transférer des actions de son propre capital social et à utiliser à cette fin son capital, son excédent de capital, son surplus ou tout autre bien ou fonds.
- (m) L'association a le pouvoir de mener des affaires, d'avoir un ou plusieurs bureaux et de détenir, d'acheter, d'hypothéquer et de transférer des biens immobiliers et personnels dans l'État de Floride et dans tous les États, territoires, possessions et dépendances des États-Unis, dans le district de Columbia et dans tout pays étranger.
- (n) La société a le pouvoir de faire tout ce qui est nécessaire et approprié pour la réalisation des objectifs énumérés dans les présents statuts, ou toute modification de ceux-ci, ou nécessaire ou accessoire à la protection et au bénéfice de la société et, en général, d'exercer toute activité légale nécessaire ou accessoire à la réalisation des objectifs de la société, que cette activité soit ou non de même nature que les objectifs énoncés dans les présents statuts, ou toute modification de ceux-ci.
- (o) La société a le pouvoir de faire des dons pour le bien-être public ou à des fins caritatives, scientifiques ou éducatives.
- (p) La Société a le pouvoir de conclure des partenariats, généraux ou limités, ou des coentreprises, dans le cadre de toute activité légale.

Section 4. Capital social.

- (a) Catégories et nombre d'actions. Le nombre total d'actions, toutes catégories confondues, que la société est autorisée à émettre est de cent millions (100 000 000) actions ordinaires, sans valeur nominale par action (les "actions ordinaires") et des actions privilégiées, sans valeur nominale par action (les "actions privilégiées"), pour un montant de dix millions (10.000.000).
- (b) Pouvoirs et droits des actions ordinaires.

Traduction libre en français

- (i) Droit de préemption. À l'exception de ce qui peut être prévu dans une convention d'actionnaires conclue entre la Société et tous les actionnaires de la Société, les actionnaires de la Société n'ont aucun droit de préemption ou autre droit de souscrire des actions supplémentaires non émises ou autodétenues ou d'autres titres de toute catégorie, ou des droits, des bons ou des options d'achat d'actions, ou des scripts, ou des titres de toute nature convertibles en actions ou assortis de bons ou de privilèges d'achat d'actions.
- (ii) Droits de vote et pouvoirs. En ce qui concerne toutes les questions sur lesquelles les actionnaires ont le droit de voter ou de donner leur consentement, les détenteurs des actions ordinaires en circulation ont le droit d'exprimer une (1) voix en personne ou par procuration pour chaque action ordinaire inscrite à leur nom.
- (iii) Dividendes et distributions.
 - (A) Dividendes en espèces. Sous réserve des droits des détenteurs d'actions privilégiées, les détenteurs d'actions ordinaires ont le droit de recevoir les dividendes en espèces qui peuvent être déclarés de temps à autre par le conseil d'administration sur les actifs des fonds de la société légalement disponibles à cet effet ; et
 - (B) Autres dividendes et distributions. Le conseil d'administration peut émettre des actions ordinaires sous la forme d'une distribution ou de distributions dans le cadre d'un dividende en actions ou d'une division des actions ordinaires.
 - (C) Autres catégories. Sous réserve des droits et préférences de toute catégorie d'actions privilégiées, des actions d'une catégorie ou d'une série peuvent être émises à titre de dividende en actions pour des actions d'une autre catégorie ou d'une autre série.
- (iv) Autres droits. Sauf disposition contraire de la FBCA et des présents statuts (les "statuts"), chaque action ordinaire est assortie de pouvoirs, de préférences et de droits identiques, y compris en matière de liquidation.
- (c) Catégories d'actions privilégiées. Les pouvoirs, préférences, droits, qualifications, limitations et restrictions relatifs aux actions privilégiées, ou à toute série d'entre elles, sont tels qu'ils peuvent être fixés, de temps à autre, par le conseil d'administration à sa seule discrétion, l'autorité de le faire étant par les présentes expressément dévolue au conseil d'administration. L'autorité du conseil d'administration en ce qui concerne chacune de ces séries d'actions privilégiées comprendra, sans limiter la généralité de ce qui précède, la détermination de l'un ou de tous les éléments suivants :
 - (i) Le nombre d'actions d'une série et la désignation permettant de distinguer les actions de cette série des actions de toutes les autres séries ;
 - (ii) les droits de vote éventuels des actions de cette série et si ces droits de vote sont entiers ou limités ;
 - (iii) les dispositions de rachat, le cas échéant, applicables à cette série, y compris le ou les prix de rachat à payer ;

Traduction libre en français

- (iv) si les dividendes, le cas échéant, seront cumulatifs ou non cumulatifs, le ou les taux de dividende de cette série et les dates et préférences des dividendes sur cette série ;
 - (v) les droits de cette série en cas de dissolution volontaire ou involontaire de la société ou de distribution de ses actifs ;
 - (vi) les dispositions, le cas échéant, en vertu desquelles les actions de cette série sont convertibles ou échangeables contre des actions d'une ou plusieurs autres catégories ou d'une ou plusieurs autres séries de la même ou d'une ou plusieurs autres catégories d'actions, ou de tout autre titre, de la société ou de toute autre société ou entité, ainsi que les taux ou autres éléments déterminants de la conversion ou de l'échange qui s'appliquent à ces actions ;
 - (vii) le droit, le cas échéant, de souscrire ou d'acheter des titres de la société ou de toute autre société ou entité ;
 - (viii) les dispositions, le cas échéant, d'un fonds d'amortissement applicable à cette série ; et
 - (ix) tout autre pouvoir, préférence ou droit relatif, participatif, optionnel ou autre, ainsi que toute réserve, limitation ou restriction y afférente, de cette série.
- (d) Émission d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Le conseil d'administration peut, de temps à autre, autoriser par résolution l'émission de tout ou partie des actions ordinaires et des actions privilégiées autorisées par les présentes, conformément aux conditions énoncées dans les présents statuts, à des fins, pour des montants, à des personnes, des sociétés ou des entités, pour une contrepartie et, dans le cas des actions privilégiées, en une ou plusieurs séries, selon ce que le conseil d'administration peut déterminer à sa discrétion et sans vote ni autre action de la part des actionnaires, sauf si la loi l'exige autrement. Le conseil d'administration peut également, de temps à autre, autoriser, par résolution, des options, des bons de souscription et d'autres droits convertibles en actions ordinaires ou privilégiées (collectivement appelés "titres"). Les titres doivent être émis pour une contrepartie, y compris des espèces, des biens ou des services, que le conseil d'administration peut juger appropriée, sous réserve que la valeur de cette contrepartie ne soit pas inférieure à la valeur nominale des actions émises. Toute action émise pour laquelle la contrepartie ainsi fixée a été payée ou livrée sera une action entièrement libérée et le détenteur de ces actions ne sera pas tenu d'effectuer d'autres appels de fonds ou d'autres paiements, à condition que la valeur réelle de cette contrepartie ne soit pas inférieure à la valeur nominale des actions ainsi émises. Le Conseil d'administration peut émettre des actions ordinaires sous la forme d'une distribution ou de distributions dans le cadre d'un dividende en actions ou d'une division des actions ordinaires uniquement aux détenteurs d'actions ordinaires en circulation.
- (e) Vote cumulatif. Sauf disposition contraire de la législation applicable, il n'y a pas de vote cumulatif sur les questions soumises au vote des actionnaires de la société.
- (f) Une seule catégorie. Sauf disposition contraire de la FBCA, des présents statuts ou de toute désignation d'une catégorie d'actions privilégiées (qui peut prévoir la nécessité d'un vote alternatif), (i) toutes les actions du capital social de la Société votent ensemble comme une seule catégorie sur toutes les questions soumises au vote des actionnaires de la Société ; et (ii) le vote affirmatif d'une majorité des droits de vote de toutes les actions en circulation ayant le droit de voter sur la question applicable est requis pour l'approbation de cette question.

Traduction libre en français

- (g) Limitation du droit de vote. Sauf disposition contraire de la loi ou des présents statuts, les détenteurs d'actions ordinaires ou de toute autre catégorie ou série d'actions privilégiées n'ont pas le droit de voter sur une modification des présents statuts (y compris tout certificat de désignation déposé à l'égard d'une série d'actions privilégiées) qui concerne uniquement les conditions d'une ou de plusieurs autres catégories ou séries d'actions privilégiées en circulation si les détenteurs de cette autre catégorie ou série d'actions privilégiées touchée ont le droit, séparément ou ensemble en tant que catégorie avec les détenteurs d'une ou de plusieurs autres catégories ou séries d'actions privilégiées, de voter à ce sujet en vertu de la loi ou conformément aux présents statuts, soit séparément, soit ensemble en tant que catégorie avec les détenteurs d'une ou plusieurs autres catégories ou séries d'actions privilégiées, de voter à ce sujet en vertu de la loi ou des présents statuts (y compris tout certificat de désignation déposé à l'égard d'une série d'actions privilégiées).
- (h) Jetons de sécurité. Si le conseil d'administration en décide ainsi, la propriété des actions de la société peut être représentée par des "jetons" ou des entrées dans un réseau électronique distribué ou une base de données gérée par ou pour le compte de la société conformément à la FBCA et à la législation applicable. Les jetons, s'ils sont émis, seront sans certificat, et la propriété et le transfert des jetons seront enregistrés sur un registre distribué, tel que déterminé par le conseil d'administration.

Section 5. Adoption des statuts. Dans le cadre des pouvoirs conférés par la loi et sous réserve de l'article 6, le conseil d'administration est expressément autorisé à adopter, abroger, annuler, modifier ou amender à tous égards le règlement intérieur de la société (le "règlement intérieur").

Section 6. Modification des statuts par les actionnaires. Nonobstant l'article 5, les statuts peuvent également être adoptés, abrogés, annulés, modifiés ou amendés à tous égards par les actionnaires de la société, mais uniquement par le vote affirmatif des détenteurs d'au moins cinquante et un pour cent (51 %) des droits de vote de toutes les actions en circulation, quelle que soit leur catégorie, et votant ensemble comme une seule catégorie de vote.

Section 7. Mandat du conseil d'administration. Les activités et les affaires de la Société sont gérées par le Conseil d'administration et sous sa direction. Sauf disposition contraire relative aux droits d'élire des administrateurs supplémentaires dans des circonstances spécifiques, qui peuvent être accordés aux détenteurs de toute catégorie ou série d'actions privilégiées, le nombre d'administrateurs de la Société peut être modifié de temps à autre comme indiqué dans les statuts. Le nombre exact d'administrateurs est fixé de temps à autre par le conseil d'administration en vertu d'une résolution adoptée à la majorité par l'ensemble du conseil d'administration. Chaque administrateur siège jusqu'à ce que son successeur soit élu et qualifié ou jusqu'à son décès, sa démission ou sa révocation. Aucune diminution du nombre autorisé d'administrateurs ne peut écarter le mandat d'un administrateur en exercice.

Section 8. Postes vacants au sein du conseil d'administration. Sauf disposition contraire relative aux droits d'élire des administrateurs supplémentaires dans des circonstances spécifiques, qui peuvent être accordés aux détenteurs de toute catégorie ou série d'actions privilégiées, les postes d'administrateur nouvellement créés à la suite d'une augmentation du nombre d'administrateurs, ou toute vacance au sein du conseil d'administration résultant d'un décès, d'une démission, d'une révocation ou d'autres causes, sont pourvus uniquement par le quorum du conseil d'administration et les actionnaires ne peuvent pas pourvoir à cette vacance. Tout administrateur élu conformément à la phrase précédente reste en fonction jusqu'à la fin du mandat complet des administrateurs au cours duquel le nouveau poste d'administrateur a été créé ou la vacance s'est produite et jusqu'à ce que son successeur ait été élu et qualifié ou jusqu'à son décès, sa démission ou sa révocation, selon ce qui se produit en premier.

Section 9. Révocation des administrateurs. Sauf disposition contraire relative aux droits d'élire

Traduction libre en français

des administrateurs supplémentaires dans des circonstances spécifiques, qui peuvent être accordés aux détenteurs de toute catégorie ou série d'actions privilégiées, tout administrateur ne peut être démis de ses fonctions que par le vote affirmatif des détenteurs d'au moins deux tiers (2/3) des droits de vote des actions émises et en circulation donnant droit à un vote. Le fait qu'un administrateur en exercice ne soit pas proposé pour un mandat supplémentaire n'est pas considéré comme une révocation nécessitant un vote des actionnaires.

Section 10. Pouvoirs du conseil d'administration ; avis de réunion.

- (a) En complément et non en limitation des pouvoirs conférés par les lois de la FBCA, le Conseil est expressément autorisé et habilité :
 - (i) Établir, modifier, amender et abroger le règlement intérieur ;
 - (ii) Sous réserve des dispositions applicables des statuts alors en vigueur, déterminer, de temps à autre, si et dans quelle mesure, à quels moments et en quels lieux, et sous quelles conditions et règles, les comptes et les livres de la société, ou certains d'entre eux, seront ouverts à l'inspection des actionnaires, étant entendu qu'aucun actionnaire n'aura le droit d'inspecter les comptes, livres ou documents de la société, sauf dans les cas autorisés par la loi, à moins et jusqu'à ce qu'il y soit autorisé par une résolution du conseil d'administration ou des actionnaires de la société ;
 - (iii) Autoriser et émettre, sans le consentement des actionnaires, des obligations de la société, garanties ou non, selon les modalités que le conseil d'administration, à sa seule discrétion, peut déterminer, et donner en gage ou hypothéquer, à titre de garantie, tout bien réel ou personnel de la société, y compris les biens acquis ultérieurement ;
 - (iv) Déterminer si et, le cas échéant, quelle partie de l'excédent acquis de la société doit être versée sous forme de dividendes aux actionnaires, et ordonner et déterminer toute autre utilisation et disposition de cet excédent acquis ;
 - (v) Fixer, de temps à autre, le montant des bénéfices de la Corporation à réserver comme fonds de roulement ou à toute autre fin légitime ;
 - (vi) Établir des plans de primes, de participation aux bénéfices, d'options d'achat d'actions ou d'autres types de rémunération incitative pour les employés, y compris les dirigeants et les administrateurs, de la société, et fixer le montant des bénéfices à partager ou à distribuer, et déterminer les personnes devant participer à ces plans et le montant de leurs participations respectives ;
 - (vii) désigner, par une ou plusieurs résolutions adoptées à la majorité de l'ensemble du conseil d'administration, un ou plusieurs comités, composés chacun d'au moins deux administrateurs, qui, dans la mesure permise par la loi et autorisée par la résolution ou le règlement intérieur, auront et pourront exercer les pouvoirs du conseil d'administration ;
 - (viii) Prévoir la rémunération raisonnable de ses propres membres par un règlement et fixer les conditions dans lesquelles cette rémunération sera versée ;
 - (ix) sans l'approbation des actionnaires, de : (1) classer toute action non émise en une ou plusieurs catégories ou en une ou plusieurs séries au sein d'une catégorie

Traduction libre en français

; (2) reclasser toute action non émise d'une catégorie en une ou plusieurs catégories ou en une ou plusieurs séries au sein d'une catégorie ; ou (3) reclasser toute action non émise d'une série d'une catégorie en une ou plusieurs catégories ou en une ou plusieurs séries au sein d'une catégorie.

- (b) Outre les pouvoirs et l'autorité qui lui sont expressément conférés par les présentes ou par la loi, le conseil d'administration peut exercer tous les pouvoirs et accomplir tous les actes et toutes les choses qui peuvent être exercés ou accomplis par la société, sous réserve, toutefois, des dispositions des lois de l'État de Floride, des présents statuts et du règlement intérieur de la société.
- (c) Les réunions extraordinaires du conseil d'administration doivent être précédées d'un préavis d'au moins un jour indiquant la date, l'heure et le lieu de la réunion. Le lieu de l'assemblée. La convocation ne doit pas nécessairement décrire l'objet de l'assemblée extraordinaire.

Section 11. Action des actionnaires. Toute action requise ou autorisée par les actionnaires de la société doit être effective lors d'une assemblée annuelle dûment convoquée ou lors d'une assemblée extraordinaire des actionnaires de la société, à moins qu'une telle action requérant ou autorisant l'approbation des actionnaires ne soit approuvée par la majorité des administrateurs, auquel cas cette action peut être autorisée ou prise par le consentement écrit des détenteurs d'actions à droit de vote en circulation ayant au moins le pouvoir de vote minimum qui serait nécessaire pour autoriser ou prendre cette action lors d'une assemblée des actionnaires à laquelle toutes les actions ayant droit de vote étaient présentes et votaient, à condition que toutes les autres exigences de la loi applicable et des présents statuts aient été satisfaites.

Section 12. Administrateurs intéressés. Aucun contrat ni aucune transaction entre la Société et l'un de ses administrateurs, ou entre la Société et toute autre société, entreprise, association ou autre entité juridique ne sera invalidé du fait que l'administrateur de la Société a un intérêt direct ou indirect, pécuniaire ou autre, dans cette société, entreprise, association ou entité juridique, ou parce que l'administrateur intéressé était présent à la réunion du Conseil qui a statué sur ce contrat ou cette transaction, ou parce qu'il a participé à cette action, à condition que : (1) l'intérêt de chacun de ces administrateurs ait été divulgué ou connu du Conseil et qu'une majorité désintéressée du Conseil ait néanmoins ratifié et approuvé ce contrat ou cette transaction (ce ou ces administrateurs intéressés peuvent être pris en compte pour déterminer si le quorum est atteint lors de la réunion au cours de laquelle cette ratification ou approbation est donnée) ; ou (2) les conditions de l'article 607.0832 de la FBCA soient remplies.

Section 13. Assemblée spéciale des actionnaires. Des assemblées extraordinaires des actionnaires de la Société peuvent être convoquées à tout moment par la majorité des membres du Conseil d'administration ou conformément aux dispositions de la FBCA ou des Statuts. Chaque assemblée extraordinaire se tient à la date et à l'heure demandées par le conseil d'administration ou par les actionnaires remplissant les conditions susmentionnées, dans les limites fixées par la loi.

Section 14. Lieu des assemblées d'actionnaires. Les assemblées des actionnaires de la Société peuvent se tenir à l'intérieur ou à l'extérieur de l'État de Floride, comme le prévoient les statuts. Les livres de la Société peuvent être conservés (sous réserve des dispositions de la FBCA) en dehors de l'État de Floride, à l'endroit ou aux endroits désignés de temps à autre par le conseil d'administration ou dans les statuts.

Section 15. Propriété privée des actionnaires. La propriété privée des actionnaires n'est pas soumise au paiement des dettes de la société dans quelque mesure que ce soit et les actionnaires ne sont pas personnellement responsables du paiement des dettes de la société.

Traduction libre en français

Section 16. Amendements. La société se réserve le droit d'adopter, d'abroger, d'annuler, de modifier ou d'amender à tous égards toute disposition contenue dans les présents statuts, de la manière prescrite actuellement ou ultérieurement par la loi applicable, et tous les droits conférés aux actionnaires par les présents statuts sont accordés sous cette réserve. Les actionnaires de la société ne peuvent modifier les présents statuts sans un acte des administrateurs ou du conseil d'administration.

Section 17. Durée de l'existence. La société a une existence perpétuelle.

Section 18. Responsabilité des administrateurs. Aucun administrateur de la société n'est personnellement responsable vis-à-vis de la société ou de l'un de ses actionnaires des dommages pécuniaires résultant d'un manquement à l'obligation fiduciaire en tant qu'administrateur ou membre du conseil d'administration, lié à un acte ou à une omission de l'un de ces administrateurs ou membres du conseil d'administration. La disposition précédente n'élimine ni ne limite la responsabilité d'un administrateur (i) en cas de manquement à son obligation de loyauté envers la société ou ses actionnaires, (ii) en cas d'actes ou d'omissions commis de mauvaise foi ou impliquant un acte intentionnel, (iii) en cas de manquement à son obligation de loyauté envers la société ou ses actionnaires, (iv) en cas de manquement à son obligation de loyauté envers la société. (iv) le paiement de dividendes en violation de la FBCA ou (v) toute transaction dont l'administrateur a tiré un avantage personnel inapproprié. Toute abrogation ou modification de la présente section 18 par les actionnaires de la Société ne sera que prospective et n'affectera pas négativement toute limitation de la responsabilité personnelle d'un administrateur ou d'un dirigeant de la Société pour des actes ou omissions antérieurs à cette abrogation ou modification.

Section 19. Indemnisation.

- (a) *Indemnisation dans le cadre d'actions, de poursuites ou de procédures autres que celles engagées par ou au nom de la Société*. Sous réserve de l'article 19(c) et de l'article 19(j), la Société devra, dans toute la mesure permise par le NRS et la loi applicable du Nevada en vigueur à tout moment, indemniser, dégager de toute responsabilité et défendre toute personne qui : (i) a été ou est un administrateur ou un dirigeant de la Société ou a été ou est un administrateur ou un dirigeant d'une filiale directe ou indirecte à 100 % de la Société, et (ii) was or is a party or is threatened to be made a party to, or was or is otherwise directly involved in (including as a witness), any threatened, pending or completed action, suit or proceeding, whether civil, criminal, civile, pénale, administrative ou d'enquête (autre qu'une action par ou dans le droit de la Société) en raison du fait que cette personne a été ou est un administrateur ou un dirigeant de la Société ou de toute filiale directe ou indirecte détenue à 100 % par la Société, ou a servi ou sert à la demande de la Société en tant qu'administrateur, dirigeant, employé, partenaire, membre ou agent d'une autre société, d'une société de personnes, d'une société à responsabilité limitée, d'une coentreprise, d'une fiducie, d'un plan d'avantages sociaux, d'une société de personnes ou d'une société à responsabilité limitée, joint venture, trust, employee benefit plan or other enterprise, whether the basis of such proceeding is alleged action in an official capacity or in any other capacity, against expenses (including attorneys' fees), judgments, fines and amounts paid in settlement actually and reasonably incurred by such person in connection with such action, suit or proceeding if such person acts in good faith and in a manner such person reasonably believed to be in or not opposed to the best interests of the Corporation, and, with respect to any criminal action or proceeding, has no reasonable cause to believe such person's conduct was unlawful. La clôture d'une action, d'un procès ou d'une procédure par un jugement, une ordonnance, une transaction, une condamnation ou par un plaidoyer de nolo contendere ou son équivalent ne crée pas, en soi, une

Traduction libre en français

présomption que la personne n'a pas agi de bonne foi et d'une manière qu'elle croyait raisonnablement conforme ou non opposée aux meilleurs intérêts de la Société et, en ce qui concerne toute action ou procédure pénale, qu'elle avait un motif raisonnable de croire que sa conduite était illégale.

- (b) *Indemnisation dans le cadre d'actions, de poursuites ou de procédures engagées par ou au nom de la Société.* Sous réserve de l'article 19(c) et de l'article 19(j), la Société indemnifiera, dégage de toute responsabilité et défendra toute personne qui : (i) a été ou est un administrateur ou un dirigeant de la Société ou a été ou est un administrateur ou un dirigeant d'une filiale directe ou indirecte à 100 % de la Société, et (ii) a été ou est une partie ou est menacée d'être rendue partie, ou a été ou est autrement directement impliquée (y compris en tant que témoin), dans toute action ou poursuite menacée, en cours ou terminée par ou pour le compte de la Société ou de ses filiales, (ii) a été ou est partie, ou est menacée d'être partie, ou a été ou est autrement directement impliquée (y compris en tant que témoin) dans toute action ou poursuite menacée, en cours ou terminée par ou dans le droit de la Société pour obtenir un jugement en sa faveur en raison du fait que cette personne a été ou est administrateur ou dirigeant de la Société ou de toute filiale directe ou indirecte détenue à 100 % par la Société, ou a été ou est en train de servir à la demande de la Société en tant qu'administrateur, de dirigeant, d'employé, d'associé, de membre ou d'agent d'une autre société, d'une société de personnes, d'une société à responsabilité limitée, d'une coentreprise, d'une fiducie, d'un régime d'avantages sociaux ou d'une autre entreprise, et que le fondement de cette action, de ce procès ou de cette procédure soit une action présumée à titre officiel ou à tout autre titre, contre les dépenses (y compris les honoraires d'avocat) effectivement et raisonnablement encourues par cette personne dans le cadre de la défense ou du règlement de cette action ou de ce procès si cette personne a agi de bonne foi et d'une manière qu'elle croyait raisonnablement conforme ou non opposée aux intérêts supérieurs de l'entreprise. Toutefois, aucune indemnisation ne sera accordée pour toute réclamation, question ou affaire pour laquelle cette personne aura été jugée responsable envers la Corporation, à moins que et seulement dans la mesure où les tribunaux de l'État du Nevada ou le tribunal devant lequel l'action ou le procès a été intenté déterminent, sur demande, que, malgré la décision de responsabilité, mais compte tenu de toutes les circonstances de l'affaire, cette personne a légitimement et raisonnablement droit à une indemnisation pour les dépenses que le tribunal de l'État du Nevada ou cet autre tribunal jugera appropriées.
- (c) *Autorisation d'indemnisation.* Toute indemnisation ou défense en vertu de la présente section 19 (à moins qu'elle ne soit ordonnée par un tribunal) ne sera effectuée par la Société que dans la mesure où elle est autorisée dans le cas spécifique, après qu'il a été déterminé que l'indemnisation de l'administrateur ou du dirigeant est appropriée dans les circonstances parce que cette personne a respecté les normes de conduite applicables énoncées à la section 19(a) et à la section 19(b), selon le cas. Cette décision est prise, en ce qui concerne une personne qui est administrateur ou dirigeant au moment de la décision, (i) par des administrateurs constituant la majorité du Conseil et qui ne sont pas parties à l'action, au procès ou à la procédure, même si le quorum n'est pas atteint, ou (ii) par un comité d'administrateurs désignés par la majorité du Conseil et qui ne sont pas parties à l'action, au procès ou à la procédure, même si le quorum n'est pas atteint, ou (iii) par un comité d'administrateurs désignés par la majorité du Conseil et qui ne sont pas parties à l'action, au procès ou à la procédure, même si le quorum n'est pas atteint. (iii) s'il n'y a pas de tels administrateurs, ou si les administrateurs le demandent, par un conseiller juridique indépendant dans un avis écrit, ou (iv) par les actionnaires. Cette décision est prise, en ce qui concerne les anciens administrateurs et dirigeants,

Traduction libre en français

par toute personne ayant le pouvoir d'agir en la matière au nom de la société. Toutefois, dans la mesure où un administrateur ou un dirigeant actuel ou ancien de la Société a obtenu gain de cause, sur le fond ou autrement, dans la défense d'une action, d'une poursuite ou d'une procédure visée à l'article 19(a) ou à l'article 19(b), ou dans la défense d'une réclamation, d'un problème ou d'une question qui s'y rapporte, cette personne sera indemnisée des dépenses (y compris les honoraires d'avocat) qu'elle aura effectivement et raisonnablement engagées à cet égard, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir une autorisation dans le cas en question.

- (d) *Définition de la bonne foi.* Aux fins de toute détermination en vertu de la section 19(c), une personne est réputée avoir agi de bonne foi et d'une manière qu'elle croyait raisonnablement conforme ou non contraire aux intérêts de la Société ou, en ce qui concerne toute action ou procédure pénale, n'avoir eu aucun motif raisonnable de croire que sa conduite était illégale, si l'action de cette personne est fondée sur une confiance de bonne foi dans les registres ou les livres de comptes de la Société ou d'une autre entreprise, ou sur des informations fournies à cette personne par les dirigeants de la Corporation ou d'une autre entreprise dans l'exercice de leurs fonctions, ou sur l'avis du conseiller juridique de la Corporation ou d'une autre entreprise, ou sur des informations ou des dossiers fournis ou des rapports établis à l'intention de la Corporation ou d'une autre entreprise par un expert-comptable indépendant ou par un évaluateur ou un autre expert choisi avec un soin raisonnable par la Corporation ou une autre entreprise. Le terme "autre entreprise", tel qu'il est utilisé dans la présente section 19(d), désigne toute autre société ou tout partenariat, société à responsabilité limitée, coentreprise, fiducie, régime d'avantages sociaux ou autre entreprise dont cette personne a été ou est membre à la demande de la Société en tant qu'administrateur, dirigeant, employé, partenaire, membre ou agent. Les dispositions de la présente section 19(d) ne doivent pas être considérées comme exclusives ou comme limitant de quelque manière que ce soit les circonstances dans lesquelles une personne peut être considérée comme ayant respecté la norme de conduite applicable énoncée à la section 19(a) ou à la section 19(b), selon le cas.
- (e) *Dépenses payables à l'avance.* Les frais, y compris les honoraires d'avocat, encourus par un administrateur ou un dirigeant, actuel ou ancien, dans le cadre de la défense d'une action, d'un procès ou d'une procédure décrite à l'article 19(a) ou à l'article 19(b) sont payés par la Société avant la décision finale de cette action, de ce procès ou de cette procédure. L'administrateur ou le dirigeant ne peut être indemnisé par la société dans le cadre d'une action, d'un procès ou d'une procédure judiciaire que s'il s'engage à rembourser ce montant s'il est finalement établi qu'il n'a pas le droit d'être indemnisé par la société comme l'autorise la présente section 19.
- (f) *Non-exclusivité de l'indemnisation et de l'avancement des dépenses.* L'indemnisation, la défense et l'avance des frais prévues ou accordées en vertu de la présente section 19 ne sont pas considérées comme exclusives de tout autre droit auquel les demandeurs d'indemnisation ou d'avance des frais peuvent prétendre en vertu des présents statuts, d'un accord, d'un vote des actionnaires ou des administrateurs désintéressés ou d'une autre manière, tant en ce qui concerne les actes accomplis en qualité officielle que les actes accomplis en une autre qualité pendant l'exercice de ces fonctions, la politique de la société étant que l'indemnisation des personnes visées à la section 19(a) ou à la section 19(b) se fasse dans toute la mesure permise par la législation en vigueur. Les dispositions de la présente section 18 ne sont pas réputées empêcher l'indemnisation ou l'avancement des dépenses de toute personne qui n'est pas mentionnée à la section 19(a) ou 19(b) mais que la Société a le pouvoir ou l'obligation d'indemniser en vertu des dispositions du NRS ou d'une autre manière.
- (g) *Assurance.* La Société peut souscrire et maintenir une assurance au nom de toute

Traduction libre en français

personne qui a été ou est administrateur, dirigeant, employé ou agent de la Société ou d'une filiale directe ou indirecte à 100 % de la Société, ou qui a été ou est, à la demande de la Société, administrateur, dirigeant, employé, partenaire, membre ou agent d'une autre société, d'une société de personnes, d'une société à responsabilité limitée, d'une autre société, d'une société de personnes, d'une société à responsabilité limitée, d'une coentreprise, d'une fiducie, d'un régime d'avantages sociaux ou d'une autre entreprise, contre toute responsabilité invoquée à l'encontre de cette personne et encourue par elle en cette qualité, ou découlant de son statut, que la Société ait ou non le pouvoir ou l'obligation d'indemniser, de dégager de toute responsabilité ou de défendre cette personne contre une telle responsabilité en vertu des dispositions de la présente section 19.

- (h) *Certaines définitions.* Aux fins de la présente section 19, les références à la "Société" comprennent, outre la société résultante, toute société constitutive (y compris toute société constitutive d'une société constitutive) absorbée dans le cadre d'une consolidation ou d'une fusion qui, si elle avait continué à exister séparément, aurait eu le pouvoir et l'autorité d'indemniser ses administrateurs, dirigeants, employés ou agents, de sorte que toute personne qui était ou est un administrateur, un dirigeant, un employé ou un agent d'une telle société constitutive, ou a été ou est, à la demande de cette dernière, administrateur, dirigeant, employé, associé, membre ou agent d'une autre société, d'une société de personnes, d'une société à responsabilité limitée, d'une entreprise commune, d'une fiducie, d'un régime d'avantages sociaux ou d'une autre entreprise, se trouve, en vertu des dispositions de la présente section 19, dans la même situation vis-à-vis de la société issue de la fusion ou de la société survivante que celle dans laquelle elle se serait trouvée vis-à-vis de la société constitutive si celle-ci avait continué d'exister séparément. Aux fins de la présente section 19, les références aux "amendes" incluent toute taxe d'accise imposée à une personne au titre d'un régime de prestations aux salariés ; et les références aux "fonctions exercées à la demande de la société" incluent toute fonction d'administrateur, de dirigeant, d'employé ou d'agent de la société qui impose des obligations à cet administrateur, dirigeant, employé ou agent ou qui implique des services de sa part au titre d'un régime de prestations aux salariés, de ses participants ou de ses bénéficiaires ; et une personne qui a agi de bonne foi et d'une manière qu'elle croyait raisonnablement être dans l'intérêt des participants et des bénéficiaires d'un régime de prestations aux employés est réputée avoir agi d'une manière "qui n'est pas contraire aux intérêts de la Société", comme indiqué dans le présent article 19.
- (i) *Maintien de l'indemnisation et de l'avance des frais.* L'indemnisation, la défense et l'avance des frais prévues ou accordées en vertu de la présente section 19 se poursuivent, sauf disposition contraire lors de l'autorisation ou de la ratification, à l'égard d'une personne qui a cessé d'être un membre du personnel de l'Union européenne et s'applique aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de cette personne.
- (j) *Limitation de l'indemnisation.* Nonobstant toute disposition contraire de la présente section 19, à l'exception des procédures visant à faire valoir les droits à l'indemnisation et à la défense en vertu de la présente section 19 (qui sont régies par la section 19(k)(ii)), la Société n'est pas tenue, en vertu de la présente section 19, d'indemniser, de dégager de toute responsabilité ou de défendre un administrateur, un dirigeant, un employé ou un agent dans le cadre d'une procédure (ou d'une partie de celle-ci) engagée par cette personne, à moins que cette procédure (ou cette partie de celle-ci) n'ait été autorisée par le conseil d'administration.
- (k) *Droits contractuels.*

Traduction libre en français

- (i) Les obligations de la Société en vertu de la présente section 19 d'indemniser, de dégager de toute responsabilité et de défendre une personne qui était ou est un administrateur ou un dirigeant de la Société ou qui était ou est un administrateur ou un dirigeant d'une filiale directe ou indirecte à 100 % de la Société, y compris l'obligation d'avancer les frais, sont considérées comme un contrat entre la Société et cette personne, et aucune modification ou abrogation d'une disposition de la présente section 19 n'affecte, au détriment de cette personne, ces obligations de la Société en rapport avec une réclamation fondée sur un acte ou une omission survenu avant cette modification ou cette abrogation.

- (ii) Si une demande d'indemnisation au titre des articles 19(a), 19(b) ou 19(e) n'est pas intégralement payée par la Société dans les 90 jours suivant la réception d'une demande écrite par la Société, sauf dans le cas d'une demande d'avance sur frais, auquel cas le délai applicable est de 45 jours, la personne qui présente cette demande peut, à tout moment par la suite, intenter une action en justice contre la Société pour recouvrer le montant impayé de la demande d'indemnisation. Dans toute la mesure permise par le droit applicable, si elle obtient gain de cause en tout ou en partie dans un tel procès, ou dans un procès intenté par la Société pour recouvrer une avance de frais conformément aux termes d'un engagement, cette personne aura le droit d'être payée également pour les frais de poursuite ou de défense de ce procès. Dans (i) toute action intentée par cette personne pour faire valoir un droit à l'indemnisation en vertu des présentes (mais pas dans une action intentée par cette personne pour faire valoir un droit à une avance de frais), il s'agit d'une défense, et (ii) dans toute action intentée par la Société pour recouvrer une avance de frais conformément aux termes d'un engagement, la Société a le droit de recouvrer ces frais sur décision finale selon laquelle cette personne n'a pas satisfait à toute norme applicable en matière d'indemnisation énoncée dans l'ORA. Ni l'absence de décision de la Société (y compris de ses administrateurs qui ne sont pas parties à cette action, d'un comité de ces administrateurs, d'un conseiller juridique indépendant ou de ses actionnaires) avant l'introduction d'une telle action, selon laquelle l'indemnisation de cette personne est appropriée dans les circonstances parce qu'elle a satisfait à la norme de conduite applicable énoncée dans l'ORA, ni une décision effective de la Société (y compris de ses administrateurs qui ne sont pas parties à cette action, d'un comité de ces administrateurs, d'un conseiller juridique indépendant ou de ses actionnaires) selon laquelle cette personne n'a pas respecté la norme de conduite applicable, ne créeront une présomption que cette personne n'a pas respecté la norme de conduite applicable ou, dans le cas d'une action intentée par cette personne, ne constitueront une défense à l'action en question.

- (1) *Accords d'indemnisation.* Sans limiter la généralité de ce qui précède, la Société est expressément habilitée à conclure les accords que le Conseil juge appropriés pour l'indemnisation des administrateurs et des dirigeants actuels ou futurs de la Société dans le cadre de leur service ou de leur statut auprès de la Société ou de toute autre société, entité, etc ou l'entreprise auprès de laquelle cette personne exerce ses fonctions, à la demande expresse et écrite de la Société

Section 20. Choix du forum. À moins que la société ne consente par écrit au choix d'un autre forum, le seul et unique forum pour (i) toute action ou procédure dérivée intentée au nom de la société, (ii) toute action faisant valoir un manquement à une obligation fiduciaire de la part d'un administrateur, d'un dirigeant ou d'un autre employé de la société à l'égard de la société ou de ses actionnaires,

(iii) une action faisant valoir une réclamation découlant d'une disposition de la FBCA, ou (iv)

Traduction libre en français

une action faisant valoir une réclamation régie par la doctrine des affaires intérieures, sera un tribunal d'État ou fédéral situé dans l'État de Floride, sous réserve, dans tous les cas, de la compétence personnelle du tribunal à l'égard des parties indispensables désignées comme défendeurs. Nonobstant ce qui précède, la disposition relative au for exclusif ne s'appliquera pas aux actions intentées pour faire respecter une responsabilité ou une obligation créée par le Securities Exchange Act de 1934, tel que modifié, le Securities Act de 1933, tel que modifié, ou toute réclamation pour laquelle les tribunaux fédéraux ont une compétence exclusive ou concurrente.

Section 21. Avis. Dans la mesure permise par la section 607.0141 du FBCA et sous réserve des dispositions de cette section, lorsque cela est requis par le FBCA, la notification orale est expressément autorisée par les présentes. L'envoi des convocations aux réunions des administrateurs par transmission électronique est autorisé par les présentes.

Section 22. Titres. Les titres contenus dans le présent document sont uniquement destinés à faciliter la lecture, ne font pas partie des présents articles et ne sont pas réputés limiter ou affecter l'une quelconque des dispositions du présent document.

EN FOI DE QUOI, le soussigné a signé les présents statuts modifiés et reformulés en date du 19 juillet 2024.

Data Factory Invest Inc.



Nom : Philippe Erb

Titre : *Président*

Acceptation de l'agent enregistré : *J'accepte par la présente la nomination en tant qu'agent enregistré. Je connais et accepte les obligations liées à cette fonction.*

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Marja Souza'.

Corporate Creations Network Inc.

Marja Souza, *secrétaire spéciale*

Annexe 11 – Pacte d'associés de Data Factory Invest

**PACTE D'ACTIONNAIRES DE
DATA FACTORY INVEST INC.**

Table des matières

	<u>Page</u>
ARTICLE I. Définitions et interprétation.....	1
Section 1.01 Définitions.....	1
Section 1.02 Certaines interprétations.....	2
ARTICLE II - Transfert d'actions.....	3
Section 2.01 Transfert des actions.....	3
Section 2.02 Procédure de transfert.....	4
Article 2.03 Premier droit de refus.....	4
Article 2.04 Deuxième droit de refus.....	5
Section 2.05 Droits de prolongation.....	6
Section 2.06 Transferts suite à des droits de refus.....	8
Section 2.07 Exécution des documents, etc.....	9
Section 2.08 Transferts involontaires.....	9
Section 2.09 Conditions de transfert.....	9
Section 2.10 Nullité du transfert.....	10
ARTICLE III - Droits de préemption.....	10
Section 3.01 Droits de préemption en général.....	10
Article 3.02 Exception.....	10
Section 3.03 Procédure relative aux droits de préemption.....	11
Section 3.04 Limitation.....	12
ARTICLE IV - Déclarations et garanties.....	12
Section 4.01 Organisation et qualité de l'actionnaire.....	12
Section 4.02 Autorisation.....	12
Section 4.03 - Déclarations d'investissement.....	12
ARTICLE V. Indemnisation.....	15
Section 5.01 Indemnisation.....	15
Section 5.02 Procédure.....	15
Section 5.03 Coopération.....	16
Section 5.05 Paiements périodiques.....	16
Section 5.06 Assurance.....	16
Section 5.07 Limite de temps.....	17
Section 5.08 Effet de l'enquête.....	17
Section 5.09 Remède exclusif.....	17
ARTICLE VI. Divers.....	17
Section 6.01 Avis.....	17
Section 6.02 Conseil.....	18
Section 6.03 Droit applicable ; compétence.....	18
Section 6.04 Renonciation au procès avec jury.....	19
Article 6.05 Médiation.....	19
Section 6.06 Limitation des dommages-intérêts.....	20
Section 6.07 Honoraires des avocats.....	20

Traduction libre en français

Section 6.08	Survie.....	20
Section 6.	09Tiers bénéficiaires.....	20
Section 6.10	Dépenses.....	20
Section 6.11	Accord de retraite	20
Section 6.12	Modification, résiliation, renonciation	20
Section 6.13	Aucune présomption contre le rédacteur.....	21
Article 6.14	Rubriques.....	21
Section 6.15	Aucune cession ou délégation.....	21
Section 6.16	Efforts commercialement raisonnables.....	21
Section 6.17	Autres garanties.....	21
Section 6.18	Performances spécifiques.....	22
Article 6.19	Contreparties.....	22

Traduction libre en français

PACTE D'ACTIONNAIRES DE DATA FACTORY INVEST INC. Daté du 29 juillet 2024

Le présent pacte d'actionnaires (le "pacte") de Data Factory Invest Inc, une société de Floride (la "Société"), est conclu à la première date indiquée ci-dessus (la "date d'entrée en vigueur"), par et entre la Société et les actionnaires de la Société indiqués sur les pages de signature du présent pacte (chacun étant un "actionnaire" et, collectivement, les "actionnaires"). La Société et chaque actionnaire sont désignés dans les présentes par le terme "partie" et, collectivement, par le terme "parties".

CONSIDÉRANT que la société a été constituée en tant que société conformément à la Florida General Corporation Law (loi sur les sociétés générales de Floride) ; et

CONSIDÉRANT que les actionnaires détiennent le nombre d'actions ordinaires, sans valeur nominale par action, de la société (les "actions ordinaires") indiqué dans la pièce A jointe aux présentes pour chaque actionnaire (ces actions ordinaires, ainsi que les actions ordinaires supplémentaires qui pourraient être acquises par chacun de ces actionnaires à l'avenir, sont appelées les "actions") ;

CONSIDÉRANT que les actionnaires souhaitent à présent conclure le présent accord afin de régler certaines questions relatives aux relations entre les parties ;

C'est pourquoi, en contrepartie des accords et obligations énoncés dans le présent document et pour d'autres raisons valables, dont la réception et la suffisance sont reconnues par les présentes, les actionnaires conviennent par les présentes de ce qui suit :

ARTICLE I. DEFINITIONS ET INTERPRETATION

Section 1.01 Définitions Outre les autres termes définis dans le présent accord, les termes suivants ont la signification suivante :

- (a) "Action" : toute action en justice, poursuite, réclamation, enquête, audition ou procédure, y compris tout audit, réclamation ou évaluation fiscale ou autre.
- (b) Le terme "affilié" désigne, à l'égard de toute personne, toute autre personne qui, directement ou indirectement par le biais d'un ou de plusieurs intermédiaires, contrôle cette personne, est contrôlée par elle ou est sous contrôle commun avec elle et, aux fins de la présente définition, les termes "contrôle", "est contrôlée par" ou "est sous contrôle commun avec" signifient, à l'égard de toute personne, ce qui suit la possession, directe ou indirecte, du pouvoir de diriger ou de faire diriger les politiques de gestion de cette personne, que ce soit par la propriété de titres avec droit de vote, par contrat ou autrement, étant entendu qu'aucun actionnaire n'est réputé être une "société affiliée" de la société du seul fait qu'il est actionnaire de la société.
- (c) Le "propriétaire effectif" d'un titre est une personne qui, directement ou indirectement, par le biais d'un contrat, d'un arrangement, d'une entente, d'une relation ou autre, possède ou partage : (i) un droit de vote, qui comprend le pouvoir de voter ou d'ordonner le vote de ce titre et/ou (ii) un pouvoir d'investissement, qui comprend le pouvoir de disposer ou d'ordonner la disposition de ce titre, et les termes "propriétaire effectif" et "propriété effective" ont des significations corrélatives.

Traduction libre en français

- (d) "Conseil" : le conseil d'administration de la société.
- (e) On entend par "jour ouvrable" tout jour où les banques commerciales sont généralement ouvertes dans l'État de Floride.
- (f) "Certificat" : certificat émis par la Société, sous la forme adoptée par le Conseil, attestant de la propriété d'une ou de plusieurs actions.
- (g) On entend par "titre de la société", en ce qui concerne la société, (i) toute action ordinaire, (ii) toute action privilégiée, (iii) tout titre convertible en actions ordinaires ou en actions privilégiées ou échangeable contre de telles actions, (iv) toute option, tout bon de souscription ou tout autre droit d'acheter ou d'acquérir autrement des actions ordinaires ou des actions privilégiées, et (v) tout "titre de participation" au sens du Securities Exchange Act de 1934, tel qu'il a été modifié.
- (h) "Fondateur" : Richard Esteve, GACC Sarl, Sami Chlagou et Whenmoon LLC.
- (i) "Tiers indépendant" désigne, pour tout actionnaire, toute personne qui n'est pas affiliée à cet actionnaire.
- (j) On entend par "personne" un particulier, une société, une entreprise, une association volontaire, un partenariat, une coentreprise, une société à responsabilité limitée, une fiducie, une succession, une organisation non constituée en société, une autorité gouvernementale ou une autre entité.
- (k) On entend par "actions privilégiées" les actions privilégiées, sans valeur nominale par action, de la Société, ainsi que toute série ou catégorie de ces actions.
- (l) Le terme "détenteur inscrit" ou "détenteur" désigne la personne au nom de laquelle les actions sont inscrites dans les registres de la société ou de l'agent de transfert, selon le cas, à l'ouverture des bureaux un jour ouvrable donné.
- (m) Le terme "représentant" désigne, pour toute personne, l'ensemble des administrateurs, dirigeants, employés, consultants, conseillers financiers, avocats, comptables et autres agents de cette personne.
- (n) "Actionnaire" a la signification indiquée dans le préambule et comprend toute personne admise ultérieurement par la Société en tant qu'actionnaire.
- (o) "Agent de transfert" : toute personne désignée par la Société en tant qu'agent de registre et agent chargé d'enregistrer les détenteurs d'actions.
- (p) Le terme "transfert" désigne, en ce qui concerne toute action, une transaction par laquelle l'actionnaire cède ou vend cette action, ou tout droit, titre ou intérêt y afférent, à une autre personne qui est ou devient actionnaire de la société ou obtient autrement tout droit, titre ou intérêt dans cette action, et comprend une vente, une cession, un don, un échange ou toute autre disposition légale ou autre, à l'exclusion de tout transfert involontaire.
- (q) Le terme "cessionnaire" désigne un tiers indépendant à qui il est proposé de transférer une ou plusieurs actions.

Section 1.02 Certaines interprétations. Sauf indication contraire, toutes les références aux articles,

Les articles, sections ou pièces sont réputés se référer aux articles, sections et pièces du présent accord ou à ses annexes, selon le cas. Sauf indication contraire, les mots "inclure", "inclut" et "y compris", lorsqu'ils sont utilisés dans le présent accord, sont réputés, dans chaque cas, être suivis des mots "sans limitation". Les titres figurant dans le présent accord sont uniquement destinés à faciliter les références et n'affectent en rien le sens ou l'interprétation du présent accord ou de l'un de ses termes ou de l'une de ses dispositions. Chaque fois que le contexte l'exige, les pronoms utilisés dans le présent accord incluent les formes masculines, féminines ou neutres correspondantes, et la forme singulière des noms et des pronoms inclut le pluriel, et vice versa. Lorsqu'ils sont utilisés dans le présent accord, le mot "étendue" et l'expression "dans la mesure" signifient le degré d'extension d'un sujet ou d'une autre chose, et ce mot ou cette expression ne signifient pas simplement "si". Sauf indication contraire, toutes les références à des montants en dollars et à des "\$" dans le présent accord s'entendent comme des références à des dollars américains. Toute référence à une loi ou à un statut inclut cette loi ou ce statut, tel que modifié (y compris par la succession de statuts comparables), ainsi que les règles et règlements promulgués en vertu de cette loi, ou tout statut, règle ou règlement qui lui succède, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente. Les mots "des présentes", "aux présentes" et "en vertu des présentes" et les mots de signification similaire utilisés dans le présent accord se réfèrent à l'ensemble de l'accord et non à une disposition particulière de l'accord. Sauf disposition contraire expresse, chaque fois que le consentement d'une personne est requis ou autorisé par les présentes, ce consentement peut être refusé à la seule et entière discrétion de cette personne. Sauf si le contexte l'exige, le terme "ou" est disjonctif mais pas nécessairement exclusif. Les références à toute personne incluent les successeurs et les ayants droit autorisés de cette personne. Les références à une date à partir de ou jusqu'à signifient, sauf indication contraire, à partir de et y compris ou jusqu'à et y compris, respectivement. Si une action prévue par le présent accord doit être effectuée ou prise un jour qui n'est pas un jour ouvrable, cette action devra être effectuée ou prise non pas ce jour-là, mais le premier jour ouvrable suivant.

ARTICLE II. TRANSFERT DES ACTIONS

Section 2.01 Transfert d'actions.

- (a) Tout transfert d'actions ne peut être effectué que si l'actionnaire et le cessionnaire proposé respectent le présent accord, y compris, mais sans s'y limiter, toutes les lois applicables. Toute référence à une action dans le présent article II est considérée comme une référence uniquement à l'action qu'il est prévu de transférer.
- (b) La Société tient ou fait tenir pour son compte un registre permettant l'enregistrement et le transfert des actions. Le Conseil d'administration peut désigner un agent de transfert pour agir en qualité d'agent de registre et de transfert aux fins de l'enregistrement des actions et des transferts de ces actions conformément aux présentes dispositions. Pour les actions représentées par des certificats, sur remise d'un certificat pour l'enregistrement du transfert de toute action attestée par un certificat, les dirigeants compétents de la Société signent et délivrent, et dans le cas d'actions pour lesquelles un agent de transfert a été désigné, l'agent de transfert contresigne et délivre, un certificat d'enregistrement et de transfert au nom du détenteur inscrit et de l'agent de transfert, au nom du détenteur inscrit ou du ou des cessionnaires désignés, conformément aux instructions du détenteur inscrit, un ou plusieurs nouveaux certificats attestant du même nombre total et du même type d'actions que ceux attestés par le certificat ainsi remis, à condition que le cédant fournisse l'adresse et le numéro de télécopie de chacun de ces cessionnaires.
- (c) La Société ne reconnaît aucun transfert d'actions matérialisées par des certificats tant que les certificats matérialisant ces actions n'ont pas été remis pour enregistrement du transfert. La Société n'impose aucun frais pour un tel transfert, à condition que, comme condition à l'enregistrement d'un transfert d'actions, les certificats attestant de ces actions soient remis à la Société pour enregistrement.

Traduction libre en français

Lors de l'émission d'actions, que ces actions soient ou non matérialisées par des certificats, la Société peut exiger le paiement d'une somme suffisante pour couvrir tout impôt ou autre charge gouvernementale susceptible d'être imposée à cet égard.

- (d) En acceptant le transfert d'une action, chaque cessionnaire d'une action (y compris tout détenteur désigné ou un agent ou représentant qui acquiert ces actions pour le compte d'une autre personne) (i) est admis au sein de la Société en tant qu'actionnaire de la Société en ce qui concerne les Actions ainsi transférées à ce cessionnaire lorsque ce transfert ou cette admission est reflété dans les livres et registres de la Société ou de l'Agent de transfert, selon le cas, et que ce cessionnaire adhère au présent Accord en signant une annexe au présent Accord sous la forme jointe aux présentes en tant qu'Annexe B (une " Annexe ") ; (ii) sera par la suite réputé accepter d'être lié par les termes du présent accord, (iii) deviendra le détenteur enregistré des actions ainsi transférées, (iv) donnera procuration aux dirigeants de la Société, comme spécifié dans le présent accord, et (v) donnera les consentements et renonciations contenus dans le présent accord. Le transfert d'actions et/ou l'admission d'un nouvel actionnaire en tant qu'"actionnaire" et en tant que "partie" au présent accord ne constitue pas une modification du présent accord.

Section 2.02 Procédure de transfert.

- (a) Avant d'entreprendre un transfert d'actions, l'actionnaire doit fournir au conseil d'administration des informations sur le cessionnaire proposé, notamment son nom, son adresse, une description de ses activités commerciales actuelles et passées, toute conduite criminelle avérée ou présumée, tout litige impliquant le cessionnaire, ainsi que toute autre question et information demandée par le conseil d'administration. Le Conseil d'administration évalue le bénéficiaire du transfert et détermine si ce dernier est acceptable pour la Société en tant qu'actionnaire, conformément à la section 2.02(b). Aucun transfert ne sera autorisé à moins que le Conseil ne consente à l'unanimité à ce que le cessionnaire proposé devienne actionnaire de la Société.
- (b) Les parties reconnaissent que le conseil d'administration a le droit de rejeter un cessionnaire proposé si ce dernier (i) a commis dans le passé un acte dont on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'il ait un effet négatif sur les activités ou les perspectives de la société s'il devenait associé au cessionnaire ; ou (ii) si la conduite du cessionnaire a constitué une violation d'une loi pénale de turpitude morale, laquelle violation peut, selon le jugement raisonnable du conseil d'administration, avoir un effet négatif sur la société ou ses activités.
- (c) Pour éviter toute ambiguïté, les parties reconnaissent et conviennent que la présente section 2.02 ne s'applique pas à un transfert d'actions à un actionnaire existant qui est actionnaire à la date du transfert proposé ou effectif.
- (d) Avant d'entreprendre tout transfert d'actions qui a été approuvé par le Conseil conformément aux présentes et pour lequel l'actionnaire proposant de transférer ces actions s'est conformé aux dispositions de la présente section 2.02, le cas échéant, l'actionnaire proposant de transférer ces actions doit d'abord se conformer aux dispositions de la section 2.03, puis aux dispositions de la section 2.04, et enfin aux dispositions de la section 2.05, le cas échéant.

Article 2.03 Premier droit de refus.

Traduction libre en français

- (a) Si un Actionnaire souhaite volontairement transférer une ou plusieurs de ses Actions à un Tiers indépendant et, le cas échéant, après et sous réserve de l'approbation du transfert proposé par le Conseil d'administration, comme indiqué à la Section 2.02, ledit actionnaire (l'"actionnaire offrant") enverra un avis écrit contenant les conditions du transfert proposé, le nombre et la proportion de ses actions que l'actionnaire offrant propose de transférer, le prix par action, qui doit être égal pour chaque action proposée au transfert (le "prix de l'offre") et la date proposée pour la clôture du transfert, qui peut être au plus tôt quinze (15) jours et au plus tard trente (30) jours après la date de l'avis, à la Société et à chaque Fondateur aux adresses figurant dans les registres de la Société, qui seront fournies à l'Actionnaire Offrant par la Société sur demande (l'"Avis d'Offre des Fondateurs").
- (b) Dès réception de l'avis d'offre des fondateurs, les fondateurs, autres que l'actionnaire offrant si celui-ci est un fondateur, ont le droit (le "premier droit de refus"), pendant une période de dix (10) jours suivant la réception de l'avis d'offre des fondateurs (la "période de choix des fondateurs"), de choisir d'acheter tout ou partie des actions de l'actionnaire offrant au prix de l'offre. Si plusieurs fondateurs choisissent d'acheter la ou les actions disponibles de l'actionnaire offrant, la ou les actions disponibles de l'actionnaire offrant sont réparties entre les fondateurs au prorata de leur propriété respective d'actions (calculée sans tenir compte de la propriété de l'actionnaire offrant, le cas échéant). Si les fondateurs choisissent d'acheter la totalité ou une partie des actions disponibles de l'actionnaire offrant, les fondateurs auront ensuite le droit d'acheter la totalité ou cette partie des actions de l'actionnaire offrant au prorata de leur propriété respective d'actions, au prix d'offre (ou à la partie applicable de ce prix si les actionnaires choisissent d'acheter une partie des actions disponibles) et cette vente aura lieu conformément aux conditions énoncées dans l'avis d'offre.
- (c) Si les fondateurs ne choisissent pas, pendant la période d'élection des fondateurs, d'acheter 100 % des actions de l'actionnaire offrant disponibles conformément à la présente section 2.03, l'actionnaire offrant se conformera ensuite aux dispositions de la section 2.04 en ce qui concerne les actions restantes que les fondateurs n'ont pas choisi d'acheter (les "actions restantes").

Article 2.04 Deuxième droit de refus.

- (a) Si la présente section 2.04 s'applique, l'actionnaire offrant envoie un avis écrit contenant les conditions du transfert proposé, le nombre d'actions restantes, le prix de l'offre et la date proposée pour la clôture du transfert, qui peut être au plus tôt quinze (15) jours et au plus tard trente (30) jours après la date de l'avis, à la Société et à chacun des autres actionnaires aux adresses figurant dans les registres de la Société, qui seront fournis à l'actionnaire offrant par la Société sur demande (l'"avis d'offre des actionnaires").
- (b) Dès réception de l'avis d'offre des actionnaires, les autres actionnaires ont le droit (le "second droit de refus"), pendant une période de dix (10) jours suivant la réception de l'avis d'offre des actionnaires (la "période de choix des actionnaires"), de choisir d'acheter tout ou partie des actions restantes au prix de l'offre. Si plusieurs fondateurs choisissent d'acheter les actions restantes disponibles, celles-ci seront réparties entre les actionnaires au prorata de leurs parts respectives.

(calculée sans tenir compte de la propriété de l'actionnaire offrant). Si les actionnaires choisissent d'acheter tout ou partie des actions restantes disponibles, ils auront ensuite le droit d'acheter tout ou partie des actions restantes au prorata de leurs participations respectives, au prix de l'offre (ou à la partie applicable de celui-ci si les actionnaires choisissent d'acheter une partie des actions restantes disponibles), et cette vente aura lieu conformément aux conditions énoncées dans l'avis d'offre aux actionnaires.

Section 2.05 Droits de prolongation.

- (a) Si un ou plusieurs actionnaires détenant collectivement plus de cinquante (50) % des actions en circulation de la Société (le cas échéant, le ou les "actionnaires majoritaires de l'offre") proposent de vendre un nombre d'actions représentant plus de cinquante (50) % des actions en circulation de la Société à un tiers indépendant (le "cessionnaire majoritaire proposé") dans le cadre d'une transaction ou d'une série de transactions liées, et que les autres actionnaires n'ont pas choisi d'acheter 100 % des actions disponibles du ou des actionnaires majoritaires de l'offre conformément à l'article 2.03 et/ou de la section 2.04, chaque actionnaire (chacun, un "actionnaire associé") sera autorisé à participer à cette vente (une "vente associée") selon les conditions énoncées dans la présente section 2.05 en ce qui concerne les actions restantes détenues par le(s) actionnaire(s) majoritaire(s) de l'offre.
- (b) Avant la réalisation de la vente décrite à la section 2.05(a), et après l'expiration de la période de choix des fondateurs et de la période de choix des actionnaires, le cas échéant, le ou les actionnaires majoritaires de l'offre remettront à la Société, qui remettra à chaque autre actionnaire, une notification écrite (une "notification de vente") de la vente proposée faisant l'objet de la présente section 2.05 au plus tard dix (10) jours après la signature et la remise par toutes les parties de l'accord définitif conclu en ce qui concerne la vente conjointe (qui, pour éviter toute ambiguïté, ne peut être conclu par le ou les actionnaires majoritaires avant l'expiration de la période d'élection des fondateurs et de la période d'élection des actionnaires, le cas échéant) et, en tout état de cause, au plus tard vingt (20) jours avant la date de clôture de la vente conjointe. L'avis de vente conjointe fera référence aux droits des actionnaires de la vente conjointe en vertu des présentes et décrira de manière raisonnablement détaillée (i) le nombre d'actions à vendre par le ou les actionnaires majoritaires de l'offre ; (ii) le nom du cessionnaire majoritaire proposé ; (iii) le prix d'achat par action et les autres conditions matérielles de la vente, y compris une description de toute contrepartie autre qu'en espèces suffisamment détaillée pour en permettre l'évaluation ; (iv) la date, l'heure et le lieu proposés pour la clôture de la vente ; et (v) une copie de tout formulaire d'accord qu'il est proposé de signer dans ce cadre, qui doit être le même pour chacun des actionnaires majoritaires de l'offre.
- (c) Chaque actionnaire associé exerce son droit de participer à une vente d'actions par l'actionnaire ou les actionnaires majoritaires de l'offre, conformément à la présente section 2.05, en remettant à l'actionnaire ou aux actionnaires majoritaires de l'offre une notification écrite (une "notification d'association") indiquant son choix et précisant le nombre d'actions qu'il souhaite vendre, au plus tard cinq (5) jours après la réception de la notification de vente (la "période d'association"). L'offre de chaque actionnaire associé figurant dans un avis d'association est irrévocable et, dans la mesure où cette offre est acceptée, l'actionnaire associé est lié et obligé de vendre dans le cadre de la vente proposée selon les conditions énoncées dans la présente section 2.05. Chaque actionnaire associé a le droit de vendre, dans le cadre d'une vente soumise à la présente section 2.05, un nombre d'actions égal au produit obtenu en multipliant (x) le nombre d'actions détenues par l'actionnaire associé par (y) une fraction de l'actionnaire associé.

Traduction libre en français

- (A) dont le numérateur est égal au nombre d'actions que le ou les actionnaires majoritaires de l'offre, collectivement, proposent de vendre ou de transférer au cessionnaire majoritaire proposé et (B) dont le dénominateur est égal au nombre d'actions alors détenues par ce ou ces actionnaires majoritaires de l'offre, collectivement.
- (d) Le ou les actionnaires majoritaires de l'offre s'efforcent, dans la mesure du raisonnable, d'inclure dans la vente proposée au cessionnaire majoritaire proposé toutes les actions que les actionnaires associés ont demandé d'inclure conformément aux avis d'associés applicables, étant entendu que le cessionnaire majoritaire proposé n'est pas tenu d'acheter des actions en sus du nombre indiqué dans l'avis de vente. Si le Cessionnaire majoritaire proposé choisit d'acheter moins que la totalité des Actions que les Actionnaires associés cherchent à vendre, le nombre d'actions à vendre au Cessionnaire majoritaire proposé par le(s) Actionnaire(s) majoritaire(s) et chaque Actionnaire associé sera réduit de manière à ce que chacun de ces Actionnaires ait le droit de vendre sa part proportionnelle du nombre d'Actions que le Cessionnaire majoritaire proposé choisit d'acheter (qui ne peut en aucun cas être inférieur au nombre d'Actions indiqué dans l'Avis de vente).
- (e) Chaque actionnaire associé qui ne remet pas de notification d'association au cours de la "période d'association" conformément à la présente section 2.05 sera réputé avoir renoncé à tous ses droits de participer à cette vente, et le(s) actionnaire(s) majoritaire(s) offreur(s) sera (sous réserve des droits de tout actionnaire tag-along participant) par la suite libre de vendre au cessionnaire majoritaire proposé ses(leurs) actions à un prix par action qui n'est pas supérieur au prix par action indiqué dans l'avis de vente et à d'autres conditions qui ne sont pas matériellement plus favorables au(x) actionnaire(s) majoritaire(s) offreur(s) que celles indiquées dans l'avis de vente, sans aucune autre obligation envers les actionnaires tag-along qui n'acceptent pas.
- (f) Chaque actionnaire participant à une vente en vertu de la présente section 2.05 recevra la même contrepartie par action après déduction de la part proportionnelle de cet actionnaire dans les dépenses connexes conformément à la section 2.05(h).
- (g) Chaque actionnaire Tag-along fera ou fournira les mêmes déclarations, garanties, engagements, indemnités et accords que ceux faits ou fournis par le ou les actionnaires majoritaires dans le cadre de la vente Tag-along (sauf dans le cas de déclarations, garanties, engagements, indemnités et accords concernant spécifiquement le ou les actionnaires majoritaires, où l'actionnaire Tag-along fera les déclarations, garanties, engagements, indemnités et accords comparables se rapportant spécifiquement à lui-même) ; à condition que l'ensemble des déclarations, garanties, engagements et indemnités soient pris par le ou les actionnaires majoritaires et chaque autre actionnaire "tag-along" séparément et non conjointement, et que toute obligation d'indemnisation relative à des violations de déclarations et de garanties qui ne concernent pas l'actionnaire majoritaire ou l'actionnaire "tag-along" ne dépasse pas le produit total reçu par l'actionnaire majoritaire ou l'actionnaire "tag-along", selon le cas, dans le cadre d'une vente réalisée conformément à la présente section 2.05.
- (h) Les frais et dépenses de l'actionnaire majoritaire engagé dans le cadre d'une vente en vertu de la présente section 2.05 et au profit de tous les actionnaires (étant entendu que les frais engagés par ou pour le compte de l'actionnaire majoritaire dans son seul intérêt ne seront pas considérés comme étant au profit de tous les actionnaires), dans la mesure où ils ne sont pas payés ou

remboursées par la Société ou le cessionnaire majoritaire proposé, seront partagées par tous les actionnaires au prorata de la contrepartie reçue par chaque actionnaire, étant entendu qu'aucun actionnaire ne sera tenu d'engager des dépenses avant la réalisation de la transaction réalisée conformément à la présente section 2.05.

- (i) Chaque actionnaire prend toutes les mesures raisonnablement nécessaires pour mener à bien la vente par lots, y compris, sans s'y limiter, la conclusion d'accords et la remise de certificats et d'instruments, dans chaque cas, conformément aux accords conclus et aux certificats remis par l'actionnaire ou les actionnaires majoritaires de l'offre.
- (j) L'actionnaire offrant majoritaire dispose de quatre-vingt-dix (90) jours après l'expiration de la période de jumelage pour vendre les actions décrites dans l'avis de vente, à des conditions qui ne sont pas plus favorables pour l'actionnaire offrant majoritaire que celles énoncées dans l'avis de vente (cette période de quatre-vingt-dix (90) jours peut être prolongée pour une durée raisonnable ne dépassant pas cent vingt (120) jours, dans la mesure où cela est raisonnablement nécessaire pour obtenir les approbations réglementaires). Si, à la fin de cette période, le ou les actionnaires majoritaires n'ont pas conclu la vente, ils ne peuvent plus vendre les actions visées par la présente section 2.05 sans se conformer à nouveau pleinement aux dispositions de la présente section 2.05.
- (k) Si le ou les actionnaires majoritaires vendent ou transfèrent autrement au cessionnaire majoritaire proposé l'une ou l'autre de ses actions en violation de la présente section 2.05, chaque actionnaire associé aura le droit de vendre au ou aux actionnaires majoritaires, et le ou les actionnaires majoritaires s'engagent à acheter à chaque actionnaire associé, le nombre d'actions que cet actionnaire associé aurait eu le droit de vendre au cessionnaire majoritaire proposé en vertu de la présente section 2.05, pour un montant par action et une forme de contrepartie et selon les conditions auxquelles le cessionnaire majoritaire proposé a acheté ces actions au ou aux actionnaires majoritaires, mais sans qu'une indemnité soit accordée par le ou les actionnaires majoritaires, et sans qu'une indemnité soit accordée par le ou les actionnaires majoritaires proposés.05, pour un montant par action et sous la forme d'une contrepartie, et selon les conditions auxquelles le cessionnaire majoritaire proposé a acheté ces actions à l'actionnaire ou aux actionnaires majoritaires, mais sans qu'aucune indemnité ne soit accordée par un actionnaire Tag-along à l'actionnaire ou aux actionnaires majoritaires ; à condition qu'aucune disposition de la présente section 2.05 n'empêche un actionnaire de chercher d'autres solutions à l'encontre de l'actionnaire ou des actionnaires majoritaires à la suite d'une violation de la présente section. 2.05. Le ou les actionnaires majoritaires de l'offre remboursent également à chaque actionnaire du Tag-along tous les frais et dépenses raisonnables et documentés, y compris les frais et dépenses juridiques raisonnables, encourus dans le cadre de l'exercice ou de la tentative d'exercice des droits de l'actionnaire du Tag-along en vertu de la présente section 2.05(k).
- (l) La présente section 2.05 ne s'applique pas : (i) à la vente ou à l'octroi de titres aux employés de la Société ou d'une filiale dans le cadre d'un plan d'options sur actions, d'achat d'actions, d'incitation à l'action ou d'un plan similaire ; ou (ii) aux ventes dans le cadre d'une distribution au public (que ce soit dans le cadre d'une offre publique enregistrée, de la règle 144 ou d'une autre manière).

Article 2.06 Transferts à la suite de droits de refus.

- (a) Si le fondateur n'a pas choisi d'acquérir toutes les actions proposées au transfert, conformément au premier droit de refus prévu à la section 2.03, et, le cas échéant, si les actionnaires n'ont pas choisi d'acquérir toutes les actions restantes proposées au transfert, conformément au deuxième droit de refus prévu à la section 2.04, l'actionnaire offrant aura alors le droit, sous réserve du respect des dispositions de la section 2.05, le cas échéant, et du reste du présent accord, de transférer toutes les actions restantes proposées au transfert, conformément au deuxième droit de

Traduction libre en français

refus prévu à la section 2.05, et au reste du présent accord.

la partie restante des Actions restantes non acquises par les Fondateurs ou les Actionnaires en vertu du premier droit de refus et/ou du second droit de refus au cessionnaire conformément aux conditions énoncées dans l'avis d'offre des Fondateurs et l'avis d'offre des Actionnaires, ou l'avis de vente, le cas échéant, et comme indiqué dans le présent document.

- (b) Toute modification des conditions du transfert proposé nécessite un nouvel avis d'offre des fondateurs et un nouvel avis d'offre des actionnaires (le cas échéant), ainsi que le respect des conditions du présent article II, y compris l'exercice ou la renonciation au premier droit de refus et, le cas échéant, au deuxième droit de refus.

Section 2.07 Signature des documents, etc. Chaque actionnaire prend toutes les mesures raisonnablement nécessaires pour mener à bien les transactions prévues par le présent article II, y compris, sans s'y limiter, la conclusion d'accords et la remise de certificats et d'instruments, dans chaque cas, comme l'exige raisonnablement le conseil d'administration.

Section 2.08 Transferts involontaires.

- (a) Aux fins des présentes, on entend par " transfert involontaire " tout transfert d'actions, ou proposition de transfert d'actions, (i) en cas de forclusion d'un gage, d'une charge, d'une hypothèque ou d'un nantissement qui entraînerait le transfert d'une ou de plusieurs actions, (ii) dans le cas d'un actionnaire qui est une fiducie, la fin de la fiducie, (iii) dans le cas d'un actionnaire qui est une société de personnes, la dissolution et l'ouverture de la liquidation de la société de personnes ; (iv) dans le cas d'un actionnaire qui est une succession, la distribution par le fiduciaire de la participation de la succession dans la société ; et (v) dans le cas d'un actionnaire qui est une société, le dépôt d'un certificat de dissolution, ou son équivalent, pour la société ou la révocation de sa charte.
- (b) En cas de transfert involontaire d'actions, la Société a le droit, pendant une période de trente (30) jours, d'acquérir les actions dont le transfert est proposé à un prix d'achat égal à la juste valeur marchande des actions faisant l'objet du transfert involontaire, telle qu'elle est déterminée par le conseil d'administration. Si la Société choisit d'acquérir les actions en vertu de la présente section 2.08, elle paiera le prix d'achat applicable au destinataire légitime des actions, ou conformément aux instructions d'un tribunal ou d'une autorité gouvernementale.
- (c) Si la Société décide d'exercer ses droits en vertu de la présente section 2.08 dans le délai de trente (30) jours, ce droit et ce choix resteront valables jusqu'à ce qu'ils soient exercés et les actions ne seront pas transférées au cessionnaire potentiel, même si la clôture de l'achat par la Société prend plus de temps que cette période de trente (30) jours.
- (d) Tout paiement pour des actions acquises par la Société en vertu de la présente section 2.08 doit être effectué en espèces, par chèque certifié, par chèque d'avocat ou par d'autres fonds immédiatement disponibles à la date de règlement.
- (e) Pour éviter toute ambiguïté, aucune des sections 2.03, 2.04, 2.05, 2.06 ou 2.07 ne s'applique aux transferts involontaires effectués en vertu de la présente section 2.08, à condition toutefois que le reste du présent accord s'applique à un tel transfert involontaire et au bénéficiaire du transfert des actions qui s'y rapportent.

Section 2.09 Conditions de transfert. Outre les autres conditions prévues au présent article II, aucun

cessionnaire de tout ou partie d'une action ou de toute(s) action(s) a le droit de devenir un actionnaire substitué de la société en lieu et place du cédant, à moins que les conditions suivantes ne soient remplies :

- (a) L'actionnaire cédant s'est conformé aux dispositions du présent article II ;
- (b) Le cessionnaire et l'actionnaire cédant doivent avoir signé un avenant dont la forme et le contenu sont jugés satisfaisants par le conseil d'administration ;
- (c) Le bénéficiaire du transfert et l'actionnaire cédant ont signé et reconnu les autres instruments que le Conseil peut juger nécessaires pour effectuer ce transfert, y compris, sans s'y limiter, une procuration conforme aux dispositions décrites plus en détail dans le présent accord et les documents requis par le Conseil pour confirmer que le bénéficiaire du transfert peut acquérir les actions dans le respect de toutes les lois et réglementations applicables ;
- (d) Le bénéficiaire du transfert ou l'actionnaire cédant doit payer toutes les dépenses raisonnables (y compris les frais et honoraires raisonnables d'avocat) liées à ce transfert ; et
- (e) La Société doit avoir reçu, sur demande, un avis juridique, dont la forme et le contenu sont jugés satisfaisants par le conseil de la Société, selon lequel ce transfert n'enfreint pas les dispositions relatives à l'enregistrement de la loi sur les valeurs mobilières de 1933, telle que modifiée, ou toute autre loi applicable, cet avis étant fourni aux frais du bénéficiaire du transfert ou de l'actionnaire cédant.

Section 2.10 Nullité du transfert. Tout transfert ou tentative de transfert d'action(s) en violation du présent accord est absolument nul et non avvenu *ab initio* et sans effet sur ou contre la Société, tout actionnaire, tout créancier de la Société ou tout plaignant contre la Société, et peut être interdit, et n'est pas inscrit dans les livres et registres de la Société. Aucune distribution d'espèces ou de biens de la Société ne sera effectuée au profit d'un cessionnaire d'une action transférée en violation des présentes, et aucun transfert de ce type ne sera enregistré dans les livres de la Société. Le transfert ou la tentative de transfert de toute(s) action(s) en violation des présentes n'affecte pas la propriété effective de cette(ces) action(s) et, nonobstant ce transfert ou cette tentative de transfert, l'actionnaire effectuant ce transfert ou cette tentative de transfert interdit conserve le droit de vote, le cas échéant, et le droit de recevoir le produit et toute autre distribution concernant les actions.

ARTICLE III - DROITS DE PREEMPTION

Section 3.01 Droits de préemption en général. Si la Société, à tout moment pendant la durée de validité du présent accord, propose d'émettre ou de vendre des titres de la Société (chacun étant appelé "émission de titres"), cette émission de titres est soumise aux dispositions du présent article III et, par la suite, aux autres dispositions du présent accord, ainsi qu'aux dispositions de la section 3.02.

Section 3.02 Exception. Nonobstant les autres dispositions du présent article III, les dispositions du présent article III, à l'exception de la présente section 3.02, ne s'appliquent pas à une émission exonérée, et aucune émission exonérée n'est une "émission de titres". Aux fins des présentes, on entend par "émission exonérée" l'émission (i) de titres de la Société aux employés, entrepreneurs indépendants, dirigeants ou administrateurs de la Société à des fins de rémunération ; (ii) de titres de la Société émis dans le cadre d'une fusion, d'une consolidation, d'une acquisition ou d'un regroupement d'entreprises similaire ; (iii) de titres émis dans le cadre d'un prêt ou d'un contrat de location d'équipement, d'un contrat de location de biens immobiliers ou d'un financement par emprunt auprès d'une banque ou d'une institution financière similaire ; (iv) de titres de la Société émis dans le cadre d'une dette convertible, de bons de souscription, d'options ou d'instruments similaires qui constituaient eux-mêmes une émission exonérée ; et (v)

les titres de la société émis dans le cadre d'une première offre publique de souscription ferme d'actions ordinaires (une "IPO"), dans la mesure où l'émission de ces titres de la société dans chacune des clauses précédentes a été approuvée à l'unanimité par le conseil d'administration.

Section 3.03 Processus pour les droits de préemption.

- (a) Au moins vingt (20) jours avant la clôture (ou la clôture initiale en cas de clôtures multiples) d'une émission de titres, la Société remettra à chaque actionnaire un avis écrit de son intention de procéder à une émission de titres ("avis d'émission de titres"), qui décrira de manière raisonnablement détaillée les conditions proposées de cette émission de titres, le montant du produit qu'il est prévu de réunir et les personnes par l'intermédiaire desquelles ou avec lesquelles cette émission de titres est proposée d'être effectuée, le cas échéant, et inclura en annexe une feuille de conditions et les documents de transaction s'y rapportant.
- (b) Dès réception d'un avis d'émission de titres, les actionnaires ont le droit (le "droit de préemption"), pendant une période de quinze (15) jours (le "délai d'option"), de choisir d'acheter la part qui leur revient des titres de la société offerts, comme indiqué dans la présente section.
3.03. Le droit de préemption sera réparti entre les actionnaires au prorata de leur pourcentage respectif de propriété d'actions ordinaires à l'heure applicable, qui, à la date d'entrée en vigueur, est, comme les parties le reconnaissent et en conviennent, indiqué dans l'annexe A ci-jointe (le "tableau de capitalisation"), dans chaque cas arrondi au titre de la société le plus proche pour chaque actionnaire (la moitié d'un titre de la société étant arrondie au chiffre supérieur).
- (c) Si les titres de la société offerts consistent en des billets à ordre ou d'autres instruments libellés à un prix d'achat ou à un montant d'investissement donné, ces titres de la société seront répartis entre les actionnaires au prorata du prix d'achat ou du montant de l'investissement, selon le cas.
- (d) À titre d'exemple et non limitatif, si la société propose d'émettre et de vendre des titres de la société comprenant 100 actions ordinaires, (i) un actionnaire qui détient 20 % des actions ordinaires émises et en circulation à ce moment-là aurait le droit de préemption d'acquérir 20 de ces actions ordinaires offertes (100 multiplié par 20 %) ; et (ii) un actionnaire qui détient 20 % des actions ordinaires émises et en circulation à ce moment-là aurait le droit de préemption d'acquérir 20 de ces actions ordinaires offertes (100 multiplié par 20 %).
(ii) un actionnaire détenant 7,5 % des actions ordinaires émises et en circulation à ce moment-là aurait le droit de préemption d'acquérir 8 de ces actions ordinaires offertes (100 multiplié par 7,5 % et arrondi au nombre entier le plus proche).
- (e) Si un actionnaire souhaite exercer son droit de préemption dans le cadre d'une émission de titres, il doit en informer la Société par écrit avant l'expiration du délai d'option, après quoi la Société et le(s) actionnaire(s) concerné(s) signeront les documents définitifs relatifs à l'émission de titres, comme indiqué dans l'avis d'émission de titres. Si un actionnaire n'a pas donné cet avis à la Société avant l'expiration du délai d'option, il sera réputé avoir renoncé aux droits de l'actionnaire en vertu du présent article III en ce qui concerne l'émission de titres en question.
- (f) Si les actionnaires n'ont pas, collectivement, choisi d'acquérir 100 % des titres de la société offerts avant l'expiration de la période d'option, la société a le droit d'émettre et de vendre les titres de la société offerts restants qui n'ont pas été acquis par les actionnaires en vertu du présent article III, aux personnes que la société a désignées comme étant des actionnaires.

La Société peut le déterminer, au prix de l'offre et selon les modalités et conditions énoncées dans l'avis d'émission de titres. Toute modification importante du prix de l'offre ou des modalités ou conditions de la vente des titres de la société offerts nécessitera un nouvel avis d'émission de titres et le respect des dispositions du présent article III.

Section 3.04 Limitation. Nonobstant toute disposition contraire des présentes, un actionnaire ne dispose pas d'un droit de préemption en vertu du présent article III, sauf si, au moment de la vente des Titres de la Société concernés à cet actionnaire, (i) les déclarations et garanties de l'actionnaire énoncées à la section 4.03 soient véridiques, correctes et entièrement applicables aux Titres de la Société à acquérir ; ou (ii) que la Société détermine, à sa seule discrétion, qu'il existe une autre exemption disponible pour l'émission et la vente des Titres de la Société applicables à cet Actionnaire sans enregistrement de ces Titres de la Société en vertu du Securities Act de 1933, tel qu'amendé (le "Securities Act"). Tous les titres de la société attribués à un actionnaire en vertu du présent article III, mais qui ne peuvent être acquis par un actionnaire particulier en raison de l'application de la première phrase du présent article 3.04, peuvent être émis et vendus par la société aux personnes qu'elle détermine, au prix d'offre et selon les conditions énoncées dans l'avis d'émission de titres.

ARTICLE IV. DECLARATIONS ET GARANTIES

Chaque actionnaire déclare et garantit à la Société et à chaque autre actionnaire ce qui est indiqué dans le présent article IV, à la date d'entrée en vigueur et à la date de tout transfert ou acquisition d'actions en vertu de l'article II ou de titres de la Société en vertu de l'article III. Toute référence aux "titres" dans le présent article IV est réputée être une référence (i) aux actions acquises auprès d'un autre actionnaire en vertu de l'article II ; (ii) aux titres de la Société acquis auprès de la Société en vertu de l'article III ; et (iii) aux actions ordinaires ou autres titres susceptibles d'être acquis lors de l'exercice ou de la conversion de titres de la Société.

Section 4.01 Organisation et statut de l'actionnaire. L'actionnaire est une personne physique ou une entité dûment organisée, existant valablement et en règle en vertu des lois de l'État dans lequel il est organisé.

Section 4.02 Autorisation, exécution. Cet actionnaire dispose du pouvoir et de l'autorité nécessaires pour conclure et exécuter le présent contrat et la transaction qu'il prévoit, ainsi que pour acheter les titres qui lui sont vendus. La signature, la livraison et l'exécution de la présente convention par cet actionnaire et la réalisation par lui des opérations envisagées par les présentes ont été dûment autorisées par toutes les mesures nécessaires, et aucun autre consentement ou autorisation de cet actionnaire ou de l'un de ses gérants, membres, administrateurs ou associés, le cas échéant et selon le cas, n'est requis. Le présent accord a été dûment autorisé, signé et délivré par cet actionnaire et constitue, dès sa signature, une obligation valide et contraignante de cet actionnaire, opposable à cet actionnaire conformément aux termes du présent accord, sauf si cette opposabilité est limitée par des principes généraux d'équité ou par les lois applicables en matière de faillite, d'insolvabilité, de réorganisation, de moratoire, de liquidation et autres lois similaires relatives à l'application des droits et recours des créanciers ou affectant de manière générale cette application.

Section 4.03 Déclarations d'investissement.

- (a) *Objectif de l'investissement.* À la date d'entrée en vigueur, et à la date de toute acquisition de titres par cet actionnaire, ce dernier achète les titres pour son propre compte.

Traduction libre en français

Toutefois, en faisant les déclarations ci-dessus, l'actionnaire ne s'engage pas à détenir les titres pour une durée minimale ou une autre durée spécifique et se réserve le droit de céder les titres à tout moment conformément à une déclaration d'enregistrement ou à une exemption en vertu de la loi sur les valeurs mobilières.

- (b) *Statut d'investisseur accrédité.* Cet actionnaire satisfait aux exigences d'au moins une des normes d'aptitude d'un "investisseur accrédité", tel que ce terme est défini dans la règle 501 de la réglementation D en vertu de la loi sur les valeurs mobilières. Cet actionnaire n'a pas été constitué dans le but spécifique d'acquérir les titres.
- (c) *Sollicitation.* L'actionnaire n'a pas connaissance de l'offre des titres, ne s'y fie pas et n'en a pas pris connaissance par le biais ou à la suite de toute forme de sollicitation générale ou de publicité générale, y compris, sans s'y limiter, tout article, avis, annonce ou autre communication publié dans un journal, un magazine ou un média similaire, ou diffusé à la télévision ou à la radio, dans le cadre de l'offre et de la vente des Titres et n'a pas eu connaissance de l'offre des Titres par le biais ou à la suite d'un séminaire ou d'une réunion à laquelle cet Actionnaire a été invité par, ou d'une sollicitation de souscription par, une personne qui n'était pas connue de cet Actionnaire dans le cadre d'investissements en valeurs mobilières en général.
- (d) *Commissions de courtage.* Cet actionnaire n'a pris aucune mesure susceptible de donner lieu à une réclamation de la part d'une personne pour des commissions de courtage, des honoraires d'intermédiation ou d'autres frais similaires liés à la présente convention ou à la transaction envisagée par celle-ci.
- (e) *Conseillers de l'actionnaire.* Cet Actionnaire et ses avocats, comptables, représentants des acquéreurs et/ou conseillers fiscaux, le cas échéant (collectivement, les "Conseillers"), selon le cas, possèdent les connaissances et l'expérience nécessaires en matière financière, fiscale et commerciale et, en particulier, en matière d'investissements en valeurs mobilières, pour leur permettre d'utiliser les informations mises à leur disposition en relation avec les Valeurs mobilières afin d'évaluer les mérites et les risques d'un investissement dans les Valeurs mobilières et la Société et de prendre une décision d'investissement éclairée à cet égard.
- (f) *Liquidité de l'actionnaire.* L'Actionnaire dispose de moyens suffisants pour subvenir à ses besoins financiers courants et aux imprévus prévisibles et n'a pas besoin de liquidité pour son investissement dans les Titres pour une période indéterminée et, après avoir acheté les Titres, l'Actionnaire sera en mesure de subvenir à ses besoins courants prévisibles et aux imprévus personnels éventuels. Cet Actionnaire doit supporter et reconnaît les risques économiques substantiels de l'investissement dans les Titres, y compris le risque d'illiquidité et le risque de perte totale de cet investissement.
- (g) *Investissement à haut risque.* Cet Actionnaire est conscient qu'un investissement dans les Titres implique un certain nombre de risques très importants et a soigneusement étudié et compris les risques et autres considérations liés à l'achat des Titres.
- (h) *Dépendance à l'égard des exemptions.* Cet actionnaire comprend que les titres qui lui sont offerts et vendus en vertu des présentes le seront sur la base d'exemptions spécifiques aux exigences d'enregistrement des lois fédérales et étatiques des États-Unis sur les valeurs mobilières et que tout transfert d'un titre à un autre sera soumis à l'approbation de l'autorité compétente de l'État concerné.

Traduction libre en français

Les actionnaires s'appuient en partie sur la véracité et l'exactitude des déclarations, garanties, accords, reconnaissances et accords de l'actionnaire mentionnés dans le présent document, ainsi que sur le respect de ces déclarations, garanties, accords, reconnaissances et accords par l'actionnaire, afin de déterminer la disponibilité de ces exemptions et l'éligibilité de l'actionnaire à l'acquisition de ces titres.

- (i) *Information.* L'actionnaire et ses conseillers éventuels ont reçu tous les documents relatifs à l'activité, aux finances et aux opérations de la société, ainsi que les documents relatifs à l'offre et à la vente des titres qu'ils ont demandés. L'actionnaire et ses conseillers éventuels ont eu la possibilité de poser des questions à la Société sur ses activités et ses affaires.
- (j) *Absence d'examen gouvernemental.* L'actionnaire comprend qu'aucune agence fédérale ou d'État des États-Unis ni aucun autre gouvernement ou agence gouvernementale ne s'est prononcé ou ne se prononcera, ni n'a fait ou ne fera de recommandation ou d'approbation sur les titres ou sur le caractère équitable ou approprié de l'investissement dans les titres, et que ces autorités ne se sont pas prononcées ou n'ont pas approuvé les mérites de l'offre des titres.
- (k) *Transfert ou revente.* L'actionnaire comprend que les titres n'ont pas été et ne sont pas enregistrés en vertu de la loi sur les valeurs mobilières (Securities Act) ou des lois sur les valeurs mobilières d'un État et qu'ils ne peuvent être offerts à la vente, vendus, cédés ou transférés qu'en conformité avec toutes les lois applicables, et que ni la société ni aucune autre personne n'est tenue d'enregistrer ces titres en vertu de la loi sur les valeurs mobilières (Securities Act) ou des lois sur les valeurs mobilières d'un État ou de se conformer aux conditions d'une exemption en vertu de ces lois. Rien ne garantit qu'il y aura un marché ou une revente pour les titres, ni que les titres seront librement transférables à tout moment dans un avenir prévisible.
- (l) *Légendes.* Cet actionnaire comprend que les certificats ou autres instruments représentant les titres peuvent porter une légende restrictive essentiellement sous la forme suivante (et qu'un ordre d'arrêt de transfert peut être placé contre le transfert de ces certificats d'actions) :

LES TITRES REPRESENTES PAR LES PRESENTES N'ONT PAS ETE ENREGISTRES EN VERTU DE LA LOI DES ETATS-UNIS SUR LES VALEURS MOBILIERES DE 1933, TELLE QU'ELLE A ETE MODIFIEE (LA "LOI SUR LES VALEURS MOBILIERES"). CES TITRES NE PEUVENT ÊTRE OFFERTS, VENDUS, MIS EN GAGE OU AUTREMENT TRANSFÉRÉS QUE (A) À LA SOCIÉTÉ, (B) EN DEHORS DES ÉTATS-UNIS CONFORMÉMENT À LA RÈGLE 904 DU RÈGLEMENT S DE LA LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES, (C) CONFORMÉMENT À LA RÈGLE 144 OU 144A, LE CAS ÉCHÉANT, ET CONFORMÉMENT AUX LOIS SUR LES VALEURS MOBILIÈRES EN VIGUEUR DANS L'ÉTAT, (D) DANS LE CADRE D'UNE DÉCLARATION D'ENREGISTREMENT EFFECTIVE, OU (E) DANS LE CADRE D'UNE TRANSACTION QUI NE NÉCESSITE PAS D'ENREGISTREMENT EN VERTU DE LA LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES OU DE TOUTE AUTRE LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES APPLICABLE, ET LE DÉTENTEUR A, AVANT CETTE VENTE, FOURNI À LA SOCIÉTÉ UN AVIS DE CONSEIL OU UNE AUTRE PREUVE D'EXEMPTION, DANS LES DEUX CAS RAISONNABLEMENT SATISFAISANTE POUR LA SOCIÉTÉ. LES OPÉRATIONS DE COUVERTURE PORTANT SUR CES TITRES NE PEUVENT ÊTRE EFFECTUÉES QU'EN CONFORMITÉ AVEC LA LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES.

ARTICLE V. INDEMNISATION

Section 5.01 Indemnisation. Chaque partie, séparément et non conjointement (une "partie indemnissante"), accepte d'indemniser et de dégager de toute responsabilité l'autre partie ainsi que ses sociétés affiliées, dirigeants, administrateurs, employés, représentants et agents autorisés (une "partie indemnisée") à l'égard de toute perte ou dépense, coûts, paiements, demandes, pénalités, confiscations, dépenses, responsabilités, jugements, déficiences ou dommages, et diminutions de valeur ou réclamations (y compris les coûts réels d'enquête et les honoraires raisonnables d'avocats et autres coûts et dépenses) (tout ce qui précède est collectivement appelé "pertes" et chacun est individuellement une "partie indemnisée"), "pertes" et chacun individuellement une "perte") encourus ou subis par une partie indemnisée à la suite ou en relation avec une violation, une inexactitude ou un non-respect ou une prétendue violation, inexactitude ou non-respect de l'une des déclarations, garanties, engagements et accords de cette partie indemnissante contenus dans le présent accord ou dans tout autre instrument ou accord conclu en relation avec le présent accord ou les transactions qui y sont envisagées.

Section 5.02 Procédure. Les dispositions suivantes s'appliquent à toutes les demandes d'indemnisation au titre du présent accord :

- (a) *Réclamations de tiers*. Si une partie indemnisée est informée de la revendication ou de l'introduction d'une action par une personne qui n'est pas une partie au présent accord ou une société affiliée d'une partie au présent accord ou un représentant de ce qui précède (une "réclamation de tiers") à l'encontre de cette partie indemnisée et à l'égard de laquelle la partie indemnissante est tenue de fournir une indemnisation en vertu du présent accord, la partie indemnisée doit en informer par écrit la partie indemnissante dans un délai raisonnable, mais au plus tard trente (30) jours civils après la réception de cette notification, la partie indemnisée doit en aviser par écrit la partie indemnissante dans un délai raisonnable, mais en tout état de cause au plus tard trente (30) jours civils après réception de l'avis de réclamation d'un tiers. L'absence de notification écrite rapide ne libère toutefois pas la partie indemnissante de ses obligations d'indemnisation, sauf et uniquement dans la mesure où la partie indemnissante perd des droits ou des moyens de défense en raison de cette absence. La notification de la partie indemnisée doit décrire la réclamation d'un tiers de manière raisonnablement détaillée, inclure des copies de toutes les preuves écrites importantes et indiquer le montant estimé, si cela est raisonnablement possible, de la perte subie ou susceptible d'être subie par la partie indemnisée. La partie indemnissante a le droit de participer à la défense de toute réclamation de tiers ou, moyennant notification écrite à la partie indemnisée, d'assumer cette défense aux frais de la partie indemnissante et par l'intermédiaire de son propre avocat, et la partie indemnisée doit coopérer de bonne foi à cette défense. Si la partie indemnissante assume la défense d'une réclamation de tiers, sous réserve de l'article 5.02(b), elle a le droit de prendre les mesures qu'elle juge nécessaires pour éviter, contester, défendre, faire appel ou présenter des demandes reconventionnelles relatives à cette réclamation de tiers au nom et pour le compte de la partie indemnisée. La partie indemnisée a le droit de participer à la défense de toute réclamation de tiers avec le conseil qu'elle a choisi, sous réserve du droit de la partie indemnissante de contrôler la défense, étant entendu que les honoraires et débours de ce conseil sont à la charge de la partie indemnisée.
- (b) *Règlement des réclamations de tiers*. Nonobstant toute autre disposition du présent accord, la partie indemnissante ne peut conclure de règlement d'une réclamation de tiers sans le consentement écrit préalable de la partie indemnisée, sauf dans les cas prévus dans la présente section 5.02(b). Si une offre ferme est faite pour régler une réclamation de tiers sans entraîner de responsabilité ou la création d'une obligation financière ou autre de la part de la partie indemnisée et qu'elle prévoit, sous la forme habituelle, la libération inconditionnelle de chaque partie indemnisée de toutes les responsabilités et obligations liées à cette réclamation de tiers, et que la partie indemnissante souhaite

d'accepter et de convenir d'une telle offre, la partie indemnisante doit en aviser par écrit la partie indemnisée. Si la partie indemnisée s'oppose à cette offre ou ne répond pas à cette offre ferme dans les dix jours suivant la réception de cette notification (auquel cas la partie indemnisée est réputée ne pas avoir consenti à cette offre), la partie indemnisée assume alors la défense de cette réclamation de tiers et continue à contester ou à défendre cette réclamation de tiers et, dans ce cas, la responsabilité maximale de la partie indemnisante en ce qui concerne cette réclamation de tiers ne dépasse pas le montant de cette offre de règlement. Si la partie indemnisée consent à cette offre ferme, la partie indemnisante peut régler la réclamation du tiers selon les conditions énoncées dans cette offre ferme de règlement de la réclamation du tiers. Si la partie indemnisée a pris en charge la défense conformément à la présente section 5.02(b), elle ne peut accepter aucun règlement sans le consentement écrit de la partie indemnisante (lequel consentement ne peut être refusé ou retardé de manière déraisonnable).

- (c) *Réclamations directes.* Toute action intentée par une partie indemnisée en raison d'une perte qui ne résulte pas d'une réclamation d'un tiers (une "réclamation directe") doit être revendiquée par la partie indemnisée en donnant à la partie indemnisante une notification écrite raisonnablement rapide, mais en tout état de cause au plus tard trente (30) jours civils après que la partie indemnisée a pris connaissance de cette réclamation directe. L'absence de notification écrite rapide ne libère toutefois pas la partie indemnisante de ses obligations d'indemnisation, sauf et uniquement dans la mesure où la partie indemnisante perd des droits ou des moyens de défense en raison de cette absence de notification. La notification de la partie indemnisée doit décrire la réclamation directe de manière raisonnablement détaillée, inclure des copies de toutes les preuves matérielles écrites et indiquer le montant estimé, si cela est raisonnablement possible, de la perte subie ou susceptible d'être subie par la partie indemnisée. La partie indemnisante dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la réception de la notification pour répondre par écrit à la réclamation directe. La partie indemnisée doit permettre à la partie indemnisante et à ses conseillers professionnels d'enquêter sur l'affaire ou la circonstance supposée donner lieu à la réclamation directe, et de déterminer si et dans quelle mesure un montant est payable au titre de la réclamation directe, et la partie indemnisée doit aider la partie indemnisante dans son enquête en lui fournissant les informations et l'assistance que la partie indemnisante ou l'un de ses conseillers professionnels peut raisonnablement demander. Si la partie indemnisante ne répond pas dans ce délai de trente (30) jours civils, la partie indemnisante est réputée avoir rejeté la réclamation, auquel cas la partie indemnisée est libre d'exercer les recours dont elle peut disposer dans les conditions et sous réserve des dispositions du présent accord.

Section 5.03 Coopération. Sur demande raisonnable de la partie indemnisante, chaque partie indemnisée cherchant à être indemnisée en vertu des présentes à l'égard d'une réclamation directe accepte par les présentes de consulter la partie indemnisante et d'agir raisonnablement pour prendre les mesures raisonnablement demandées par la partie indemnisante afin d'essayer de réduire le montant des pertes à l'égard de cette réclamation directe. Tous les coûts ou dépenses liés à la prise de telles mesures seront inclus dans les pertes visées par les présentes.

Section 5.05 Paiements périodiques. Toute indemnisation requise par le présent article V pour les coûts, débours ou dépenses d'une partie indemnisée dans le cadre de l'enquête, de la préparation de la défense ou de la défense d'un recours est effectuée par des paiements périodiques de la partie indemnisante à chaque partie indemnisée au cours de l'enquête ou de la défense, au fur et à mesure de la réception des factures ou de l'engagement des coûts, débours ou dépenses.

Section 5.06 Assurance. Toute indemnité versée en vertu des présentes doit tenir compte de toute

Traduction libre en français

les indemnités d'assurance ou autres remboursements de tiers effectivement reçus.

Section 5.07 Délai. Les obligations des parties en vertu du présent article V expirent deux (2) ans à compter de la date d'expiration ou de résiliation du présent accord, sauf en ce qui concerne (i) une demande d'indemnisation présentée conformément aux dispositions du présent article V qui n'est pas résolue, pour laquelle l'obligation d'indemnisation se poursuit jusqu'à ce que la demande soit résolue ; et (ii) les demandes résolues pour lesquelles le paiement n'a pas encore été versé à la partie indemnisée.

Section 5.08 Effet de l'enquête. Les déclarations, garanties et engagements de la partie indemnisante, ainsi que le droit d'indemnisation de toute partie indemnisée à cet égard, ne sont pas affectés ou réputés avoir fait l'objet d'une renonciation en raison d'une enquête effectuée par ou pour le compte d'une partie indemnisée ou en raison du fait que cette partie indemnisée savait ou aurait dû savoir qu'une telle déclaration ou garantie est, était ou pourrait être inexacte.

Section 5.09 Recours exclusif. Les dispositions relatives à l'indemnisation contenues dans le présent article V constituent le seul et unique recours des parties en ce qui concerne les transactions envisagées dans les présentes pour toute violation ou violation présumée des déclarations, garanties, engagements ou accords des parties aux présentes ou de toute autre disposition du présent accord ou découlant des transactions envisagées dans les présentes, sauf (i) en ce qui concerne tout recours équitable auquel cette partie peut prétendre, ou (ii) en ce qui concerne une partie, une fraude réelle et intentionnelle en ce qui concerne le présent accord et les transactions envisagées dans les présentes. Conformément à ce qui précède, chaque partie aux présentes, pour elle-même et au nom de ses sociétés affiliées, renonce par les présentes, dans toute la mesure permise par le droit applicable et sauf indication contraire dans le présent article V, à tous les autres droits, réclamations et causes d'action qu'elle pourrait avoir à l'encontre d'une autre partie aux présentes concernant l'objet du présent accord ou de tout autre accord, certificat ou autre document ou instrument délivré en vertu du présent accord, en vertu ou sur la base de tout droit applicable, à l'exception de ce qui est prévu dans le présent article V.

ARTICLE VI. DIVERS

Section 6.01 Avis.

- (a) Toute notification ou autre communication requise ou autorisée en vertu des présentes doit être faite par écrit et est réputée suffisante si elle lui est remise en mains propres ou si elle lui est envoyée par courrier électronique, par service de messagerie de nuit, par courrier recommandé ou par courrier certifié, en port payé, à l'adresse suivante :

Si elle est adressée à la société, elle doit être envoyée à l'adresse suivante

Data Factory Invest Inc. A
l'attention de Philippe Erb
1000 Williams Island Blvd.
Aventura, Floride, 33160
Courriel :
ceoatlantic@gmail.com

Avec une copie, qui ne constitue pas une notification, à :

Anthony, Linder & Cacomanolis, PLLC
Attn : Laura Anthony
1700 Palm Beach Lakes Blvd, Suite 820
West Palm Beach, FL 33401
Courriel : lanthony@alclaw.com

Si elle est adressée à un actionnaire, à l'adresse et à l'adresse électronique de cet actionnaire, telles qu'elles figurent dans les livres et registres de la société.

- (b) Toute partie peut modifier l'adresse à laquelle elle souhaite recevoir des notifications en vertu des présentes, en adressant une notification à chacune des autres parties selon les modalités prévues pour les notifications en vertu des présentes.
- (c) Toute notification au titre des présentes est réputée avoir été donnée (i) dès réception, si elle est remise en mains propres, (ii) le jour suivant l'envoi, si elle est envoyée par courrier de nuit, (iii) dès l'envoi, si elle est transmise par courrier électronique avec accusé de réception et reçue, et (iv) trois (3) jours après l'envoi, si elle est envoyée par courrier recommandé ou certifié.

Section 6.02 Conseil. Les parties reconnaissent et acceptent qu'Anthony, Linder & Cacomanolis, PLLC ("Conseil") a agi en tant que conseiller juridique de la Société, et que le Conseil a préparé cet Accord à la demande de la Société, et que le Conseil n'est pas le conseiller juridique de l'un des actionnaires. Chacune des parties reconnaît et convient qu'elle est consciente du fait que le conseil agit en tant que conseiller juridique de la Société et prépare le présent accord, et qu'elle y a consenti, et que le conseil a conseillé à chacune des parties de retenir les services d'un conseiller distinct pour examiner les conditions du présent accord et des autres documents à remettre dans le cadre de celui-ci, et que chaque partie a renoncé librement à ce droit ou a sollicité d'une autre manière les conseils supplémentaires qu'elle a jugés nécessaires. Chacune des parties reconnaît et accepte que le conseil n'a aucune obligation envers les actionnaires en ce qui concerne le présent accord et les transactions qui y sont envisagées. Chacune des parties renonce par la présente à tout conflit d'intérêt qui pourrait s'appliquer aux actions du conseil telles que décrites dans le présent document, et les parties confirment qu'elles ont préalablement négocié les conditions matérielles des accords tels que décrits dans le présent document.

Section 6.03 Droit applicable ; juridiction.

- (a) Le présent accord et toutes les réclamations, procédures ou causes d'action liées au présent accord ou découlant du présent accord ou des transactions qui y sont envisagées, y compris, mais sans s'y limiter, les réclamations délictuelles, les réclamations statutaires et les réclamations contractuelles, seront interprétés, régis et appliqués conformément au droit substantiel et procédural de l'État de Floride, dans chaque cas tel qu'il est en vigueur de temps à autre et tel qu'il peut être modifié de temps à autre, et tel qu'il s'applique aux accords exécutés entièrement dans l'État de Floride.
- (b) Sous réserve des dispositions de la section 6.05, chacune des parties consent irrévocablement à ce que toute action ou procédure légale ou équitable découlant du présent accord ou s'y rapportant soit portée exclusivement devant les tribunaux d'État ou fédéraux des États-Unis compétents pour le comté de Miami-Dade, en Floride (les "tribunaux sélectionnés"). En signant et en remettant le présent accord, chaque partie (a) se soumet à la compétence exclusive de tout tribunal choisi aux fins de toute action découlant du présent accord ou s'y rapportant, intentée par l'une des parties, et (b) renonce irrévocablement, et accepte de ne pas faire valoir par voie de requête, de défense ou autre, dans le cadre d'une telle action, toute allégation selon laquelle elle n'est pas soumise personnellement à la juridiction des tribunaux choisis, que ses biens sont exempts ou immunisés contre la saisie ou l'exécution, que l'action est intentée dans un forum inapproprié, que le lieu de l'action n'est pas approprié, ou que le présent accord ou les transactions envisagées par les présentes ne peuvent pas être exécutés dans ou par un tribunal choisi. Chaque partie accepte qu'un jugement définitif dans une action soit concluant et puisse être exécuté dans d'autres juridictions par une action sur la base du jugement ou de toute autre manière prévue par la loi. Chaque partie consent irrévocablement à la signification de

l'assignation et la plainte et tout autre acte de procédure dans toute autre action relative aux transactions envisagées par le présent accord, en son nom propre ou au nom de ses biens, par la remise en mains propres de copies de cet acte de procédure à cette partie à l'adresse applicable indiquée à la section 6.01, étant entendu que rien dans la présente section 6.03(b) n'affecte le droit d'une partie à signifier un acte de procédure d'une autre manière autorisée par la loi.

Section 6.04 Renonciation au procès avec jury. CHAQUE PARTIE AUX PRESENTES RENONCE, DANS TOUTE LA MESURE AUTORISEE PAR LA LOI APPLICABLE, A TOUT DROIT A UN PROCES DEVANT JURY DANS TOUTE PROCEDURE JUDICIAIRE DECOULANT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT DU PRESENT ACCORD OU DES TRANSACTIONS QUI Y SONT ENVISAGEES (QU'ELLE SOIT FONDEE SUR LE CONTRAT, LA RESPONSABILITE CIVILE DELICTUELLE OU TOUTE AUTRE THEORIE). CHAQUE PARTIE AUX PRÉSENTES (A) CERTIFIE QU'AUCUN REPRÉSENTANT, AGENT OU AVOCAT D'UNE AUTRE PARTIE N'A DÉCLARÉ, EXPRESSÉMENT OU NON, QUE CETTE AUTRE PARTIE NE CHERCHERAIT PAS, EN CAS DE LITIGE, À FAIRE APPLIQUER LA RENONCIATION SUSMENTIONNÉE ET (B) RECONNAÎT QU'ELLE-MÊME ET LES AUTRES PARTIES AUX PRÉSENTES ONT ÉTÉ INCITÉES À CONCLURE LE PRÉSENT ACCORD PAR, ENTRE AUTRES, LES RENONCIATIONS MUTUELLES ET LES CERTIFICATIONS DE LA PRÉSENTE SECTION 6.04. CHACUNE DES PARTIES RECONNAÎT QU'ELLE A ÉTÉ REPRÉSENTÉE, DANS LE CADRE DE LA SIGNATURE DE LA PRÉSENTE RENONCIATION, PAR UN CONSEILLER JURIDIQUE INDÉPENDANT CHOISI PAR ELLE ET QU'ELLE A DISCUTÉ DES CONSÉQUENCES JURIDIQUES ET DE LA PORTÉE DE LA PRÉSENTE RENONCIATION AVEC CE CONSEILLER JURIDIQUE. CHACUNE DES PARTIES RECONNAÎT EN OUTRE QU'ELLE A LU ET COMPRIS LA SIGNIFICATION DE CETTE RENONCIATION ET QU'ELLE L'ACCORDE EN TOUTE CONNAISSANCE DE CAUSE, VOLONTAIREMENT, SANS CONTRAINTE ET UNIQUEMENT APRÈS AVOIR EXAMINÉ LES CONSÉQUENCES DE CETTE RENONCIATION AVEC UN CONSEILLER JURIDIQUE.

Section 6.05 Médiation.

- (a) Les parties soumettent sans délai tout litige, toute réclamation ou toute controverse découlant du présent accord ou s'y rapportant (y compris en ce qui concerne la signification, l'effet, la validité, la résiliation, l'interprétation, l'exécution ou la mise en œuvre du présent accord) ou toute violation présumée de celui-ci (y compris toute action en responsabilité délictuelle, contractuelle, en équité ou autre), à la médiation d'un médiateur généralement expérimenté dans les secteurs d'activité de la Société, choisi par la Société et tous les actionnaires qui sont parties au litige (le "médiateur"). Si la Société et les actionnaires qui sont parties au litige ne parviennent pas à se mettre d'accord sur le médiateur dans les dix (10) jours ouvrables suivant le début des efforts pour se mettre d'accord sur un médiateur, la Société choisira une personne comme médiateur, et les actionnaires qui sont parties au litige choisiront une personne comme médiateur et les deux médiateurs ainsi choisis choisiront le seul médiateur qui entendra et résoudra le litige.
- (b) Les parties s'efforcent de résoudre le litige applicable avec l'aide du médiateur pendant une période de trente (30) jours suivant la sélection du médiateur et, en cas d'impossibilité, chaque partie est libre d'exercer les autres droits et recours dont elle dispose en vertu des présentes et du droit applicable.
- (c) Dans le cadre d'une médiation, le présent accord et tout accord envisagé dans le présent accord sont régis par les lois de l'État de Floride applicables à un contrat négocié, signé et entièrement exécuté dans l'État de Floride, lois que le médiateur doit appliquer. La médiation se tiendra à Aventura, en Floride.

Section 6.06 Limitation des dommages. EN AUCUN CAS UNE PARTIE NE SERA RESPONSABLE ENVERS UNE AUTRE PARTIE, EN VERTU DU PRESENT ACCORD OU DANS LE CADRE DES TRANSACTIONS QUI Y SONT ENVISAGEES, DE DOMMAGES SPECIAUX, GENERAUX, INDIRECTS OU CONSECUTIFS, Y COMPRIS DE DOMMAGES POUR MANQUE A GAGNER OU PERTE D'OPPORTUNITE, MEME SI LA PARTIE DONT LA RESPONSABILITE EST RECHERCHEE A ETE INFORMEE DE L'EVENTUALITE DE TELS DOMMAGES.

Section 6.07 Honoraires d'avocat. Si l'une des parties engage une action ou un procès pour faire appliquer le présent accord ou pour obtenir réparation d'un manquement ou d'une violation du présent accord, la partie gagnante est remboursée par la partie perdante de tous les frais, y compris les honoraires raisonnables d'avocat, encourus à cette occasion et pour faire appliquer ou recouvrer tout jugement rendu dans le cadre de ce procès.

Section 6.08 Survie. Les déclarations et garanties des parties contenues dans le présent accord survivent à l'expiration ou à la résiliation du présent accord pendant une période de deux (2) ans, et les engagements et accords des parties contenus dans le présent accord survivent à l'expiration ou à la résiliation du présent accord jusqu'à ce qu'ils soient pleinement exécutés. Les dispositions de l'article V et de l'article VI survivent à l'expiration ou à la résiliation du présent accord pendant la période maximale autorisée par la loi applicable.

Section 6.09 Tiers bénéficiaires. Le présent contrat est strictement conclu entre les parties et, sauf disposition contraire, aucune autre personne ni aucun administrateur, dirigeant, actionnaire, employé, agent, entrepreneur indépendant ou autre personne n'est réputé être un tiers bénéficiaire du présent accord.

Section 6.10 Dépenses. Sous réserve des articles 6.05 et 6.07 et à l'exception de ce qui est spécifiquement indiqué dans le présent document, chacune des parties supportera ses propres dépenses, y compris les frais juridiques, comptables et professionnels, encourus dans le cadre des transactions envisagées dans le présent document.

Section 6.11 Intégralité de l'accord. Le présent accord et les autres accords et documents auxquels il est fait référence représentent l'intégralité de l'accord entre les parties en ce qui concerne leur objet et remplacent tous les accords, ententes et négociations antérieurs, écrits ou oraux, relatifs à cet objet.

Section 6.12 Modification, résiliation, renonciation, recours.

- (a) Le présent accord ne peut être amendé, modifié, remplacé, résilié ou annulé, et aucun des termes, engagements, déclarations, garanties ou conditions du présent accord ne peut faire l'objet d'une renonciation, que par un acte écrit signé par l'ensemble des parties. Nonobstant ce qui précède, le conseil d'administration peut modifier le présent accord, sans que le consentement de l'un quelconque des actionnaires ne soit requis, (i) pour attester de l'adhésion au présent accord d'un nouvel actionnaire de la société ;
(ii) dans le cadre du transfert d'actions ; (iii) dans le cadre de l'émission de titres de la Société aux actionnaires actuels de la Société conformément à l'article III ;
(iv) mettre à jour le tableau de capitalisation si nécessaire pour refléter tout changement résultant des événements mentionnés dans la clause (i), la clause (ii) ou la clause (iii) de la présente phrase ; et (v) apporter au présent accord les modifications nécessaires pour se conformer à toute loi applicable, y compris, sans limitation, toute loi sur les valeurs mobilières, qu'elle soit actuellement en vigueur ou promulguée à l'avenir.
- (b) Outre les dispositions de la section 6.12(a), le présent accord est automatiquement résilié, sans aucune action de l'une des parties ou de toute autre personne, immédiatement avant la réalisation d'une introduction en bourse, comme déterminé par le conseil d'administration, et sera par la suite nulle et non avenue et sans autre force ou effet, dans chaque cas sous réserve des

dispositions de la section 6.08.

- (c) Tous les droits et recours prévus par les présentes sont cumulatifs avec tous les autres droits et recours, qu'ils soient conférés par les présentes, en droit ou en équité, et peuvent être exercés concurremment avec les présentes, et aucune renonciation par une partie à l'exécution d'une obligation par l'autre ne doit être interprétée comme une renonciation à la même obligation ou à tout autre défaut survenu ou existant à ce moment-là, antérieurement ou ultérieurement.
- (d) Aucun manquement ou retard dans l'exercice d'un droit ou d'un recours en vertu des présentes ou dans l'exigence du respect d'une condition des présentes, ni aucune ligne de conduite, ne constitue une renonciation ou n'empêche une partie d'exercer un droit ou un recours ou d'exiger le respect d'une condition. Aucune notification ou demande adressée à une partie ne constitue une renonciation ou n'affecte d'une autre manière une obligation de cette partie, ni ne porte atteinte à un droit de la partie qui donne cette notification ou fait cette demande, y compris le droit de prendre des mesures sans notification ou demande qui ne sont pas requises par ailleurs par le présent accord. L'exercice d'un droit ou d'un recours en cas de violation du présent accord n'exclut pas l'exercice d'un autre droit ou d'un autre recours, le cas échéant, pour permettre à la partie lésée d'être désintéressée par cette violation, ni l'exercice ultérieur d'un droit ou d'un recours en cas de violation d'un autre élément du présent accord.

Section 6.13 Absence de présomption à l'encontre du rédacteur. Le présent accord ne crée aucune relation fiduciaire ou autre relation spéciale entre les parties, et aucune relation de ce type n'existe par ailleurs. Aucune présomption en faveur ou à l'encontre d'une partie dans la construction ou l'interprétation du présent accord ou de l'une de ses dispositions ne peut être fondée sur la personne qui aurait pu rédiger le présent accord ou la disposition en question.

Section 6.14 Titres. Les titres figurant dans le présent accord sont uniquement destinés à faciliter la lecture et n'affectent pas les droits des parties.

Section 6.15 Absence de cession ou de délégation. Le présent accord lie les parties et leurs successeurs et ayants droit respectifs et s'applique à leur profit. Aucune partie n'a le pouvoir ou le droit de céder ou de transférer, en tout ou en partie, le présent accord, ou l'un quelconque de ses droits ou l'une quelconque de ses obligations en vertu du présent accord, y compris, mais sans s'y limiter, le droit d'intenter une action en dommages-intérêts en vertu du présent accord ou des transactions qui y sont envisagées, ou d'intenter une action pour violation ou manquement au présent accord, ou tout droit découlant de l'exécution en bonne et due forme par le prétendu cédant de ses obligations au titre du présent accord, sans le consentement écrit préalable des autres parties, et toute cession prétendue contraire aux dispositions du présent accord sera nulle et non avenue et sans force ni effet.

Section 6.16 Efforts commercialement raisonnables. Sous réserve des conditions prévues dans le présent accord, chaque partie déploie des efforts commercialement raisonnables pour remplir toutes les conditions et obligations qui lui incombent en vertu du présent accord afin que les transactions qui y sont envisagées soient réalisées dès que possible, et pour prendre ou faire prendre toutes les mesures et faire ou faire faire toutes les choses nécessaires, appropriées ou souhaitables en vertu des lois et réglementations applicables pour réaliser et rendre effectives le présent accord et les transactions qui y sont envisagées.

Section 6.17 Garanties supplémentaires. À compter de la date d'entrée en vigueur, chaque partie signe et remet les documents et prend les mesures qui peuvent raisonnablement être considérées comme relevant du champ d'application de l'accord. Les obligations de cette partie en vertu des présentes, nécessaires à la réalisation des transactions envisagées dans le présent document.

Section 6.18 Exécution en nature. Les parties conviennent qu'un dommage irréparable se produirait si l'une des dispositions du présent accord n'était pas exécutée par elles conformément aux termes du présent accord ou était autrement violée et que chaque partie a droit à une ou plusieurs injonctions, à une exécution spécifique et à d'autres mesures équitables pour empêcher la violation des dispositions du présent accord et pour faire appliquer spécifiquement les termes et les dispositions du présent accord, sans preuve de dommages réels, en plus de tout autre recours auquel elle a droit en droit ou en équité. Chaque partie accepte de renoncer à toute exigence de garantie ou de dépôt d'une caution en rapport avec un tel recours en équité, et accepte de ne pas s'opposer à l'octroi d'une injonction, d'une exécution spécifique ou d'un autre recours en équité au motif que (a) l'autre partie dispose d'un recours adéquat en droit, ou (b) l'octroi d'une exécution spécifique n'est pas un recours approprié pour quelque raison que ce soit, en droit ou en équité.

Section 6.19 Exemplaires. Le présent accord peut être signé en plusieurs exemplaires, chacun d'entre eux étant considéré comme un original et l'ensemble constituant un seul et même instrument. Les contreparties peuvent être remises par télécopie, courrier électronique (y compris pdf ou toute signature électronique conforme à la loi fédérale américaine E-SIGN Act de 2000, par exemple www.docusign.com) ou toute autre méthode de transmission et toute contrepartie ainsi remise sera réputée avoir été dûment et valablement remise et être valide et efficace à toutes fins.

[Les signatures figurent sur les pages suivantes]

Traduction libre en français

EN FOI DE QUOI, les soussignés ont signé le présent accord à la date d'entrée en vigueur de l'accord.

Data Factory Invest Inc.

DocuSigned by:



Par : _____
D6F033B4A6CF4F4...

Nom : Philippe Erb

Titre : Président

[Les signatures des actionnaires figurent sur les pages suivantes].

Traduction libre en français

GACC Sarl

DocuSigned by:
Par : _____ *GOULARD Guillaume*
3B56610FF69F481...
Nom : Guillaume Goulard Titre :
Directeur général

Richard Esteve

DocuSigned by:
Par : _____ *RLM*
96CBF2E736D44D6...
Nom : Richard Esteve

Whenmoon LLC

DocuSigned by:
Par : _____ *PE*
D6F033B4A6CF4F4...
Nom : Philippe Erb
Titre : Directeur

Sami Chlagou

DocuSigned by:
Par : _____ *Sami Chlagou*
D3FB9F62980C477...
Nom : Sami Chlagou

Michel Esteve

DocuSigned by:
Par : _____ *Michel ESTEVE*
C21CC006A219403...
Nom : Michel Esteve

Hesse-Dréville holding GmbH

Signé par :
Par : _____ *Martial Hesse Dreville*
47EF999D2D474EB...
Nom : Martial Hesse Dreville
Titre : Propriétaire

Traduction libre en français

Guillaume Martineaud

Par : _____
Nom : Guillaume Martineaud

DocuSigned by:
Guillaume Martineaud
EB8C3215F57C49A...

Geoffrey Pérou

Par : _____
Nom : Geoffrey Pérou

DocuSigned by:
Geoffrey Perou
6152B5B1E95A4A1...

Gabriel Schiano-Lamoriello

Par : _____
Nom : Gabriel Schiano-Lamoriello Herve

DocuSigned by:
Gabriel Schiano Lamoriello
51DE433B30F449A...

Saré

Par : _____
Nom : Hervé Saré

DocuSigned by:
Hervé Saré
C4DF086375D1496...

Neil Saré

Par : _____
Nom : Neil Saré

DocuSigned by:
Neil Saré
A75E1B02FB014CE...

Alban Olivar

Par : _____
Nom : Alban Olivar Cérés

Signé par :
Alban Olivar
30EBB043C9E241A...

Par : _____
Nom : Mathieu M
Titre : gerant

DocuSigned by:
Mathieu M
B0F0699CAE9B4CA...

Traduction libre en français

Simon Carignan

Par : _____
Nom : Simon Carignan

DocuSigned by:
Simon Carignan
7E93CE9668274D2...

Charline Trimaille

Par : _____
Nom : Charline Trimaille

Signé par :
Charline Trimaille
B83FB8F2FDDF48F...

Samantha Chin

Par : _____
Nom : Samantha Chin

Signed by:
Samantha Chin
B155E1533ED24FB...

WKL Holding, Inc.

Par : _____
Nom : Tangi Le Deun
Titre : Directeur général Carolus

Signed by:
Tangi Le Deun
5756A1C386DE42F...

Invest SL

Par : _____
Nom : Charles Gross
Titre : Directeur

Signé par :
Charles Gross
E47BA6EEE261466...

Sonia Ben Behe

Par : _____
Nom : Sonia Ben Behe

DocuSigned by:
SONIA BEN BEHE
41DFBD09357B416...

Traduction libre en français

Christophe Chevillon

Par : _____
Nom : Christophe Chevillon

DocuSigned by:

B9C4AEBF7E8B4BA...

Richard Vaillant

Par : _____
Nom : Richard Vaillant

DocuSigned by:

EAF3BC7372494B7...

**Annexe A Tableau de
capitalisation**

Actionnaire	Actions	%
GACC Sarl	50,265	28.3781%
Richard Esteve	45,662	25.7794%
Whenmoon LLC	36,634	20.6825%
Sami Chlagou	11,963	6.7539%
Michel Esteve	2,991	1.6886%
Hesse-Dréville holding GmbH	9,274	5.2358%
Guillaume Martineaud	1,443	0.8147%
Geoffrey Pérou	2,783	1.5712%
Gabriel Schiano-Lamoriello	1,771	0.9999%
Hervé Saré	1,449	0.8181%
Neil Saré	1,432	0.8085%
Alban Olivar	1,432	0.8085%
Cérés	1,441	0.8135%
Simon Carignan	1,441	0.8135%
Charline Trimaille	328	0.1852%
Samantha Chin	29	0.0164%
WKL Holding, Inc.	1,441	0.8135%
Carolus Invest SL	1,024	0.5781%
Sonia Ben Behe	1,441	0.8135%
Christophe Chevillon	1,441	0.8135%
Richard Vaillant	1,441	0.8135%
Totaux :	177,126	100.0000%

Annexe B
Formulaire d'adhésion

Le soussigné accepte par la présente le pacte d'actionnaires (le "pacte") de Data Factory Invest Inc. une société de Floride (la "Société") et en devient partie, dans le cadre de l'acquisition d'actions (telles que définies dans le pacte) de la Société, comme indiqué ci-dessous, et, par sa signature ci-dessous, signifie qu'il accepte d'être lié par les termes et les conditions du pacte.

Nom de l'actionnaire : _____

Par : _____

Nom : _____

Titre : _____

(le cas échéant)

Nombre d'actions : _____

Approuvé et accepté :

Data Factory Invest Inc.

Par : _____

Nom : _____

Titre : _____

Annexe 12 – Modalités des Obligations

Data Factory France
Société anonyme
au capital de 37.000 euros
Siège social : 12, rue de la Part-Dieu, 69003 Lyon
934 752 627 – R.C.S. de Lyon
(la « **Société** »)

MODALITES DES OBLIGATIONS

[EMPRUNT N°3]

OFFRE AU PUBLIC DE TITRES FINANCIERS POUR UN MONTANT INFERIEUR A 8 MILLIONS D'EUROS SUR 12 MOIS

Le présent document a pour objet de définir, dans le cadre des dispositions des articles L. 228-38 et suivants du Code de commerce, (i) les conditions et les modalités de l'émission, par la Société, d'obligations (les « **Obligations** ») ainsi que (ii) la nature et l'étendue des droits et obligations des porteurs d'Obligations (les « **Obligataires** ») (l'« **Opération** »).

ARTICLE 1 -- CONDITIONS DE L'EMPRUNT

1.1. Nombre et valeur nominale des Obligations

La Société émettra, en une ou plusieurs fois, un maximum de sept millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (7.999.999) Obligations, d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune, représentant un emprunt obligataire d'un montant maximum global de sept millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (7.999.999) euros (l'« **Emission** »).

1.2. Affectation des fonds

La Société détiendra une (1) action de la société Data Factory Invest Inc., une société immatriculée aux Etats-Unis, en Floride, dont le siège social est situé 1000 Williams Island Blv Apt 609 Aventura, FL 33160, Etats-Unis, enregistrée sous le numéro FEI 99-0740571 et représentée par M. Philippe Erb (« **Data Factory Invest** »).

Un contrat de prêt intitulé « *Credit Facility Agreement* » accompagné d'un billet à ordre intitulé « *Master Promissory Note* », seront conclus entre Data Factory Invest et la Société (la « **Documentation de Prêt** ») sous condition suspensive de leur approbation par le conseil d'administration (« **Board** ») et la majorité des associés de Data Factory Invest. Le projet de Documentation de Prêt figure en Annexe 1.

L'émission des Obligations est essentiellement destinée à financer les activités de Data Factory Invest, à savoir le financement de l'achat de matériel et des travaux de construction permettant de contribuer au développement d'infrastructures d'interconnexion électrique et de fermes de puissance de calcul.

La quasi totalité des fonds levés dans le cadre de l'Emission seront ainsi prêtés, aux termes de la Documentation de Prêt, par la Société à Data Factory Invest, afin de financer lesdites activités.

1.3. Forme et transfert des Obligations

Les Obligations seront exclusivement sous la forme nominative.

La Société agira en qualité de teneur de compte.

La Société devra conserver, à son siège, conformément à la réglementation applicable, un registre (le « **Registre** ») indiquant le montant principal de chaque Obligation à tout moment et toute cession et changement de propriété au titre de toute Obligation, ainsi que le nom et l'adresse de chaque Obligataire. La Société devra tenir le Registre prêt à disposition afin de permettre aux Obligataires (ou à toute personne qu'ils auraient autorisé pour ce faire) de l'inspecter et d'en prendre copie (ou copie d'extraits) et la Société devra communiquer aux Obligataires (ou toute personne autorisée) la liste des Obligataires, leurs adresses ainsi que toute autre information se rapportant au Registre qu'ils pourraient demander.

A tout moment, notamment lors de l'émission des Obligations, la Société pourra décider, à sa seule discrétion et sans requérir l'accord de la Masse des Obligataires (tel que ce terme est défini ci-après), de représenter les droits des Obligataires par une inscription dans un dispositif d'enregistrement électronique partagé, tenu par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet dans les conditions légales. Dans un tel cas, le dispositif d'enregistrement électronique partagé sera conçu et mis en œuvre de façon à garantir l'enregistrement et l'intégrité des inscriptions et à permettre, directement ou indirectement, d'identifier les propriétaires des Obligations, la nature et le nombre des Obligations détenues. De plus, les inscriptions réalisées dans ce dispositif d'enregistrement feront l'objet d'un plan de continuité d'activité actualisé comprenant notamment un dispositif externe de conservation périodique des données.

La transmission des Obligations s'effectuera exclusivement par ordre de mouvement retranscrit sur le Registre.

1.4. Fondement juridique de l'offre

L'Emission des Obligations est réalisée par offre au public de titres financiers tel que défini par les articles L. 411-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Toutefois, conformément à l'article L. 411-2-1, 1° du Code monétaire et financier, aux articles 211-2 I, 212-43, 212-45, 212-46, 212-47 et 213-3 du règlement général de l'AMF et à l'instruction DOC-2018-07 de l'AMF, cette offre, dont le montant total en France et dans l'Union Européenne est inférieur à 8.000.000 euros, n'a pas fait l'objet d'un prospectus ni n'a été soumise au visa de l'Autorité des marchés financiers mais a fait l'objet d'une information des souscripteurs via le site Internet de la Société.

1.5. Souscription et libération des Obligations

Les Obligations devront être souscrites et libérées en une seule fois à la souscription.

Le montant minimum de souscription aux Obligations est fixé à cinq mille (5.000) euros.

Les souscriptions des Obligations et la libération des montants correspondants seront reçues par email au travers de l'adresse datafactoryfrance@gmail.com (ou toute adresse email qui redirige vers cette adresse email) du 16 novembre 2024 au 30 janvier 2025 (la « **Période de Souscription** »). Cette Période de Souscription pourra être clôturée par anticipation ou reportée sans limitation de durée à la seule discrétion du Président Directeur Général de la Société.

La libération du prix de souscription des Obligations s'effectuera, au choix des souscripteurs :

- en numéraire : par virement bancaire sur le compte de la Société dont les détails figurent en annexe du bulletin de souscription ;
- en nature : par transfert de EURC sur le portefeuille électronique (*wallet*) de la Société dont les détails figurent en annexe du bulletin de souscription.

La Société pourra, à tout moment avant la clôture de la Période de Souscription, de manière discrétionnaire et sans formalité ni pénalité, abandonner purement et simplement l'Opération. L'Émission ne sera donc pas réalisée et la Société remboursera, dans un délai de trente (30) jours à compter de l'abandon de l'Opération, les fonds collectés pendant la Période de Souscription.

1.6. Date d'émission et de jouissance des Obligations

Les Obligations seront émises et porteront jouissance à compter de la décision du Président Directeur Général de la Société constatant leur émission (la « **Date d'Émission** »).

1.7. Durée de l'emprunt

L'emprunt obligataire est souscrit pour une durée de trois ans (3) ans à compter de la Date d'Émission et court jusqu'au premier (1^{er}) jour ouvrable suivant le troisième (3^{ème}) anniversaire de la Date d'Émission (la « **Date de Remboursement** »).

La Société aura la faculté de reporter, à tout moment, par simple notification écrite adressée aux Obligataires, la Date de Remboursement d'une année, soit jusqu'au premier (1^{er}) jour ouvrable suivant le quatrième (4^{ème}) anniversaire de la Date d'Émission.

1.8. Intérêts

Les Obligations porteront un intérêt variable qui dépend de la quantité d'Obligations détenues par l'Obligataire à la date de versement des intérêts selon les modalités suivantes :

- pour toute détention d'Obligations pour un montant strictement inférieur à cinquante mille (50.000) euros, le taux d'intérêt sera fixé à dix pour cent (10%) par an ;
- pour toute détention d'Obligations pour un montant égal ou supérieur à cinquante mille (50.000) euros, le taux d'intérêt sera fixé à douze pour cent (12%) par an.

Les intérêts seront payés aux Obligataires chaque trimestre à compter de la Date d'Émission. Par exception, les intérêts afférents au premier trimestre suivant la Date d'Émission seront payés à l'issue de la première année, concomitamment au versement des intérêts du quatrième trimestre.

1.9. Paiements

Le remboursement du nominal des Obligations et le paiement des intérêts courus sur les Obligations, et plus généralement tout paiement, s'effectuera au choix des souscripteurs formulé lors de la souscription :

- en numéraire : par virement bancaire en euro sur le compte bancaire des Obligataires dont les détails ont été renseignés lors de la souscription ;
- en nature : par transfert de EURC sur le portefeuille électronique (*wallet*) des Obligataires dont les détails ont été renseignés lors de la souscription.

1.10. Promesse de porte fort de cession d'actions en cas d'IPO sur le NASDAQ

Pendant une durée de dix (10) ans à compter de la Date d'Emission, la Société se porte fort, au sens de l'article 1204 du Code civil, envers les Obligataires, d'obtenir de la société GACC Sàrl représentée par Monsieur Richard Détente, de la société Whenmoon LLC représentée par Monsieur Philippe Erb et de Monsieur Richard Esteve, associés fondateurs de Data Factory Invest (les « **Fondateurs** »), avec faculté de substitution, une promesse de vente portant sur une certaine quantité d'actions de Data Factory Invest (la « **Promesse de Vente** »), selon les termes et conditions mentionnés ci-dessous.

En cas de réalisation d'une introduction en bourse exclusivement sur le NASDAQ (*National Association of Securities Dealers Automated Quotations*) (« **IPO** ») de Data Factory Invest pendant une période de dix (10) ans à compter de la Date d'Emission, les Fondateurs s'engagent à vendre, au pro rata de leur participation dans Data Factory Invest, une certaine quantité d'actions Data Factory Invest, avec une décote sur le prix d'introduction fixé lors de l'IPO (le « **Prix d'Introduction** »), calculée selon les modalités suivantes :

- si la détention d'Obligations est supérieure ou égale à cinq mille (5.000) euros et strictement inférieure à vingt mille (20.000) euros à la clôture de la Période de Souscription, l'Obligataire aura le droit d'acheter un nombre d'actions Data Factory Invest (arrondi à l'entier inférieur) équivalent en euros à maximum 20% du montant de la détention d'Obligations, après application d'une décote sur le Prix d'Introduction égale à dix pour cent (10%) ;
- si la détention d'Obligations est supérieure ou égale à vingt mille (20.000) euros et strictement inférieure à cinquante mille (50.000) euros, l'Obligataire aura le droit d'acheter un nombre d'actions Data Factory Invest (arrondi à l'entier inférieur) équivalent en euros à maximum 20% du montant de la détention d'Obligations, après application d'une décote sur le Prix d'Introduction égale à quinze pour cent (15%) ;
- si la détention d'Obligations est supérieure ou égale à cinquante mille (50.000) euros et strictement inférieure à cent mille (100.000) euros, l'Obligataire aura le droit d'acheter un nombre d'actions Data Factory Invest (arrondi à l'entier inférieur) équivalent en euros à maximum 20% du montant de la détention d'Obligations après application d'une décote sur le Prix d'Introduction égale à vingt pour cent (20%).

Aux fins de la réalisation de la Promesse de Vente, à compter de la fin de la période de blocage (*lock up*) pertinente éventuellement applicable aux Fondateurs dans le cadre de l'IPO, qui est généralement et à titre informatif uniquement égale à 180 jours après la réalisation de l'IPO, la Société s'engage à notifier les Obligataires éligibles leur droit d'accepter la Promesse de Vente pendant un délai de 30 jours (la « **Notification de la Promesse** »). En cas d'acceptation par les Obligataires éligibles, avec faculté de substitution et sous réserve de l'accord préalable et écrit de la Société, ces derniers devront, par simple notification écrite adressée à la Société à l'adresse datafactoryfrance@gmail.com, indiquer leur souhait d'exercer le droit d'acheter des actions Data Factory Invest et dans quelle proportion. Dans un tel cas, ils devront adhérer au pacte d'associés de Data Factory Invest et renoncer à tout droit de préemption potentiellement applicable dans le cadre de la réalisation des promesses, et plus généralement signer tout document qui serait raisonnablement nécessaire afin de réaliser la cession desdites actions. La cession des actions Data Factory Invest devra être réalisée dans un délai de 30 jours suivant la date de Notification de la Promesse.

Enfin, tous les obligataires qui souhaiteraient exercer le droit d'acheter des actions Data Factory Invest seront considérés comme ayant accepté de manière expresse et irrévocable les facteurs de risque en langue anglaise se rapportant aux actions Data Factory Invest joints en Annexe 2.

1.11. Engagements

A compter de la Date d'Emission, aussi longtemps que des sommes resteront dues (exigibles ou non) par la Société au titre des Obligations, la Société prend les engagements suivants.

1.11.1. Engagement de faire

La Société s'engage à respecter ses propres statuts et les dispositions législatives et réglementaires qui lui sont applicables (sauf non-conformités qui n'affectent pas de manière significative l'appréciation par les Obligataires de la situation économique, financière ou juridique de la Société).

1.11.2. Engagements d'information

La Société s'engage à notifier immédiatement au représentant de la Masse des Obligataires la survenance de tout Cas de Défaut (tels que ces termes sont définis ci-dessous), et à relater au représentant de la Masse des Obligataires tous les faits se rapportant à cet événement.

1.12. Remboursement normal des Obligations

Les Obligations feront l'objet d'un amortissement total de leur montant nominal à la Date de Remboursement (i.e. le remboursement des Obligations sera effectué in fine).

1.13. Remboursement anticipé des Obligations au gré de la Masse des Obligataires

Le Représentant de la Masse des Obligataires, de sa propre initiative ou à la demande de tout Obligataire, pourra, sur simple notification écrite adressée à la Société, avant qu'il n'ait été remédié au manquement considéré, rendre immédiatement et de plein droit exigible le remboursement des Obligations, en cas de défaut de paiement de tout montant, en principal, intérêts, frais et accessoires dû par la Société au titre de toute Obligations depuis plus de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires à compter de la réception par la Société d'une mise en demeure de remédier à ce manquement adressée par le Représentant de la Masse des Obligataires par lettre recommandée avec accusé de réception (un « **Cas de Défaut** »).

La Société s'engage à communiquer sans délai au Représentant de la Masse des Obligataires toute information de nature à entraîner un Cas de Défaut et ce dès qu'il en aura connaissance.

1.14. Remboursement anticipé des Obligations au gré de la Société

La Société pourra de manière discrétionnaire et sans qu'aucune pénalité ne soit encourue de ce fait, procéder au remboursement anticipé de tout ou partie de la valeur nominale de l'ensemble ou d'une partie des Obligations.

1.15. Régime fiscal

Pour les personnes physiques domiciliées fiscalement en France au moment du versement des intérêts, les revenus des Obligations sont imposés selon la réglementation fiscale en vigueur applicable aux produits de placements à revenus fixes. La Société retient sur le paiement des intérêts (i) les prélèvements sociaux au taux en vigueur à la date de versement des intérêts et (ii) un prélèvement forfaitaire non libératoire au taux en vigueur à cette date, valant acompte sur l'impôt sur le revenu.

Pour les personnes physiques n'ayant pas leur domicile fiscal en France au moment du versement des intérêts, les revenus sont exonérés de toute imposition en France en l'état actuel

de la législation (sous réserve qu'ils ne soient pas payés dans un Etat ou territoire non coopératif (ETNC)). Ils sont cependant susceptibles d'être imposés dans l'Etat de résidence de l'Obligataire, conformément à la réglementation locale en vigueur, sous réserve des dispositions des conventions fiscales signées par la France.

Pour les personnes morales établies en France, les intérêts perçus sont soumis à l'impôt sur les sociétés ou sur le revenu dans les conditions de droit commun.

Pour les personnes morales ayant leur siège hors de France, les intérêts ne font l'objet d'aucune retenue à la source en France, sous réserve qu'ils ne soient pas payés ETNC. Les intérêts font l'objet d'une imposition dans l'Etat de résidence, conformément à la réglementation locale en vigueur.

L'Obligataire devra s'acquitter lui-même de ses obligations déclaratives conformément à la législation qui lui est applicable, en se faisant accompagner, le cas échéant, de son conseil fiscal habituel.

1.16. Rang / Sûreté des Obligations

La Masse des Obligataires bénéficiera, conformément à la loi de Floride, d'un nantissement (*pledge*) sur une partie des actions de la société Data Factory Austin LLC détenues par Data Factory Invest.

Les modalités de mise en œuvre et de fonctionnement du nantissement sont développées dans une convention de nantissement intitulée « *Pledge and Security Agreement* » dont un projet figure en Annexe 3. Cette convention sera signée sous condition suspensive de son approbation par le Board et la majorité des associés de Data Factory Invest.

1.17. Représentation des titulaires d'Obligations

1.17.1. Représentant de la Masse des Obligataires

Conformément aux dispositions de l'article L. 228-46 du Code de commerce, les Obligataires seront regroupés de plein droit en une masse jouissant de la personnalité civile (la « **Masse des Obligataires** »).

En application de l'article L. 228-47 du Code de commerce, la Masse des Obligataires sera représentée par un ou plusieurs mandataires.

Conformément aux dispositions de l'article L. 228-49 du Code de commerce, ne peuvent être choisis comme représentants de la Masse des Obligataires :

- la Société et ses administrateurs, Président Directeur Général, Directeurs Généraux, commissaires aux comptes ou employés ainsi que leurs ascendants, descendants et conjoints respectifs ;
- les sociétés possédant au moins le dixième du capital de la Société ou dont la Société possède au moins le dixième du capital ;
- les sociétés garantissant tout ou partie des engagements de la Société et leurs administrateurs, directeurs généraux, commissaires aux comptes ou employés ainsi que leurs ascendants, descendants et conjoints respectifs ; et
- les personnes auxquelles l'exercice de la profession de banquier est interdit ou qui sont déchues du droit de diriger, administrer ou gérer une société à un titre quelconque.

Satisfaisant à l'ensemble des conditions légales requises pour l'exercice de son mandat, et notamment les incompatibilités rappelées ci-dessus, Me Johann Jabes, avocat au barreau de Paris, faisant élection de domicile au 2 rue Favart – 75002 Paris dont l'adresse email est johann.jabes@hotmail.fr, est désigné représentant de la Masse des Obligataires.

Le représentant de la Masse des Obligataires sera rémunéré à hauteur d'un montant de 250 euros HT par heure pour toute diligence qu'il devra effectuer. La Société prendra à sa charge les frais et débours résultant de l'exécution, par le représentant de la Masse des Obligataires, de son mandat.

Le représentant de la Masse des Obligataires aura, en l'absence de toute résolution contraire de l'assemblée des Obligataires, le pouvoir d'accomplir au nom de la Masse des Obligataires tous les actes de gestion pour la défense des intérêts communs des Obligataires.

Il exercera ses fonctions jusqu'à sa démission, sa révocation par l'assemblée des Obligataires ou la survenance d'une incompatibilité. Son mandat cessera de plein droit à la Date d'Echéance. Ce terme sera, le cas échéant, prorogé de plein droit jusqu'à la solution définitive des procès en cours dans lesquels le représentant de la Masse des Obligataires serait engagé, le cas échéant en qualité de représentant des Obligataires, et à l'exécution des décisions ou transactions intervenues.

1.17.2. Assemblées des Obligataires

Conformément à l'article L. 228-67 du Code de commerce, chaque Obligation donne droit à une voix aux assemblées des Obligataires.

L'assemblée des Obligataires délibère sur toutes mesures ayant pour objet d'assurer la défense des Obligataires ou l'exécution des modalités des Obligations, ainsi que sur toute proposition tendant à la modification des modalités des Obligations. L'assemblée des Obligataires délibère également sur les propositions de fusion ou de scission de la Société par application des articles L. 228-65-I-3°, L. 236-13 et L. 236-18 du Code de commerce, dont les dispositions, ainsi que celles de l'article L. 228-73 du Code de commerce, s'appliqueront.

La Société prendra à sa charge l'ensemble des frais de convocation et de tenue des assemblées des Obligataires ainsi que ceux liés à la publicité de leurs décisions.

Les Obligataires sont convoqués en assemblée par lettre recommandée, par voie postale ou par voie électronique, avec accusé de réception ou par email avec activation de la fonction accusé de réception, cinq (5) jours calendaires au moins avant la date de la réunion. En cas d'urgence, déterminée à la discrétion du représentant de la Masse des Obligataires, l'assemblée peut être convoquée sans délai. Lorsque tous les Obligataires sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sans délai. La convocation communique aux intéressés le jour, l'heure, le lieu ou les modalités d'accès en cas d'assemblée réunie par téléphone ou vidéoconférence, et l'ordre du jour de l'assemblée. Dès la convocation, le texte des projets des résolutions proposées ainsi que ceux expressément prévus par la loi sont tenus à disposition des intéressés au siège social.

En cas de convocation de l'assemblée des Obligataires, ces derniers seront réunis au siège social de la Société ou en tout autre lieu du même département ou d'un département limitrophe fixé dans l'avis de convocation. Les Obligataires peuvent également participer aux assemblées par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication permettant l'identification des participants et garantissant leur participation effective, conformément à la réglementation en vigueur et qui seront mentionnées dans l'avis de convocation ; sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les Obligataires qui participent à ces assemblées.

Les Obligataires auront le droit, avant l'assemblée des Obligataires, de prendre par eux-mêmes ou par mandataire, au siège de la Société, au lieu de la direction administrative ou, le cas échéant, tout autre lieu fixé par la convocation, connaissance ou copie du texte des résolutions qui seront proposées et des rapports qui seront présentés à l'assemblée.

La désignation du représentant de la Masse des Obligataires, comme toutes décisions de la Masse des Obligataires, pourra également valablement être prise à l'issue d'une consultation écrite, y compris par voie électronique, selon les modalités de délai et de forme prévues pour les assemblées générales des obligataires décrites ci-dessus.

En principe, toutes les décisions doivent être adoptées par plus de la moitié (>50%) des droits de vote détenus par les Obligataires présents, représentés ou prenant part au vote par tout autre moyen, y compris les décisions suivantes :

- toutes les décisions ne modifiant pas les présentes modalités des obligations (les « **Modalités des Obligations** »);
- la nomination du représentant de la Masse des Obligataires.

Par exception, toute modification des Modalités des Obligations, y compris en cas d'ajout d'une clause de conversion des obligations en actions, doit être adoptée à la majorité des deux tiers (2/3) des droits de vote détenus par les Obligataires présents, représentés ou prenant part au vote par tout autre moyen.

Les assemblées des Obligataires ne délibèrent valablement que si les Obligataires présents, représentés ou prenant part au vote par tout autre moyen, possèdent au moins, sur première convocation, un cinquième (1/5) des droits de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

1.18. Cessibilité des Obligations

Les Obligations seront librement cessibles sous réserve de l'accord préalable et écrit de la Société.

Le transfert de propriété des Obligations résultera de leur inscription dans le Registre.

ARTICLE 2 – DECLARATIONS ET GARANTIES

La Société effectue au bénéfice des Obligataires l'ensemble des déclarations visées au présent Article 2 ; étant précisé que toutes ces déclarations sont faites par référence aux faits existants à la Date d'Emission.

La Société est valablement constituée, dûment immatriculée et existante valablement au regard du droit français et a la pleine capacité pour jouir de ses droits et les exercer, de même que pour mener les activités qu'elle exerce actuellement.

La Société a la capacité de conclure les documents relatifs à l'Emission des Obligations auxquels elle est partie et de remplir les obligations qui en découlent pour elle.

Les documents relatifs à l'Emission des Obligations auxquels la Société est partie ont été dûment autorisés par ses organes sociaux compétents. Toutes autres autorisations, licences, agréments ou accords éventuellement requis ou nécessaires pour la conclusion, l'exécution, la validité ou l'opposabilité desdits documents auxquels la Société est partie ont été obtenus et demeurent en vigueur.

Chacun de ces documents constitue des engagements légaux, valables et ayant force obligatoire à leur encontre conformément à chacun de leurs termes.

Les conditions de forme requises pour assurer la validité desdits documents auxquels la Société est partie et leur caractère obligatoire et les formalités nécessaires aux mêmes fins sont ou seront respectées ou accomplies.

ARTICLE 3 -- NOTIFICATION

Toutes les communications par la Société aux Obligataires leur seront notifiées par courrier électronique avec demande d'avis de réception à leur adresse email telle que celle-ci aura été communiquée dans le cadre du processus de souscription sur le site Internet de la Société.

Tout changement d'adresse électronique des Obligataires sera notifié à la Société dès que possible à compter de la date dudit changement d'adresse par courrier électronique avec demande d'avis de réception à l'adresse suivante : datafactoryfrance@gmail.com. A défaut, la Société utilisera l'adresse email telle que celle-ci aura été communiquée dans le cadre du processus de souscription sur le site Internet de la Société et cet envoi vaudra notification.

ARTICLE 4 -- INVALIDITE D'UNE STIPULATION

Dans le cas où tout ou partie des stipulations des présentes serait ou deviendrait illégale, nulle ou inopposable, la licéité, la validité et l'opposabilité des autres stipulations n'en seront pas affectées.

ARTICLE 5 -- DROIT APPLICABLE – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Les Obligations sont soumises au droit français.

Tout litige qui viendrait à naître relativement à l'existence, l'exécution ou l'interprétation des présentes sera soumis à la compétence du Tribunal de commerce de Paris.

Annexe 1
Projet de Documentation de Prêt

CREDIT FACILITY AGREEMENT

BY AND AMONG

**DATA FACTORY FRANCE SA
AS LENDER**

AND

**DATA FACTORY INVEST INC.
AS BORROWER**

Table of Contents

ARTICLE I.	DEFINITIONS AND INTERPRETATION.....	1
Section 1.01	Defined Terms.	1
Section 1.02	Accounting Terms.....	3
Section 1.03	Other Terms Defined in UCC.....	4
Section 1.04	Other Definitional Provisions; Construction.	4
ARTICLE II.	LOAN FACILITY; ADDITIONAL AGREEMENTS.....	4
Section 2.01	Approval and Waiver.....	4
Section 2.02	Loan.	4
Section 2.03	Funding of Loans and Notes.....	5
Section 2.04	Loan Interest and Payments.....	6
Section 2.05	Pledge and Security Agreement.....	8
Section 2.06	Costs.....	8
Section 2.07	Collection of Funds.....	9
Section 2.08	Term.....	9
ARTICLE III.	REPRESENTATIONS AND WARRANTIES OF THE BORROWER.....	9
Section 3.01	Borrower Organization and Name.....	9
Section 3.02	Authorization; Validity.....	9
Section 3.03	No Conflicts; Consents and Approvals.....	10
Section 3.04	Compliance With Laws.....	10
Section 3.05	Litigation and Taxes.	10
Section 3.06	Event of Default.....	11
Section 3.07	Adverse Circumstances.....	11
Section 3.08	Title to Assets.	11
Section 3.09	Compliance with Regulation U.....	11
Section 3.10	Illegal Payments.....	11
Section 3.11	Brokerage Fees.....	11
Section 3.12	Acknowledgment Regarding Loans.....	11
Section 3.13	No General Solicitation.....	12
Section 3.14	No Integrated Offering.....	12
Section 3.15	Private Placement.....	12
Section 3.16	Complete Information.....	12
Section 3.17	Reliance; Survival.....	12
ARTICLE IV.	REPRESENTATIONS AND WARRANTIES OF THE LENDER.....	12
Section 4.01	Borrower Status.	12
Section 4.02	Authorization; Validity.....	12
Section 4.03	No Conflicts; Consents and Approvals.....	13
Section 4.04	Investment Purpose.....	13
Section 4.05	Accredited Investor.....	13
ARTICLE V.	COVENANTS.....	14
Section 5.01	Existence.....	14
Section 5.02	Tax Liabilities.....	14

Section 5.03	Continued Due Diligence/Field Audits.....	14
Section 5.04	Notice of Proceedings.....	14
Section 5.05	Notice of Default.....	14
Section 5.06	Material Adverse Effect.....	14
ARTICLE VI. EVENTS OF DEFAULT		15
Section 6.01	Events.....	15
Section 6.02	Remedies.....	15
ARTICLE VII. MISCELLANEOUS		17
Section 7.01	Brokers.....	17
Section 7.02	Obligations Absolute.	17
Section 7.03	Entire Agreement.	17
Section 7.04	Amendment; Waiver; Remedies.....	17
Section 7.05	Consents.....	18
Section 7.06	Assignability.	18
Section 7.07	Arm’s Length Bargaining; No Presumption Against Drafter.....	18
Section 7.08	Governing Law.	18
Section 7.09	WAIVER OF JURY TRIAL.....	19
Section 7.10	MANDATORY FORUM SELECTION.....	19
Section 7.11	Specific Performance.....	20
Section 7.12	Attorneys’ Fees.	20
Section 7.13	Usury Savings Clause.	20
Section 7.14	Further Assurances.....	20
Section 7.15	Enforceability.....	20
Section 7.16	Survival of Borrower’s Representations.....	21
Section 7.17	Time of Essence.....	21
Section 7.18	Notices.	21
Section 7.19	Indemnification.	22
Section 7.20	Third Party Beneficiaries.....	22
Section 7.21	Expenses.	22
Section 7.22	Counterparts.....	23

Exhibits

Exhibit A-1	Group 1 Master Promissory Note
Exhibit A-2	Group 2 Master Promissory Note
Exhibit A-3	Group 3 Master Promissory Note
Exhibit B	Bond Terms
Exhibit C	Form of Stock Purchase Agreement
Exhibit D	Form of Stock Power
Exhibit E	Form of Joinder to Shareholders' Agreement and Waiver
Exhibit F	Form of Bondholder Certification
Exhibit G	Form of Pledge and Security Agreement

CREDIT FACILITY AGREEMENT

Dated as of 7 November 2024

This Credit Facility Agreement (as amended, restated, modified or supplemented from time to time, this “Agreement”), dated as of the date first set forth above (the “Effective Date”), is executed by and among (i) Data Factory France SA, a French joint stock limited liability company, as lender (the “Lender”) and (ii) Data Factory Invest Inc., a Florida corporation, as borrower (the “Borrower”). Each of Borrower and Lender may be referred to herein individually as a “Party” and collectively as the “Parties”. In addition, this Agreement is joined by Richard Esteve, GACC Sarl, Sami Chlagou and Whenmoon LLC (each, a “Founder” and collectively the “Founders”) for the limited purposes as set forth herein.

WHEREAS, Borrower has requested that Lender extend a credit facility to Borrower of up to \$10,000,000 for working capital financing for Borrower and for any other the purposes permitted hereunder; and for these purposes, Lender is willing to make certain loans and extensions of credit available to Borrower of up to such amount and upon the terms and conditions set forth herein;

NOW, THEREFORE, in consideration of the premises and the mutual covenants hereinafter contained, and for other good and valuable consideration, the receipt and sufficiency of which are hereby acknowledge and agreed, the Parties hereby agree as follows:

ARTICLE I. DEFINITIONS AND INTERPRETATION

Section 1.01 Defined Terms. In addition to the other terms defined herein, for the purposes of this Agreement, the following capitalized words and phrases shall have the meanings set forth below.

- (a) “€” or “Euro” mean the Euro, being the monetary unit and currency of the European Union.
- (b) “Affiliate” of a Person means any Person which, directly or indirectly, Controls or is Controlled By or is under common Control with such subject Person.
- (c) “Business Day” means any day other than a Saturday, Sunday or a legal holiday on which banks are authorized or required to be closed for the conduct of commercial banking business in the State of Florida.
- (d) “Control,” “Controlling,” “Controlled By,” or words of similar import means the possession, directly or indirectly, of the power to direct, or cause the direction of, the management and policies of a Person by contract, voting of securities, or otherwise.
- (e) “Default Rate” means a per annum rate of interest equal to the lesser of (i) 18% and (ii) the highest non-usurious rate permitted by applicable law.
- (f) “Dollars” or “\$” means lawful currency of the United States of America.
- (g) “GAAP” means United States generally accepted accounting principles set forth from time to time in the opinions and pronouncements of the Accounting Principles Board and the American Institute of Certified Public Accountants and statements and pronouncements of the Financial Accounting Standards Board (or agencies with similar functions of comparable stature and authority within the U.S. accounting profession), which are applicable to the circumstances as of the date of determination; provided, however, that interim financial

statements or reports shall be deemed in compliance with GAAP despite the absence of footnotes and fiscal year-end adjustments as required by GAAP.

- (h) “Governmental Authority” means any foreign, federal, state or local government, or any political subdivision thereof, or any court, agency or other body, organization, group, stock market or exchange exercising any executive, legislative, judicial, quasi-judicial, regulatory or administrative function of government.
- (i) “Loan Commitment” means €16,000,000.
- (j) “Loan Documents” means this Agreement, the Notes, the Pledge Agreements, the Bonds to the extent their provisions are referenced or incorporated herein or otherwise applicable to the transactions set forth herein, and any other documents or instruments executed in connection with this Agreement or the Loans contemplated hereby, and all renewals, extensions, future advances, modifications, substitutions, or replacements thereof.
- (k) “Loan” and “Loans” means the aggregate of Loan Amounts (as defined below).
- (l) “Material Adverse Effect” means: (i) a material adverse change in, or a material adverse effect upon, the assets, business, properties, financial condition or results of operations of the Borrower; (ii) a material impairment of the ability of the Borrower to perform any of its Obligations under any of the Loan Documents; or (iii) a material adverse change in, or a material adverse effect upon on: (A) the legality, validity, binding effect or enforceability against the Borrower of any of the Loan Documents; or (C) the rights or remedies of Lender under any Loan Document and, for purposes of determining whether any of the foregoing changes, effects, impairments, or other events have occurred, such determination shall be made by Lender, in its commercially reasonable discretion.
- (m) “Obligations” means, whether now existing or hereafter arising, created or incurred, all of the liabilities and obligations (primary, secondary, direct, contingent, sole, joint or several) due or to become due, or that are now or may be hereafter contracted or acquired, or owing to, the Lender from the Borrower pursuant to the Loan Documents, including, without limitation, all obligations under the Credit Agreement, the Note and any other instruments, agreements or other documents executed and/or delivered in connection herewith or therewith, in each case, whether now or hereafter existing, voluntary or involuntary, direct or indirect, absolute or contingent, liquidated or unliquidated, whether or not jointly owed with others, and whether or not from time to time decreased or extinguished and later increased, created or incurred, and all or any portion of such obligations or liabilities that are paid, to the extent all or any part of such payment is avoided or recovered directly or indirectly from the Lender as a preference, fraudulent transfer or otherwise as such obligations may be amended, supplemented, converted, extended or modified from time to time; and without limiting the generality of the foregoing, the term “Obligations” shall include, without limitation: (i) principal of, and interest on the Note and the loans extended pursuant thereto and all amounts owed under the Credit Agreement; (ii) any and all other fees, indemnities, costs, obligations and liabilities of the Borrower from time to time under or in connection with the Loan Documents, the Notes and any other instruments, agreements or other documents executed and/or delivered in connection herewith or therewith; and (iii) all amounts (including but not limited to post-petition interest) in respect of the foregoing that would be payable but for the fact that the obligations to pay such amounts are

unenforceable or not allowable due to the existence of a bankruptcy, reorganization or similar proceeding involving the Borrower or any Guarantor or any Pledgor (i) all Loans, advances (whether of principal or otherwise) and other financial accommodations (whether primary, contingent or otherwise) made by Lender to Borrower under any Loan Documents; (ii) all interest accrued thereon (including interest which would be payable as post-petition in connection with any bankruptcy or similar Proceeding, whether or not permitted as a claim thereunder); (iii) any and all fees, charges or other amounts due to Lender under this Agreement or the other Loan Documents; (iv) any and all expenses incurred by Lender under, or in connection with, this Agreement or the other Loan Documents; (v) any and all other liabilities and obligations of the Borrower to Lender under this Agreement and any other Loan Documents; and (vi) the performance by the Borrower of all covenants, agreements and obligations of every nature and kind on the part of the Borrower to be performed under this Agreement and any other Loan Documents.

- (n) "Person" means any individual, partnership, limited liability company, limited liability partnership, corporation, trust, joint venture, joint stock company, association, unincorporated organization, government or agency or political subdivision thereof, or other entity.
- (o) "Proceeding" means any demand, claim, suit, action, litigation, investigation, audit, study, arbitration, administrative hearing, or any other proceeding of any nature whatsoever.
- (p) "Securities Act" means the Securities Act of 1933, as amended.
- (q) "UCC" means the Uniform Commercial Code in effect in Florida from time to time.

Section 1.02 Accounting Terms. Any accounting terms used in this Agreement which are not specifically defined herein shall have the meanings customarily given them in accordance with GAAP. Calculations and determinations of financial and accounting terms used and not otherwise specifically defined hereunder and the preparation of financial statements to be furnished to Lender pursuant hereto shall be made and prepared, both as to classification of items and as to amount, in accordance with GAAP as used in the preparation of the financial statements of Borrower on the date of this Agreement. If any changes in accounting principles or practices from those used in the preparation of the financial statements are hereafter occasioned by the promulgation of rules, regulations, pronouncements and opinions by or required by the Financial Accounting Standards Board or the American Institute of Certified Public Accountants (or any successor thereto or agencies with similar functions), which results in a material change in the method of accounting in the financial statements required to be furnished to Lender hereunder or in the calculation of financial covenants, standards or terms contained in this Agreement, the Parties agree to enter into good faith negotiations to amend such provisions so as equitably to reflect such changes to the end that the criteria for evaluating the financial condition and performance of Borrower will be the same after such changes as they were before such changes; and if the Parties fail to agree on the amendment of such provisions, Borrower will furnish financial statements in accordance with such changes but shall provide calculations for all financial covenants, perform all financial covenants and otherwise observe all financial standards and terms in accordance with applicable accounting principles and practices in effect immediately prior to such changes. Calculations with respect to financial covenants required to be stated in accordance with applicable accounting principles and practices in effect immediately prior to such changes shall be reviewed and certified by Borrower's accountants.

Section 1.03 Other Terms Defined in UCC. All other words and phrases used herein and not otherwise specifically defined shall have the respective meanings assigned to such terms in the UCC, as amended from time to time, to the extent the same are used or defined therein.

Section 1.04 Other Definitional Provisions; Construction. Unless the express context otherwise requires (i) the words “hereof,” “herein,” and “hereunder” and words of similar import, when used in this Agreement, shall refer to this Agreement as a whole and not to any particular provision of this Agreement; (ii) terms defined in the singular shall have a comparable meaning when used in the plural, and vice versa; (iii) the terms “Dollars” and “\$” mean United States Dollars; (iv) references herein to a specific Section, Subsection, Recital or Exhibit shall refer, respectively, to Sections, Subsections, Recitals or Exhibits of this Agreement; (v) wherever the word “include,” “includes,” or “including” is used in this Agreement, it shall be deemed to be followed by the words “without limitation”; (vi) references herein to any gender shall include each other gender; (vii) references herein to any Person shall include such Person’s heirs, executors, personal Representatives, administrators, successors and assigns; provided, however, that nothing contained in this Section 1.04 is intended to authorize any assignment or transfer not otherwise permitted by this Agreement; (viii) references herein to a Person in a particular capacity or capacities shall exclude such Person in any other capacity; (ix) references herein to any contract or agreement (including this Agreement) mean such contract or agreement as amended, supplemented or modified from time to time in accordance with the terms thereof; (x) with respect to the determination of any period of time, the word “from” means “from and including” and the words “to” and “until” each means “to but excluding”; (xi) references herein to any Law or any license mean such Law or license as amended, modified, codified, reenacted, supplemented or superseded in whole or in part, and in effect from time to time; and (xii) references herein to any Law shall be deemed also to refer to all rules and regulations promulgated thereunder.

ARTICLE II. LOAN FACILITY; ADDITIONAL AGREEMENTS

Section 2.01 Approval and Waiver. The Parties acknowledge and agree that this Agreement and the transactions as set forth herein are required to be approved by the shareholders of the Borrower and that, pursuant to the Shareholders’ Agreement of the Borrower, the waiver by the shareholders of the Borrower with respect to compliance with certain provisions of such Shareholders’ Agreement is required to be obtained prior to the consummation of the transactions as set forth herein. Notwithstanding the fact that this Agreement is being executed by the Parties on the Effective Date, the Parties acknowledge and agree that none of the transactions as set forth herein shall be commenced or consummated unless and until the approvals and waivers as set forth in the immediately preceding sentence have been received and obtained, as reasonably determined by the Borrower, and in addition each of the Parties’ rights and obligations pursuant to this Article II shall not commence until such time.

Section 2.02 Loan.

- (a) Loan Commitment. Subject to the terms and conditions of this Agreement and the other Loan Documents, and in reliance upon the representations and warranties set forth herein and in the other Loan Documents, Lender shall automatically make Loans to Borrower from time to time, pursuant to the terms of this Agreement, during the Term (as defined below), provided, however, that the aggregate principal balance of all Loan advanced shall not exceed the Loan Commitment. Loans which are repaid may not be borrowed again. The Loan advances shall be used by Borrower for the specific purposes permitted hereunder and for no

other purpose.

(b) Bonds.

- (i) The Parties acknowledge and agree that the Lender is commencing an offering of bonds to be issued by the Lender, as set forth in the Bond Terms as attached hereto as Exhibit B (the “Bonds”), in the maximum aggregate face amount of up to €16,000,000 (the “Offering”).
- (ii) The Bonds will be issued and sold to three groups of investors (each a “Group”), with the expected allocation to the Groups being as follows:
 - (1) To the first Group, referenced in the Bond Terms as “Borrowing No. 1” (“Group 1”) a maximum of €3,000,000 of aggregate principal amount of Bonds (the “Group 1 Bonds”).
 - (2) To the second Group, referenced in the Bond Terms as “Borrowing No. 2” (“Group 2”) a maximum of €5,000,000 of aggregate principal amount of Bonds (the “Group 1 Bonds”).
 - (3) To the third Group, referenced in the Bond Terms as “Borrowing No. 3” (“Group 3”) a maximum of €7,999,999 of aggregate principal amount of Bonds (the “Group 1 Bonds”).
- (iii) Notwithstanding the expected allocations of Bonds between the Groups as set forth in Section 2.02(b)(ii), the Parties acknowledge and agree that the Lender may issue a greater aggregate principal amount of Bonds to one or more Groups, and the Lender may issue a lesser aggregate principal amount of Bonds to one or more Groups, provided that the total the greater aggregate principal amount of all Bonds shall not exceed the amount as set forth in Section 2.02(b)(i).

Section 2.03 Funding of Loans and Notes.

- (a) Subject to the provisions of Section 2.03(f), within 10 days of the Lender receiving any funds from the sale of Bonds to Group 1, the Lender shall forward 100% of such funds to the Borrower less the amount of funds to be utilized for the Redemption in Kind (as defined below), and the amount of any such funds as forward to the Borrower at any time shall be the “Group 1 Loan Amount”. The Group 1 Loan Amount shall be evidenced by the Group 1 Master Promissory Note in the form as attached hereto as Exhibit A-1 (the “Group 1 Note”).
- (b) Subject to the provisions of Section 2.03(f), within 10 days of the Lender receiving any funds from the sale of Bonds to Group 2, the Lender shall forward 100% of such funds to the Borrower, and the amount of any such funds as forward to the Borrower at any time shall be the “Group 2 Loan Amount”. The Group 2 Loan Amount shall be evidenced by the Group 2 Master Promissory Note in the form as attached hereto as Exhibit A-2 (the “Group 2 Note”).
- (c) Subject to the provisions of Section 2.03(f), within 10 days of the Lender receiving any funds from the sale of Bonds to Group 3, the Lender shall forward 100% of such funds to the Borrower, and the amount of any such funds as forward to the Borrower at any time shall be the “Group 3 Loan Amount”. The Group 3 Loan Amount shall be evidenced by the Group 3

Master Promissory Note in the form as attached hereto as Exhibit A-3 (the “Group 3 Note”).

- (d) The Group 1 Note, the Group 2 Note and the Group 3 Note may be referred to herein collectively as the “Notes” and each individually as a “Note”, and on the Effective Date, the Borrower shall execute and deliver to the Lender each of the Notes. The Group 1 Loan Amount, the Group 2 Loan Amount and the Group 3 Loan Amount may be referred to herein collectively as the “Loan Amounts” and each individually as a “Loan Amount”.
- (e) At the time of the initial disbursement of all or any portion of any Loan Amount, or a repayment made in whole or in part thereon, an appropriate notation thereof shall be made on the books and records of Lender with respect to the applicable Note. All amounts recorded shall be, absent demonstrable error, conclusive and binding evidence of: (i) the principal amount of the Loans made hereunder; (ii) any unpaid interest owing on the Loans; and (iii) all amounts repaid on the Loans. The failure to record any such amount or any error in recording such amounts shall not, however, limit or otherwise adversely affect the obligations of Borrower under the Note to repay the principal amount of the Loans, together with all other Obligations.
- (f) The obligations of the Lender to forward to the Borrower any Loan Amounts shall be subject to the following conditions being satisfied as of the date of such payment:
 - (i) No Event of Default, or event which, with notice or lapse of time, or both, would constitute an Event of Default, shall have occurred and be continuing.
 - (ii) There shall not have occurred any Material Adverse Effect.
 - (iii) No pending claim, investigation, litigation or other Proceeding related to the transactions contemplated by this Agreement shall have been instituted against the Borrower or any of their respective officers, shareholders, members, managers, partners, or other principals of the Borrower.
 - (iv) No representation or warranty of any of the Borrower contained herein or in any Loan Documents shall be untrue or incorrect in any material respect as of the date of any Loans as though made on such date, except to the extent such representation or warranty expressly relates to an earlier date.

Section 2.04 Loan Interest and Payments.

- (a) Interest and Interest Payments. The Loan Amount under each Note shall bear interest at the same rate and on the same terms as the interest payable on the Bonds. At least 5 days prior to the date that the Lender is required to make any payments of interest on the Bonds, the Borrower shall pay to Lender such amount, which payment shall constitute payment of interest on the applicable Note(s).
- (b) Repayment of Principal Amount via Redemption in Kind.
 - (i) The Parties acknowledge and agree that the Bonds require that the Lender shall, unless otherwise elected by the applicable Bondholder, redeem part of the Bonds by the transfer to the applicable Bondholder of certain shares of common stock, no stated par value, of the Borrower (the “Common Stock”), as set forth in the Bonds (the

“Redemption in Kind”).

- (ii) The shares of Common Stock to be utilized for the Redemption in Kind (the “Redemption Shares”) shall be acquired by the Lender from the Founders and/or any person the Founders may substitute (as applicable, the “Seller(s)”) in the amounts and for the purchase prices as set forth in the Bonds, in each case pursuant to a Stock Purchase Agreement between the Lender and the applicable Seller(s) in the form as attached hereto as Exhibit C.
- (iii) Following the acquisition of the Redemption Shares by the Seller, the Seller shall thereafter transfer the applicable Redemption Shares to the applicable Bondholders pursuant to the terms and conditions of the Bonds. Each such transfer shall be evidenced by the execution by the Lender of a stock power in the form as attached hereto as Exhibit D, transferring the applicable Redemption Shares to the applicable Bondholder. In addition, at the time of such transfer, and as a condition thereof, the Seller shall obtain from each applicable bondholder an executed Joinder to Shareholders’ Agreement and Waiver in the form as attached hereto as Exhibit E, pursuant to which the applicable Bondholder shall join the Shareholders’ Agreement of the Borrower as a party thereto and agree to certain waivers thereunder, and certification from the applicable Bondholder in the form as attached hereto as Exhibit F, pursuant to which such Bondholder shall confirm their status as an accredited investor or non-U.S. person.
- (iv) The acquisition of the Redemption Shares by the Lender with respect to Redemption in Kind of the Group 1 Bonds shall operate to reduce the remaining unpaid balance of the Group 1 Loan Amount, and the outstanding principal amount of the Group 1 Note, by an amount equal to (A) the number of Redemption Shares so redeemed, multiplied by (B) \$564.57 (subject to adjustment as set forth herein, the “Valuation”).
- (v) The acquisition of the Redemption Shares by the Lender with respect to Redemption in Kind of the Group 2 Bonds shall operate to reduce the remaining unpaid balance of the Group 2 Loan Amount, and the outstanding principal amount of the Group 2 Note, by an amount equal to (A) the number of Redemption Shares so redeemed, multiplied by (B) the Valuation.
- (vi) The acquisition of the Redemption Shares by the Lender with respect to Redemption in Kind of the Group 3 Bonds shall operate to reduce the remaining unpaid balance of the Group 3 Loan Amount, and the outstanding principal amount of the Group 3 Note, by an amount equal to (A) the number of Redemption Shares so redeemed, multiplied by (B) the Valuation.
- (vii) In the event of any forward stock split or reverse stock split of the Common Stock following the Effective Date, the “Valuation” as set forth above shall be equitably adjusted. By way of example and not limitation, in the event of a two-for-one forward split of the Common Stock, in which each share of Common Stock is split into two shares of Common Stock, the “Valuation” as set forth above shall be reduced by 50%, and in the event of a one-for-two reverse split of the Common Stock, in which each two shares of Common Stock are combined into one share of Common Stock, the “Valuation” as set forth above shall be increased by 100%.

(viii) The Founders join this Agreement for the purposes of evidencing their agreement to the provisions of this Section 2.04(b), and each Founder agrees to execute and deliver such instruments as may reasonably be requested by the Lender or the Borrower to give effect to the transactions contemplated herein.

(c) Repayment at Maturity.

(i) The Lender shall provide to the Borrower at least 30 days' notice of the Redemption Date (as defined in the Bonds) or any date that the outstanding principal amount and interest of the Bonds may otherwise be payable to the Bondholders (the "Repayment Date") and the amount of outstanding principal amount and interest payable at such time (the "Repayment Amount").

(ii) On the Repayment Date, the Borrower shall pay to the Lender the Repayment Amount, as full satisfaction of the Obligations.

(iii) All payments hereunder shall be made to the Lender at such place as the Lender may, from time to time, designate in Euros. All payments received hereunder with respect to a Note shall be applied first to payment of accrued interest and second to repayment of the outstanding principal amount of such Note, provided, however, upon occurrence of an Event of Default, the Lender may, in its discretion, change the priority of the application of payments as it deems appropriate.

(d) Default Interest. Any amount of principal or interest on the Obligations which is not paid when due as required herein, at stated maturity, by acceleration or otherwise, shall at Lender's option bear interest payable on demand at the Default Rate.

(e) No Prepayments. The Borrower may not prepay the Loans without the prior consent of the Lender.

Section 2.05 Pledge and Security Agreement.

(a) The Parties acknowledge and agree that, on the Effective Date, the Company and Mr. Johann Jabes (the "Bondholders' Representative") are entering into a Pledge and Security Agreement with respect to the Group 1 Bonds, a Pledge and Security Agreement with respect to the Group 2 Bonds and a Pledge and Security Agreement with respect to the Group 3 Bonds, each to be substantially in the form as attached hereto as Exhibit G (each, a "Pledge Agreement" and collectively the "Pledge Agreements").

(b) Pursuant to the Pledge Agreement with each applicable Group, the Company shall grant to the applicable Bondholders in such Group a pledge and security interest in certain of the membership interests of Data Factory Austin LLC, a Texas limited liability company (the "DF Austin"), which is a wholly owned subsidiary of the Borrower (as applicable as to each Group and as set forth in the applicable Pledge Agreement, the "Pledged Interests"), as security for the obligations of the Lender pursuant to the applicable Bonds issued to the applicable Group and subject to the terms and conditions of the Pledge Agreements.

Section 2.06 Costs. Borrower also agrees to pay to the Lender (or any designee of the Lender), upon demand, or to otherwise be responsible for the payment of, any and all other costs, fees and expenses, including the reasonable fees, costs, expenses and disbursements of counsel for the Lender

and of any experts and agents, which the Lender may incur or which may otherwise be due and payable in connection with: (i) any documentary stamp taxes, intangibles taxes, recording fees, filing fees, or other similar taxes, fees or charges imposed by or due to any Governmental Authority in connection with this Agreement or any other Loan Documents; (ii) the exercise or enforcement of any of the rights of the Lender under this Agreement or the Loan Documents; or (iii) the failure by the Borrower to perform or observe any of the provisions of this Agreement or any of the Loan Documents. Included in the foregoing shall be the amount of all expenses paid or incurred by Lender in consulting with counsel concerning any of its rights under this Agreement or any other Loan Document or under applicable law. All such costs and expenses, if not so immediately paid when due or upon demand thereof, shall become part of the Note indebtedness and shall bear interest at the Note interest rate from the date of payment of the cost or expense by Lender or its assignee. All of such costs and expenses shall be additional Obligations of the Borrower to Lender. The provisions of this Section 2.06 shall survive the termination of this Agreement.

Section 2.07 Collection of Funds. If any payment to be made by Borrower hereunder or under the any Note shall become due on a day other than a Business Day, such payment shall be made on the next succeeding Business Day. Any Obligations which are not paid when due (subject to applicable grace periods) shall bear interest at the Default Rate.

Section 2.08 Term. Subject to the provisions of Section 2.01, this Agreement shall commence on the Effective Date and shall expire on date of the full satisfaction of all obligations of the Company pursuant to this Agreement and all of the Notes (the “Term”).

ARTICLE III. REPRESENTATIONS AND WARRANTIES OF THE BORROWER

To induce Lender to make the Loans, the Borrower makes the following representations and warranties to Lender, each of which, subject to the provisions of Section 2.01, shall be true and correct in all material respects as of the date of the execution and delivery of this Agreement and as of the date of each Loan made hereunder, except to the extent such representation or warranty is qualified as to materiality, in which event such representation and warranty shall be true and correct in all respects, except to the extent such representation or warranty expressly relates to an earlier date, which representation and warranty shall be true and correct in all material respects (or true and correct in all respects, as applicable) as of the date of such representation and warranty, and which shall survive the execution and delivery of this Agreement:

Section 3.01 Borrower Organization and Name. Borrower is a corporation, duly organized, validly existing and in good standing under the laws of the State of Florida, and has the full power and authority and all necessary permits to: (i) enter into and execute this Agreement and the Loan Documents and to perform all of its obligations hereunder and thereunder, subject to the provisions of Section 2.01; and (ii) own and operate its assets and properties and to conduct and carry on its business as and to the extent now conducted. Borrower is duly qualified to transact business and is in good standing as a foreign corporation in each jurisdiction where the character of its business or the ownership or use and operation of its assets or properties requires such qualification.

Section 3.02 Authorization; Validity. Subject to the provisions of Section 2.01, Borrower has full right, power and authority to enter into this Agreement, to make the borrowings and execute and deliver the Loan Documents as provided herein and to perform all of its duties and obligations under this Agreement and the Loan Documents and no other action or consent on the part of the Borrower, its board of directors, stockholders or any other Person is necessary or required by the Borrower to

execute this Agreement and the Loan Documents, consummate the transactions contemplated herein and therein, and perform all of its obligations hereunder and thereunder. The execution and delivery of this Agreement and the Loan Documents will not, nor will the observance or performance of any of the matters and things herein or therein set forth, violate or contravene any provision of law or of the Borrower's Certificate of Incorporation or bylaws. Subject to the provisions of Section 2.01, all necessary and appropriate action has been taken on the part of the Borrower to authorize the execution and delivery of this Agreement and the Loan Documents and the issuance of the Note. Subject to the provisions of Section 2.01, this Agreement and the Loan Documents are valid and binding agreements and contracts of the Borrower, enforceable against the Borrower in accordance with their respective terms, except to the extent that enforcement thereof may be limited by bankruptcy, insolvency, reorganization, moratorium and other laws enacted for the relief of debtors generally and other similar laws affecting the enforcement of creditors' rights generally or by equitable principles which may affect the availability of specific performance and other equitable remedies.

Section 3.03 No Conflicts; Consents and Approvals. Subject to the provisions of Section 2.01, the execution, delivery and performance of this Agreement and the Loan Documents, and the consummation of the transactions contemplated hereby and thereby, including the issuance of the Note, will not: (i) constitute a violation of, or a default or breach under (either immediately, upon notice, upon lapse of time, or both), or conflict with, or give to any other Person any rights of termination, amendment, acceleration or cancellation of, any provision of any contract or agreement to which the Borrower is a party or by which any of its assets or properties may be bound; (ii) constitute a violation of, or a default or breach under (either immediately, upon notice, upon lapse of time, or both), or conflict with, any order, writ, injunction, decree, or any other judgment of any nature whatsoever; or (iii) constitute a violation of, or conflict with, any law, rule, ordinance or other regulation (including foreign and United States federal and state securities laws). The Borrower is not in violation of its articles of incorporation or bylaws. No business of the Borrower is being conducted, and shall not be conducted, in material violation of any law, rule, ordinance or other regulation. Except as specifically contemplated by this Agreement, the Borrower is not required to obtain any consent or approval of, from, or with any Governmental Authority, or any other Person, in order for it to execute, deliver or perform any of its obligations under this Agreement or the Loan Documents in accordance with the terms hereof or thereof. Other than as referenced in Section 2.01, all consents and approvals which the Borrower is required to obtain pursuant to the immediately preceding sentence have been obtained or effected on or prior to the Effective Date.

Section 3.04 Compliance With Laws. The nature and transaction of the Borrower's business and operations and the use of its properties and assets, including any real estate owned, leased, or occupied by the Borrower, do not and during the term of the Loans shall not, violate or conflict with any applicable law, statute, ordinance, rule, regulation or order of any kind or nature, including the provisions of any zoning, land use, building, noise abatement, occupational health and safety or other laws, any permit or any condition, grant, easement, covenant, condition or restriction, whether recorded or not, except to the extent such violation or conflict would not result in a Material Adverse Effect.

Section 3.05 Litigation and Taxes. There is no Proceeding pending, or to the best knowledge of the Borrower, threatened, against the Borrower or its officers, managers, members, shareholders or other principals, or against or affecting any of its assets. The Borrower has duly filed all applicable income or other tax returns and have paid all income or other taxes when due. There is no Proceeding, controversy or objection pending or threatened in respect of any tax returns of the Borrower.

Section 3.06 Event of Default. No Event of Default has occurred and is continuing, and no event has occurred and is continuing which, with the lapse of time, the giving of notice, or both, would constitute such an Event of Default under this Agreement or any of the other Loan Documents, and the Borrower is not in default (without regard to grace or cure periods) under any contract or agreement to which it is a party or by which any of their respective assets are bound.

Section 3.07 Adverse Circumstances. Subject to the provisions of Section 2.01, no condition, circumstance, event, agreement, document, instrument, restriction, litigation or Proceeding (or threatened litigation or Proceeding or basis therefor) exists which: (i) could adversely affect the ability of the Borrower to perform its obligations under the Loan Documents; (ii) would constitute a default under any of the Loan Documents; (iii) would constitute such a default with the giving of notice or lapse of time or both; or (iv) would constitute or give rise to a Material Adverse Effect.

Section 3.08 Title to Assets. The Borrower has good and marketable title to, or a valid leasehold interest in, all of its assets and properties which are material to its business and operations as presently conducted. Except as would not have a Material Adverse Effect, the assets and properties of the Borrower are in good operating condition and repair, ordinary wear and tear excepted, and are free of any latent or patent defects which might impair their usefulness, and are suitable for the purposes for which they are currently used and for the purposes for which they are proposed to be used.

Section 3.09 Compliance with Regulation U. No portion of the proceeds of the Loans shall be used by Borrower, or any Affiliates of Borrower, either directly or indirectly, for the purpose of purchasing or carrying any margin stock, within the meaning of Regulation U as adopted by the Board of Governors of the Federal Reserve System.

Section 3.10 Illegal Payments. None of the Borrower, nor any director, officer, agent, employee or other Person acting on behalf of the Borrower has, in the course of his actions for, or on behalf of, the Borrower: (i) used any corporate funds for any unlawful contribution, gift, entertainment or other unlawful expenses relating to political activity; (ii) made any direct or indirect unlawful payment to any foreign or domestic government official or employee from corporate funds; (iii) violated or is in violation of any provision of the U.S. Foreign Corrupt Practices Act of 1977, as amended; or (iv) made any bribe, rebate, payoff, influence payment, kickback or other unlawful payment to any foreign or domestic government official or employee.

Section 3.11 Brokerage Fees. There is no Person acting on behalf of the Borrower who is entitled to or has any claim for any brokerage or finder's fee or commission in connection with the execution of this Agreement or the consummation of the transactions contemplated hereby.

Section 3.12 Acknowledgment Regarding Loans. The Borrower acknowledges and agrees that Lender is acting solely in the capacity of an arm's length lender with respect to this Agreement and the transactions contemplated hereby. The Borrower further acknowledges that Lender is not acting as a financial advisor or fiduciary of the Borrower (or in any similar capacity) with respect to this Agreement and the transactions contemplated hereby and any advice given by Lender or any of its representatives or agents in connection with this Agreement and the transactions contemplated hereby is merely incidental to the making of the Loans hereunder by Lender. The Borrower further represents to Lender that the Borrower's decision to enter into this Agreement has been based solely on the independent evaluation by the Borrower and their representatives.

Section 3.13 No General Solicitation. Neither the Borrower, nor any of its Affiliates, nor any Person acting on its or their behalf, has engaged in any form of general solicitation or general advertising (within the meaning of Regulation D under the Securities Act) in connection with the offer or issuance of the Note.

Section 3.14 No Integrated Offering. Neither the Borrower, nor any of its Affiliates, nor any Person acting on its or their behalf has, directly or indirectly, made any offers or sales of any security or solicited any offers to buy any security, under circumstances that would require registration of the Note under the Securities Act or any similar laws of any foreign jurisdiction, or cause this offering of such securities to be integrated with prior offerings by the Borrower for purposes of the Securities Act or any similar laws of any foreign jurisdiction.

Section 3.15 Private Placement. Assuming the accuracy of the Lender's representations and warranties set forth in Article IV, no registration under the Securities Act or the laws, rules or regulation of any other Governmental Authority is required for the issuance of the Note.

Section 3.16 Complete Information. This Agreement and all financial statements, schedules, certificates, confirmations, agreements, contracts, and other materials submitted to Lender in connection with or in furtherance of this Agreement by or on behalf of the Borrower fully and fairly states the matters with which they purport to deal, and do not misstate any material fact nor, separately or in the aggregate, fail to state any material fact necessary to make the statements made not misleading.

Section 3.17 Reliance; Survival. Notwithstanding any investigation made by Lender or any of its agents or representatives, or any rights to conduct such investigations, and notwithstanding any knowledge of facts determined or determinable by Lender as a result of such investigation or right of investigation, the Lender has the unqualified right to rely upon the representations and warranties made by the Borrower in this Agreement or in any other Loan Documents. All representations and warranties of the Borrower made in this Agreement or pursuant hereto, or in any other Loan Documents, shall survive the Effective Date, the consummation of any Loans made hereunder, and any investigation, and shall be deemed and construed as continuing representations and warranties.

ARTICLE IV. REPRESENTATIONS AND WARRANTIES OF THE LENDER

Lender makes the following representations and warranties to the Borrower, each of which shall be true and correct in all material respects as of the date of the execution and delivery of this Agreement and as of the date of each Loan made hereunder, except to the extent such representation expressly relates to an earlier date, and which shall survive the execution and delivery of this Agreement:

Section 4.01 Borrower Status. Lender is limited company, duly formed and in good standing in France, and has the full power and authority to: (i) enter into and execute this Agreement and the Loan Documents and to perform all of its obligations hereunder and thereunder; and (ii) own and operate its assets and properties and to conduct and carry on its business as and to the extent now conducted.

Section 4.02 Authorization; Validity. Lender has full right, power and authority to enter into this Agreement, to make the Loans and to execute and deliver the Loan Documents as provided herein and to perform all of its duties and obligations under this Agreement and the Loan Documents and no other action or consent on the part of the Lender or any other Person is necessary or required by

the Lender to execute this Agreement and the Loan Documents, consummate the transactions contemplated herein and therein, and perform all of its obligations hereunder and thereunder. All necessary and appropriate action has been taken on the part of the Lender to authorize the execution and delivery of this Agreement and the Loan Documents. This Agreement and the Loan Documents are valid and binding agreements and contracts of the Lender, enforceable against the Lender in accordance with their respective terms, except to the extent that enforcement thereof may be limited by bankruptcy, insolvency, reorganization, moratorium and other laws enacted for the relief of debtors generally and other similar laws affecting the enforcement of creditors' rights generally or by equitable principles which may affect the availability of specific performance and other equitable remedies. The Lender does not know of any reason why the Lender cannot perform any of its obligations under this Agreement, the Loan Documents or any related agreements.

Section 4.03 No Conflicts; Consents and Approvals. The execution, delivery and performance of this Agreement and the Loan Documents, and the consummation of the transactions contemplated hereby and thereby, including the issuance of the Note, will not constitute a violation of, or a default or breach under (either immediately, upon notice, upon lapse of time, or both), or conflict with, any order, writ, injunction, decree, or any other judgment of any nature whatsoever; or constitute a violation of, or conflict with, any law, rule, ordinance or other regulation (including foreign and United States federal and state securities laws. Except as specifically contemplated by this Agreement, the Lender is not required to obtain any consent or approval of, from, or with any Governmental Authority, or any other Person, in order for it to execute, deliver or perform any of its obligations under this Agreement or the Loan Documents in accordance with the terms hereof or thereof. All consents and approvals which Lender is required to obtain pursuant to the immediately preceding sentence have been obtained or effected on or prior to the Effective Date.

Section 4.04 Investment Purpose. Lender is lending monies to Borrower in exchange for the Note, and is acquiring the Note for its own account, for investment only and not with a view towards, or for resale in connection with, the public sale or distribution thereof, except pursuant to sales registered or exempted under the Securities Act.

Section 4.05 Accredited Investor.

- (a) Lender is an "accredited investor" as defined in Rule 501 pursuant to Regulation D under the Securities Act.
- (b) Lender has been furnished has been furnished with all documents and materials relating to the business, finances and operations of the Borrower and information that Lender requested and deemed material to making an informed investment decision regarding the transactions herein. Lender has been afforded the opportunity to review such documents and materials and the information contained therein. Lender has been afforded the opportunity to ask questions of the Borrower and its management. Lender acknowledges that Borrower makes no representation or warranty with respect to the completeness of such information and makes no representation or warranty of any kind with respect to any information provided by any entity other than the Borrower.
- (c) Lender, either personally, or together with Lender's advisors, has such knowledge and experience in financial and business matters as to be capable of evaluating the merits and risks of an investment in the Note, is able to bear the risks of an investment in the Note and understands the risks of, and other considerations relating to, a purchase of the Note.

- (d) Lender is aware that Lender's rights to transfer the Note are restricted by the Securities Act and applicable state securities laws, and Lender will not offer for sale, sell or otherwise transfer the Note without registration under the Securities Act and qualification under the securities laws of all applicable states and countries, unless such sale would be exempt therefrom.
- (e) Lender also acknowledges and agrees that an investment in the Note is highly speculative and involves a high degree of risk of loss of the entire investment in the Borrower. Lender is not dependent for liquidity on any of the amounts Lender is investing in the Note.

ARTICLE V. COVENANTS

Section 5.01 Existence. Borrower shall at all times preserve and maintain its: (i) existence and good standing in the jurisdiction of its organization; and (ii) qualification to do business and good standing in each jurisdiction where the nature of its business makes such qualification necessary (other than such jurisdictions in which the failure to be qualified or in good standing could not reasonably be expected to have a Material Adverse Effect), and shall at all times continue as a going concern in the business which Borrower is presently conducting.

Section 5.02 Tax Liabilities. The Borrower shall at all times pay and discharge all property, income and other taxes, assessments and governmental charges upon, and all claims (including claims for labor, materials and supplies) against the Borrower or any of its properties, equipment or inventory, before the same shall become delinquent and before penalties accrue thereon, unless and to the extent that the same are being contested in good faith by appropriate proceedings and for which adequate reserves in accordance with GAAP are being maintained.

Section 5.03 Continued Due Diligence/Field Audits. Borrower acknowledges that during the term of this Agreement, Lender and its agents and representatives may undertake ongoing and continuing due diligence reviews of the Borrower and its business and operations. Such ongoing due diligence reviews may include, and the Borrower do hereby allow Lender, to conduct site visits and field examinations of the office locations of the Borrower and the assets and records of the Borrower, the results of which must be satisfactory to Lender in Lender's commercially reasonable discretion. Lender may conduct such site visits, field examinations and other ongoing reviews of the Borrower's records, assets and operations at any time, commercially reasonable discretion and with no less than seven (7) days' notice, without any limitations in terms of number of site visits or examinations.

Section 5.04 Notice of Proceedings. Borrower shall, promptly, but not more than five (5) days after knowledge thereof shall have come to the attention of any officer of the Borrower, give written notice to Lender of all threatened or pending actions, suits, and Proceedings before any Governmental Agency or other administrative agency, or before or involving any other Person.

Section 5.05 Notice of Default. Borrower shall, promptly, but not more than five (5) days after the commencement thereof, give notice to Lender in writing of the occurrence of an Event of Default or of any event which, with the lapse of time, the giving of notice or both, would constitute an Event of Default hereunder.

Section 5.06 Material Adverse Effect. Borrower agrees to advise Lender immediately, in writing, of the occurrence of any Material Adverse Effect, or the occurrence of any event, circumstance or other happening that could be reasonably expected to lead to or become a Material Adverse Effect.

ARTICLE VI. EVENTS OF DEFAULT

Section 6.01 Events. Borrower, without notice or demand of any kind (except as specifically provided in this Agreement), shall be in default under this Agreement upon the occurrence of any of the following events (each an “Event of Default”):

- (a) Nonpayment of Obligations. Any amount due and owing on the Note or any of the Obligations, whether by its terms or as otherwise provided herein, is not paid on the date that such amount is due, and such failure to pay continues for a period of ten (10) days after the Borrower receives notice from Lender of such failure to pay.
- (b) Misrepresentation. Any written warranty, representation, certificate or statement of the Borrower in this Agreement, the Loan Documents or any other agreement with Lender, shall be false or misleading in any material way when made or deemed to be made.
- (c) Nonperformance. There occurs any material failure to perform or material default in the performance of any covenant, condition or agreement of the Borrower contained in this Agreement (not otherwise addressed in this Section 6.01) or in the Note, which failure to perform or default in performance continues for a period of ten (10) days after the Borrower receives notice from Lender of such failure to perform or default in performance (provided that if the failure to perform or default in performance is not capable of being cured, in Lender’s reasonable discretion, then the cure period set forth herein shall not be applicable and the failure or default shall be an immediate Event of Default hereunder).
- (d) Assignment for Creditors. Borrower makes an assignment for the benefit of creditors, fails to pay, or admits in writing its inability to pay its debts as they mature; or if a trustee of any substantial part of the assets of the Borrower is applied for or appointed, and in the case of such trustee being appointed in a Proceeding brought against any of the Borrower, any of the Borrower, by any action or failure to act indicates its approval of, consent to, or acquiescence in such appointment and such appointment is not vacated, stayed on appeal or otherwise shall not have ceased to continue in effect within sixty (60) days after the date of such appointment.
- (e) Bankruptcy. Any Proceeding involving any of the Borrower, is commenced by or against any of the Borrower under any bankruptcy, reorganization, arrangement, insolvency, readjustment of debt, dissolution or liquidation law or statute of the federal government or any state government, and in the case of any such Proceeding being instituted against any of the Borrower: (i) any of the Borrower, by any action or failure to act, indicates its approval of, consent to or acquiescence therein; or (ii) an order shall be entered approving the petition in such Proceedings and such order is not vacated, stayed on appeal or otherwise shall not have ceased to continue in effect within sixty (60) days after the entry thereof.

Section 6.02 Remedies.

- (a) Termination and Acceleration. Upon the occurrence and during the continuance of an Event of Default, Lender shall have all rights, powers and remedies set forth in the Loan Documents, in any written agreement or instrument (other than this Agreement or the Loan Documents) relating to any of the Obligations or any security therefor, or as otherwise provided at law or in equity. Without limiting the generality of the foregoing, Lender may, at its option, upon the occurrence and during the continuance of an Event of Default, declare its commitments to Borrower to be terminated and all Obligations to be immediately due and

payable; provided, however, that upon the occurrence of an Event of Default under either Section 6.01(d) or Section 6.01(e), all commitments of Lender to Borrower shall immediately terminate and all Obligations shall be automatically due and payable, all without demand, notice or further action of any kind required on the part of Lender, and in either case the Borrower agree to so pay all such Obligations immediately. In furtherance of, and not in limitation of, the foregoing, upon the occurrence and during the continuance of an Event of Default, Lender may, at any time and from time to time, whether before or after the maturity of any of the Obligations: (A) enforce collection of any of accounts, receipts or other amounts owed to the Borrower by suit or otherwise; (B) exercise all of the rights and remedies of the Borrower with respect to Proceedings brought to collect any accounts, receipts or other amounts owed to the Borrower; (C) surrender, release or exchange all or any part of any accounts, receipts or other amounts owed to the Borrower, or compromise or extend or renew for any period (whether or not longer than the original period) any indebtedness thereunder; (D) sell or assign any accounts, receipts or other amounts owed to the Borrower, upon such terms, for such amount and at such time or times as Lender deems advisable; (E) prepare, file and sign the Borrower's name on any proof of claim in bankruptcy or other similar document against any Customer or other Person obligated to the Borrower; and (F) do all other acts and things which are necessary, in Lender's commercially reasonable discretion, to fulfill the Borrower's obligations under this Agreement and the other Loan Documents and to allow Lender to collect the accounts, receipts or other amounts owed to the Borrower. In addition to any other provision hereof, Lender may at any time after the occurrence and during the continuance of an Event of Default, at the Borrower's expense, notify any parties obligated on any accounts, receipts or other amounts owed to the Borrower to make payment directly to Lender of any amounts due or to become due thereunder.

- (b) No Waiver by Lender. No Event of Default shall be waived by Lender, except and unless such waiver is in writing and signed by Lender. No failure or delay on the part of Lender in exercising any right, power or remedy hereunder shall operate as a waiver of the exercise of the same or any other right at any other time; nor shall any single or partial exercise of any such right, power or remedy preclude any other or further exercise thereof or the exercise of any other right, power or remedy hereunder. There shall be no obligation on the part of Lender to exercise any remedy available to Lender in any order. The remedies provided for herein are cumulative and not exclusive of any remedies provided at law or in equity. The Borrower agrees that in the event that Borrower fails to perform, observe or discharge any of its Obligations or liabilities under this Agreement, the Note, and other Loan Documents, or any other agreements with Lender, no remedy of law will provide adequate relief to Lender, and further agrees that Lender shall be entitled to temporary and permanent injunctive relief in any such case without the necessity of proving actual damages.
- (c) Additional Provisions. The Borrower hereby waives any and all presentment, demand, notice of dishonor, protest, and all other notices and demands in connection with the enforcement of Lender's rights under the Loan Documents, and hereby consent to, and waive notice of release, with or without consideration, of the Borrower, notwithstanding anything contained herein or in the Loan Documents to the contrary. No failure or delay on the part of the Lender in exercising any right, power, or privilege hereunder will preclude any other or further exercise thereof or the exercise of any other right, power, or privilege. The rights and remedies provided herein are cumulative and not exclusive of any other rights or remedies provided at law or in equity. Borrower agrees to pay all costs of collection incurred by reason of an Event of Default, including court costs and reasonable attorneys' fees, including such

expenses incurred before or after any legal action or bankruptcy proceeding involving Borrower has commenced, during the pendency of such proceedings, and continuing to all such expenses in connection with any appeal to higher courts arising out of matters associated herewith.

ARTICLE VII. MISCELLANEOUS

Section 7.01 Brokers. The Parties agree that there were no finders or brokers involved in bringing the Parties together or who were instrumental in the negotiation, execution or consummation of this Agreement. Each Party agrees to indemnify each other Party against any claim by any Person for any commission, brokerage, or finder's fee arising from the transactions contemplated hereby based on any alleged agreement or understanding between the indemnifying Party and such Person, whether express or implied from the actions of the indemnifying Party.

Section 7.02 Obligations Absolute. None of the following shall affect the Obligations of the Borrower to Lender under this Agreement:

- (a) acceptance or retention by Lender of other property or any interest in property as security for the Obligations; or
- (b) release, extension, renewal, modification or substitution by Lender of the Note, or any note evidencing any of the Obligations.

Section 7.03 Entire Agreement. This Agreement and the other Loan Documents constitute the entire agreement between the Parties with respect to the subject matter herein; and are the final expression of the intentions of the Borrower and Lender, and no promises, either expressed or implied, exist between the Borrower and Lender, unless contained herein or therein, and supersede all negotiations, representations, warranties, commitments, offers, contracts (of any kind or nature, whether oral or written) prior to or contemporaneous with the execution hereof.

Section 7.04 Amendment; Waiver; Remedies.

- (a) Other than as specifically set forth herein, this Agreement may be amended, modified, superseded, terminated or cancelled only by a written instrument executed each of the Parties hereto.
- (b) No discharge or waiver of any provision of this Agreement or of the Loan Documents, or consent to any departure by the Borrower therefrom, shall in any event be effective unless the same shall be in writing and signed by Lender, and then such waiver or consent shall be effective only for the specific purpose for which given.
- (c) Every right and remedy provided herein shall be cumulative with every other right and remedy, whether conferred herein, at law, or in equity, and may be enforced concurrently herewith, and no waiver by any Party of the performance of any obligation by the other shall be construed as a waiver of the same or any other default then, theretofore, or thereafter occurring or existing.
- (d) Neither any failure or delay in exercising any right or remedy hereunder or in requiring satisfaction of any condition herein nor any course of dealing shall constitute a waiver of or prevent any Party from enforcing any right or remedy or from requiring satisfaction of any

condition. No notice to or demand on a Party waives or otherwise affects any obligation of that Party or impairs any right of the Party giving such notice or making such demand, including any right to take any action without notice or demand not otherwise required by this Agreement. No exercise of any right or remedy with respect to a breach of this Agreement shall preclude exercise of any other right or remedy, as appropriate to make the aggrieved Party whole with respect to such breach, or subsequent exercise of any right or remedy with respect to any other breach.

- (e) Notwithstanding anything else contained herein, no Party shall seek, nor shall any Party be liable for, consequential, punitive or exemplary damages, under any tort, contract, equity, or other legal theory, with respect to any breach (or alleged breach) of this Agreement or any provision hereof or any matter otherwise relating hereto or arising in connection herewith.

Section 7.05 Consents. With respect to any provisions of this Agreement or any other Loan Documents which require the consent or approval of Lender, unless expressly otherwise provided in any such provision, such consent or approval may be granted, conditioned, or withheld by Lender in its sole and absolute discretion. In any event, when any consent or approval of Lender is required under this Agreement or any other Loan Documents, the Borrower shall not be entitled to make any claim for, and the Borrower hereby expressly waives any claim for, damages incurred by the Borrower by reason of Lender's granting, conditioning or withholding any such consent or approval. To the extent that any consent or approval is given by Lender under any provision hereunder or under any other Loan Documents, such consent or approval shall only be applicable to the specific instance to which it relates and shall not be deemed to be a continuing or future consent or approval, and any such consent or approval shall not impose any liability or warranty obligation on the Lender.

Section 7.06 Assignability. Neither Party shall have any power or any right to assign or transfer, in whole or in part, this Agreement, or any of its rights or any of its obligations hereunder, including, without limitation, any right to pursue any claim for damages pursuant to this Agreement or the transactions contemplated herein, or to pursue any claim for any breach or default of this Agreement, or any right arising from such Party's due performance of its obligations hereunder, without the prior written consent of the other Party and any such purported assignment in contravention of the provisions herein shall be null and void and of no force or effect.

Section 7.07 Arm's Length Bargaining; No Presumption Against Drafter. This Agreement has been negotiated at arm's-length by parties of equal bargaining strength, each represented by counsel or having had but declined the opportunity to be represented by counsel and having participated in the drafting of this Agreement. This Agreement creates no fiduciary or other special relationship between the Parties, and no such relationship otherwise exists. If any provision in this Agreement requires judicial or similar interpretation, the judicial or other such body interpreting or construing such provision shall not apply the assumption that the terms hereof shall be more strictly construed against one Party because of the rule that an instrument must be construed more strictly against the Party which itself or through its agents prepared the same.

Section 7.08 Governing Law. The Loan Documents and the Note shall be delivered and accepted in, and any and all claims, proceedings or causes of action relating to the Loan Documents and the Note or arising from the Loan Documents and the Note or the transactions contemplated herein or therein, including, without limitation, tort claims, statutory claims and contract claims, shall be interpreted, construed, governed and enforced under and solely in accordance with the substantive and procedural laws of the State of Florida, in each case as in effect from time to time and as the

same may be amended from time to time, and as applied to agreements performed wholly within the State of Florida. Each Party hereby acknowledges that it has reviewed this Agreement and all Loan Documents, and specifically, this Section 7.08, with competent counsel selected by such Party, and in that regard, such Party fully understands the choice of law provisions set forth in this Section 7.08. Each Party hereby fully and absolutely waives any and all rights to make any claims, counterclaims, defenses, to raise or make any arguments (including any claims, counterclaims, defenses, or arguments based on grounds of public policy, unconscionability, or implied covenants of fair dealing and good faith), or to otherwise undertake any litigation strategy or maneuver of any nature or kind that would result in, or which otherwise seeks to, invalidate this choice of law provision, or that would otherwise result in or require the application of the laws of any other State other than the State of Florida in the interpretation or governance of this Agreement or any other Loan Documents. Each Party has carefully considered this Section 7.08 and has carefully reviewed its application and effect with competent counsel, and in that regard, fully understands and agrees that the other Parties would not have entered into this Agreement without the express agreement and acknowledgement of each other Party to this choice of law provision, and the express waivers set forth herein.

Section 7.09 WAIVER OF JURY TRIAL. EACH PARTY HERETO HEREBY WAIVES, TO THE FULLEST EXTENT PERMITTED BY APPLICABLE LAW, ANY RIGHT IT MAY HAVE TO A TRIAL BY JURY IN ANY LEGAL PROCEEDING DIRECTLY OR INDIRECTLY ARISING OUT OF OR RELATING TO THIS AGREEMENT OR THE TRANSACTIONS, THE PERFORMANCE THEREOF OR THE FINANCINGS CONTEMPLATED THEREBY (WHETHER BASED ON CONTRACT, TORT OR ANY OTHER THEORY). EACH PARTY HERETO (A) CERTIFIES THAT NO REPRESENTATIVE, AGENT OR ATTORNEY OF ANY OTHER PARTY HAS REPRESENTED, EXPRESSLY OR OTHERWISE, THAT SUCH OTHER PARTY WOULD NOT, IN THE EVENT OF LITIGATION, SEEK TO ENFORCE THE FOREGOING WAIVER AND (B) ACKNOWLEDGES THAT IT AND THE OTHER PARTIES HERETO HAVE BEEN INDUCED TO ENTER INTO THIS AGREEMENT BY, AMONG OTHER THINGS, THE MUTUAL WAIVERS AND CERTIFICATIONS IN THIS SECTION 7.09. EACH OF THE PARTIES ACKNOWLEDGE THAT EACH HAS BEEN REPRESENTED IN CONNECTION WITH THE SIGNING OF THIS WAIVER BY INDEPENDENT LEGAL COUNSEL SELECTED BY THE RESPECTIVE PARTY AND THAT SUCH PARTY HAS DISCUSSED THE LEGAL CONSEQUENCES AND IMPORT OF THIS WAIVER WITH LEGAL COUNSEL. EACH OF THE PARTIES FURTHER ACKNOWLEDGE THAT EACH HAS READ AND UNDERSTANDS THE MEANING OF THIS WAIVER AND GRANTS THIS WAIVER KNOWINGLY, VOLUNTARILY, WITHOUT DURESS AND ONLY AFTER CONSIDERATION OF THE CONSEQUENCES OF THIS WAIVER WITH LEGAL COUNSEL.

Section 7.10 MANDATORY FORUM SELECTION. TO INDUCE LENDER TO MAKE THE LOANS, EACH PARTY IRREVOCABLY AGREES THAT ANY DISPUTE ARISING UNDER, RELATING TO, OR IN CONNECTION WITH, DIRECTLY OR INDIRECTLY, THIS AGREEMENT OR RELATED TO ANY MATTER WHICH IS THE SUBJECT OF OR INCIDENTAL TO THIS AGREEMENT OR ANY OTHER LOAN DOCUMENT (WHETHER OR NOT SUCH CLAIM IS BASED UPON BREACH OF CONTRACT OR TORT) SHALL, EXCEPT AS HEREINAFTER PROVIDED, BE SUBJECT TO THE EXCLUSIVE JURISDICTION AND VENUE OF THE STATE AND/OR FEDERAL COURTS LOCATED IN MIAMI-DADE COUNTY, FLORIDA, AND EACH PARTY IRREVOCABLY SUBMITS TO THE PERSONAL JURISDICTION OF SUCH COURTS IN ANY SUCH SUIT, ACTION OR PROCEEDING. THE PARTIES IRREVOCABLY AND UNCONDITIONALLY WAIVE ANY OBJECTION TO THE LAYING OF VENUE OF ANY SUIT, ACTION OR ANY PROCEEDING IN SUCH COURTS

AND IRREVOCABLY WAIVE AND AGREE NOT TO PLEAD OR CLAIM IN ANY SUCH COURT THAT ANY SUCH SUIT, ACTION OR PROCEEDING BROUGHT IN ANY SUCH COURT HAS BEEN BROUGHT IN AN INCONVENIENT FORUM.

Section 7.11 Specific Performance. The Parties agree that irreparable damage would occur in the event that any of the provisions of this Agreement were not performed by them in accordance with the terms hereof or were otherwise breached and that each Party hereto shall be entitled to an injunction or injunctions, specific performance and other equitable relief to prevent breaches of the provisions hereof and to enforce specifically the terms and provisions hereof, without the proof of actual damages, in addition to any other remedy to which they are entitled at law or in equity. Each Party agrees to waive any requirement for the security or posting of any bond in connection with any such equitable remedy, and agrees that it will not oppose the granting of an injunction, specific performance or other equitable relief on the basis that (a) the other Party has an adequate remedy at law, or (b) an award of specific performance is not an appropriate remedy for any reason at law or equity.

Section 7.12 Attorneys' Fees. In the event that any Party institutes any action or suit to enforce this Agreement or to secure relief from any default hereunder or breach hereof, the prevailing Party shall be reimbursed by the losing Party for all costs, including reasonable attorney's fees, incurred in connection therewith and in enforcing or collecting any judgment rendered therein.

Section 7.13 Usury Savings Clause. Notwithstanding any provision in this Agreement or the other Loan Documents, the total liability for payments of interest and payments in the nature of interest, including, without limitation, all charges, fees, exactions, or other sums which may at any time be deemed to be interest, shall not exceed the limit imposed by the usury laws of the jurisdiction governing this Agreement or any other applicable law. In the event the total liability of payments of interest and payments in the nature of interest, including, without limitation, all charges, fees, exactions or other sums which may at any time be deemed to be interest, shall, for any reason whatsoever, result in an effective rate of interest, which for any month or other interest payment period exceeds the limit imposed by the usury laws of the jurisdiction governing this Agreement, all sums in excess of those lawfully collectible as interest for the period in question shall, without further agreement or notice by, between, or to any Party, be applied to the reduction of the outstanding principal balance of the Note immediately upon receipt of such sums by the Lender, with the same force and effect as though the Borrower had specifically designated such excess sums to be so applied to the reduction of such outstanding principal balance and the Lender had agreed to accept such sums as a penalty-free payment of principal; provided, however, that the Lender may, at any time and from time to time, elect, by notice in writing to the Borrower, to waive, reduce, or limit the collection of any sums in excess of those lawfully collectible as interest rather than accept such sums as a prepayment of the outstanding principal balance. It is the intention of the Parties that the Borrower does not intend or expect to pay nor does the Lender intend or expect to charge or collect any interest under this Agreement greater than the highest non-usurious rate of interest which may be charged under applicable law.

Section 7.14 Further Assurances. Each Party shall execute and deliver such documents and take such action, as may reasonably be considered within the scope of such Party's obligations hereunder, necessary to effectuate the transactions contemplated by this Agreement.

Section 7.15 Enforceability. Wherever possible, each provision of this Agreement shall be interpreted in such manner as to be effective and valid under applicable law, but if any provision of

this Agreement shall be prohibited by, unenforceable or invalid under any jurisdiction, such provision shall as to such jurisdiction, be severable and be ineffective to the extent of such prohibition or invalidity, without invalidating the remaining provisions of this Agreement or affecting the validity or enforceability of such provision in any other jurisdiction. Each Party agrees and acknowledges that it has had an opportunity to negotiate the terms and provisions of this Agreement and the other Loan Documents with and through its counsel, and that such Party has sufficient leverage and economic bargaining power, and has used such leverage and economic bargaining power, to fairly and fully negotiate this Agreement and the other Loan Documents in a manner that is acceptable to such Party.

Section 7.16 Survival of Borrower's Representations. All covenants, agreements, representations and warranties made herein shall, notwithstanding any investigation by any Party, be deemed material and relied upon by each Party and shall survive the making and execution of this Agreement and the Loan Documents and the issuance of the Note, and shall be deemed to be continuing representations and warranties.

Section 7.17 Time of Essence. Time is of the essence in making payments of all amounts due Lender under this Agreement and in the performance and observance by the Borrower of each covenant, agreement, provision and term of this Agreement.

Section 7.18 Notices. Any notices, consents, waivers, or other communications required or permitted to be given under the terms of this Agreement must be in writing and in each case properly addressed to the Party to receive the same in accordance with the information below, and will be deemed to have been delivered: (i) if mailed by certified mail, return receipt requested, postage prepaid and properly addressed to the address below, then three (3) Business Days after deposit of same in a regularly maintained U.S. Mail receptacle; or (ii) if mailed by Federal Express, UPS or other nationally recognized overnight courier service, overnight delivery, then one (1) Business Day after deposit of same in a regularly maintained receptacle of such overnight courier; (iii) if hand delivered, then upon hand delivery thereof to the address indicated on or prior to 5:00 p.m., EST, on a Business Day, with any notice hand delivered after 5:00 p.m., EST, being deemed delivered on the following Business Day; or (iv) if sent via email with return receipt requested, upon receipt of such return receipt. Notwithstanding the foregoing, notice, consents, waivers or other communications referred to in this Agreement may be sent by facsimile or other method of delivery, but shall be deemed to have been delivered only when the sending Party has confirmed (by reply e-mail or some other form of written confirmation) that the notice has been received by the other Party. The addresses for such communications shall be as set forth below, unless such address or information is changed by a notice conforming to the requirements hereof.

If to the Lender:

Data Factory France SA
12 Rue de la Part Dieu 69003
Lyon, France
Email: richard.detente@gmail.com

If to the Borrower:

Data Factory Invest Inc.
Attn: Philippe Erb

1000 Williams Island Blvd.
Aventura, Florida, 33160
Email: ceoatlantic@gmail.com

With a copy, which shall not constitute notice, to:

Anthony, Linder & Cacomanolis, PLLC
Attn: John Cacomanolis
1700 Palm Beach Lakes Blvd., Suite 820
West Palm Beach, FL 33401
Email: jcacomanolis@alclaw.com

Section 7.19 Indemnification. As a material inducement for Lender to enter into this Agreement, the Borrower agrees to defend, protect, indemnify and hold harmless Lender, and Lender's Affiliates, and their respective attorneys, officers, directors, agents, shareholders, members, partners, employees, and representatives, and the predecessors, successors, assigns, personal representatives, heirs and executors of each of them (including those retained in connection with the transactions contemplated by this Agreement) (each, a "Lender Indemnitee" and collectively, the "Lender Indemnitees") from and against any and all liabilities, obligations, losses, damages, penalties, actions, judgments, Proceedings, suits, claims, costs, expenses and distributions of any kind or nature (including the disbursements and the reasonable fees of counsel and paralegals for each Lender Indemnitee thereto throughout all trial and appellate levels, bankruptcy Proceedings, mediations, arbitrations, administrative hearings and at all other levels and tribunals), (collectively "Losses"), in each case, other than to the extent resulting primarily from the gross negligence or willful misconduct of the applicable Lender Indemnitee, which may be imposed on, incurred by, or asserted against, any Lender Indemnitee (whether direct or indirect and whether based on any federal, state or local laws or regulations, including securities laws and commercial laws and regulations, under common law or in equity, or based on contract, tort, or otherwise) in any manner relating to or arising out of this Agreement or any of the Loan Documents, or any act, event or transaction related or attendant thereto, the preparation, execution and delivery of this Agreement and the Loan Documents, including the making or issuance and management of the Loans, the use or intended use of the proceeds of the Loans, the enforcement of Lender's rights and remedies under this Agreement, the Loan Documents, the Note, any other instruments and documents delivered hereunder, or under any other agreement between Borrower and Lender. To the extent that the undertaking to indemnify set forth in the preceding sentence may be unenforceable because it violates any law or public policy, the Borrower shall satisfy such undertaking to the maximum extent permitted by applicable law. Any liability, obligation, loss, damage, penalty, cost or expense covered by this indemnity shall be paid to each Lender Indemnitee on demand, and, failing prompt payment, shall, together with interest thereon at the Default Rate from the date incurred by each Lender Indemnitee until paid by Borrower, be added to the Obligations of Borrower. The provisions of this Section 7.19 shall survive the satisfaction and payment of the other Obligations and the termination of this Agreement.

Section 7.20 Third Party Beneficiaries. This contract is strictly between the Parties and, except as specifically provided herein (including in Section 7.19), no other Person and no director, officer, stockholder, member, employee, agent, independent contractor or any other Person shall be deemed to be a third-party beneficiary of this Agreement.

Section 7.21 Expenses. Other than as specifically set forth herein, each Party will bear its own costs, including legal, accounting and professional fees, incurred in connection with the transactions

contemplated hereby.

Section 7.22 Counterparts. This Agreement may be executed in multiple counterparts, each of which shall be deemed an original and all of which taken together shall be but a single instrument. Counterparts may be delivered via facsimile, electronic mail (including pdf or any electronic signature complying with the U.S. federal ESIGN Act of 2000, e.g., www.docusign.com) or other transmission method and any counterpart so delivered shall be deemed to have been duly and validly delivered and be valid and effective for all purposes.

[Signatures appear on following pages]

IN WITNESS WHEREOF, Borrower and Lender have executed this Agreement as of the Effective Date.

Data Factory Invest Inc.

By: _____
Name: Philippe Erb
Title: President

Data Factory France SA

By: _____
Name: Richard Detente
Title: Chief Executive Officer

Joined, agreed and accepted by the Founders for the limited purposes of Section 2.04(b):

GACC Sarl

By: _____
Name: Guillaume Goualard
Title: Chief Executive Officer

Richard Esteve

By: _____
Name: Richard Esteve

Whenmoon LLC

By: _____
Name: Philippe Erb
Title: Manager

Sami Chlagou

By: _____
Name: Sami Chlagou

Exhibit A-1

Group 1 Master Promissory Note

(Attached)

THIS NOTE HAS NOT REGISTERED UNDER THE SECURITIES ACT OF 1933, AS AMENDED (THE “1933 ACT”), OR THE SECURITIES LAWS OF ANY STATE OR OTHER JURISDICTION. NEITHER THIS NOTE NOR ANY INTEREST OR PARTICIPATION THEREIN MAY BE OFFERED FOR SALE, SOLD, TRANSFERRED OR ASSIGNED: (I) IN THE ABSENCE OF AN EFFECTIVE REGISTRATION STATEMENT FOR THE SECURITIES UNDER THE 1933 ACT OR APPLICABLE STATE SECURITIES LAWS; OR (II) IN THE ABSENCE OF AN OPINION OF COUNSEL, IN A FORM REASONABLY ACCEPTABLE TO THE ISSUER, THAT REGISTRATION IS NOT REQUIRED UNDER THE 1933 ACT OR; (III) UNLESS SOLD, TRANSFERRED OR ASSIGNED PURSUANT TO RULE 144 UNDER THE 1933 ACT.

GROUP 1 MASTER PROMISSORY NOTE

Principal Amount: The Group 1 Loan Amount
(as defined below) as in place from time to time.

Issuance Date: 7 November 2024

FOR VALUE RECEIVED, Data Factory Invest Inc., a Florida corporation (the “Borrower”), promises to pay to the order of Data Factory France, a French limited company (the “Lender”), on or before the Repayment Date (as defined below), the principal amount as set forth herein plus interest thereon as set forth in the Credit Agreement (as defined below) to the extent not paid prior to the Repayment Date, pursuant to this Group 1 Master Promissory Note (this “Note”) and that certain Credit Facility Agreement dated as of Issuance Date as set forth above, executed by and between Borrower and Lender, as amended from time to time (as amended, supplemented or modified from time to time, the “Credit Agreement”). Capitalized words and phrases not otherwise defined herein shall have the meanings assigned thereto in the Credit Agreement. The Lender and the Borrower may be referred to herein individually as a “Party” and collectively as the “Parties”.

Article I. General Terms.

Section 1.01 Loan. This Note now evidences the Group 1 Loan Amount incurred by Borrower under and pursuant to the Credit Agreement, to which reference is hereby made for a statement of the terms and conditions under which any payment hereon may be made and/or accelerated. The principal amount of this Note at any time shall be the amount of the Group 1 Loan Amount made by the Lender to the Borrower pursuant to the Credit Agreement and not repaid as of such time, whether through payment of currency or via the transfer to the holders of the Group 1 Bonds of shares of Common Stock, as set forth in the Credit Agreement. The Lender is entitled to all of the benefits and security provided for in the Credit Agreement and all other Loan Documents, executed by and between Borrower and Lender.

Section 1.02 Repayment. Principal, interest and other Obligations shall be paid to Lender as set forth herein or in the Credit Agreement, or at such other place as the Lender shall designate in writing to Borrower.

Section 1.03 Acknowledgement. Except for such notices as may be required under the terms of the Credit Agreement, Borrower waives presentment, demand, notice, protest, and all other demands, or notices, in connection with the delivery, acceptance, performance, default, or enforcement of this Note, and assents to any extension or postponement of the time of payment or any other indulgence.

Section 1.04 Obligations. This Note and the amounts payable hereunder, including principal and accrued interest are and shall be general, unsecured obligations of the Borrower.

Article II. Miscellaneous.

Section 2.01 Time is of the Essence. TIME IS OF THE ESSENCE OF THIS NOTE.

Section 2.02 Granting of Extensions. It is agreed that the granting to Borrower or any other party of an extension or extensions of time for the payment of any sum or sums due under this Note or under any of the Loan Documents or for the performance of any covenant or stipulation thereof or the taking of other or additional security shall not in any way release or affect the liability of Borrower under this Note or any of the Loan Documents.

Section 2.03 Amendment. This Note may be amended only in a writing executed by the Borrower and the Lender.

Section 2.04 Waiver. All parties to this Note, whether Borrower, principal, surety, guarantor or endorser, hereby waive presentment for payment, demand, notice, protest, notice of protest and notice of dishonor.

Section 2.05 Application of Payments. Lender shall have the right to accept and apply to the outstanding balance of this Note and all payments or partial payments received from Borrower after the due date therefor, whether this Note has been accelerated or not, without waiver of any of Lender's rights to continue to enforce the terms of this Note and to seek any and all remedies provided for herein or in any instrument securing the same, including, but not limited to, the right to foreclose on such security.

Section 2.06 Severability. If any clause or provision herein contained operates or would prospectively operate to invalidate this Note in part, then the invalid part of said clause or provision only shall be held for naught, as though not contained herein, and the remainder of this Note shall remain operative and in full force and effect.

Section 2.07 Notices. Any notices hereunder shall be given in accordance with terms of the Credit Agreement.

Section 2.08 No Presumption Against Drafter. This Note has been negotiated at arm's-length by parties of equal bargaining strength, each represented by counsel or having had but declined the opportunity to be represented by counsel and having participated in the drafting of this Note. If any provision in this Note requires judicial or similar interpretation, the judicial or other such body interpreting or construing such provision shall not apply the assumption that the terms hereof shall be more strictly construed against one Party because of the rule that an instrument must be construed more strictly against the Party which itself or through its agents prepared the same.

Section 2.09 Governing Law. Other than as set forth in the mandatory forum selection provision set forth in the Credit Agreement, this Note shall be delivered and accepted in, and shall be deemed to be contracts made under and governed by, the internal laws of the State of Florida, and for all purposes shall be construed in accordance with the laws of the State of Florida, without giving effect to the choice of law provisions of such State.

Section 2.10 Waiver of Jury Trial. EACH PARTY, AFTER CONSULTING OR HAVING HAD THE OPPORTUNITY TO CONSULT WITH COUNSEL, KNOWINGLY, VOLUNTARILY AND INTENTIONALLY WAIVES, IRREVOCABLY, THE RIGHT TO TRIAL BY JURY WITH RESPECT TO ANY LEGAL PROCEEDING BASED HEREON, OR ARISING OUT OF, UNDER OR IN CONNECTION WITH THIS NOTE. THIS PROVISION IS A MATERIAL INDUCEMENT FOR LENDER GRANTING ANY FINANCIAL ACCOMMODATION TO BORROWER.

Section 2.11 Usury Limitation. Notwithstanding any provision in this Note, the total liability for payments of interest and payments in the nature of interest, including, without limitation, all charges, fees, exactions, or other sums which may at any time be deemed to be interest, shall not exceed the limit imposed by the usury laws of the jurisdiction governing this Note or any other applicable law. In the event the total liability of payments of interest and payments in the nature of interest, including, without limitation, all charges, fees, exactions or other sums which may at any time be deemed to be interest, shall, for any reason whatsoever, result in an effective rate of interest, which for any month or other interest payment period exceeds the limit imposed by the usury laws of the jurisdiction governing this Note, all sums in excess of those lawfully collectible as interest for the period in question shall, without further Note or notice by, between, or to any Party, be applied to the reduction of the outstanding principal balance of this Note immediately upon receipt of such sums by the Lender, with the same force and effect as though the Borrower had specifically designated such excess sums to be so applied to the reduction of such outstanding principal balance and the Lender had agreed to accept such sums as a penalty-free payment of principal; provided, however, that the Lender may, at any time and from time to time, elect, by notice in writing to the Borrower, to waive, reduce, or limit the collection of any sums in excess of those lawfully collectible as interest rather than accept such sums as a prepayment of the outstanding principal balance. It is the intention of the Parties that the Borrower does not intend or expect to pay nor does the Lender intend or expect to charge or collect any interest under this Note greater than the highest non-usurious rate of interest which may be charged under applicable law.

Section 2.12 PORTFOLIO INTEREST LOAN/REGISTERED NOTE PROVISIONS/FALLBACK PROVISIONS.

- (a) *Nature of Lender/Holder*. If this Note is subsequently assigned to a “foreign person”, within the meaning of Section 7701 of the Internal Revenue Code of 1986, as amended (together with the regulations thereto, the “IRC”), the Lender represents that it is not a U.S. person (within the meaning of Sections 163(f) and 871(h) or 881(c) of the IRC) and is not a “10 percent shareholder” (within the meaning of sections 871(h) and 881(c) of the IRC) with respect to the Borrower.
- (b) *Registered Form of Note*. This Note shall be in registered form as described in Sections 163(f), 871(h), and 881(c) of the IRC. This Note is to be registered with the Borrower both with respect to principal and interest, as follows:
 - (i) A register for this Note (“Register”) shall be kept by the Borrower at its principal office. The name and address of the registered holder of this Note shall be set forth on the Register, both with respect to the payment of principal and interest on the Note. The Lender agrees to provide any information requested by the Borrower necessary for the Borrower to maintain its records and the Register.

- (ii) This Note is not assignable, transferable or negotiable by the Lender or any assignee of the Lender, except where such assignment, transfer or negotiation is accompanied by each of the following actions:
 - (1) The Register shall reflect that the person or entity whose signature appears below and/or assigns, as the original holder of this Note, and shall reflect such subsequent transferee as the Borrower shall receive notice thereof, by delivery to it of a certified copy of the assignment of this Note duly executed by then current holder thereof.
 - (2) Notice of the assignment of this Note shall be furnished by the then-current registered holder (as reflected in the Register) to the Borrower by certified or registered mail.
- (iii) In the event of an assignment, transfer, or negotiation to a foreign corporation, foreign partnership, foreign trust, nonresident alien individual, or other foreign person, the transferee shall provide the Borrower with a duly executed Internal Revenue Service Form W-8BEN (Certificate of Foreign Status of Beneficial Owner), evidencing transfers status as a foreign person for purposes of qualifying for an exemption from U.S. withholding tax under IRC Section 871(h) or Section 8810
- (iv) No transfer of this Note shall be valid unless reflected in the Register in accordance with the provisions of this Note.

Section 2.13 Counterparts. This Note may be executed in multiple counterparts, each of which shall be deemed an original and all of which taken together shall be but a single instrument. Counterparts may be delivered via facsimile, electronic mail (including pdf or any electronic signature complying with the U.S. federal E-SIGN Act of 2000, e.g., www.docusign.com) or other transmission method and any counterpart so delivered shall be deemed to have been duly and validly delivered and be valid and effective for all purposes.

[Signatures appear on following page]

IN WITNESS WHEREOF, Borrower and Lender have executed this Note as of the Issuance Date as set forth above.

Data Factory Invest Inc.

By: _____
Name: Philippe Erb
Title: Chief Executive Officer

Agreed and accepted:

Data Factory France SA

By: _____
Name: Richard Detente
Title: Chief Executive Officer

Exhibit A-2
Group 2 Master Promissory Note
(Attached)

THIS NOTE HAS NOT REGISTERED UNDER THE SECURITIES ACT OF 1933, AS AMENDED (THE “1933 ACT”), OR THE SECURITIES LAWS OF ANY STATE OR OTHER JURISDICTION. NEITHER THIS NOTE NOR ANY INTEREST OR PARTICIPATION THEREIN MAY BE OFFERED FOR SALE, SOLD, TRANSFERRED OR ASSIGNED: (I) IN THE ABSENCE OF AN EFFECTIVE REGISTRATION STATEMENT FOR THE SECURITIES UNDER THE 1933 ACT OR APPLICABLE STATE SECURITIES LAWS; OR (II) IN THE ABSENCE OF AN OPINION OF COUNSEL, IN A FORM REASONABLY ACCEPTABLE TO THE ISSUER, THAT REGISTRATION IS NOT REQUIRED UNDER THE 1933 ACT OR; (III) UNLESS SOLD, TRANSFERRED OR ASSIGNED PURSUANT TO RULE 144 UNDER THE 1933 ACT.

GROUP 2 MASTER PROMISSORY NOTE

Principal Amount: The Group 2 Loan Amount
(as defined below) as in place from time to time.

Issuance Date: 7 November 2024

FOR VALUE RECEIVED, Data Factory Invest Inc., a Florida corporation (the “Borrower”), promises to pay to the order of Data Factory France, a French limited company (the “Lender”), on or before the Repayment Date (as defined below), the principal amount as set forth herein plus interest thereon as set forth in the Credit Agreement (as defined below) to the extent not paid prior to the Repayment Date, pursuant to this Group 2 Master Promissory Note (this “Note”) and that certain Credit Facility Agreement dated as of Issuance Date as set forth above, executed by and between Borrower and Lender, as amended from time to time (as amended, supplemented or modified from time to time, the “Credit Agreement”). Capitalized words and phrases not otherwise defined herein shall have the meanings assigned thereto in the Credit Agreement. The Lender and the Borrower may be referred to herein individually as a “Party” and collectively as the “Parties”.

Article I. General Terms.

Section 1.01 Loan. This Note now evidences the Group 2 Loan Amount incurred by Borrower under and pursuant to the Credit Agreement, to which reference is hereby made for a statement of the terms and conditions under which any payment hereon may be made and/or accelerated. The principal amount of this Note at any time shall be the amount of the Group 2 Loan Amount made by the Lender to the Borrower pursuant to the Credit Agreement and not repaid as of such time, whether through payment of currency or via the transfer to the holders of the Group 2 Bonds of shares of Common Stock, as set forth in the Credit Agreement. The Lender is entitled to all of the benefits and security provided for in the Credit Agreement and all other Loan Documents, executed by and between Borrower and Lender.

Section 1.02 Repayment. Principal, interest and other Obligations shall be paid to Lender as set forth herein or in the Credit Agreement, or at such other place as the Lender shall designate in writing to Borrower.

Section 1.03 Acknowledgement. Except for such notices as may be required under the terms of the Credit Agreement, Borrower waives presentment, demand, notice, protest, and all other demands, or notices, in connection with the delivery, acceptance, performance, default, or enforcement of this Note, and assents to any extension or postponement of the time of payment or any other indulgence.

Section 1.04 Obligations. This Note and the amounts payable hereunder, including principal and accrued interest are and shall be general, unsecured obligations of the Borrower.

Article II. Miscellaneous.

Section 2.01 Time is of the Essence. TIME IS OF THE ESSENCE OF THIS NOTE.

Section 2.02 Granting of Extensions. It is agreed that the granting to Borrower or any other party of an extension or extensions of time for the payment of any sum or sums due under this Note or under any of the Loan Documents or for the performance of any covenant or stipulation thereof or the taking of other or additional security shall not in any way release or affect the liability of Borrower under this Note or any of the Loan Documents.

Section 2.03 Amendment. This Note may be amended only in a writing executed by the Borrower and the Lender.

Section 2.04 Waiver. All parties to this Note, whether Borrower, principal, surety, guarantor or endorser, hereby waive presentment for payment, demand, notice, protest, notice of protest and notice of dishonor.

Section 2.05 Application of Payments. Lender shall have the right to accept and apply to the outstanding balance of this Note and all payments or partial payments received from Borrower after the due date therefor, whether this Note has been accelerated or not, without waiver of any of Lender's rights to continue to enforce the terms of this Note and to seek any and all remedies provided for herein or in any instrument securing the same, including, but not limited to, the right to foreclose on such security.

Section 2.06 Severability. If any clause or provision herein contained operates or would prospectively operate to invalidate this Note in part, then the invalid part of said clause or provision only shall be held for naught, as though not contained herein, and the remainder of this Note shall remain operative and in full force and effect.

Section 2.07 Notices. Any notices hereunder shall be given in accordance with terms of the Credit Agreement.

Section 2.08 No Presumption Against Drafter. This Note has been negotiated at arm's-length by parties of equal bargaining strength, each represented by counsel or having had but declined the opportunity to be represented by counsel and having participated in the drafting of this Note. If any provision in this Note requires judicial or similar interpretation, the judicial or other such body interpreting or construing such provision shall not apply the assumption that the terms hereof shall be more strictly construed against one Party because of the rule that an instrument must be construed more strictly against the Party which itself or through its agents prepared the same.

Section 2.09 Governing Law. Other than as set forth in the mandatory forum selection provision set forth in the Credit Agreement, this Note shall be delivered and accepted in, and shall be deemed to be contracts made under and governed by, the internal laws of the State of Florida, and for all purposes shall be construed in accordance with the laws of the State of Florida, without giving effect to the choice of law provisions of such State.

Section 2.10 Waiver of Jury Trial. EACH PARTY, AFTER CONSULTING OR HAVING HAD THE OPPORTUNITY TO CONSULT WITH COUNSEL, KNOWINGLY, VOLUNTARILY AND INTENTIONALLY WAIVES, IRREVOCABLY, THE RIGHT TO TRIAL BY JURY WITH RESPECT TO ANY LEGAL PROCEEDING BASED HEREON, OR ARISING OUT OF, UNDER OR IN CONNECTION WITH THIS NOTE. THIS PROVISION IS A MATERIAL INDUCEMENT FOR LENDER GRANTING ANY FINANCIAL ACCOMMODATION TO BORROWER.

Section 2.11 Usury Limitation. Notwithstanding any provision in this Note, the total liability for payments of interest and payments in the nature of interest, including, without limitation, all charges, fees, exactions, or other sums which may at any time be deemed to be interest, shall not exceed the limit imposed by the usury laws of the jurisdiction governing this Note or any other applicable law. In the event the total liability of payments of interest and payments in the nature of interest, including, without limitation, all charges, fees, exactions or other sums which may at any time be deemed to be interest, shall, for any reason whatsoever, result in an effective rate of interest, which for any month or other interest payment period exceeds the limit imposed by the usury laws of the jurisdiction governing this Note, all sums in excess of those lawfully collectible as interest for the period in question shall, without further Note or notice by, between, or to any Party, be applied to the reduction of the outstanding principal balance of this Note immediately upon receipt of such sums by the Lender, with the same force and effect as though the Borrower had specifically designated such excess sums to be so applied to the reduction of such outstanding principal balance and the Lender had agreed to accept such sums as a penalty-free payment of principal; provided, however, that the Lender may, at any time and from time to time, elect, by notice in writing to the Borrower, to waive, reduce, or limit the collection of any sums in excess of those lawfully collectible as interest rather than accept such sums as a prepayment of the outstanding principal balance. It is the intention of the Parties that the Borrower does not intend or expect to pay nor does the Lender intend or expect to charge or collect any interest under this Note greater than the highest non-usurious rate of interest which may be charged under applicable law.

Section 2.12 PORTFOLIO INTEREST LOAN/REGISTERED NOTE PROVISIONS/FALLBACK PROVISIONS.

- (a) *Nature of Lender/Holder*. If this Note is subsequently assigned to a “foreign person”, within the meaning of Section 7701 of the Internal Revenue Code of 1986, as amended (together with the regulations thereto, the “IRC”), the Lender represents that it is not a U.S. person (within the meaning of Sections 163(f) and 871(h) or 881(c) of the IRC) and is not a “10 percent shareholder” (within the meaning of sections 871(h) and 881(c) of the IRC) with respect to the Borrower.
- (b) *Registered Form of Note*. This Note shall be in registered form as described in Sections 163(f), 871(h), and 881(c) of the IRC. This Note is to be registered with the Borrower both with respect to principal and interest, as follows:
 - (i) A register for this Note (“Register”) shall be kept by the Borrower at its principal office. The name and address of the registered holder of this Note shall be set forth on the Register, both with respect to the payment of principal and interest on the Note. The Lender agrees to provide any information requested by the Borrower necessary for the Borrower to maintain its records and the Register.

- (ii) This Note is not assignable, transferable or negotiable by the Lender or any assignee of the Lender, except where such assignment, transfer or negotiation is accompanied by each of the following actions:
 - (1) The Register shall reflect that the person or entity whose signature appears below and/or assigns, as the original holder of this Note, and shall reflect such subsequent transferee as the Borrower shall receive notice thereof, by delivery to it of a certified copy of the assignment of this Note duly executed by then current holder thereof.
 - (2) Notice of the assignment of this Note shall be furnished by the then-current registered holder (as reflected in the Register) to the Borrower by certified or registered mail.
- (iii) In the event of an assignment, transfer, or negotiation to a foreign corporation, foreign partnership, foreign trust, nonresident alien individual, or other foreign person, the transferee shall provide the Borrower with a duly executed Internal Revenue Service Form W-8BEN (Certificate of Foreign Status of Beneficial Owner), evidencing transfers status as a foreign person for purposes of qualifying for an exemption from U.S. withholding tax under IRC Section 871(h) or Section 8810
- (iv) No transfer of this Note shall be valid unless reflected in the Register in accordance with the provisions of this Note.

Section 2.13 Counterparts. This Note may be executed in multiple counterparts, each of which shall be deemed an original and all of which taken together shall be but a single instrument. Counterparts may be delivered via facsimile, electronic mail (including pdf or any electronic signature complying with the U.S. federal E-SIGN Act of 2000, e.g., www.docusign.com) or other transmission method and any counterpart so delivered shall be deemed to have been duly and validly delivered and be valid and effective for all purposes.

[Signatures appear on following page]

IN WITNESS WHEREOF, Borrower and Lender have executed this Note as of the Issuance Date as set forth above.

Data Factory Invest Inc.

By: _____
Name: Philippe Erb
Title: Chief Executive Officer

Agreed and accepted:

Data Factory France SA

By: _____
Name: Richard Detente
Title: Chief Executive Officer

Exhibit A-3
Group 3 Master Promissory Note
(Attached)

THIS NOTE HAS NOT REGISTERED UNDER THE SECURITIES ACT OF 1933, AS AMENDED (THE “1933 ACT”), OR THE SECURITIES LAWS OF ANY STATE OR OTHER JURISDICTION. NEITHER THIS NOTE NOR ANY INTEREST OR PARTICIPATION THEREIN MAY BE OFFERED FOR SALE, SOLD, TRANSFERRED OR ASSIGNED: (I) IN THE ABSENCE OF AN EFFECTIVE REGISTRATION STATEMENT FOR THE SECURITIES UNDER THE 1933 ACT OR APPLICABLE STATE SECURITIES LAWS; OR (II) IN THE ABSENCE OF AN OPINION OF COUNSEL, IN A FORM REASONABLY ACCEPTABLE TO THE ISSUER, THAT REGISTRATION IS NOT REQUIRED UNDER THE 1933 ACT OR; (III) UNLESS SOLD, TRANSFERRED OR ASSIGNED PURSUANT TO RULE 144 UNDER THE 1933 ACT.

GROUP 3 MASTER PROMISSORY NOTE

Principal Amount: The Group 3 Loan Amount
(as defined below) as in place from time to time.

Issuance Date: 7 November 2024

FOR VALUE RECEIVED, Data Factory Invest Inc., a Florida corporation (the “Borrower”), promises to pay to the order of Data Factory France, a French limited company (the “Lender”), on or before the Repayment Date (as defined below), the principal amount as set forth herein plus interest thereon as set forth in the Credit Agreement (as defined below) to the extent not paid prior to the Repayment Date, pursuant to this Group 3 Master Promissory Note (this “Note”) and that certain Credit Facility Agreement dated as of Issuance Date as set forth above, executed by and between Borrower and Lender, as amended from time to time (as amended, supplemented or modified from time to time, the “Credit Agreement”). Capitalized words and phrases not otherwise defined herein shall have the meanings assigned thereto in the Credit Agreement. The Lender and the Borrower may be referred to herein individually as a “Party” and collectively as the “Parties”.

Article I. General Terms.

Section 1.01 Loan. This Note now evidences the Group 3 Loan Amount incurred by Borrower under and pursuant to the Credit Agreement, to which reference is hereby made for a statement of the terms and conditions under which any payment hereon may be made and/or accelerated. The principal amount of this Note at any time shall be the amount of the Group 3 Loan Amount made by the Lender to the Borrower pursuant to the Credit Agreement and not repaid as of such time, whether through payment of currency or via the transfer to the holders of the Group 3 Bonds of shares of Common Stock, as set forth in the Credit Agreement. The Lender is entitled to all of the benefits and security provided for in the Credit Agreement and all other Loan Documents, executed by and between Borrower and Lender.

Section 1.02 Repayment. Principal, interest and other Obligations shall be paid to Lender as set forth herein or in the Credit Agreement, or at such other place as the Lender shall designate in writing to Borrower.

Section 1.03 Acknowledgement. Except for such notices as may be required under the terms of the Credit Agreement, Borrower waives presentment, demand, notice, protest, and all other demands, or notices, in connection with the delivery, acceptance, performance, default, or enforcement of this Note, and assents to any extension or postponement of the time of payment or any other indulgence.

Section 1.04 Obligations. This Note and the amounts payable hereunder, including principal and accrued interest are and shall be general, unsecured obligations of the Borrower.

Article II. Miscellaneous.

Section 2.01 Time is of the Essence. TIME IS OF THE ESSENCE OF THIS NOTE.

Section 2.02 Granting of Extensions. It is agreed that the granting to Borrower or any other party of an extension or extensions of time for the payment of any sum or sums due under this Note or under any of the Loan Documents or for the performance of any covenant or stipulation thereof or the taking of other or additional security shall not in any way release or affect the liability of Borrower under this Note or any of the Loan Documents.

Section 2.03 Amendment. This Note may be amended only in a writing executed by the Borrower and the Lender.

Section 2.04 Waiver. All parties to this Note, whether Borrower, principal, surety, guarantor or endorser, hereby waive presentment for payment, demand, notice, protest, notice of protest and notice of dishonor.

Section 2.05 Application of Payments. Lender shall have the right to accept and apply to the outstanding balance of this Note and all payments or partial payments received from Borrower after the due date therefor, whether this Note has been accelerated or not, without waiver of any of Lender's rights to continue to enforce the terms of this Note and to seek any and all remedies provided for herein or in any instrument securing the same, including, but not limited to, the right to foreclose on such security.

Section 2.06 Severability. If any clause or provision herein contained operates or would prospectively operate to invalidate this Note in part, then the invalid part of said clause or provision only shall be held for naught, as though not contained herein, and the remainder of this Note shall remain operative and in full force and effect.

Section 2.07 Notices. Any notices hereunder shall be given in accordance with terms of the Credit Agreement.

Section 2.08 No Presumption Against Drafter. This Note has been negotiated at arm's-length by parties of equal bargaining strength, each represented by counsel or having had but declined the opportunity to be represented by counsel and having participated in the drafting of this Note. If any provision in this Note requires judicial or similar interpretation, the judicial or other such body interpreting or construing such provision shall not apply the assumption that the terms hereof shall be more strictly construed against one Party because of the rule that an instrument must be construed more strictly against the Party which itself or through its agents prepared the same.

Section 2.09 Governing Law. Other than as set forth in the mandatory forum selection provision set forth in the Credit Agreement, this Note shall be delivered and accepted in, and shall be deemed to be contracts made under and governed by, the internal laws of the State of Florida, and for all purposes shall be construed in accordance with the laws of the State of Florida, without giving effect to the choice of law provisions of such State.

Section 2.10 Waiver of Jury Trial. EACH PARTY, AFTER CONSULTING OR HAVING HAD THE OPPORTUNITY TO CONSULT WITH COUNSEL, KNOWINGLY, VOLUNTARILY AND INTENTIONALLY WAIVES, IRREVOCABLY, THE RIGHT TO TRIAL BY JURY WITH RESPECT TO ANY LEGAL PROCEEDING BASED HEREON, OR ARISING OUT OF, UNDER OR IN CONNECTION WITH THIS NOTE. THIS PROVISION IS A MATERIAL INDUCEMENT FOR LENDER GRANTING ANY FINANCIAL ACCOMMODATION TO BORROWER.

Section 2.11 Usury Limitation. Notwithstanding any provision in this Note, the total liability for payments of interest and payments in the nature of interest, including, without limitation, all charges, fees, exactions, or other sums which may at any time be deemed to be interest, shall not exceed the limit imposed by the usury laws of the jurisdiction governing this Note or any other applicable law. In the event the total liability of payments of interest and payments in the nature of interest, including, without limitation, all charges, fees, exactions or other sums which may at any time be deemed to be interest, shall, for any reason whatsoever, result in an effective rate of interest, which for any month or other interest payment period exceeds the limit imposed by the usury laws of the jurisdiction governing this Note, all sums in excess of those lawfully collectible as interest for the period in question shall, without further Note or notice by, between, or to any Party, be applied to the reduction of the outstanding principal balance of this Note immediately upon receipt of such sums by the Lender, with the same force and effect as though the Borrower had specifically designated such excess sums to be so applied to the reduction of such outstanding principal balance and the Lender had agreed to accept such sums as a penalty-free payment of principal; provided, however, that the Lender may, at any time and from time to time, elect, by notice in writing to the Borrower, to waive, reduce, or limit the collection of any sums in excess of those lawfully collectible as interest rather than accept such sums as a prepayment of the outstanding principal balance. It is the intention of the Parties that the Borrower does not intend or expect to pay nor does the Lender intend or expect to charge or collect any interest under this Note greater than the highest non-usurious rate of interest which may be charged under applicable law.

Section 2.12 PORTFOLIO INTEREST LOAN/REGISTERED NOTE PROVISIONS/FALLBACK PROVISIONS.

- (a) *Nature of Lender/Holder*. If this Note is subsequently assigned to a “foreign person”, within the meaning of Section 7701 of the Internal Revenue Code of 1986, as amended (together with the regulations thereto, the “IRC”), the Lender represents that it is not a U.S. person (within the meaning of Sections 163(f) and 871(h) or 881(c) of the IRC) and is not a “10 percent shareholder” (within the meaning of sections 871(h) and 881(c) of the IRC) with respect to the Borrower.
- (b) *Registered Form of Note*. This Note shall be in registered form as described in Sections 163(f), 871(h), and 881(c) of the IRC. This Note is to be registered with the Borrower both with respect to principal and interest, as follows:
 - (i) A register for this Note (“Register”) shall be kept by the Borrower at its principal office. The name and address of the registered holder of this Note shall be set forth on the Register, both with respect to the payment of principal and interest on the Note. The Lender agrees to provide any information requested by the Borrower necessary for the Borrower to maintain its records and the Register.

- (ii) This Note is not assignable, transferable or negotiable by the Lender or any assignee of the Lender, except where such assignment, transfer or negotiation is accompanied by each of the following actions:
 - (1) The Register shall reflect that the person or entity whose signature appears below and/or assigns, as the original holder of this Note, and shall reflect such subsequent transferee as the Borrower shall receive notice thereof, by delivery to it of a certified copy of the assignment of this Note duly executed by then current holder thereof.
 - (2) Notice of the assignment of this Note shall be furnished by the then-current registered holder (as reflected in the Register) to the Borrower by certified or registered mail.
- (iii) In the event of an assignment, transfer, or negotiation to a foreign corporation, foreign partnership, foreign trust, nonresident alien individual, or other foreign person, the transferee shall provide the Borrower with a duly executed Internal Revenue Service Form W-8BEN (Certificate of Foreign Status of Beneficial Owner), evidencing transfers status as a foreign person for purposes of qualifying for an exemption from U.S. withholding tax under IRC Section 871(h) or Section 8810
- (iv) No transfer of this Note shall be valid unless reflected in the Register in accordance with the provisions of this Note.

Section 2.13 Counterparts. This Note may be executed in multiple counterparts, each of which shall be deemed an original and all of which taken together shall be but a single instrument. Counterparts may be delivered via facsimile, electronic mail (including pdf or any electronic signature complying with the U.S. federal E-SIGN Act of 2000, e.g., www.docusign.com) or other transmission method and any counterpart so delivered shall be deemed to have been duly and validly delivered and be valid and effective for all purposes.

[Signatures appear on following page]

IN WITNESS WHEREOF, Borrower and Lender have executed this Note as of the Issuance Date as set forth above.

Data Factory Invest Inc.

By: _____
Name: Philippe Erb
Title: Chief Executive Officer

Agreed and accepted:

Data Factory France SA

By: _____
Name: Richard Detente
Title: Chief Executive Officer

Exhibit B
Bond Terms
(Attached)

Exhibit C
Form of Stock Purchase Agreement
(Attached)

STOCK PURCHASE AGREEMENT

[FOUNDER TO DATA FACTORY FRANCE SA]

This Stock Purchase Agreement (together with all exhibits and schedules hereto, this “Agreement”) is entered into as of [_____], 20[___] (the “Closing Date”), by and among [Founder] (“Seller”) and Data Factory France SA, a French joint stock limited liability company (“Buyer”). The Buyer and Seller may be collectively referred to herein as the “Parties” and individually as a “Party.”

WHEREAS, Seller owns certain shares of common stock, no stated par value per share (the “Common Stock”), of Data Factory Invest Inc. a Florida corporation (the “Company”); and

WHEREAS, Seller desires to sell to Buyer, and Buyer wishes to purchase from Seller, [_____] shares of Common Stock held by Seller (the “Shares”), subject to the terms and conditions set forth herein;

NOW, THEREFORE, in consideration of the mutual covenants and agreements hereinafter set forth and for other good and valuable consideration, the receipt and sufficiency of which are hereby acknowledged, the Parties agree as follows:

Article I. DEFINITIONS AND INTERPRETATION

Section 1.01 Definitions. In addition to the terms defined elsewhere in this Agreement, the following terms, as used herein, have the following meanings:

- (a) “Governmental Entity” means any federal, state, municipal, local or foreign government and any court, tribunal, arbitral body, administrative agency, department, subdivision, entity, commission or other governmental, government appointed, quasi-governmental or regulatory authority, reporting entity or agency, domestic, foreign or supranational.
- (b) “Law” means any applicable foreign, federal, state or local law (including common law), statute, treaty, rule, directive, regulation, ordinances and similar provisions having the force or effect of law or an Order of any Governmental Entity.
- (c) “Lien” means, with respect to any property or asset, any lien, security interest, mortgage, pledge, charge, claim, lease, agreement, right of first refusal, option, limitation on transfer or use or assignment or licensing, restrictive easement, charge or any other restriction of any kind, and any conditional sale or voting agreement or proxy, and including any restriction on the ownership, use, voting, transfer, possession, receipt of income or other exercise of any attributes of ownership, in respect of such property or asset, and any agreement to give any of the foregoing.
- (d) “Order” means any judgment, writ, decree, determination, award, compliance agreement, settlement agreement, injunction, ruling, charge, judicial or administrative order, determination or other restriction of any Governmental Entity or arbitrator.
- (e) “Person” means a natural person, a corporation, a limited liability company, a partnership, an association, a trust or any other entity or organization, including a government or political

subdivision or any agency or instrumentality thereof.

- (f) “Securities Act” means the United States Securities Act of 1933, as amended, and the rules and regulation promulgated thereunder.
- (g) “Transactions” means the purchase and sale of the Shares and the other transactions contemplated under the Transaction Documents.
- (h) “Transaction Documents” means this Agreement, the Stock Power, the Credit Agreement and any other agreement, document, certificate or writing delivered or to be delivered in connection with this Agreement and any other document related to the Transactions related to the forgoing, including, without limitations, those delivered at the Closing.

Section 1.02 Interpretive Provisions. Unless the express context otherwise requires, the words “hereof,” “herein,” and “hereunder” and words of similar import, when used in this Agreement, shall refer to this Agreement as a whole and not to any particular provision of this Agreement; terms defined in the singular shall have a comparable meaning when used in the plural, and vice versa; the terms “Dollars” and “\$” mean United States Dollars, unless otherwise specified herein; references herein to a specific Section, Subsection, Recital or Exhibit shall refer, respectively, to Sections, Subsections, Recitals or Exhibits of this Agreement; wherever the word “include,” “includes,” or “including” is used in this Agreement, it shall be deemed to be followed by the words “without limitation”; references herein to any gender shall include each other gender; references herein to any Person shall include such Person’s heirs, executors, personal representatives, administrators, successors and assigns; provided, however, that nothing contained in this Section 1.02 is intended to authorize any assignment or transfer not otherwise permitted by this Agreement; references herein to a Person in a particular capacity or capacities shall exclude such Person in any other capacity; references herein to any contract or agreement (including this Agreement) mean such contract or agreement as amended, supplemented or modified from time to time in accordance with the terms thereof; with respect to the determination of any period of time, the word “from” means “from and including” and the words “to” and “until” each means “to but excluding”; references herein to any Law or any license mean such Law or license as amended, modified, codified, reenacted, supplemented or superseded in whole or in part, and in effect from time to time; and references herein to any Law shall be deemed also to refer to all rules and regulations promulgated thereunder.

Article II. PURCHASE AND SALE

Section 2.01 Subject to Credit Agreement. This Agreement is entered into pursuant to the Credit Facility Agreement by and between the Buyer and the Company, dated as of 7 November 2024 (the “Credit Agreement”) and is subject to the terms and conditions thereof. Capitalized or otherwise defined terms used herein without definition shall have the meanings given in the Credit Agreement.

Section 2.02 Purchase and Sale. Subject to the terms and conditions of this Agreement, at Closing, Seller shall sell, grant, assign, convey, transfer and deliver to Buyer, and Buyer shall purchase and acquire from Seller, the Shares, free and clear of all Liens.

Section 2.03 Purchase Price. The purchase price for the Shares shall be \$564.57 per Share, for a resulting total purchase price of \$[_____] (the “Purchase Price”).

Section 2.04 Deliverables at Closing.

- (a) At the Closing, the Buyer shall deliver the Purchase Price to Seller via check.
- (b) At the Closing, Seller shall deliver to Buyer the stock power in the form as attached hereto as Exhibit A, transferring the Shares to Buyer.

Section 2.05 Closing. On the terms set forth herein, the closing of the Transactions (the “Closing”) shall take place by conference call and electronic communication (i.e., emails/pdf) or facsimile, with exchange of original signatures to follow by mail, on the date hereof and effective as of 11:59 p.m. Eastern time, on such date..

Article III. REPRESENTATIONS AND WARRANTIES OF THE SELLER

Seller represents and warrants to Buyer that the following representations and warranties contained in this Article III are true and correct as of the Closing Date:

Section 3.01 Authorization of Transactions. Seller is a natural person or is an entity, duly organized and in good standing in the jurisdiction of its organization and has the requisite power and capacity to execute and deliver the Transaction Documents to which it is a party and to perform its obligations hereunder and thereunder. The execution, delivery and performance by Seller of the applicable Transaction Documents and the consummation of the Transactions have been duly and validly authorized by all requisite action on the part of Seller. The Transaction Documents to which Seller is a party have been duly and validly executed and delivered by Seller. Each Transaction Document to which Seller is a party constitutes the valid and legally binding obligation of Seller, enforceable against Seller in accordance with its terms and conditions, except to the extent enforcement thereof may be limited by applicable bankruptcy, insolvency or other Laws affecting the enforcement of creditors’ rights or by the principles governing the availability of equitable remedies.

Section 3.02 Governmental Approvals; Non-contravention. No consent, Order, action or non-action of, or filing, notification, declaration or registration with, any Governmental Entity or Person is necessary for the execution, delivery or performance by Seller of this Agreement or any other Transaction Document to which Seller is a party. The execution, delivery and performance by Seller of the Transaction Documents to which Seller is a party, and the consummation by Seller of the Transactions, do not (i) violate or conflict with any Law or Order to which Seller or any of the Shares may be subject, (ii) constitute a violation or breach of, be in conflict with, constitute or create (with or without due notice or lapse of time or both) a default (or give rise to any right of termination, modification, cancellation or acceleration) of any obligation under any contract or agreement to which Seller is a party or to which Seller or the Shares are subject or (iii) result in the creation or imposition of any Lien upon any of the rights, properties or assets of Seller or on the Shares.

Section 3.03 The Shares. Seller holds of record and owns beneficially the Shares free and clear of any and all Liens. Other than applicable securities laws, there are no limitations or restrictions on Seller’s right to transfer the Shares to Buyer pursuant to this Agreement. Seller has good and valid title to the Shares and the absolute right to deliver such Shares to Buyer in accordance with this Agreement, free and clear of any and all Liens. Seller is not a party to any option, warrant, purchase right, proxy, power of attorney, voting trust or other contract or agreement with respect to

the voting or dividend rights or the sale, acquisition, issuance, redemption, registration, transfer or other disposition of the Shares (other than this Agreement).

Section 3.04 Brokers. Seller has not engaged, or caused to be incurred any Liability or obligation to, any investment banker, finder, broker or sales agent or any other Person in connection with the origin, negotiation, execution, delivery or performance of the Transaction Documents to which it is a party, or the Transactions.

Article IV. REPRESENTATIONS AND WARRANTIES OF THE BUYER

Buyer represents and warrants to the Seller that the following statements contained in this Article IV are true and correct as of the Closing Date:

Section 4.01 Authorization of Transactions. Buyer is an entity, duly organized and in good standing in the jurisdiction of its organization and has the requisite power and capacity to execute and deliver the Transaction Documents to which it is a party and to perform its obligations hereunder and thereunder. The execution, delivery and performance by Buyer of the applicable Transaction Documents and the consummation of the Transactions have been duly and validly authorized by all requisite action on the part of Buyer. The Transaction Documents to which Buyer is a party have been duly and validly executed and delivered by Buyer. Each Transaction Document to which Buyer is a party constitutes the valid and legally binding obligation of Buyer, enforceable against Buyer in accordance with its terms and conditions, except to the extent enforcement thereof may be limited by applicable bankruptcy, insolvency or other Laws affecting the enforcement of creditors' rights or by the principles governing the availability of equitable remedies.

Section 4.02 Governmental Approvals; Non-contravention. No consent, Order, action or non-action of, or filing, notification, declaration or registration with, any Governmental Entity is necessary for the execution, delivery or performance by Buyer of this Agreement or any other Transaction Document to which Buyer is a party. The execution, delivery and performance by Buyer of the Transaction Documents to which Buyer is a party, and the consummation by Buyer of the Transactions, do not violate any Laws or Orders to which Buyer is subject or violate, breach or conflict with any provision of Buyer's organizational documents.

Section 4.03 No Consent, Violation or Conflict. The execution and delivery of the Transaction Documents by Buyer, the consummation by Buyer of the transactions contemplated thereby, and compliance by the Buyer with the provisions hereof (a) do not and will not violate or, if applicable, conflict with any provision of Law, or any provision of Buyer's amended and restated articles of incorporation or bylaws; and (b) do not and will not, with or without the passage of time or the giving of notice, result in the breach of, cause the acceleration of performance or constitute a default or require any consent under, any material instrument or agreement to which Buyer is a party or by which Buyer or its properties may be bound or affected, other than instruments or agreements as to which consent shall have been obtained at or prior to the Closing Date or any breaches or defaults which would not affect the Buyer's ability to consummate the transactions contemplated thereby.

Section 4.04 Investment Representations.

- (a) Buyer understands and agrees that the consummation of this Agreement including the delivery of the Shares to Buyer as contemplated hereby constitutes the offer and sale of securities under the Securities Act and applicable state statutes and that the Shares are being

acquired for Buyer's own account and not with a present view towards the public sale or distribution thereof, except pursuant to sales registered or exempted from registration under the Securities Act.

- (b) Buyer is either (i) an "accredited investor" as that term is defined in Rule 501(a) of Regulation D (and "Accredited Investor"), or (ii) is not a "US Person" as defined in Regulation S pursuant to the Securities Act and, as of the Closing Date, is not located within the United States, and is not acquiring the Shares for the benefit of any US Person.
- (c) Buyer understands that the Shares are being offered and sold to Buyer in reliance upon specific exemptions from the registration requirements of United States federal and state securities Laws and that the Seller is relying upon the truth and accuracy of, and Buyer's compliance with, the representations, warranties, agreements, acknowledgments and understandings of Buyer set forth herein in order to determine the availability of such exemptions and the eligibility of Buyer to acquire the Shares.
- (d) Buyer and its advisors, if any, have been furnished with all materials relating to the business, finances and operations of the Company and materials relating to the offer and sale of the Shares which have been requested by Buyer or its advisors. Buyer and its advisors, if any, have been afforded the opportunity to ask questions of the Company. Buyer is aware that an investment in the Shares involves a number of very significant risks and has carefully researched and reviewed and understands the risks of, and other considerations relating to the purchase of the Shares.
- (e) Buyer has adequate means of providing for Buyer's current financial needs and foreseeable contingencies and has no need for liquidity of its investment in the Shares for an indefinite period of time, and after purchasing the Shares, Buyer will be able to provide for any foreseeable current needs and possible personal contingencies. Buyer must bear and acknowledges the substantial economic risks of the investment in the Shares including the risk of illiquidity and the risk of a complete loss of this investment.
- (f) Buyer understands that no United States federal or state agency or any other government or governmental agency has passed upon or made any recommendation or endorsement of the Shares.
- (g) Buyer understands that: (i) the Shares have not been and is not being registered under the Securities Act or any state or foreign securities laws, and may not be offered for sale, sold, assigned or transferred unless (A) subsequently registered thereunder, or (B) Buyer shall have delivered to the Company an opinion of counsel, in a generally acceptable form, to the effect that such securities to be sold, assigned or transferred may be sold, assigned or transferred pursuant to an exemption from such registration requirements; (ii) any sale of such securities made in reliance on Rule 144 under the Securities Act (or a successor rule thereto) ("Rule 144") may be made only in accordance with the terms of Rule 144 and further, if Rule 144 is not applicable, any resale of such securities under circumstances in which the seller (or the person through whom the sale is made) may be deemed to be an underwriter (as that term is defined in the Securities Act) may require compliance with some other exemption under the Securities Act or the rules and regulations of the SEC thereunder; and (iii), neither the Company nor any other person is under any obligation to register such securities under the Securities Act or any state securities laws or to comply with the terms

and conditions of any exemption thereunder. There can be no assurance that there will be any market or resale for the Shares, nor can there be any assurance that the Shares will be freely transferable at any time in the foreseeable future.

- (h) Buyer understands that the certificates or other instruments representing the Shares shall bear a restrictive legend in substantially the following form (and a stop transfer order may be placed against transfer of such stock certificates):

THE SECURITIES REPRESENTED HEREBY HAVE NOT BEEN REGISTERED UNDER THE UNITED STATES SECURITIES ACT OF 1933, AS AMENDED (THE "SECURITIES ACT"). THESE SECURITIES MAY BE OFFERED, SOLD, PLEDGED OR OTHERWISE TRANSFERRED ONLY (A) TO THE COMPANY, (B) OUTSIDE THE UNITED STATES IN COMPLIANCE WITH RULE 904 OF REGULATION S UNDER THE SECURITIES ACT, (C) IN COMPLIANCE WITH RULE 144 OR 144A THEREUNDER, IF AVAILABLE, AND IN ACCORDANCE WITH APPLICABLE STATE SECURITIES LAWS, (D) PURSUANT TO AN EFFECTIVE REGISTRATION STATEMENT, OR (E) IN A TRANSACTION THAT DOES NOT REQUIRE REGISTRATION UNDER THE SECURITIES ACT OR ANY APPLICABLE STATE SECURITIES LAWS, AND THE HOLDER HAS, PRIOR TO SUCH SALE, FURNISHED TO THE COMPANY AN OPINION OF COUNSEL OR OTHER EVIDENCE OF EXEMPTION, IN EITHER CASE REASONABLY SATISFACTORY TO THE COMPANY. HEDGING TRANSACTIONS INVOLVING THESE SECURITIES MAY NOT BE CONDUCTED UNLESS IN COMPLIANCE WITH THE SECURITIES ACT.

- (i) Buyer is not a director, executive officer, other officer of the Company, a beneficial owner of 20% or more of the Company's outstanding voting equity securities, calculated on the basis of voting power, nor a promoter (as that term is defined in Rule 405 under the Securities Act) connected with the Company in any capacity at the time of sale of the Shares and is not subject to any of the "Bad Actor" disqualifications described in Rule 506(d)(1)(i) to (viii) under the Securities Act (a "Disqualification Event"), except for a Disqualification Event covered by Rule 506(d)(2) or (d)(3).

Section 4.05 Brokers. Buyer has not engaged any investment banker, finder, broker or sales agent or any other Person in connection with the origin, negotiation, execution, delivery or performance of any Transaction Document to which it is a party, or the Transactions.

Article V. MISCELLANEOUS

Section 5.01 Notices. Any notice or other communications required or permitted hereunder shall be in writing and shall be sufficiently given if personally delivered to it or sent by email, overnight courier or registered mail or certified mail, postage prepaid. Any notice hereunder shall be deemed to have been given (i) upon receipt, if personally delivered, (ii) on the day after dispatch, if sent by overnight courier, (iii) upon dispatch, if transmitted by email with return receipt requested and received and (iv) three (3) days after mailing, if sent by registered or certified mail. Notices shall be sent to the Parties to the addresses of the Parties as set forth in the books and records of the Company.

Section 5.02 Amendments; No Waivers; No Third-Party Beneficiaries.

- (a) This Agreement may be amended, modified, superseded, terminated or cancelled, and any of the terms, covenants, representations, warranties or conditions hereof may be waived, only by a written instrument executed by all of the Parties hereto.
- (b) Every right and remedy provided herein shall be cumulative with every other right and remedy, whether conferred herein, at law, or in equity, and may be enforced concurrently herewith, and no waiver by any Party of the performance of any obligation by the other shall be construed as a waiver of the same or any other default then, theretofore, or thereafter occurring or existing.
- (c) Neither any failure or delay in exercising any right or remedy hereunder or in requiring satisfaction of any condition herein nor any course of dealing shall constitute a waiver of or prevent any Party from enforcing any right or remedy or from requiring satisfaction of any condition. No notice to or demand on a Party waives or otherwise affects any obligation of that Party or impairs any right of the Party giving such notice or making such demand, including any right to take any action without notice or demand not otherwise required by this Agreement. No exercise of any right or remedy with respect to a breach of this Agreement shall preclude exercise of any other right or remedy, as appropriate to make the aggrieved Party whole with respect to such breach, or subsequent exercise of any right or remedy with respect to any other breach.
- (d) Notwithstanding anything else contained herein, no Party shall seek, nor shall any Party be liable for, consequential, punitive or exemplary damages, under any tort, contract, equity, or other legal theory, with respect to any breach (or alleged breach) of this Agreement or any provision hereof or any matter otherwise relating hereto or arising in connection herewith.

Section 5.03 Expenses. Unless otherwise contemplated or stipulated by this Agreement, all costs and expenses incurred in connection with this Agreement shall be paid by the Party incurring such cost or expense.

Section 5.04 Further Assurances. Following the Closing, each Party shall execute and deliver such documents and other papers and take such further action as may be reasonably required to carry out the provisions of the Transaction Documents.

Section 5.05 Successors and Assigns; Benefit. The provisions of this Agreement shall be binding upon and inure to the benefit of the Parties and their respective successors and assigns. No Party may assign (other than by operation of law), delegate or otherwise transfer any of its rights or obligations under this Agreement without the written consent of the other Party, and any such attempted assignment in contravention of the provisions herein shall be null and void and of no force or effect. Other than as specifically set forth herein, nothing in this Agreement, expressed or implied, shall confer on any Person other than the Parties, and their respective successors and permitted assigns, any rights, remedies, obligations, or liabilities under or by reason of this Agreement.

Section 5.06 Counsel. The Parties acknowledge and agree that Anthony, Linder & Cacomanolis, PLLC (“Counsel”) has acted as legal counsel to the Company, and that Counsel has prepared this Agreement at the request of the Company, and that Counsel is not legal counsel to either of the Parties. Each of the Parties acknowledges and agrees that they are aware of, and have consented to,

the Counsel acting as legal counsel to the Company and preparing this Agreement, and that Counsel has advised each of the Parties to retain separate counsel to review the terms and conditions of this Agreement and the other documents to be delivered in connection herewith, and each Party has either waived such right freely or has otherwise sought such additional counsel as it has deemed necessary. Each of the Parties acknowledges and agrees that Counsel does not owe any duties to either Party in connection with this Agreement and the transactions contemplated herein. Each of the Parties hereby waives any conflict of interest which may apply with respect to Counsel's actions as set forth herein, and the Parties confirm that the Parties have previously negotiated the material terms of the agreements as set forth herein.

Section 5.07 Governing Law; Etc.

- (a) This Agreement, and any and all claims, proceedings or causes of action relating to this Agreement or arising from this Agreement or the transactions contemplated herein, including, without limitation, tort claims, statutory claims and contract claims, shall be interpreted, construed, governed and enforced under and solely in accordance with the substantive and procedural laws of the State of Florida, in each case as in effect from time to time and as the same may be amended from time to time, and as applied to agreements performed wholly within the State of Florida.
- (b) ANY LEGAL SUIT, ACTION OR PROCEEDING ARISING OUT OF OR BASED UPON THIS AGREEMENT, THE OTHER TRANSACTION DOCUMENTS OR THE TRANSACTIONS CONTEMPLATED HEREIN SHALL BE INSTITUTED SOLELY IN THE FEDERAL COURTS OF THE UNITED STATES OF AMERICA OR THE COURTS OF THE STATE OF FLORIDA, IN EACH CASE LOCATED IN BROWARD COUNTY, FLORIDA, AND EACH PARTY IRREVOCABLY SUBMITS TO THE PERSONAL JURISDICTION OF SUCH COURTS IN ANY SUCH SUIT, ACTION OR PROCEEDING. THE PARTIES IRREVOCABLY AND UNCONDITIONALLY WAIVE ANY OBJECTION TO THE LAYING OF VENUE OF ANY SUIT, ACTION OR ANY PROCEEDING IN SUCH COURTS AND IRREVOCABLY WAIVE AND AGREE NOT TO PLEAD OR CLAIM IN ANY SUCH COURT THAT ANY SUCH SUIT, ACTION OR PROCEEDING BROUGHT IN ANY SUCH COURT HAS BEEN BROUGHT IN AN INCONVENIENT FORUM.
- (C) EACH PARTY HERETO HEREBY WAIVES, TO THE FULLEST EXTENT PERMITTED BY APPLICABLE LAW, ANY RIGHT IT MAY HAVE TO A TRIAL BY JURY IN ANY LEGAL PROCEEDING DIRECTLY OR INDIRECTLY ARISING OUT OF OR RELATING TO THIS AGREEMENT OR THE TRANSACTIONS, THE PERFORMANCE THEREOF OR THE FINANCINGS CONTEMPLATED THEREBY (WHETHER BASED ON CONTRACT, TORT OR ANY OTHER THEORY). EACH PARTY HERETO (A) CERTIFIES THAT NO REPRESENTATIVE, AGENT OR ATTORNEY OF ANY OTHER PARTY HAS REPRESENTED, EXPRESSLY OR OTHERWISE, THAT SUCH OTHER PARTY WOULD NOT, IN THE EVENT OF LITIGATION, SEEK TO ENFORCE THE FOREGOING WAIVER AND (B) ACKNOWLEDGES THAT IT AND THE OTHER PARTIES HERETO HAVE BEEN INDUCED TO ENTER INTO THIS AGREEMENT BY, AMONG OTHER THINGS, THE MUTUAL WAIVERS AND CERTIFICATIONS IN THIS SECTION 5.07(C). EACH OF THE PARTIES ACKNOWLEDGE THAT EACH HAS BEEN REPRESENTED IN CONNECTION WITH THE SIGNING OF THE WAIVER IN THIS SECTION 5.07(C)

BY INDEPENDENT LEGAL COUNSEL SELECTED BY THE RESPECTIVE PARTY AND THAT SUCH PARTY HAS DISCUSSED THE LEGAL CONSEQUENCES AND IMPORT OF THIS WAIVER WITH LEGAL COUNSEL. EACH OF THE PARTIES FURTHER ACKNOWLEDGE THAT EACH HAS READ AND UNDERSTANDS THE MEANING OF SUCH WAIVER AND GRANTS SUCH WAIVER KNOWINGLY, VOLUNTARILY, WITHOUT DURESS AND ONLY AFTER CONSIDERATION OF THE CONSEQUENCES OF THIS WAIVER WITH LEGAL COUNSEL.

Section 5.08 Survival. The representations and warranties in this Agreement shall survive the Closing for a period of 12 months from the Closing Date, and no claim for indemnification may be made after such time. All covenants and agreements in this Agreement will survive until fully performed; provided, however, that, nothing herein shall prevent a Party from making any claim hereunder, or relieve any other Party from any liability hereunder, after such time for any breach thereof.

Section 5.09 Severability. If any provision of this Agreement is invalid, illegal or incapable of being enforced by any rule of law, or public policy, all other conditions and provisions of this Agreement shall nevertheless remain in full force and effect so long as the economic or legal substance of the Transactions is not affected in any manner adverse to any Party. Upon such determination that any provision is invalid, illegal or incapable of being enforced, the Parties shall negotiate in good faith to modify this Agreement so as to effect the original intent of the Parties as closely as possible in an acceptable manner to the end that the Transactions are fulfilled to the extent possible.

Section 5.10 Entire Agreement. This Agreement constitutes the entire agreement between the Parties with respect to the subject matter hereof and thereof and supersedes all prior agreements and understandings, both oral and written, between the Parties with respect to the subject matter hereof and thereof.

Section 5.11 Specific Performance. Each Party agrees that irreparable damage would occur if any provision of this Agreement were not performed in accordance with the terms hereof and that each Party shall be entitled to seek specific performance of the terms hereof in addition to any other remedy at law or in equity.

Section 5.12 Counterparts. This Agreement may be executed in multiple counterparts, each of which shall be deemed an original and all of which taken together shall be but a single instrument. Counterparts may be delivered via facsimile, electronic mail (including pdf or any electronic signature complying with the U.S. federal ESIGN Act of 2000, e.g., www.docusign.com) or other transmission method and any counterpart so delivered shall be deemed to have been duly and validly delivered and be valid and effective for all purposes.

[Signature page follows]

IN WITNESS WHEREOF, the Parties have caused this Agreement to be duly executed as of the Closing Date.

[Founder]

By: _____
Name: _____
Title: _____

Data Factory France SA

By: _____
Name: Richard Detente
Title: Chief Executive Officer

IRREVOCABLE STOCK POWER

Data Factory Invest Inc.

FOR VALUABLE CONSIDERATION, the receipt of which is hereby acknowledged, [Founder] (“Seller”) hereby assigns, transfers, and conveys to Data Factory France SA, all of Seller’s right, title, and interest in and to _____ shares of common stock, no stated par value per share, of Data Factory Invest Inc. a Florida corporation (the “Company”) and hereby irrevocably appoints the Chief Executive Officer, President and Secretary of the Company, and each of them, as Seller’s attorney-in-fact to transfer said share on the books of the Company, with full power of substitution in the premises.

Date: _____

Seller Name: [Founder]

By: _____
Name: _____
Title: _____

Exhibit D
Form of Stock Power
(Attached)

IRREVOCABLE STOCK POWER

Data Factory Invest Inc.

FOR VALUABLE CONSIDERATION, the receipt of which is hereby acknowledged, Data Factory France SA (“Seller”) hereby assigns, transfers, and conveys to _____, all of Seller’s right, title, and interest in and to _____ shares of common stock, no stated par value per share, of Data Factory Invest Inc. a Florida corporation (the “Company”) and hereby irrevocably appoints the Chief Executive Officer, President and Secretary of the Company, and each of them, as Seller’s attorney-in-fact to transfer said share on the books of the Company, with full power of substitution in the premises.

Date: _____

Seller Name: Data Factory France SA

By: _____
Name: _____
Title: _____

Exhibit E
Form of Joinder to Shareholders' Agreement
(Attached)

Joinder to Shareholders' Agreement

Dated [_____]

The undersigned hereby accepts, and becomes a party to, the Shareholders' Agreement (the "Agreement") of Data Factory Invest Inc., a Florida corporation (the "Company"), in connection with the acquisition of Shares (as defined in the Agreement) as set forth below of the Company, and by its signature below signifies its agreement to be bound by the terms and conditions of the Agreement.

Shareholder Name: _____

By: _____

Name: _____

Title: _____

(if applicable)

Number of Shares: Such Shares as may be held by Shareholder from time to time, as set forth in the books and records of the company.

Agreed and Accepted:

Data Factory Invest Inc.

By: _____

Name: Philippe Erb

Title: President

Shareholder name: _____

WAIVER PURSUANT TO SHAREHOLDERS' AGREEMENT

Dated as of _____

This Waiver Pursuant to Shareholders' Agreement (this "Waiver") is entered into by and between Data Factory Invest Inc., a Florida corporation (the "Company") and the shareholder of the Company as named above (the "Shareholder"), as of the date first set forth above.

1. The Company and the Shareholder and other shareholders of the Company are parties to the Shareholders' Agreement, dated as of July 29, 2024 (the "Shareholders' Agreement").
2. The Company, Data Factory France SA, an affiliate of the Company and also a shareholder of the Company ("Data Factor France") and certain shareholders are expected to be undertaking the following actions (the matters and transactions as set forth in this Section 1, collectively, the "Transactions"): Data Factory France expects to issue certain bonds, certain proceeds of which will be loaned to the Company, and which will be secured by certain assets of the Company, and in connection therewith it is expected that certain or all of the Founders (as defined in the Shareholders' Agreement) may transfer certain shares of Common Stock to Data Factory France, for further transfer to the purchasers of the bonds (the "Bondholders").
3. The Shareholders' Agreement provides to all of the shareholders a right of second refusal to acquire any shares of Common Stock proposed to be sold by any shareholder, as set forth in Section 2.03 and Section 2.04 of the Shareholders' Agreement, respectively.
4. Pursuant to the provisions of Section 6.13 of the Shareholders' Agreement, the Shareholder hereby waives its rights to acquire any shares of Common Stock as proposed to be Transferred to the Bondholders in the Transactions, and consents to the consummation of the Transactions without any selling shareholder of the Company (whether currently a shareholder of the Company or becoming a shareholder of the Company as a result of any receipt of shares of Common Stock in the Transactions) complying with the requirements of Section 2.04 of the Shareholders' Agreement.
5. This Waiver may be executed in multiple counterparts, each of which shall be deemed an original and all of which taken together shall be but a single instrument. Counterparts may be delivered via facsimile, electronic mail (including pdf or any electronic signature complying with the U.S. federal ESIGN Act of 2000, e.g., www.docusign.com) or other transmission method and any counterpart so delivered shall be deemed to have been duly and validly delivered and be valid and effective for all purposes.

[Signatures Appear on Following Pages]

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned have executed this Waiver as of the date first set forth above.

Shareholder: _____

By: _____

Name: _____

Title: _____
(if applicable)

Agreed and accepted:

Data Factory Invest Inc.

By: _____
Name: Philippe Erb
Title: President

Exhibit F
Form of Bondholder Certification
(Attached)

BONDHOLDER CERTIFICATION

In connection with the receipt of certain shares of common stock of Data Factory Invest Inc., a Florida corporation (the “Company”), the undersigned hereby certifies, represents and warrants to the Company and any transferor of such shares as follows (please check the applicable items):

- The undersigned IS a U.S. Person (as defined below) _____
- The undersigned IS NOT a U.S. Person _____
- The undersigned IS an “accredited investor” (as defined below) _____
- The undersigned IS NOT an “accredited investor” _____

Bondholder Name: _____

By: _____

Name: _____

Title: _____
(if applicable)

Date: _____

U.S. Person

A “U.S. Person” is defined as any of the following:

- Any natural person resident in United States of America, its territories and possessions, any State of the United States, and the District of Columbia (collectively, the United States.
- Any partnership or corporation organized or incorporated under the laws of the United States.
- Any estate of which any executor or administrator is a US Person.
- Any trust of which any trustee is a US Person.
- Any agency or branch of a foreign entity located in the United States.
- Any non-discretionary account or similar account (other than an estate or trust) held by a dealer or other fiduciary for the benefit or account of a US Person.

- Any discretionary account or similar account (other than an estate or trust) held by a dealer or other fiduciary organized, incorporated, or (if an individual) resident of the United States.
- Any partnership or corporation if (i) organized or incorporated under the laws of any foreign jurisdiction and (ii) formed by a US Person principally for the purpose of investing in securities not registered under the United States Securities Act of 1933, as amended (together with the rules and regulations thereunder, the “Securities Act”), unless it is organized or incorporated, and owned, by accredited investors (as defined in Rule 501(a) of Regulation D promulgated under the Securities Act) who are not natural persons, estates or trusts.

Accredited Investor

An “accredited investor” is defined as any of the following:

- A natural person whose net worth, either individually or jointly with such person’s spouse, at the time of Subscriber’s purchase, exceeds \$1,000,000.
- A natural person who had an individual income in excess of \$200,000, or joint income with that person’s spouse in excess of \$300,000, in each of the two most recent years and reasonably expects to reach the same income level in the current year.
- A bank as defined in Section 3(a)(2) of the Securities Act, or any savings and loan association or other institution as defined in Section 3(a)(5)(A) of the Securities Act, whether acting in its individual or fiduciary capacity.
- A broker or dealer registered pursuant to Section 15 of the United States Securities Exchange Act of 1934, as amended (the “Exchange Act”).
- An insurance company as defined in section 2(13) of the Exchange Act.
- An investment company registered under the Investment Company Act of 1940 or a business development company as defined in Section 2(a)(48) of that Act.
- A Small Business Investment Company licensed by the U.S. Small Business Administration under Section 301(c) or (d) of the Small Business Investment Act of 1958.
- A plan established and maintained by a state, its political subdivisions, or any agency or instrumentality of a state, or its political subdivisions for the benefit of its employees, if such plan has total assets in excess of \$5,000,000.
- An employee benefit plan within the meaning of the Employee Retirement Income Security Act of 1974, if the investment decision is made by a plan fiduciary, as defined in Section 3(21) of such act, which is either a bank, savings and loan association, insurance company, or registered investment adviser, or if the employee benefit plan has total assets in excess

of \$5,000,000 or, if a self-directed plan, with investment decisions made solely by persons that are accredited investors.

- A private business development company as defined in Section 202(a)(22) of the Investment Advisers Act of 1940.
- An organization described in Section 501(c)(3) of the Internal Revenue Code, or a corporation, business trust or partnership, not formed for the specific purpose of acquiring the Units, with total assets in excess of \$5,000,000.
- A director or executive officer of the Company.
- A trust, with total assets in excess of \$5,000,000, not formed for the specific purpose of acquiring the Units, whose purchase is directed by a sophisticated person who has such knowledge and experience in financial and business matters that such person is capable of evaluating the merits and risks of investing in the Company.
- An entity in which all of the equity owners qualify under any of the above items.

Annexe 2

Facteurs de risque en langue anglaise se rapportant aux actions Data Factory Invest

RISK FACTORS

For purposes herein, (i) any reference to the “Company” shall be deemed a reference to Data Factory Invest, Inc., a Florida corporation (“DFI”), and its subsidiaries, collectively; (ii) any reference to the “Shares” is a reference to the shares of common stock, no stated par value per share, of DFI; (iii) any reference to an “Investor” is a reference to any person or entity who may acquire any Shares; and (iv) any reference to “DF France” is a reference to Data Factory France SA, a French joint stock limited liability company which is the issuer of the Bonds. An investment in the Shares involves a number of risks. You should carefully consider the following risks and other information in this document before purchasing the Shares.

AN INVESTMENT IN THE SHARES INVOLVES SIGNIFICANT RISK AND IS SUITABLE ONLY FOR PERSONS WHO ARE CAPABLE OF BEARING THE RISKS, INCLUDING THE RISK OF LOSS OF A SUBSTANTIAL PART OR ALL OF THEIR INVESTMENT. CAREFUL CONSIDERATION OF THE FOLLOWING RISK FACTORS, AS WELL AS OTHER INFORMATION IN THIS DOCUMENT IS ADVISABLE PRIOR TO ACQUIRING ANY SHARES. PROSPECTIVE INVESTORS SHOULD READ ALL SECTIONS OF THIS DOCUMENT AND ARE STRONGLY URGED AND EXPECTED TO CONSULT THEIR OWN LEGAL AND FINANCIAL ADVISERS BEFORE INVESTING IN THE SHARES. THE INFORMATION IN THIS DOCUMENT AND OTHER INFORMATION PROVIDED TO A POTENTIAL INVESTOR IN CONNECTION HEREWITH CONTAINS BOTH HISTORICAL AND FORWARD-LOOKING STATEMENTS. PLEASE BE ADVISED THAT THE COMPANY’S ACTUAL FINANCIAL CONDITION, OPERATING RESULTS AND BUSINESS PERFORMANCE MAY DIFFER MATERIALLY FROM THAT ESTIMATED BY THE COMPANY IN FORWARD-LOOKING STATEMENTS. THE COMPANY HAS ATTEMPTED TO IDENTIFY, IN CONTEXT, CERTAIN OF THE FACTORS THAT IT CURRENTLY BELIEVES COULD CAUSE ACTUAL FUTURE RESULTS TO DIFFER FROM THE COMPANY’S CURRENT EXPECTATIONS. THE DIFFERENCES MAY BE CAUSED BY A VARIETY OF FACTORS, INCLUDING BUT NOT LIMITED TO, ADVERSE ECONOMIC CONDITIONS, COMPETITORS (INCLUDING THE ENTRY OF NEW COMPETITORS), INADEQUATE CAPITAL, UNEXPECTED COSTS, LOWER REVENUES AND NET INCOME THAN ANTICIPATED, FLUCTUATION AND VOLATILITY OF THE COMPANY’S OPERATING RESULTS AND FINANCIAL CONDITION, INABILITY TO CARRY OUT MARKETING AND SALES PLANS, LOSS OF KEY EXECUTIVES OR OTHER PERSONNEL, AND OTHER RISKS THAT MAY OR MAY NOT BE REFERRED TO IN THESE RISK FACTORS.

Risks Related to the Company and our Business

We have a limited operating history and thus are subject to risks of business development.

The Company was relatively recently organized and has only a limited history upon which an evaluation of its prospects and future performance can be made. The Company’s proposed operations are subject to all business risks associated with new enterprises. The likelihood of the Company’s success must be considered in light of the problems, expenses, difficulties, complications, and delays frequently encountered in connection with the expansion of a business, operation in a competitive industry. There is a possibility that the Company could sustain losses in the future.

Although the Company believes that its relationships and experience are advantages, the Company's limited operating history may make it difficult to evaluate its current business and future prospects. The Company will continue to encounter risks and difficulties frequently experienced by growing companies in rapidly developing and changing industries, including challenges in forecasting accuracy, determining appropriate investments of its limited resources, gaining market acceptance, managing a complex regulatory landscape and developing new products.

The Company's current operating model may require changes in order for it to scale its operations efficiently. Investors should consider the Company's business and prospects in light of the risks and difficulties it faces as an early-stage company focused on the operations as described above.

The Company does not have any material cash reserves or operations at this time. No assurances can be given that we will generate sufficient revenue or obtain necessary financing to continue as a going concern.

There can be no assurance that the Company's efforts will result in successful commercialization or further development of the Company's operations, that the Company's marketing efforts will be successful, or that the Company will ever achieve significant (or any) revenue. If the Company fails to achieve its goals outlined, the Company may run out of money to run its operation and as such, the Company would need to raise additional working capital. Failure to do so could result with Investors losing part or all of their money invested.

The Company may face substantial competition from a number of known and unknown competitors.

There may be a number of organizations that are or may be working in the same industries as the Company. Some or all of such organizations may have substantially greater technological expertise or experience with these industries than the Company, and their activities could have a material adverse effect on the Company.

The Company may be forced to cease operations.

It is possible that, due to any number of reasons, the Company may no longer be viable to operate and the Company may dissolve.

The Company may not successfully develop or conduct its operations.

The Company remains in the preliminary stages of its development. In addition, the Company's operations will require significant capital funding, expertise of the Company's management and time and effort in order to be successful. There can be no assurance that the Company's operations will be successful.

Our success is dependent on our key personnel.

We believe that our success will depend on continued employment by us of senior management and key technical personnel. If one or more members of our senior management team in the future were unable or unwilling to continue in their present positions, our business and operations could be disrupted or fail. The loss of the services of any of its executive officers within

a short period of time could have a material adverse effect on the Company's business. The Company's future success is also dependent upon its ability to attract and retain a significant number of other highly qualified personnel. Competition for such personnel is intense, and if the Company is unable to attract and retain significant numbers of additional key employees, its business, financial condition, and results of operations may be adversely affected. The Company can make no assurance that such key personnel will remain in its employ or that it will be able to attract and retain key personnel in the future.

Our directors and our executive officers may have other business interests and obligations to other entities.

None of our directors or officers will be required to manage the Company as their sole and exclusive function and they may have other business interests and may engage in other activities in addition to those relating to the Company, provided that such activities do not compete with the business of the Company or otherwise breach their agreements with the Company. We are dependent on our director or officers and officers to successfully operate our Company. Their other business interests and activities could divert time and attention from operating our business.

Potential conflicts of interest may arise in the course of our operations involving any member of management's interest, or an affiliate company's interest, as well as their respective interests in other potential unrelated activities. The Company does not have any formally documented procedures to identify, analyze or monitor conflicts of interest.

If we are unable to recruit additional executives and personnel, we may not be able to execute our forecasted business strategy and our growth may be hindered; limited time availability.

Our success largely depends on our ability to continue to recruit qualified senior executives and other key personnel. Competition for senior management personnel is intense and there can be no assurance that we will be able to retain our personnel or attract additional qualified personnel. The loss of a member of senior management may require the remaining executive officers to divert immediate and substantial attention to fulfilling his or her duties and to seeking a replacement. We may not be able to continue to attract or retain such personnel in the future. Any inability to fill vacancies in our senior executive positions on a timely basis could impair our ability to implement our business strategy, which would harm our business and results of operations.

We do not have employment agreements with any of our executives currently and there can be no assurance that we will be successful in retaining their services. A diminution or loss of their services could significantly harm our business, prospects, financial condition and results of operations.

The Company's results are dependent on successful product initiatives and acceptance by consumers of the Company's business model.

The Company's results are dependent on successful acquisitions, product initiatives and acceptance by consumers of the Company's products and services and business model. The Company's new or improved product introductions, along with its other product initiatives, are designed to capitalize on customer or consumer trends. In order to remain successful, the Company must anticipate and react to these trends and develop new or improved products and services to address them. While the Company intends to devote significant resources to meeting this goal, the

Company may not be successful in developing new or improved products and services, or its new or improved products and services may not be accepted by customers or consumers.

Projections are speculative and are based upon a number of assumptions. Any projected financial results prepared by or on behalf of the Company have not been independently reviewed, analyzed, or otherwise passed upon. Such “forward-looking” statements are based on various assumptions, which assumptions may prove to be incorrect. Such assumptions include, but are not limited to (i) the future status of local and regional economies, (ii) anticipated demand for our products and services, (iii) anticipated costs associated with the research and development of our products and services, and (iv) anticipated procurement and retention of a customer base. Accordingly, there can be no assurance that such projections, assumptions, and statements will accurately predict future events or actual performance. Any projections of cash flow should be considered speculative and are qualified in their entirety by the assumptions, information and risks disclosed in this document. Investors are advised to consult with their own independent tax and business advisors concerning the validity and reasonableness of the factual, accounting and tax assumptions. No representations or warranties whatsoever are made by the Company, its affiliates or any other person or entity as to the future profitability of the Company or the results of making an investment in the Shares.

We expect continued losses in the foreseeable future.

We expect to incur losses for the foreseeable future and, if we ever have profits, we may not be able to sustain them. Our expenses will increase as we build an infrastructure to implement our business model. For example, we may hire additional employees, expand information technology systems and lease more space for our corporate offices. In addition, we plan to significantly increase our operating expenses to fully develop and broaden our service and product offerings, acquire customers, explore opportunities and alliances with other companies and facilitate business arrangements. Expenses may also increase due to the potential effect of goodwill amortization and other charges resulting from completed and future acquisitions. If any one of these and other expenses is not accompanied by increased revenue, our losses will be greater than we anticipate.

We may not effectively manage growth. The anticipated growth of the Company’s business will result in a corresponding growth in the demands on the Company’s management and its operating infrastructure and internal controls. While we are planning for managed growth, any future growth may strain management resources and operational, financial, human and management information systems, which may not be adequate to support the Company’s operations and will require the Company to develop further management systems and procedures. There can be no guarantee that the Company will be able to develop such systems or procedures effectively on a timely basis. The failure to do so could have a material adverse effect upon the Company’s business, operating results and financial condition.

Many of our competitors have greater brand recognition and greater financial, marketing and other resources.

Many, if not all, of our competitors have greater brand recognition, and greater financial, marketing, and other resources than the Company. This may place us at a disadvantage in making acquisitions, responding to our competitors’ pricing strategies, technological advances, advertising campaigns, strategic alliances and other initiatives. In any event, the Company expects to compete with a number of companies, many of which have considerably greater financial, personnel,

marketing, technical and operating resources. Consequently, such competitors may be in a better position than the Company to take advantage of potential acquisitions of assets or companies, customer acquisition and business opportunities, and devote greater resources to marketing and sale of their product offerings. There cannot be any certainty that the Company will be able to compete successfully. There are no assurances that our approach will be successful.

Some of our current and potential competitors may have significantly greater resources or better competitive positions in certain product segments, geographic regions or user demographics than we do.

These factors may allow our competitors to respond more effectively than us to new or emerging technologies and changes in market conditions. We believe that some of our customers are aware of and actively engaging with other products and services similar to, or as a substitute for, our products and services, and we believe that some of our customers have reduced their use of and engagement with us in favor of these other products and services. In the event that our customers increasingly engage with other products and services, we may experience a decline in use and engagement in key user demographics or more broadly, in which case our business would likely be harmed.

Our competitors may develop products and services, features, or services that are similar to ours or that achieve greater acceptance, may undertake more far-reaching and successful product development efforts or marketing campaigns, or may adopt more aggressive pricing policies. Some competitors may gain a competitive advantage against us in areas where we operate, including by making acquisitions. As a result, our competitors may acquire and engage customers or generate revenue at the expense of our own efforts, which may negatively affect our business and financial results. In addition, from time to time, we may take actions in response to competitive threats, but we cannot assure you that these actions will be successful or that they will not negatively affect our business and financial results.

If we are not able to compete effectively, our customer base may decrease and our revenue and results of operations may be materially and adversely affected.

Management has broad discretion as to the use of proceeds.

The Company reserves the right to use the funds obtained from DF France in the Company's discretion. As a result of the foregoing, the success of the Company will be substantially dependent upon the discretion and judgment of management with respect to application and allocation of the net proceeds of such funds. Investors will be entrusting these funds to the Company's management, upon whose judgment and discretion Investors must depend.

There may be unanticipated obstacles to the execution of the Company's business model.

The Company's business plans may change significantly. Our business model is capital intensive. We believe that our chosen activities and strategies are achievable in light of current economic and legal conditions with the skills, background, and knowledge of our principals and advisors. Our management reserves the right to make significant modifications to its stated strategies depending on future events.

Our proposed plan of operation and prospects will depend largely upon our ability to successfully establish the Company's presence in a timely fashion, retain and continue to hire

skilled management, technical, marketing, and other personnel, and attract and retain significant numbers of quality business partners and corporate clients. There can be no assurance that we will be able to successfully implement our business plan or develop or maintain future business relationships and/or celebrity relationships, or that unanticipated expenses, problems or technical difficulties which would result in material delays in implementation will not occur.

We may fail to implement our business plan.

Investors may lose their entire investment if we fail to implement our business plan. Our prospects must be considered in light of the risks, uncertainties, expenses, and difficulties frequently encountered by companies in the early stages of development. These risks include, without limitation, competition, the absence of ongoing revenue streams, somewhat inexperienced management and lack of brand recognition. We cannot guarantee that we will be successful in executing our business. If we fail to implement and create a base of operations for our proposed business, we may be forced to cease operations, in which case Investors may lose their entire investment.

Negative publicity could adversely affect our business and operating results.

Negative publicity about our industry or the Company, including the utility of our products and services and offerings, even if inaccurate, could adversely affect our reputation and the confidence in, and the use of, our marketplace, which could harm our business and operating results. Harm to our reputation can arise from many sources, including employee misconduct, misconduct by our partners, outsourced service providers or other counter-parties, failure by us or our partners to meet minimum standards of service and quality and compliance failures and claims.

Rapid growth may strain our resources.

We expect to experience significant and rapid growth in the scope and complexity of our business, which may place a significant strain on our senior management team and our financial and other resources. Such growth, if experienced, may expose us to greater costs and other risks associated with growth and expansion. We may be required to hire a broad range of additional employees, including other support personnel, among others, in order to successfully advance our operations. We may be unsuccessful in these efforts or we may be unable to project accurately the rate or timing of these increases.

Our ability to manage our growth effectively will require us to continue to improve our operations, to improve our financial and management information systems, and to train, motivate, and manage our future employees. This growth may place a strain on our management and operational resources. The failure to develop and implement effective systems, or to hire and retain sufficient personnel for the performance of all of the functions necessary to effectively service and manage our business, or the failure to manage growth effectively, could have a materially adverse effect on our business, financial condition, and results of operations. In addition, difficulties in effectively managing the budgeting, forecasting, and other process control issues presented by such a rapid expansion could harm our business, financial condition, and results of operations.

Availability of Additional Funds

We will need to raise additional capital. In order to continue operating, we may need to obtain additional financing, either through borrowings, private offerings, public offerings, or some

type of business combination, such as a merger, or buyout, and there can be no assurance that we will be successful in such pursuits. We may be unable to acquire the additional funding necessary to continue operating. Accordingly, if we are unable to generate adequate cash from operations, and if we are unable to find sources of funding, it may be necessary for us to sell one or more lines of business or all or a portion of our assets, enter into a business combination, or reduce or eliminate operations. These possibilities, to the extent available, may be on terms that result in significant dilution to our shareholders or that result in our Investors losing all of their investment in the Company.

Although we believe that we have access to capital resources, there are no commitments in place for new financing as of the date of this document and there can be no assurance that we will be able to obtain funds on commercially acceptable terms, if at all. We expect to have ongoing needs for working capital in order to fund operations and to continue to expand our operations. To that end, we may be required to raise additional funds through equity or debt financing. However, there can be no assurance that we will be successful in securing additional capital. If we are unsuccessful, we may need to (a) initiate cost reductions; (b) forego business development opportunities; (c) seek extensions of time to fund liabilities, or (d) seek protection from creditors.

In addition, if we are unable to generate adequate cash from operations, and if we are unable to find sources of funding, it may be necessary for us to sell one or more lines of business or all or a portion of our assets, enter into a business combination, or reduce or eliminate operations. These possibilities, to the extent available, may be on terms that result in significant dilution to our shareholders or that result in our shareholders losing all of their investment in our Company.

If we are able to raise additional capital, we do not know what the terms of any such capital raising would be. In addition, any future sale of our equity securities would dilute the ownership and control of your Shares and could be at prices substantially below prices at which our shares of Common Stock are valued as of such time. Our inability to raise capital could require us to significantly curtail or terminate our operations. We may seek to increase our cash reserves through the sale of additional equity or debt securities. The sale of convertible debt securities or additional equity securities could result in additional and potentially substantial dilution to our shareholders. The incurrence of indebtedness would result in increased debt service obligations and could result in operating and financing covenants that would restrict our operations and liquidity. In addition, our ability to obtain additional capital on acceptable terms is subject to a variety of uncertainties.

The sale of the additional Shares could cause the value of our Shares to decline.

The sale of a substantial number of Shares, or anticipation of such sales, could make it more difficult for us to sell equity or equity-related securities in the future at a time and at a price that we might otherwise wish.

Our Articles of Incorporation and Bylaws provides for indemnification of the officers and directors.

Our Articles of Incorporation and Bylaws provides for the indemnification of our officers and directors at our expense and limit their liability to the Company, and this may result in a major cost to us because Company resources may be expended for the benefit of the present or former officers and directors.

The United States Securities and Exchange Commission (the “SEC”) mandates the

following disclosure of its position on indemnification for liabilities under the federal securities laws:

“Insofar as indemnification for liabilities arising under the Securities Act of 1933 may be permitted to directors, officers or persons controlling an issuer, the Company has been informed that in the opinion of the Securities and Exchange Commission such indemnification is against public policy as expressed in the Act and is therefore unenforceable.”

General economic conditions and recent events may affect the Company and its operations.

Various sectors of the global financial markets have been experiencing an extended period of adverse conditions. These conditions have resulted in reduced liquidity, greater volatility, general widening of credit spreads and a lack of price transparency. The short- and long-term impact of these events is uncertain, but could have a material effect on general economic conditions, consumer and business confidence and market liquidity. Investments made by the Company are expected to be sensitive to the performance of the overall economy. A negative impact on economic fundamentals and consumer and business confidence would likely increase market volatility and reduce liquidity, both of which could have a material adverse effect on the ability of the Company to dispose of or realize its assets or investments at favorable multiples and on the performance of the Company generally, and these or similar events may affect the ability of the Company to execute its investment strategies.

There will exist recourse to the Company’s assets.

The Company’s assets are available to satisfy all liabilities and other obligations of the Company. If the Company becomes subject to a liability, parties seeking to have the liability satisfied may have recourse to the Company’s assets generally and not be limited to any particular asset, such as the asset representing the investment giving rise to the liability or to any particular operating subsidiary of the Company.

Regulatory, legal and tax changes may adversely affect the Company.

Legal, tax and regulatory changes, as well as judicial decisions, could adversely affect the Company. In response to the recent global financial crisis, there have been unprecedented legislative and regulatory actions taken by numerous governmental authorities and their agencies. Many of these actions have been directed at the securities industry in general and specific segments of the industry. Additional legislative and regulatory action is likely. Changes to the securities laws and regulations could occur during the term of the Company and may adversely affect the Company and its ability to operate. Such risks are often difficult or impossible to predict, avoid or mitigate. The effect on the Company of any such regulatory or legal changes could be substantial and adverse.

Our financial condition and results of operation will depend on our ability to manage future growth effectively.

Our ability to achieve our investment objective will depend on our ability to grow, which will depend, in turn, on the ability of the Board and the officers it names name to execute on our business plan. The management team of Company will have substantial responsibilities under the Articles of Incorporation and Bylaws. In addition, the employees of the Company may also be

called upon to provide managerial assistance. Any failure to manage our future growth effectively could have a material adverse effect on our business, financial condition, and results of operations.

The Company may experience fluctuations in its quarterly results.

The Company could experience fluctuations in its quarterly operating results due to a number of factors, including the level of its expenses; variations in, and the timing of the recognition of, realized and unrealized gains or losses; the degree to which we encounter competition in our markets and general economic conditions. As a result of these factors, results for any period should not be relied upon as being indicative of performance in future periods.

Misconduct by employees of the Company or third-party service providers could cause significant losses to the Company.

Misconduct by employees of the Company or third-party service providers could cause significant losses to the Company. Losses could also result from actions by third party service providers, including, without limitation, failing to recognize trades and misappropriating assets. In addition, employees and third-party service providers may improperly use or disclose confidential information, which could result in litigation or serious financial harm, including limiting the Company's business prospects or future marketing activities. No assurances can be given that the due diligence performed by the Company will identify or prevent any such misconduct.

Declining economic conditions could negatively impact our business.

Our operations are affected by local, national and worldwide economic conditions. Markets in the United States and elsewhere have been experiencing extreme volatility and disruption since the commencement of the Coronavirus pandemic and the consequences of a potential or prolonged recession may include a lower level of economic activity and uncertainty regarding real estate pricing. While the ultimate outcome and impact of the current economic conditions cannot be predicted, a lower level of economic activity might result in a decline in consumer spending and resulting instability in the financial markets, as a result of recession or otherwise, also may affect the cost of capital and our ability to raise capital and conduct our operations.

If we are unable to raise capital when needed, we would be forced to delay, reduce or modify our operations.

We expect to incur increased expenses as we continue our business development. Unless and until we can generate a sufficient amount of revenue from our operations, we expect to finance future cash needs through equity offerings, debt financings or collaborations and licensing arrangements. Additional funds may not be available when we need them, on terms that are acceptable to us, or at all. If adequate funds are not available, we may be required to delay, reduce the scope of, or eliminate our business development and expansion efforts. To the extent that we raise additional funds by issuing equity securities, our shareholders may experience additional dilution, and debt financing, if available, may involve restrictive covenants. We may be required to access the capital markets from time to time when conditions are unfavorable, or we may seek to access them when conditions are favorable even if we do not have an immediate need for additional capital.

Actual operating results could vary materially from financial projections.

Any financial projections of the Company are based upon a number of estimates and assumptions that are subject to significant business, economic and competitive uncertainties and contingencies, many of which are beyond our control and which could have a material adverse effect on our business, financial condition, results of operations and future prospects. In particular, in preparing the financial projections, management has made certain assumptions regarding the costs required to develop our technologies as well as the revenue that we anticipate will result from the development of such technologies. Management's estimates and assumptions regarding such costs and revenues may vary greatly from the actual costs and revenues generated from our technologies and we cannot provide any guaranty that it will achieve any of these financial projections to any degree.

We may not be able to manage our business effectively if we are unable to attract and retain key personnel.

We may not be able to attract or retain qualified management or finance personnel in the future due to the intense competition for qualified personnel. If we are not able to attract and retain necessary personnel to accomplish our business objectives, we may experience constraints that will significantly impede the achievement of our development objectives, our ability to raise additional capital and our ability to implement our business strategy.

Our industry has experienced a high rate of turnover of management personnel in recent years. We are highly dependent on the development, operational, commercialization and business development expertise of our executive officers and key employees identified herein. If we lose one or more of our executive officers or key employees, our ability to implement our business strategy successfully could be seriously harmed. Any of our executive officers or key employees may terminate their employment at any time. Replacing executive officers and key employees may be difficult and may take an extended period of time because of the limited number of individuals in our industry with the breadth of skills and experience required to develop, gain regulatory approval of and commercialize products successfully. Competition to hire from this limited pool is intense, and we may be unable to hire, train, retain or motivate these additional key personnel. Our failure to retain key personnel could materially harm our business.

Risks Related to the Shares

There is no public market for the Shares, so Investors may be unable to dispose of their investment.

There is no public market for our Shares. Even if a potential buyer could be found, the transferability of Shares is restricted by the provisions of the United States Securities Act of 1933, as amended (the "Securities Act") and the laws and regulations of the individual states and countries where the Shares are being sold, which generally prohibit transfer absent a registration of such Shares with the applicable regulatory authority or an exemption from the registration requirements of such regulatory authority.

If and when the Shares become transferable, they may only be traded on very limited range of venues, including U.S. registered exchanges or regulated alternative trading systems for which a Form ATS has been properly submitted to the SEC.

Investors should be prepared to hold their Shares indefinitely. Moreover, even if the Shares become transferable, we may rely on technology, including smart contracts, to implement certain

restrictions on transferability in accordance with the federal securities laws. There can be no assurance that such technology will function properly, which could result in technological limitations on transferability and expose the Company to legal and regulatory issues.

In the event that the Shares remain untradeable for a significant period of time or indefinitely, the value of the Shares would be materially adversely affected.

In addition, the liquidity of any market for the Shares will depend on a number of factors, including:

- the number of holders of Shares;
- the Company's performance and financial condition; and
- the interest of traders in making a market in the Shares.

We cannot assure you that the market, if any, for the Shares will be free from such disruptions or that any such disruptions may not adversely affect your ability to sell your Shares. Therefore, we cannot assure you that you will be able to sell your Shares at a particular time or that the price you receive when you sell will be favorable.

Investors should expect to hold their Shares for an indefinite period of time.

You have no rights to redeem Shares or withdraw from the Company or to otherwise obtain the return of your investments. Therefore, you must be capable of bearing the economic risks of this investment with the understanding that your interest in the Shares may not be liquidated for some time. You should expect to hold your Shares for an indefinite period of time.

While the shareholders have a right to vote thereon, the Board and the officers they designate will make all management decisions.

Except as otherwise set forth in our Articles of Incorporation and Bylaws, the Company's shareholders who have a right to vote thereon, the Board and the officers they appoint will have the right to make all decisions with respect to our management. Investors will not have an opportunity to evaluate the specific investments that will be financed with the proceeds of the funds from DF France. You should not acquire Shares unless you are willing to entrust all aspects of our management to the voting shareholders, officers and directors.

The shareholders who have a right to vote thereon, the Board and the officers they designate may change our operating policies without a vote of Investors.

Because the shareholders who have a right to vote thereon, the Board and officers may change our investment and operating policies at any time without a vote of Investors, such changes may cause us to see a reduction in return on investment. In such event, our financial results and your investment may be adversely affected.

You have no ability to withdraw from your investment.

You do not have the ability to have your Shares redeemed. Generally, your ability to withdraw from your investment is limited to situations where you are able to transfer your Shares

to another person, which transfers are subject to limits as described herein.

Only certain persons and entities are able to acquire Shares.

Only limited categories of persons and entities may acquire Shares. The Company expects that these limitations will limit liquidity in the Shares, and the limitations may have a material adverse effect on the development of any trading market in the Shares. The Shares have not been registered under the Securities Act or any United States state securities laws or under the securities laws of any other jurisdiction and may not be offered or sold within the United States or to, or for the account or benefit of, United States persons except pursuant to an exemption from, or in a transaction not subject to, the registration requirements of the Securities Act and applicable U.S. state securities laws. No action has been taken in any jurisdiction to permit a public offering of the Shares. Consequently, it is expected that there will only be a limited number of holders of Shares and a purchaser of the Shares and an owner of beneficial interests in those Shares must be able to bear the economic risk of their investment in the Shares indefinitely.

The Shares constitute restricted securities and are subject to limited transferability.

The Shares should be considered a long-term, illiquid investment. The Shares have not been registered under the Securities Act, and cannot be sold without registration under the Securities Act or any exemption from registration. In addition, the Shares are not registered under any state securities laws that would permit their transfer. Because of these restrictions and the absence of an active trading market for our securities, a shareholder will likely be unable to liquidate an investment even though other personal financial circumstances would dictate such liquidation.

The Shares have limited voting power have no entitlement to any distributions or dividends.

Each Share is entitled to one vote on any matter required to be submitted to the holders of the Common Stock pursuant to our Articles of Incorporation, Bylaws and the Nevada Revised Statutes. The Shares are only entitled to receive dividends or distributions as determined by the Board, and the Board is not obliged to declare any such dividends or distributions.

In the event of any liquidation, dissolution or winding up of the Company, either voluntarily or involuntarily, the Shares are currently entitled to receive any distribution of any of the assets or surplus funds of the Company.

The acquisition price of the Shares has been determined arbitrarily.

The acquisition price of the Shares has not been determined by any independent financial evaluation, market mechanism or by any auditors, and is therefore, to a large extent, arbitrary. No audit firm will review management's valuation and, therefore, there will be no opinion from any such firm as to the fairness of the offering price as determined by our management. As a result, the price of the Shares acquired by Investors may not reflect the value perceived by the market. There can be no assurance that the Shares will be worth the price for which they are offered and Investors may, therefore, lose a portion or all of their investment.

If the Company ceases operations the Shares will have limited or no value or use.

In the event that the Company is unable to successfully pursue its operations, the Shares will have limited or no value or use.

There are risks associated with markets for Shares.

If secondary trading of Shares is facilitated by third-party exchanges, such exchanges may be relatively new and subject to little or no regulatory oversight, making them more susceptible to fraud or manipulation. Furthermore, to the extent that third parties do ascribe an external exchange value to Shares (e.g., as denominated in a digital or fiat currency), such value may be extremely volatile and diminish to zero.

There is a risk of uninsured losses.

Unlike bank accounts or accounts at some other financial institutions, Shares are uninsured unless a holder specifically obtains private insurance to insure them. Thus, in the event of loss of a Share or loss of value, there is no public insurer or private insurance arranged by the initiator to offer recourse to a holder of a Share.

The Shares are subject to significant transfer restrictions under the securities laws.

The Shares have not been registered under the Securities Act, the securities laws of any state or the securities laws of any other jurisdiction and therefore cannot be resold other than pursuant to an execution from registration under the Securities Act. These restrictions may adversely impact your ability to resell the Shares or the price at which you may be able to resell them, if at all. Shares are not redeemable at the option of the holder and holders of Shares will not have the right to withdraw their capital. It is not contemplated that the Shares will ever be registered. No public market for the Shares may develop. Each subscriber in the United States will be required to represent that it is a qualified investor under applicable securities laws and that it is acquiring the Shares for investment purposes and not with a view to resale or distribution. Further, each Investor must represent that it will only sell or transfer its Shares in accordance with the restrictions set forth under “Transfer Restrictions” in this document and in a manner permitted by applicable laws and regulations. Consequently, Investors must be prepared to bear the risk of an investment in Shares for an extended period of time.

If the Shares ever become transferable, such transactions may be irreversible, and, accordingly, losses due to fraudulent or accidental transactions may not be recoverable.

In the event that the Shares become tradeable on an exchange or pursuant to permitted peer-to-peer transfers, transactions in the Shares may be irreversible, and, accordingly, a purchaser of the Shares may lose all of his or her investment in a variety of circumstances, including in connection with fraudulent or accidental transactions, technology failures or cyber-security breaches. If applicable, real-time settlement would further increase the risk that correction of trading errors may be impossible and losses due to fraudulent or accidental transactions may not be recoverable.

There is no assurance that Investors will receive a return on their investment.

The Shares are highly speculative and any return on an investment in the Shares is contingent upon numerous circumstances, many of which (including legal and regulatory conditions) are beyond the Company’s control. There is no assurance that Investors will realize

any return on their investments or that their entire investments will not be lost. For this reason, each prospective Investor should carefully read this document and should consult with their own attorney, financial and tax advisors prior to making any investment decision with respect to the Shares. Investors should only make an investment in the Shares if they are prepared to lose the entirety of such investment.

Investors may lack information for monitoring their investment.

An Investor may not be able to obtain all information it would want regarding the Company, or its operations, on a timely basis or at all. It is possible that an Investor may not be aware on a timely basis of material adverse changes that have occurred with respect to certain of its investments. As a result of these difficulties, as well as other uncertainties, an Investor may not have accurate or accessible information about industries in which the Company operates or the Company's operations overall.

The Shares do not have any information rights attached to them (other than certain rights to Company information afforded holders of Shares under Nevada law), and purchasers may not be able to obtain all the information they would want regarding the Company or the Shares. In particular, Investors may not be able to receive information regarding the financial performance of the Company with respect to the ability of the Company to pay amounts payable to the Shares. The Company is not currently registered with the SEC and currently has no periodic reporting requirements. As a result of these difficulties, as well as other uncertainties, a purchaser may not have accurate or accessible information about the Company or the Shares.

Holders of Shares will have no dividend or liquidation rights.

Investors will have no dividend or liquidation rights, and will only receive any such dividends or distributions as determined by the Board or as required by applicable law. The only other method of capital return that the Shares have is via secondary market sales of the Shares or distributions as set forth above. Furthermore, the Company has no fixed termination date and is under no obligation to redeem the Shares at any time.

Repurchase or redemption of Shares.

Investors do not have the right to compel us to redeem our Shares. The Company may, however, purchase outstanding Shares from time to time if agreed to by the Company and the applicable holder. The Company may allocate funds for the open-market purchases or privately negotiated transactions in Shares from time to time when deemed to be in the best interest of the Company. The Board may or may not decide to allocate any funds for the repurchase or redemption of our Shares.

The Shares have no history.

The Shares are newly designated and have no operating history. Investors will not be able to compare them against other like instruments. An investment in the Shares should be evaluated on the basis of the value and prospects of the Shares, taking into account uncertainties as to the likelihood that the Shares will be issued, and of the assessment of the prospects of the Company's business may not prove accurate, and the Company may not achieve its objectives. Similar shares issued by other companies are not predictive of the Company's future results, the value and success of the Shares or the ability of the Company to ever pay any amounts payable with respect to the

Shares.

Investors will experience immediate and substantial dilution in the book value of their investment.

The initial acquisition price per Share will be substantially higher than the pro forma net tangible book value per Share outstanding prior to the date hereof. As a result, Investors acquiring Shares will experience immediate dilution based on the net tangible book value as of the date hereof. This dilution is due in large part to the fact that our founders paid substantially less than the acquisition price when they purchased their shares of the Company, and due to the fact that the Shares have no contingent or other general claim on any of the assets of the Company.

The application of the “penny stock” rules could adversely affect the market price of our Shares and increase your transaction costs to sell those Shares.

The SEC has adopted rule 3a51-1 which establishes the definition of a “penny stock,” for the purposes relevant to us, as any equity security that has a market price of less than \$5.00 per share or with an exercise price of less than \$5.00 per share, subject to certain exceptions. For any transaction involving a penny stock, unless exempt, Rule 15g-9 requires:

- that a broker or dealer approve a person’s account for transactions in penny stocks, and
- the broker or dealer receive from the investor a written agreement to the transaction, setting forth the identity and quantity of the penny stock to be purchased.

In order to approve a person’s account for transactions in penny stocks, the broker or dealer must:

- obtain financial information and investment experience objectives of the person, and
- make a reasonable determination that the transactions in penny stocks are suitable for that person and the person has sufficient knowledge and experience in financial matters to be capable of evaluating the risks of transactions in penny stocks.

The broker or dealer must also deliver, prior to any transaction in a penny stock, a disclosure schedule prescribed by the SEC relating to the penny stock market, which, in highlight form:

- sets forth the basis on which the broker or dealer made the suitability determination and
- that the broker or dealer received a signed, written agreement from the investor prior to the transaction.

Generally, brokers may be less willing to execute transactions in securities subject to the “penny stock” rules. This may make it more difficult for Investors to dispose of our Shares and cause a decline in the market value of our stock.

We may issue additional securities and dilute the investors’ ownership percentage.

Some events over which the investors have no control over could result in the issuance of additional securities, which would dilute the investors’ ownership percentages. We may issue

additional securities:

- to raise additional capital or finance acquisitions;
- enter into strategic partnerships; and/or
- upon the exercise or conversion of options, warrants and other convertible securities.

Such additional securities may have rights, preferences and privileges (including, without limitation, as to liquidation, distribution and voting rights) which are senior to or *pari passu* with the Shares.

We do not have audited financial statements.

We have not engaged an independent accounting firm to produce audited financial statements for us. Accordingly, our financial statements and financial projections are internally prepared and are not now subject to the review of an independent accounting firm or any outside review.

This document contains forward-looking statements.

Certain information contained in this document, and any other information that may be provided to potential investors in connection with the transactions contemplated herein, constitutes “forward-looking statements,” which can be identified by the use of forward-looking terminology such as “may,” “will,” “should,” “expect,” “anticipate,” “project,” “estimate,” “intend,” “continue” or “believe” or the negatives thereof or other variations thereon or similar terminology. Due to various risks and uncertainties, actual events or the actual performance of the Company may differ materially from those reflected or contemplated by such forward-looking statements. Investors are cautioned not to place undue reliance on such statements.

Investors must undertake their own due diligence.

This document and its exhibits include limited information regarding the Company, our current and future business and operations, our management and our financial condition. While we believe the information contained in this document is accurate, such document is not meant to contain an exhaustive discussion regarding the Company. We cannot guarantee any Investors that the abbreviated nature of this document will not omit to state a material fact which an Investor may believe to be an important factor in determining if an investment in the Shares offered hereby are appropriate for the Investor. As a result, each Investor is required to undertake their own due diligence of the Company, our current and proposed business and operations, our management and our financial condition to verify the accuracy and completeness of the information we are providing in this document. **An investment in the Shares is suitable only for investors who have the knowledge and experience to independently evaluate the Company, its business and prospects.**

The limited marketability of the Shares may adversely affect your ability to transfer and pledge the Shares.

The Investor must represent that they are acquiring the Shares for their own account for investment purposes and not with a view to resale or future distribution. You may not sell, assign, transfer, or encumber your Shares unless the Company other than in compliance with all applicable

securities laws.

The Shares constitute restricted securities and are subject to limited transferability.

The Shares should be considered a long-term, illiquid investment. The Shares have not been registered under the Securities Act, and cannot be sold without registration under the Securities Act or any exemption from registration. In addition, the Shares are not registered under any state securities laws that would permit their transfer. Because of these restrictions and the absence of an active trading market for our securities, the Investor will likely be unable to liquidate an investment even though other personal financial circumstances would dictate such liquidation.

The market value of the Shares may decrease due to factors beyond our control.

Broad market fluctuations may adversely affect the market value of the Shares. The market value of the Shares may also fluctuate significantly in response to the following factors, most of which are beyond our control:

- variations in our quarterly operating results,
- changes in general economic conditions,
- changes in market valuations of similar companies selling similar products and services
- announcements by us or our competitors of significant acquisitions, strategic partnerships or joint ventures, or capital commitments,
- poor reviews;
- loss of a major customer; and
- the addition or loss of key managerial and collaborative personnel.

Any such fluctuations may adversely affect the market value of the Shares, regardless of our actual operating performance. As a result, Investors may be unable to sell the Shares (even if permitted by applicable securities laws), or may be forced to sell at a loss.

The Shares will be subordinated to any of our debt that is secured and subordinated to our existing and future unsecured debts.

The Shares will be junior to any of our debt obligations. The effect of this subordination is that if we are involved in a bankruptcy, liquidation, dissolution, reorganization or similar proceeding, or upon a default in payment on, or the acceleration of, any of our debt, if any, our assets will be available to pay returns or dividends or distributions on the Shares only after all debt, if any, has been paid in full from those assets.

Tax Risks

You are urged to consider the United States and other countries' income tax consequences of owning the Shares as there may be adverse tax consequences for Investors upon certain future events.

An investment in the Shares may result in adverse tax consequences to Investors, including withholding taxes, income taxes and tax reporting requirements. Each Investor must seek its own tax advice in connection with an investment in the Shares. An investment in the Shares may result in adverse tax consequences to Investors, including withholding taxes, income taxes and tax reporting requirements. Each Investor should consult with and must rely upon the advice of its own professional tax advisors with respect to the United States and non-U.S. tax treatment of an investment in the Shares. This document does not address the tax consequences of an investment in the Shares.

Conflicts of Interest

In addition to the risks as discussed above, the discussion herein enumerates certain potential conflicts of interest that should be carefully evaluated before making an investment in Shares. The following is not intended as an exhaustive list of the potential conflicts. Instances may arise where the interest of the shareholders and/or their affiliates may potentially or actually conflict with the interests of the Company. Neither the directors nor the officers they name will be required to manage the Company as their sole and exclusive function, and are entitled to have other business interests and may engage in other business activities in addition to those relating to the Company.

The directors and the officers they name may also form and devote their time to other investment partnerships with activities similar to those of the Company, and may also have conflicts of interest in allocating time, services and functions among the Company and other business ventures. Neither the directors nor the officers they name are required to refrain from such management activities or to disgorge profits from such activities. By acquiring Shares, each Investor will be deemed to have acknowledged the existence of any such actual or potential conflicts of interest and to have waived any claim with respect to any liability arising from the existence of any such conflicts of interest.

Annexe 3

Projet de convention de nantissement intitulée « *Pledge and Security Agreement* »

GROUP 3 PLEDGE AND SECURITY AGREEMENT

6 November 2024

This Group 3 Pledge and Security Agreement (this “Agreement”) dated as of the date first set forth above (the “Effective Date”) is entered into by and between (i) Data Factory Invest Inc., a Florida corporation (“DFI”); and (ii) Mr. Johann Jabes (the “Bondholders’ Representative”), and is joined by Data Factory Austin LLC, a Texas limited liability company (the “DF Austin”) and Data Factory France SA, a French joint stock limited liability company, as lender (the “Issuer”), for the limited purposes as set forth herein. DFI and the Bondholders’ Representative may be referred to herein collectively as the “Parties” and each individually as a “Party”.

NOW, THEREFORE, in consideration of the premises and the mutual covenants hereinafter contained, and for other good and valuable consideration, the receipt and sufficiency of which are hereby acknowledged and agreed, the Parties hereby agree as follows:

Article I. DEFINITIONS AND INTERPRETATION

Section 1.01 Defined Terms. In addition to the other terms defined herein, for the purposes of this Agreement, capitalized terms used herein but not otherwise defined have the meanings given to them in the Group 3 Bonds (as defined below). For purposes herein, the following terms shall have the following meanings:

- (a) “Group 3 Obligations” means, whether now existing or hereafter arising, created or incurred, all of the liabilities and obligations (primary, secondary, direct, contingent, sole, joint or several) due or to become due, or that are now or may be hereafter contracted or acquired, or owing to, the Group 3 Bondholders pursuant to the Group 3 Bonds, including, without limitation, all obligations under the Group 3 Bonds and any other instruments, agreements or other documents executed and/or delivered in connection herewith or therewith, in each case, whether now or hereafter existing, voluntary or involuntary, direct or indirect, absolute or contingent, liquidated or unliquidated, whether or not jointly owed with others, and whether or not from time to time decreased or extinguished and later increased, created or incurred, as such obligations may be amended, supplemented, converted, extended or modified from time to time; and without limiting the generality of the foregoing, the term “Group 3 Obligations” shall include, without limitation: (i) principal of, and interest on the Group 3 Bonds and the loans extended pursuant thereto and all amounts owed under the Group 3 Bonds; (ii) any and all other fees, indemnities, costs, obligations and liabilities of the Group 3 Bondholders from time to time under or in connection with the Group 3 Bonds and any other instruments, agreements or other documents executed and/or delivered in connection herewith or therewith; (iii) all amounts (including but not limited to post-petition interest) in respect of the foregoing that would be payable but for the fact that the obligations to pay such amounts are unenforceable or not allowable due to the existence of a bankruptcy, reorganization or similar proceeding involving the DFI, the Issuer or the Group 3 Bondholders; and (iv) the performance by the Issuer of all covenants, agreements and obligations of every nature and kind on the part of the Issuer to be performed under this Agreement and the Group 3 Bonds.
- (b) “Law” means any applicable foreign, federal, state or local law (including common law), statute, treaty, rule, directive, regulation, ordinances and similar provisions having the force or effect of law or an order of any Governmental Entity.

- (c) “Lien” means any mortgage, lien, pledge, charge, security interest or encumbrance of any kind in respect of such asset, and any conditional sale or voting agreement or proxy, including any agreement to give any of the foregoing.
- (d) “Person” means an individual, corporation, partnership (including a general partnership, limited partnership or limited liability partnership), limited liability company, association, trust or other entity or organization, including a government, domestic or foreign, or political subdivision thereof, or an agency or instrumentality thereof.
- (e) “Governmental Entity” means any federal, state, municipal, local or foreign government and any court, tribunal, arbitral body, administrative agency, department, subdivision, entity, commission or other governmental, government appointed, quasi-governmental or regulatory authority, reporting entity or agency, domestic, foreign or supranational.
- (f) “Transaction Documents” means this Agreement, the Group 3 Bonds and any agreement or instrument entered into in connection herewith or therewith.

Section 1.02 Interpretive Provisions. Unless the express context otherwise requires, the words “hereof,” “herein,” and “hereunder” and words of similar import, when used in this Agreement, shall refer to this Agreement as a whole and not to any particular provision of this Agreement; terms defined in the singular shall have a comparable meaning when used in the plural, and vice versa; the terms “Dollars” and “\$” mean United States Dollars, “€” or “Euro” mean the Euro, being the monetary unit and currency of the European Union, unless otherwise specified herein; references herein to a specific Section, Subsection, Recital or Exhibit shall refer, respectively, to Sections, Subsections, Recitals or Exhibits of this Agreement; wherever the word “include,” “includes,” or “including” is used in this Agreement, it shall be deemed to be followed by the words “without limitation”; references herein to any gender shall include each other gender; references herein to any Person shall include such Person’s heirs, executors, personal representatives, administrators, successors and assigns; provided, however, that nothing contained in this Section 1.02 is intended to authorize any assignment or transfer not otherwise permitted by this Agreement; references herein to a Person in a particular capacity or capacities shall exclude such Person in any other capacity; references herein to any contract or agreement (including this Agreement) mean such contract or agreement as amended, supplemented or modified from time to time in accordance with the terms thereof; with respect to the determination of any period of time, the word “from” means “from and including” and the words “to” and “until” each means “to but excluding”; references herein to any Law or any license mean such Law or license as amended, modified, codified, reenacted, supplemented or superseded in whole or in part, and in effect from time to time; and references herein to any Law shall be deemed also to refer to all rules and regulations promulgated thereunder.

Article II. INTRODUCTORY PROVISIONS.

Section 2.01 Credit Agreement. This Agreement is entered into in connection with the transactions as contemplated in the Credit Facility Agreement between the Company and the Issuer, dated as of 6 November 2024 (the “Credit Agreement”), and is subject to the terms and conditions thereof.

Section 2.02 Bonds. The Parties acknowledge and agree that, on and following the Effective Date, the Issuer expects to issue certain bonds in the form as attached hereto as Exhibit A to certain persons or entities (the “Group 3 Bondholders”) who shall comprise “Group 3” (as defined in the Credit Agreement) in the expected total amount equal to the Group 3 Loan Amount (as defined in and subject to adjustment as set forth in the Credit Agreement), and the funds to be received by the Issuer from

the issuance of such Group 3 Bonds shall be advanced to DFI as a loan pursuant to the Credit Agreement and the Group 3 Master Promissory Note (as defined in the Credit Agreement), and shall be the Group 3 Loan Amount.

Section 2.03 Bondholders' Representative. The Parties further acknowledge and agree that that the Bondholders' Representative has been designated as the representative of Group 3 Bondholders for purposes of the Group 3 Bonds and this Agreement.

Section 2.04 DFI Austin. DFI acknowledges and agrees that DFI is the sole member of DF Austin and will directly benefit from the extension of credit to DFI represented by Loan Documents, which is to be funded from the proceeds of the Group 3 Bond.

Article III. GRANT OF SECURITY INTEREST AND PLEDGE

Section 3.01 Grant.

- (a) As collateral security for the prompt performance, observance and indefeasible payment in full of all of the Group 3 Obligations, DFI hereby pledges, hypothecates, transfers and sets over to the Group 3 Bondholders and grants to the Group 3 Bondholders, a security interest in and lien upon (i) the percentage of the Units (as defined in the Amended and Restated Limited Liability Company Operating Agreement of DF Austin (as amended from time to time, the "Operating Agreement")) of membership interests of DF Austin held by DFI equal to (1) the Group 3 Loan Amount as constituted from time to time, divided by (2) the total Loan Amounts as constituted from time to time (the "Pledged Units"), with such percentage being referred to as the "Applicable Percentage"; (ii) all present and future rights of DFI to receive payment of money or other distribution of payments arising out of or in connection with the Pledged Units; (iii) all proceeds of and to the Pledged Units and any of the property of DFI described in clause (ii), including, without limitation, all causes of action, claims and warranties now or hereafter held by DFI in respect thereof, and to the extent related to any such property or such proceeds; and (iv) DFI's books and records with respect to the property in clauses (i), (ii) and (iii) above (all of the foregoing described in clauses (i), (ii) and (iii) above being collectively referred to herein as the "Pledged Property").
- (b) By way of illustration and not limitation, in the event that the Group 3 Loan Amount as of a particular date is €3,000,000 and the total Loan Amounts as of such date is €16,000,000, the Applicable Percentage would be 18.75%, and the Pledged Units as of such date would be comprised of 18.75% of the Units held by DFI.
- (c) The Parties acknowledge and agree that the number of Pledged Units will be adjusted at any time, based on the total Group 3 Loan Amount as funded to DFI as of such time, as compared to the total Loan Amounts as funded to DFI as of such time, and that the Applicable Percentage shall be determined based on the amounts funded to DFI (whether with respect to the Group 3 Loan Amount or other Loan Amounts) and shall not be adjusted based on any repayments of Loan Amounts made by DFI to the Issuer or for any payments from the Issuer to the Group 3 Bondholders, the holders of the Group 1 Bonds (as defined in the Credit Agreement) or the holders of the Group 2 Bonds (as defined in the Credit Agreement), and subject to the provisions of the Credit Agreement.
- (d) This Agreement is executed as security for the Group 3 Obligations and, therefore, the execution and delivery of this Agreement shall not subject the Group 3 Bondholders to, or

transfer or pass to Bondholders, or in any way affect or modify, the liability of DFI under the Operating Agreement or any related agreements, documents or instruments or otherwise. In no event shall the acceptance of this Agreement by the Group 3 Bondholders or the exercise by the Group 3 Bondholders of any rights hereunder or assigned hereby, constitute an assumption of any liability or obligation of DFI to, under or in connection with the Operating Agreement or any related agreements, documents or instruments or otherwise.

- (e) The security interest, lien and other interests granted to the Group 3 Bondholders pursuant to this Agreement shall secure the prompt performance, observance and payment in full of the Group 3 Obligations, and subject to the provisions of the Credit Agreement.

Section 3.02 Bondholders' Representative.

- (a) Notwithstanding anything to the contrary herein or in the Group 3 Bonds, this Agreement shall be, and may be, enforced on behalf of the Group 3 Bondholders solely by the Bondholders' Representative, and the Group 3 Bondholders shall have no direct rights or obligations hereunder. All actions, decisions, determinations, waivers and other events to be undertaken by the Group 3 Bondholders hereunder shall be undertaken or completed by the Bondholders' Representative, as determined by the Bondholders' Representative, subject to any requirements as set forth in the Group 3 Bonds or the Transaction Documents. Notwithstanding the foregoing, the Bondholders' Representative agrees that it shall take the same actions hereunder with respect to all of the Group 3 Bondholders.
- (b) Any communications hereunder to the Group 3 Bondholders shall be delivered to the Bondholders' Representative, which shall then forward such communications to the Group 3 Bondholders.

Section 3.03 Additional Provisions. No payment made by DFI or any other Person or received or collected by the Issuer from DFI or any other Person by virtue of any action or proceeding or any set-off or appropriation or application at any time or from time to time in reduction of or in payment of the Group 3 Obligations shall be deemed to modify, reduce, release or otherwise affect the liability of DFI hereunder which shall, notwithstanding any such payment (other than any payment made by DFI in respect of the Group 3 Obligations or any payment received or collected from DFI in respect of the Group 3 Obligations), remain in effect as set forth herein until the Group 3 Obligations are indefeasibly paid in full.

Section 3.04 Amendments, Etc. DFI shall remain obligated with respect to the pledge and the security granted hereunder with respect to the Pledged Property notwithstanding that, without any reservation of rights against DFI and without notice to or further assent by DFI, any demand for payment of any of the Group 3 Obligations made by the Group 3 Bondholders may be rescinded by the Group 3 Bondholders and any of the Group 3 Obligations continued, and the Group 3 Obligations, or the liability of any other Person upon or for any part thereof, or any collateral security or guarantee therefor or right of offset with respect thereto, may, from time to time, in whole or in part, be renewed, extended, amended, modified, accelerated, compromised, waived, surrendered or released by the Group 3 Bondholders, and the Group 3 Bonds and any other documents executed and delivered in connection therewith may be amended, modified, supplemented or terminated, in whole or in part, as the Group 3 Bondholders may deem advisable from time to time, and any collateral security, guarantee or right of offset at any time held by the Group 3 Bondholders for the payment of the Group 3 Obligations may be sold, exchanged, waived, surrendered or released. The Group 3 Bondholders shall have no obligation to protect, secure, perfect or insure any Lien at any time held by them as security

for the Group 3 Obligations.

Section 3.05 Agreement Absolute and Unconditional. DFI waives any and all notice of the creation, renewal, extension or accrual of any of the Group 3 Obligations and notice of or proof of reliance by the Group 3 Bondholders and the Group 3 Obligations, and any of them, shall conclusively be deemed to have been created, contracted or incurred, or renewed, extended, amended or waived, in reliance upon the agreements of DFI contained in this this Agreement; and all dealings between DFI, on the one hand, and the Group 3 Bondholders, on the other hand, likewise shall be conclusively presumed to have been had or consummated in reliance upon the agreements of DFI contained in this Agreement. DFI waives to the extent permitted by law diligence, presentment, protest, demand for payment and notice of default or nonpayment to or upon DFI with respect to the Group 3 Obligations. When making any demand hereunder or otherwise pursuing its rights and remedies hereunder against DFI, the Group 3 Bondholders may, but shall be under no obligation to, make a similar demand on or otherwise pursue such rights and remedies as they may have against DFI or any other Person or against any collateral security or guarantee for the Group 3 Obligations or any right of offset with respect thereto, and any failure by the Group 3 Bondholders to make any such demand, to pursue such other rights or remedies or to collect any payments from DFI or any other Person or to realize upon any such collateral security or guarantee or to exercise any such right of offset, or any release of DFI or any other Person or any such collateral security, guarantee or right of offset, shall not relieve DFI of any obligation or liability hereunder, and shall not impair or affect the rights and remedies, whether express, implied or available as a matter of law, of the Group 3 Bondholders against DFI. For the purposes hereof, “demand” shall include the commencement and continuance of any legal proceedings. DFI also acknowledges and agrees that DFI’s obligations hereunder are absolute and unconditional and shall not be limited, diminished or affected by the happening from time to time of any event, including (but not limited to) any event described herein and any of the following events, whether or not any such event occurs with notice to or with the consent of DFI once or more than once, in each case subject to any applicable requirements and limitations as set forth in the Group 3 Bonds:

- (a) the validity or enforceability of any of the Group 3 Bonds, any of the Group 3 Obligations or any other collateral security therefor or guarantee or right of offset with respect thereto at any time or from time to time held by the Issuer,
- (b) any defense, set-off or counterclaim (other than a defense of payment or performance or fraud by the Group 3 Bondholders) which may at any time be available to or be asserted by DFI or any other Person against the Issuer;
- (c) the waiver, surrender, compromise, settlement, discharge, release or termination of any or all of the Group 3 Obligations;
- (d) the failure to give any notice to DFI;
- (e) the extension of the time for payment or performance of any of the Group 3 Obligations;
- (f) the change (whether or not material) of the terms of any of the Transaction Documents”;
- (g) the taking of or failure to take any action referred to in any Transaction Document;
- (h) the illegality, invalidity, unenforceability (including, but not limited to, by reason of any statute of limitations or automatic stay) or irregularity of any of the Group 3 Obligations or any Transaction Document;

- (i) any failure, omission, delay or lack of diligence on the part of the Group 3 Bondholders in the enforcement, assertion or exercise of any right, power or remedy conferred on the Group 3 Bondholders under any Transaction Document, or the inability of the Group 3 Bondholders to enforce any provision of any Transaction Document for any reason, or any other act or omission on the part of the Group 3 Bondholders, including (but not limited to) failure by the Group 3 Bondholders to perfect or protect any lien or security interest granted to the Group 3 Bondholders, to commence and prosecute any action to collect the Group 3 Obligations or to enforce or collect any judgment obtained by the Group 3 Bondholders;
- (j) the dissolution or liquidation of DFI, the sale or other disposition of all or substantially all of the assets of DFI, the marshalling of assets and liabilities of DFI or the existence of receivership, insolvency, assignment for the benefit of creditors, bankruptcy, reorganization, arrangement, adjustment, composition or other similar proceedings affecting DFI;
- (k) any other circumstance whatsoever (with or without notice to or knowledge of DFI) which constitutes, or might be construed to constitute, an equitable or legal discharge of the Issuer for the Group 3 Obligations, or of DFI under agreements contained in this Agreement, in bankruptcy or in any other instance; and
- (l) any other event, action or circumstance that would, in the absence of this Section 3.05 result in the release or discharge of DFI from the performance or observance of any obligation, covenant or agreement contained in this Agreement.

Section 3.06 Reinstatement. The agreements contained in this Agreement shall continue to be effective, or be reinstated, as the case may be, if at any time payment, or any part thereof, of any of the Group 3 Obligations is rescinded or must otherwise be restored or returned by the Group 3 Bondholders upon the insolvency, bankruptcy, dissolution, liquidation or reorganization of the Issuer or DFI, or upon or as a result of the appointment of a receiver, intervenor or conservator of, or trustee or similar officer for, the Issuer or DFI or any substantial part of their respective property, or otherwise, all as though such payments had not been made.

Section 3.07 Waivers. DFI hereby unconditionally and irrevocably waives and agrees not to assert any claim, defense, setoff or counterclaim based on diligence, promptness, presentment, requirements for any demand or notice hereunder including any of the following: (a) any demand for payment or performance and protest and notice of protest, (b) any notice of acceptance, (c) any presentment, demand, protest or further notice or other requirements of any kind with respect to any Obligation (including any accrued but unpaid interest thereon) becoming immediately due and payable and (d) any other notice in respect of any Obligation or any part thereof, and any defense arising by reason of any disability or other defense of DFI or the Issuer. DFI further unconditionally and irrevocably agrees not to (x) enforce or otherwise exercise any right of subrogation or any right of reimbursement or contribution or similar right against DFI or the Issuer by reason of any Transaction Document or any payment made thereunder or (y) assert any claim, defense, setoff or counterclaim it may have against the Issuer or set off any of its obligations to the Issuer against obligations of the Issuer to DFI. No obligation of DFI hereunder shall be discharged other than by complete performance of the Issuer pursuant to the Group 3 Bonds.

Section 3.08 Reliance. DFI hereby assumes responsibility for keeping itself informed of the financial condition of the Issuer and of all other circumstances bearing upon the risk of nonpayment of any Group 3 Obligations or any part thereof, that diligent inquiry would reveal, and DFI hereby agrees that the Group 3 Bondholders shall not have any duty to advise DFI of information known to them regarding

such condition or any such circumstances.

Section 3.09 Representations, Warranties And Covenants. DFI hereby represents, warrants and covenants with and to Bondholders the following (all of such representations, warranties and covenants being continuing so long as any of the Group 3 Obligations are outstanding):

- (a) The Pledged Units as set forth as being owned by DFI as set forth above are duly authorized, validly issued, fully paid and non-assessable and constitute DFI's entire interest in DF Austin and DFI is the record and beneficial owner of such ownership interest.
- (b) The Pledged Property of DFI is directly, legally and beneficially owned by DFI, free and clear of all claims, liens, pledges and encumbrances of any kind, nature or description, except for the pledge and security interest in favor of the Group 3 Bondholders, and the pledges, claims, liens, encumbrances and security interests permitted under the Transaction Documents, and the restrictions as imposed by applicable law and the Operating Agreement.
- (c) The Pledged Property of DFI is duly and validly pledged to the Group 3 Bondholders, and no consent or approval of any governmental or regulatory authority or of any securities exchange or the like, nor any consent or approval of any other third party, is necessary to the validity and enforceability of this Agreement.
- (d) The Pledged Property of DFI is not subject to any restrictions relative to the transfer thereof other than pursuant to applicable securities laws, and, subject to such securities laws, DFI has the right to transfer and hypothecate the Pledged Property free and clear of any liens, encumbrances or restrictions.
- (e) DFI authorizes the Group 3 Bondholders to do any or all of the following upon the occurrence and during the continuation of an Group 3 Event of Default (as defined below): (i) store, deposit and safeguard the Pledged Property, (ii) perform any and all other acts which the Group 3 Bondholders deem reasonable and/or necessary for the protection and preservation of the Pledged Property or its value or the Group 3 Bondholders' security interest therein, including, without limitation, transferring or arranging for the transfer of the Pledged Property to or in the Group 3 Bondholders' names and receiving the income therefrom as additional security for the Group 3 Obligations and (iii) pay any charges or expenses which the Group 3 Bondholders deem necessary for the foregoing purpose, but without any obligation to do so (and any amounts so paid shall constitute Group 3 Obligations under the Group 3 Bonds). Any obligation of the Group 3 Bondholders for reasonable care for the Pledged Property in the Group 3 Bondholders' possession shall be limited to the same degree of care which the Group 3 Bondholders use for similar property pledged to the Group 3 Bondholders by other Persons.
- (f) If DFI shall become entitled to receive or acquire, or shall receive or acquire any certificate, option or right with respect to the membership interests of DF Austin (including without limitation, any certificate representing a distribution or exchange of or in connection with reclassification of the Pledged Units) whether as an addition to, in substitution of, or in exchange for any of the Pledged Property or otherwise, DFI agrees to accept same as the Group 3 Bondholders' agent, to hold same in trust for the Group 3 Bondholders and to deliver same forthwith to the Group 3 Bondholders or the Group 3 Bondholders' agent or bailee in the form received, with the endorsement(s) of DFI where necessary and/or appropriate stock powers and/or assignments duly executed to be held by the Group 3 Bondholders or the Group 3 Bondholders' agent or bailee subject to the terms hereof, as further security for the Group 3

Obligations.

- (g) The Pledged Property is not and shall not at any time hereafter be, within the meaning of Article 8 of the Uniform Commercial Code (the “UCC”) in effect in the State of Florida on the date hereof, a security, an investment company security, held in a securities account, dealt in or traded on securities exchanges or in securities markets except as the Group 3 Bondholders may otherwise expressly agree.
- (h) The Operating Agreement, as in effect on the date hereof, permits and will permit DFI to grant the pledge and security interest in the Pledged Units to the Group 3 Bondholders as provided in herein hereof and (ii) Bondholders to be admitted to DF Austin as members thereof as provided in Section 3.11 hereof without conferring upon DFI or any other member thereof any option to acquire the Pledged Units so transferred to the Group 3 Bondholders.
- (i) DFI shall not, without the prior consent of the Group 3 Bondholders, directly or indirectly, sell, assign, transfer, or otherwise dispose of, or grant any option with respect to the Pledged Property, nor shall DFI create, incur or permit any further pledge, hypothecation, encumbrance, lien, mortgage or security interest with respect to the Pledged Property of DFI, except for pledges, liens and security interests permitted under the Transaction Documents.
- (j) So long as no Group 3 Event of Default has occurred and is continuing DFI shall have the right to vote and otherwise exercise all legal rights with respect to the Pledged Property, except as expressly prohibited herein.
- (k) In accordance with the Operating Agreement, DFI hereby acknowledges and agrees that the Group 3 Bondholders, shall, at the Group 3 Bondholders’ option but subject to the terms and conditions herein, upon written notice to DFI of the Group 3 Bondholders’ intent to be admitted as a member of DF Austin (in the place of DFI at any time an Group 3 Event of Default exists or has occurred and is continuing), be admitted as a member of DF Austin without any further approval of DFI or the Manager of DF Austin and without compliance by any Person with any of the conditions or other requirements of the Operating Agreement and without conferring upon any Person any option (whether under the Organizational Document or otherwise) to acquire the Pledged Units so transferred to the Group 3 Bondholders.
- (l) DFI shall pay all charges and assessments of any nature against the Pledged Property or with respect thereto prior to said charges and/or assessments being delinquent.
- (m) DFI shall promptly reimburse the Group 3 Bondholders after demand, together with interest at the rate then applicable to the Group 3 Obligations set forth in the Transaction Documents, for any charges, assessments or expenses paid or incurred by the Group 3 Bondholders in their reasonable discretion for the protection, preservation and maintenance of the Pledged Property and the enforcement of the Group 3 Bondholders’ rights hereunder, including, without limitation, reasonable attorneys’ fees and legal expenses incurred by the Group 3 Bondholders in seeking to protect, collect or enforce their rights in the Pledged Property or otherwise hereunder. Any such amounts paid or incurred by the Group 3 Bondholders shall constitute part of the Group 3 Obligations under the Transaction Documents.
- (n) DFI shall furnish, or cause to be furnished, to the Group 3 Bondholders such information concerning the Pledged Property as the Group 3 Bondholders may from time to time reasonably request.

- (o) DFI waives: (i) all rights to require the Group 3 Bondholders to proceed against any other person, entity or collateral or to exercise any remedy, (ii) the defense of the statute of limitations in any action upon any of the Group 3 Obligations, (iii) any right of subrogation or interest in the Group 3 Obligations or Pledged Property until all Group 3 Obligations have been paid in full, (iv) any rights to notice of any kind or nature whatsoever, unless specifically required in this Agreement or non-waivable under any applicable law, and (v) to the extent permissible, its rights under Section 9-207 of the UCC. DFI agrees that the Pledged Property, other collateral, or any guarantor or endorser may be released, substituted or added with respect to the Group 3 Obligations, in whole or in part, without releasing or otherwise affecting the liability of DFI, the pledge and security interests granted hereunder, or this Agreement. The Group 3 Bondholders are entitled to all of the benefits of a secured party set forth in Section 9-207 of the UCC.
- (p) Each Party agrees to take such other action and execute such further documents as any other Party may reasonably request from time to time in order to give effect to the foregoing provisions of this Article III.
- (q) Each of this Agreement and the other Transaction Documents to which DFI is a party has been duly executed and delivered by all necessary action on the part of DFI and is in full force and effect as of the date hereof, and the agreements and obligations of DFI contained herein and therein constitute legal, valid and binding obligations of DFI enforceable against DFI in accordance with their terms, except to the extent enforcement thereof may be limited by applicable bankruptcy, insolvency or other Laws affecting the enforcement of creditors' rights or by the principles governing the availability of equitable remedies.
- (r) Neither the execution, delivery and performance of this Agreement or the other Transaction Documents to which DFI is a party, nor the consummation of any of the transactions contemplated herein and therein are in contravention of law or any indenture, agreement or undertaking to which DFI is a party or by which DFI or DFI's property is bound.

Section 3.10 No Assumption of Liabilities.

- (a) Nothing herein shall be construed to make any Bondholder liable as a member of DF Austin, and the Group 3 Bondholders, by virtue of this Agreement or otherwise, shall not have any of the duties, obligations or liabilities of a member of DF Austin. The Parties expressly agree that this Agreement shall not be construed as creating a partnership or joint venture among the Group 3 Bondholders and DFI and/or DF Austin.
- (b) By accepting this Agreement, the Group 3 Bondholders do not intend to become a member of DF Austin until after the occurrence of a Group 3 Event of Default and upon the exercise of the Group 3 Bondholders' rights and remedies to become a member of DF Austin as expressly set forth herein. Until such time, the Group 3 Bondholders shall have only those powers set forth herein and shall assume none of the duties, obligations or liabilities of DFI or of a member of DF Austin. The Group 3 Bondholders shall not be obligated to perform or discharge any obligation of DFI as a result of the pledge hereby effected.
- (c) The acceptance by the Group 3 Bondholders of this Agreement, with all of the rights, powers, privileges and authority so created, shall not at any time or in any event obligate the Group 3 Bondholders to appear in or defend any action or proceeding relating to the Pledged Property to which they are not a party, or to take any action hereunder or thereunder, or to expend any

money or incur any expense or perform or discharge any obligation, duty or liability hereunder or otherwise with respect to the Pledged Property.

Section 3.11 Rights And Remedies. At any time an Event of Default (as defined in the Bond Terms) exists and is continuing with respect to the Group 3 Bonds (a “Group 3 Event of Default”), the Group 3 Bondholders shall have the right to specifically enforce the agreements of DFI herein and in addition shall have all of the rights and remedies available to the Group 3 Bondholders as “Secured Party” under the UCC, and all other rights and remedies set forth in the Transaction Documents, at law and in equity, including without limitation, the following rights and remedies, subject to the terms and conditions herein and in the Credit Agreement, which may be exercised without notice to, or consent by, DFI except as such notice or consent is expressly provided for hereunder:

- (a) The Bondholders, at their option, shall be empowered to exercise their continuing right to instruct DF Austin (or the appropriate transfer agent of the Pledged Units) to record the applicable Pledged Units (as determined below) in the name of the Group 3 Bondholders and the Group 3 Bondholders may complete, in any manner the Group 3 Bondholders may deem expedient, any and all stock powers, assignments or other documents heretofore or hereafter executed in blank by DFI and delivered to the Group 3 Bondholders. After said instruction, and without further notice, the Group 3 Bondholders shall have the exclusive right to exercise all rights with respect to the applicable Pledged Units and other applicable Pledged Property (including all vesting rights), and exercise any and all rights of conversion, redemption, exchange, subscription or any other rights, privileges, or options pertaining to such Pledged Units or the other such Pledged Property as if the Group 3 Bondholders were the absolute owner thereof, including, without limitation, the right to exchange, in the Group 3 Bondholders’ discretion, any and all of the applicable Pledged Units and other applicable Pledged Property upon any merger, consolidation, reorganization, recapitalization or other readjustment with respect thereto. Upon the exercise of any such rights, privileges or options by the Group 3 Bondholders, the Group 3 Bondholders shall have the right to deposit and deliver any and all of the applicable Pledged Units and the other applicable Pledged Property to any committee, depository, transfer agent, registrar or other designated agency upon such terms and conditions as the Group 3 Bondholders may determine, all without liability, except to account for property actually received by the Group 3 Bondholders. However, the Group 3 Bondholders shall have no duty to exercise any of the aforesaid rights, privileges or options (all of which are exercisable in the sole discretion of the Group 3 Bondholders) and shall not be responsible for any failure to do so or delay in doing so.
- (b) Upon prior written notice thereof by the Group 3 Bondholders to DFI, (i) the Group 3 Bondholders may, subject to compliance with applicable securities laws, transfer the applicable Pledged Property with respect to DF Austin into the name of the Group 3 Bondholders, and (ii) the Group 3 Bondholders shall be admitted as members of DF Austin in the place of DFI with respect to the applicable Pledged Units.
- (c) In addition to all the rights and remedies of a secured party under the UCC or other applicable law, the Group 3 Bondholders shall have the right, at any time and without demand of performance or other demand, advertisement or notice of any kind (except the notice specified below of time and place of public or private sale) to or upon DFI or any other Person (all and each of which demands, advertisements and/or notices are hereby expressly waived to the extent permitted by applicable law), to proceed forthwith to collect, redeem, recover, receive, appropriate, realize, sell, or otherwise dispose of and deliver any of the applicable Pledged Property or any part thereof in one or more lots at public or private sale or sales at any

exchange, broker's board or at any of the Group 3 Bondholders' offices or elsewhere at such prices and on such terms as the Group 3 Bondholders may deem best, in their sole discretion. The foregoing disposition(s) may be for cash or on credit or for future delivery without assumption of any credit risk, with the Group 3 Bondholders having the right to purchase all or any part of the applicable Pledged Property so sold at any such sale or sales, public or private, free of any right or equity of redemption in DFI, which right or equity is hereby expressly waived or released by DFI other than as set forth in Section 3.11(e). The proceeds of any such collection, redemption, recovery, receipt, appropriation, realization, sale or other disposition, after deducting all costs and expenses of every kind incurred relative thereto or incidental to the care, safekeeping or otherwise of any and all Pledged Property or in any way relating to the rights of the Group 3 Bondholders hereunder, including attorneys' fees and legal expenses, shall be applied first to the satisfaction of the Group 3 Obligations and then to the payment of any other amounts required by applicable law, including Section 9-615(a)(3) of the UCC, with DFI to remain liable for any additional costs and expenses as set forth herein, and to the extent as set forth herein. DFI agrees that five (5) days' prior written notice by the Group 3 Bondholders designating the place and time of any public sale or of the time after which any private sale or other intended disposition of any or all of the applicable Pledged Property is to be made, is reasonable notification of such matters.

- (d) DFI recognizes that the Group 3 Bondholders may be unable to effect a public sale of all or part of the applicable Pledged Property by reason of certain prohibitions contained in the Securities Act of 1933, as amended, as now or hereafter in effect (the "Securities Act") or in applicable Blue Sky or other state securities law, as now or hereafter in effect, but may be compelled to resort to one or more private sales to a restricted group of purchasers who will be obliged to agree, among other things, to acquire such applicable Pledged Property for their own account for investment and not with a view to the distribution or resale thereof. If at the time of any sale of the applicable Pledged Property or any part thereof, the same shall not, for any reason whatsoever, be effectively registered (if required) under the Securities Act (or other applicable state securities law), as then in effect, the Group 3 Bondholders in their sole and absolute discretion is authorized to sell such applicable Pledged Property or such part thereof by private sale in such manner and under such circumstances as the Group 3 Bondholders or their counsel may deem necessary or advisable in order that such sale may legally be effected without registration, subject to compliance with applicable laws. DFI agrees that private sales so made may be at prices and other terms less favorable to the seller than if such applicable Pledged Property were sold at public sale, and that the Group 3 Bondholders have no obligation to delay the sale of any such applicable Pledged Property for the period of time necessary to permit the DF Austin, even if DF Austin would agree, to register such applicable Pledged Property for public sale under such applicable securities laws. DFI agrees that, without the Group 3 Bondholders' gross negligence, any private sales made under the foregoing circumstances shall be deemed to have been in a commercially reasonable manner.
- (e) Notwithstanding anything herein or in the Credit Agreement to the contrary, the Parties agree as follows with respect to the Pledged Units and any delivery thereof (and the related applicable Pledged Property) to the Group 3 Bondholders, or retention by DFI, in the event of a Group 3 Event of Default:
 - (i) In the event that a Group 3 Event of Default occurs, the Parties shall reasonably cooperate to determine the Fair Market Value (as defined below) of the Pledged Units as of such date. In the event that the Parties are unable to agree on the Fair Market Value of the Pledged Units within 10 days of the date of the Group 3 Event of Default,

the Parties shall jointly select an independent third-party valuation person or firm, who or which has material experience in the valuation of companies such as DF Austin (the “Valuation Expert”), and the Valuation Expert shall determine the Fair Market Value of the Pledged Units. In the event that the Parties are unable to agree on the identity of the Valuation Expert within 5 days of the commencement of efforts to do so, each Party shall select one Valuation Expert meeting the requirements above, and the two Valuation Experts so selected shall select a sole additional Valuation Expert meeting the required above, and such sole Valuation Expert shall determine the Fair Market Value of the Pledged Units.

- (ii) For purposes herein, the “Fair Market Value” of each Pledged Unit shall be equal to the total company valuation of DF Austin, which shall be determined to be (1) the total amount for which DF Austin would reasonably be expected to be paid to DFI by a willing buyer in an arms’ length transaction for the acquisition of 100% of DF Austin and all of the Units, and as reasonably determined by the Valuation Expert and applying no discount for any limitation on transfers of the Pledged Units, divided by (2) the number of Units then issued and outstanding (the “Unit Value”). By way of example and not limitation, in the event that the company valuation of DF Austin is determined to be \$16,000,000 and there are 16,000,000 Units issued and outstanding as of such date, the Unit Value would be \$1.00.
- (iii) Following determination of the Unit Value, the Group 3 Bondholders shall be entitled to exercise their rights pursuant to this Section 3.11 with respect to such number of the Pledged Units as shall be equal to (1) the amount of the Group 3 Obligations as of the date of the Group 3 Event of Default; divided by (2) the Unit Value; and the Group 3 Bondholders shall have no ongoing right, title or interest to any remaining Pledged Units, if any, which shall be released from the pledge and grant of security as set forth herein, and shall remain owned by DFI (as between DFI and the Group 3 Bondholders). By way of example and not limitation, in the event that the amount of the Group 3 Obligations equal \$1,000,000, and the Unit Value is \$5.00, and the number of Pledged Units was 500,000 Pledged Units, then the Group 3 Bondholders shall be be entitled to exercise their rights pursuant to this Section 3.11 with respect to 200,000 of the Pledged Units, and the remaining 300,000 Pledged Units shall be released from the pledge and grant of security as set forth herein, and shall remain owned by DFI (as between DFI and the Group 3 Bondholders), and the Group 3 Bondholders shall have no ongoing right, title or interest to such 300,000 Pledged Units.
- (iv) In the event that the amount of the Group 3 Obligations is such that the exercise by the Group 3 Bondholders with respect to the portion of the Pledged Units as set forth in Section 3.11(e)(iv) is sufficient to fully satisfy the Group 3 Obligations, then such delivery of the applicable Pledged Units to the Group 3 Bondholders hereunder shall be deemed full and complete satisfaction of the Group 3 Obligations pursuant to Group 3 Master Promissory Note, and the Group 3 Master Promissory Note shall be deemed paid in full and the Group 3 Obligations shall be deemed satisfied and paid in full.
- (v) In the event that the amount of the Group 3 Obligations is such that the exercise by the Group 3 Bondholders with respect to all of the Pledged Units hereunder is insufficient to fully satisfy the Group 3 Obligations, then the Group 3 Bondholders

shall have the rights as set forth in this Section 3.11 to all of the Pledged Units, and such delivery of the applicable Pledged Units to the Group 3 Bondholders hereunder shall be deemed satisfaction of the Group 3 Obligations to the applicable extent, and DFI shall remain liable for any amount of the Group 3 Obligations not deemed satisfied by the exercise of rights as set forth in this Section 3.11.

- (f) All of the Group 3 Bondholders' rights and remedies, whether provided under this Agreement and the other Transaction Documents, the instruments comprising the Pledged Property, applicable law or otherwise, shall be cumulative and not exclusive and shall be enforceable alternatively, successively or concurrently as the Group 3 Bondholders may deem expedient. No failure or delay on the part of the Group 3 Bondholders in exercising any of their options, powers or rights or partial or single exercise thereof, shall constitute a waiver of such option, power or right.

Article IV. ADDITIONAL AGREEMENTS OF THE PARTIES.

Section 4.01 Further Actions and Acknowledgements.

- (a) DFI agrees that at any time and from time to time upon the written reasonable request of the Group 3 Bondholders, DFI shall execute and deliver such further documents, including, but not limited to, irrevocable proxies and/or stock powers, in form satisfactory to counsel for the Group 3 Bondholders, and will take or cause to be taken such further acts as the Group 3 Bondholders may reasonably request in order to effect the purposes of this Agreement and perfect or continue the perfection of the security interest in the Pledged Property granted to the Group 3 Bondholders hereunder.
- (b) Beyond the exercise of reasonable care to assure the safe custody of the Pledged Property (whether such custody is exercised by the Group 3 Bondholders, or the Group 3 Bondholders' nominee, agent or bailee) the Group 3 Bondholders or the Group 3 Bondholders' nominee agent or bailee shall have no duty or liability to protect or preserve any rights pertaining thereto and shall be relieved of all responsibility for the Pledged Property upon surrendering it to DFI or foreclosure with respect thereto.
- (c) At such time as the Group 3 Obligations shall have been paid in full (other than contingent indemnification obligations in which no claim has been made or is reasonably foreseeable in accordance with the provisions of the Transaction Documents), the Pledged Property shall be released from the security interests created hereby, and this Agreement and all obligations (other than those expressly stated to survive such termination) of DFI hereunder shall terminate, all without delivery of any instrument or any further action by any Party, and all rights to the Pledged Property shall revert to DFI. At the request and sole expense of DFI following any such termination, the Group 3 Bondholders shall execute and deliver to DFI such documents as DFI shall reasonably request to evidence such termination.
- (d) Each Group 3 Bondholder acknowledges and agrees that they shall be required to execute a counterpart signature page to the Operating Agreement and certain additional instruments as may reasonably be requested by DFI or the Manager (as defined in the Operating Agreement) prior to and as a condition of receipt of any of the Pledged Units, including confirming to DFI and DF Austin their status as "accredited investors" (as defined in the rules and regulations pursuant to the Securities Act) or a not a "U.S. Person" (as defined in the rules and regulations pursuant to the Securities Act), such that there is a valid exemption from registration pursuant

to the Securities Act for the transfer of any Pledged Units to such Group 3 Bondholder. In the event that any of the Pledged Units may not be transferred to any Group 3 Bondholder in compliance with all applicable laws, such Pledged Units shall not be transferred to such Group 3 Bondholder, and DFI shall be excused from its obligations hereunder in connection therewith.

Section 4.02 Actions. DFI covenants and agrees with the Group 3 Bondholders that, from and after the Effective Date until the Group 3 Obligations shall have been indefeasibly paid in full, DFI shall take, and/or shall refrain from taking, as the case may be, each commercially reasonable action that is necessary to be taken or not taken, as the case may be, so that no Group 3 Event of Default is caused by the failure to take such action or to refrain from taking such action by DFI.

Section 4.03 No Waiver by Course of Conduct; Cumulative Remedies. The Group 3 Bondholders shall not by any act (except by a written instrument executed by the Group 3 Bondholders), delay, indulgence, omission or otherwise be deemed to have waived any right or remedy hereunder or to have acquiesced in any default under the Transaction Documents or Group 3 Event of Default. No failure to exercise, nor any delay in exercising, on the part of the Group 3 Bondholders, any right, power or privilege hereunder shall operate as a waiver thereof. No single or partial exercise of any right, power or privilege hereunder shall preclude any other or further exercise thereof or the exercise of any other right, power or privilege. A waiver by the Group 3 Bondholders of any right or remedy hereunder on any one occasion shall not be construed as a bar to any right or remedy which the Group 3 Bondholders would otherwise have on any future occasion. The rights and remedies herein provided are cumulative, may be exercised singly or concurrently and are not exclusive of any other rights or remedies provided by law.

Section 4.04 Enforcement Expenses; Indemnification.

- (a) DFI agrees to pay, or reimburse the Group 3 Bondholders for, all their costs and expenses to the extent reasonable incurred in collecting against DFI under the agreements contained in this Agreement or otherwise enforcing or preserving any rights under this Agreement, including, without limitation, the reasonable fees and disbursements of counsel to the Group 3 Bondholders.
- (b) DFI agrees to pay, and to save the Group 3 Bondholders harmless from, any and all liabilities with respect to, or resulting from any delay in paying, any and all stamp, excise, sales or other taxes (not including income taxes) which may be payable or determined to be payable in connection with any of the transactions contemplated by this Agreement.
- (c) DFI agrees to pay, and to save the Group 3 Bondholders harmless from, any and all liabilities, obligations, losses, damages, penalties, actions, judgments, suits, costs, expenses or disbursements of any kind or nature whatsoever with respect to material breach of this Agreement by DFI.
- (d) The agreements in this Section 4.04 shall survive repayment of the Group 3 Obligations and all other amounts payable under the Transaction Documents.

Section 4.05 No Guaranty. Anything to the contrary in this Agreement or the other Transaction Documents notwithstanding, the Parties expressly acknowledge and agree that their intent and purpose under this Agreement is for DFI to grant a security interest in the Pledged Property to the Group 3 Bondholders as collateral for the repayment of Group 3 Obligations. Accordingly, the Parties further

expressly acknowledge and agree that DFI shall not, by entering into this Agreement, be deemed to guaranty the payment or performance of any Group 3 Obligations or to otherwise assume any liability for same other than as set forth herein. For the avoidance of doubt, except with respect to liability of DFI to the Group 3 Bondholders specifically set forth herein, the receipt by the Group 3 Bondholders of the Pledged Property shall be the Group 3 Bondholders' exclusive recourse and sole source of recovery following a Group 3 Event of Default.

Article V. ADDITIONAL REPRESENTATIONS AND WARRANTIES.

DFI hereby makes the following representations and warranties to the Group 3 Bondholders as of the Effective Date:

Section 5.01 Organization and Qualification. DFI is a corporation, duly organized and in good standing in the State of Florida, and has the requisite power and authority to own and use its properties and assets and to carry on its business as currently conducted.

Section 5.02 Authorization; Enforcement. DFI has the requisite power and authority to enter into and to consummate the transactions contemplated by this Agreement, and otherwise to carry out its obligations hereunder. The execution and delivery of this Agreement by DFI and the consummation by it of the transactions contemplated hereby have been duly authorized by all requisite action on the part of DFI. This Agreement has been duly executed and delivered by DFI and constitutes the valid and binding obligation of DFI enforceable against DFI in accordance with its terms, except as such enforceability may be limited by applicable bankruptcy, insolvency, reorganization, moratorium, liquidation or similar laws relating to, or affecting generally the enforcement of, creditors' rights and remedies or by other equitable principles of general application.

Section 5.03 No Conflicts. The execution, delivery and performance of this Agreement by DFI and the consummation by DFI of the transactions contemplated herein do not and will not (i) conflict with, constitute a default (or an event which with notice or lapse of time or both would become a default) under, or give to others any rights of termination, amendment, acceleration or cancellation of, any agreement, indenture or instrument to which DFI is a party, or (ii) result in a violation of any law, rule, regulation, order, judgment, injunction, decree or other restriction of any court or governmental authority to which DFI is subject (including Federal and State securities laws and regulations), or by which any material property or asset of DFI is bound or affected.

Section 5.04 Consents and Approvals. DFI is not required to obtain any consent, waiver, authorization or order of, or make any filing or registration with, any court or other federal, state, local, foreign or other governmental authority or other person in connection with the execution, delivery and performance by DFI of this Agreement.

Article VI. MISCELLANEOUS.

Section 6.01 Governing Law; Jurisdiction.

- (a) This Agreement, and any and all claims, proceedings or causes of action relating to this Agreement or arising from the transactions contemplated herein (the "Transactions"), including, without limitation, tort claims, statutory claims and contract claims, shall be interpreted, construed, governed and enforced under and solely in accordance with the substantive and procedural Laws of the State of Florida, in each case as in effect from time to time and as the same may be amended from time to time, and as applied to agreements performed wholly within the State of Florida.

- (b) Each of the Parties hereby irrevocably submits to the personal jurisdiction of United States Federal Courts and the courts of the State of Florida, in each case located in Miami-Dade County, Florida (the “Chosen Courts”) solely in respect of the interpretation and enforcement of the provisions of this Agreement, or the negotiation, execution or performance hereof, and hereby waive, and agree not to assert, as a defense in any action, suit or proceeding for the interpretation or enforcement hereof or of any such document, that it is not subject thereto or that such action, suit or proceeding may not be brought or is not maintainable in the Chosen Courts or that any Chosen Court is an inconvenient forum or that the venue thereof may not be appropriate, or that this Agreement or any such document may not be enforced in or by such Chosen Court, and each of the Parties hereto irrevocably agrees that all claims, actions, suits and proceedings or other causes of action (whether at Law, in contract, in tort or otherwise) that may be based upon, arising out of or relating to this Agreement or any of the Transactions, or the negotiation, execution or performance hereof shall be heard and determined exclusively in the Chosen Courts. Each of the Parties hereby consents to and grants any such Chosen Court jurisdiction over the person of such Party and, to the extent permitted by Law, over the subject matter of such dispute and agrees that mailing of process or other papers in connection with any such action, suit or proceeding in the manner as may be permitted by Law shall be valid, effective and sufficient service thereof.

Section 6.02 Waiver of Jury Trial. EACH PARTY HEREBY WAIVES, TO THE FULLEST EXTENT PERMITTED BY APPLICABLE LAW, ANY RIGHT IT MAY HAVE TO A TRIAL BY JURY IN ANY LEGAL PROCEEDING DIRECTLY OR INDIRECTLY ARISING OUT OF OR RELATING TO THIS AGREEMENT OR THE TRANSACTIONS CONTEMPLATED HEREIN (WHETHER BASED ON CONTRACT, TORT OR ANY OTHER THEORY). EACH PARTY HERETO (A) CERTIFIES THAT NO REPRESENTATIVE, AGENT OR ATTORNEY OF ANY OTHER PARTY HAS REPRESENTED, EXPRESSLY OR OTHERWISE, THAT SUCH OTHER PARTY WOULD NOT, IN THE EVENT OF LITIGATION, SEEK TO ENFORCE THE FOREGOING WAIVER AND (B) ACKNOWLEDGES THAT IT AND THE OTHER PARTIES HERETO HAVE BEEN INDUCED TO ENTER INTO THIS AGREEMENT BY, AMONG OTHER THINGS, THE MUTUAL WAIVERS AND CERTIFICATIONS IN THIS SECTION 6.02. EACH OF THE PARTIES ACKNOWLEDGE THAT EACH HAS BEEN REPRESENTED IN CONNECTION WITH THE SIGNING OF THIS WAIVER BY INDEPENDENT LEGAL COUNSEL SELECTED BY THE RESPECTIVE PARTY AND THAT SUCH PARTY HAS DISCUSSED THE LEGAL CONSEQUENCES AND IMPORT OF THIS WAIVER WITH LEGAL COUNSEL. EACH OF THE PARTIES FURTHER ACKNOWLEDGE THAT EACH HAS READ AND UNDERSTANDS THE MEANING OF THIS WAIVER AND GRANTS THIS WAIVER KNOWINGLY, VOLUNTARILY, WITHOUT DURESS AND ONLY AFTER CONSIDERATION OF THE CONSEQUENCES OF THIS WAIVER WITH LEGAL COUNSEL.

Section 6.03 Limitation on Damages. IN NO EVENT WILL ANY PARTY BE LIABLE TO ANY OTHER PARTY UNDER OR IN CONNECTION WITH THIS AGREEMENT OR IN CONNECTION WITH THE TRANSACTIONS FOR SPECIAL, GENERAL, INDIRECT OR CONSEQUENTIAL DAMAGES, INCLUDING DAMAGES FOR LOST PROFITS OR LOST OPPORTUNITY, EVEN IF THE PARTY SOUGHT TO BE HELD LIABLE HAS BEEN ADVISED OF THE POSSIBILITY OF SUCH DAMAGE.

Section 6.04 Specific Performance. The Parties agree that irreparable damage would occur in the event that any of the provisions of this Agreement were not performed by them in accordance with the terms hereof or were otherwise breached and that each Party hereto shall be entitled to an injunction or injunctions, specific performance and other equitable relief to prevent breaches of the provisions hereof and thereof and to enforce specifically the terms and provisions hereof and thereof, without the

proof of actual damages, in addition to any other remedy to which they are entitled at law or in equity. Each Party agrees to waive any requirement for the security or posting of any bond in connection with any such equitable remedy, and agrees that it will not oppose the granting of an injunction, specific performance or other equitable relief on the basis that (a) any other Party has an adequate remedy at law, or (b) an award of specific performance is not an appropriate remedy for any reason at law or equity.

Section 6.05 Notices. Any notice hereunder shall be sent in writing, addressed as specified below, and shall be given personally, by email with return receipt requested, or by overnight delivery of certified or registered mail or recognized courier service, return receipt requested. Notices shall be deemed given: (a) if delivered personally, when so delivered; (b) if sent by email, on the date that transmission is confirmed electronically; or (c) if sent by overnight delivery of certified or registered mail or recognized courier service, return receipt requested, one Business Day after dispatch. Notices shall be addressed to the respective Parties as follows, or to such other address as a Party shall specify to the others in accordance with these notice provisions:

If to DFI:

Data Factory Invest Inc.
Attn: Philippe Erb
1000 Williams Island Blvd.
Aventura, Florida, 33160
Email: ceoatlantic@gmail.com

With a copy, which shall not constitute notice, to:

Anthony, Linder & Cacomanolis, PLLC
Attn: John Cacomanolis
1700 Palm Beach Lakes Blvd., Suite 820
West Palm Beach, FL 33401
Email: jcacomanolis@alclaw.com

if to the Group 3 Bondholders Representative, to:

Mr. Johann Jabes
[_____]
[_____]
[_____]
Email: [_____]

If to any Group 3 Bondholder, to the Bondholders' Representative for further distribution to the applicable Group 3 Bondholder(s).

Section 6.06 Attorneys' Fees. In the event that any Party institutes any action or suit to enforce this Agreement or to secure relief from any default hereunder or breach hereof, the prevailing Party shall be reimbursed by the losing Party for all reasonable costs, including reasonable attorneys' fees, incurred in connection therewith and in enforcing or collecting any judgment rendered therein.

Section 6.07 Third Party Beneficiaries. This contract is strictly between the Parties, and except as specifically provided herein, no other Person and no director, officer, members, stockholder,

employee, agent, independent contractor or any other Person shall be deemed to be a third-party beneficiary of this Agreement.

Section 6.08 Expenses. Other than as specifically set forth herein, each of the Parties will bear their own respective expenses, including legal, accounting and professional fees, incurred in connection with the Transactions.

Section 6.09 Entire Agreement. This Agreement and the other Transaction Documents represent the entire agreement between the Parties relating to the subject matter thereof and supersede all prior agreements, understandings and negotiations, written or oral, with respect to such subject matter.

Section 6.10 Survival. The representations, warranties covenants and agreements in this Agreement shall survive the Effective Date for a period of 24 months from the full satisfaction of the Group 3 Obligations, provided that such provisions herein as required to give effect to the same, will survive until fully performed; and further provided that nothing herein shall prevent a Party from making any claim hereunder, or relieve any other Party from any liability hereunder, after such time for any breach thereof.

Section 6.11 Amendment; Waiver.

- (a) This Agreement cannot be amended, except by a writing signed by each of the Parties and cannot be terminated orally or by course of conduct. No provision hereof can be waived, except by a writing signed by the Party against whom such waiver is to be enforced, and any such waiver shall apply only in the particular instance in which such waiver shall have been given.
- (b) Neither any failure or delay in exercising any right or remedy hereunder or in requiring satisfaction of any condition herein nor any course of dealing shall constitute a waiver of or prevent any Party from enforcing any right or remedy or from requiring satisfaction of any condition. No notice to or demand on a Party waives or otherwise affects any obligation of that Party or impairs any right of the Party giving such notice or making such demand, including any right to take any action without notice or demand not otherwise required by this Agreement. No exercise of any right or remedy with respect to a breach of this Agreement shall preclude exercise of any other right or remedy, as appropriate to make the aggrieved Party whole with respect to such breach, or subsequent exercise of any right or remedy with respect to any other breach.
- (c) Except as otherwise expressly provided herein, no statement herein of any right or remedy shall impair any other right or remedy stated herein or that otherwise may be available.

Section 6.12 Arm's Length Bargaining; No Presumption Against Drafter. This Agreement has been negotiated at arm's-length by parties of equal bargaining strength, each represented by counsel or having had but declined the opportunity to be represented by counsel and having participated in the drafting of this Agreement. This Agreement creates no fiduciary or other special relationship between the Parties, and no such relationship otherwise exists. No presumption in favor of or against any Party in the construction or interpretation of this Agreement or any provision hereof shall be made based upon which Person might have drafted this Agreement or such provision.

Section 6.13 Headings. The headings contained in this Agreement are intended solely for convenience and shall not affect the rights of the Parties.

Section 6.14 No Assignment or Delegation. This Agreement shall be binding upon and shall inure

to the benefit of the Parties and their respective permitted successors and permitted assigns. Other than as set forth herein, no Party shall have any power or any right to assign or transfer, in whole or in part, this Agreement, or any of its rights or any of its obligations hereunder, including, without limitation, any right to pursue any claim for damages pursuant to this Agreement or the transactions contemplated herein, or to pursue any claim for any breach or default of this Agreement, or any right arising from the purported assignor's due performance of its obligations hereunder, without the prior written consent of the other Parties and any such purported assignment in contravention of the provisions herein shall be null and void and of no force or effect.

Section 6.15 Commercially Reasonable Efforts. Subject to the terms and conditions herein provided, each Party shall use their respective commercially reasonable efforts to perform or fulfill all conditions and obligations to be performed or fulfilled by it under this Agreement so that the Transactions shall be consummated as soon as practicable, and to take, or cause to be taken, all actions and to do, or cause to be done, all things necessary, proper or advisable under applicable Laws and regulations to consummate and make effective this Agreement and the Transactions.

Section 6.16 Further Assurances. From and after the Effective Date, each Party shall execute and deliver such documents and take such action, as may reasonably be considered within the scope of such Party's obligations hereunder, necessary to effectuate the Transactions.

Section 6.17 Acknowledgement. DF Austin and the Issuer hereby join this Agreement for evidencing their agreement and consent to the transactions as set forth herein, and each of DF Austin and the Issuer covenant and agree that they shall execute and deliver such documents and take such action, as may reasonably be necessary to effectuate the Transactions.

Section 6.18 Counterparts. This Agreement may be executed in multiple counterparts, each of which shall be deemed an original and all of which taken together shall be but a single instrument. Counterparts may be delivered via facsimile, electronic mail (including pdf or any electronic signature complying with the U.S. federal E-SIGN Act of 2000, e.g., www.docusign.com) or other transmission method and any counterpart so delivered shall be deemed to have been duly and validly delivered and be valid and effective for all purposes.

[Signature Pages Follow]

IN WITNESS WHEREOF, the Parties have executed this Agreement as of the Effective Date.

Data Factory Invest Inc.

By: _____
Name: Philippe Erb
Title: President

Mr. Johann Jabes as the Bondholders' Representative,
on his behalf and on behalf of all of the Group 3
Bondholders

By: _____
Name: Mr. Johann Jabes

Agreed and accepted:

Data Factory Austin LLC

By: Data Factory Invest Inc.
Its: Manager

By: _____
Name: Philippe Erb
Title: Chief Executive Officer

Data Factory France SA

By: _____

Name: _____

Title: _____

Exhibit A
Form of Bond

Annexe 13 – Bulletin de souscription

Data Factory France
Société anonyme
au capital de 37.000 euros
Siège social : 12, rue de la Part-Dieu, 69003 Lyon
934 752 627 – R.C.S. de Lyon
(la « Société »)

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

(Emprunt n°3)

Je soussigné(e), né(e) le, à, de nationalité, domicilié(e) à

connaissance prise du document d'information synthétique émis par la Société, relatif à l'émission par la Société, d'un maximum de sept millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (7.999.999) Obligations, d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune, représentant un emprunt obligataire d'un montant maximum global de sept millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (7.999.999) euros et étant émise au pair (les « **Obligations** ») ;

déclare :

- reconnaître que les Obligations sont émises par la voie d'une offre au public conformément à l'article L. 411-2-1, 1° du Code monétaire et financier, aux articles 211-2 I, 212-43, 212-45, 212-46, 212-47 et 213-3 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (« **AMF** ») et à l'instruction DOC-2018-07 de l'AMF, cette offre, dont le montant total en France et dans l'Union Européenne est inférieur à 8.000.000 euros, n'a pas fait l'objet d'un prospectus ni n'a été soumise au visa de l'Autorité des marchés financiers mais a fait l'objet d'une information des souscripteurs via le site Internet de la Société.
- avoir pris connaissance du document d'information synthétique émis par la Société, envoyé par email, et en particulier des facteurs de risque qui y sont décrits ;
- souscrire irrévocablement à (.....) Obligations (minimum de souscription : cinq mille (5.000) Obligations) ;
- libérer, l'intégralité du montant de ma souscription, soit la somme de (.....) euros, **(i)** en cas de souscription en numéraire, dans les dix (10) jours ouvrés suivant la date des présentes, par virement bancaire sur le compte dont les coordonnées sont joints en Annexe ou **(ii)** en cas de souscription en nature, immédiatement par transfert de EURC sur le portefeuille électronique (*wallet*) de la Société dont les coordonnées sont joints en Annexe, par connexion de mon wallet directement sur le site Internet de la Société, et conformément au taux de change qui y est affiché lors de la réalisation de cette opération ;
- reconnaître que les montants ci-dessus ne seront pas utilisés et que les Obligations ne seront pas émises avant la clôture par la Société de la période de souscription ;

- confirmer la volonté de percevoir le remboursement du nominal des Obligations et le paiement des intérêts courus sur les Obligations en (cochez la case correspondante) :
 - en numéraire : par virement bancaire en euro sur mon compte bancaire dont les détails ont été renseignés lors de la souscription ;
 - en nature : par transfert de EURC sur mon portefeuille électronique (*wallet*) dont les détails ont été renseignés lors de la souscription.

- qu'un exemplaire du présent engagement m'a été remis.

Fait à, le

**[Nom et prénom du
souscripteur]**

ANNEXE

Coordonnées pour le versement du prix de souscription

- **Souscription en numéraire et en euros :**

IBAN : FR76 1287 9000 0111 2085 0500 215

Code Banque : 12879, Code Guichet : 00001, Compte : 11208505002, Clé RIB : 15

BIC/SWIFT : DELUFR22XXX

- **Souscription en nature par transfert de EURC sur le wallet de la Société dont l'adresse est la suivante :**

0x57D5955DFF6a155952957CEA1F603CA33c55131B

ERC20

Data Factory France
Société anonyme
au capital de 37.000 euros
Siège social : 12, rue de la Part-Dieu, 69003 Lyon
934 752 627 – R.C.S. de Lyon
(la « Société »)

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

(Emprunt n°3)

....., au capital de
euros, dont le siège social est situé, immatriculée au
Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro....., représentée
par, dûment habilité(e) aux fins des présentes ;

connaissance prise du document d'information synthétique émis par la Société, relatif à l'émission par la
Société, d'un maximum de sept millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-
neuf (7.999.999) Obligations, d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune, représentant un emprunt
obligataire d'un montant maximum global de sept millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent
quatre-vingt-dix-neuf (7.999.999) euros et étant émise au pair (les « **Obligations** ») ;

déclare :

- reconnaître que les Obligations sont émises par la voie d'une offre au public conformément à l'article L. 411-2-1, 1° du Code monétaire et financier, aux articles 211-2 I, 212-43, 212-45, 212-46, 212-47 et 213-3 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (« **AMF** ») et à l'instruction DOC-2018-07 de l'AMF, cette offre, dont le montant total en France et dans l'Union Européenne est inférieur à 8.000.000 euros, n'a pas fait l'objet d'un prospectus ni n'a été soumise au visa de l'Autorité des marchés financiers mais a fait l'objet d'une information des souscripteurs via le site Internet de la Société,
- avoir pris connaissance du document d'information synthétique émis par la Société, envoyé par email, et en particulier des facteurs de risque qui y sont décrits ;
- souscrire irrévocablement à (.....) Obligations (minimum de souscription : cinq mille (5.000) Obligations) ;
- libérer, l'intégralité du montant de ma souscription, soit la somme de (.....) euros, **(i)** en cas de souscription en numéraire, dans les dix (10) jours ouvrés suivant la date des présentes, par virement bancaire sur le compte dont les coordonnées sont joints en Annexe ou **(ii)** en cas de souscription en nature, immédiatement par transfert de EURC sur le portefeuille électronique (*wallet*) de la Société dont les coordonnées sont joints en Annexe, par connexion de mon wallet directement sur le site Internet de la Société, et conformément au taux de change qui y est affiché lors de la réalisation de cette opération ;
- reconnaître que les montants ci-dessus ne seront pas utilisés et que les Obligations ne seront pas émises avant la clôture par la Société de la période de souscription ;

- confirmer la volonté de percevoir le remboursement du nominal des Obligations et le paiement des intérêts courus sur les Obligations en (cochez la case correspondante) :
 - en numéraire : par virement bancaire en euro sur mon compte bancaire dont les détails ont été renseignés lors de la souscription ;
 - en nature : par transfert de EURC sur mon portefeuille électronique (*wallet*) dont les détails ont été renseignés lors de la souscription.

- qu'un exemplaire du présent engagement m'a été remis.

Fait à, le

[Identité du souscripteur]

Représentée par []

ANNEXE

Coordonnées pour le versement du prix de souscription

- **Souscription en numéraire et en euros :**

IBAN : FR76 1287 9000 0111 2085 0500 215

Code Banque : 12879, Code Guichet : 00001, Compte : 11208505002, Clé RIB : 15

BIC/SWIFT : DELUFR22XXX

- **Souscription en nature par transfert de EURC sur le wallet de la Société dont l'adresse est la suivante :**

0x57D5955DFF6a155952957CEA1F603CA33c55131B

ERC20